

cahiers LEON TROTSKY

NUMÉRO SPÉCIAL
LES PROCÈS
DE MOSCOU
DANS LE MONDE

3

JUILLET-SEPTEMBRE 1979

INSTITUT LEON TROTSKY 29, RUE DESCARTES 75005 PARIS
PUBLICATION TRIMESTRIELLE. DIFFUSION E. D. I.

INSTITUT LÉON TROTSKY

Association selon la loi de 1901

Siège social : 29, rue Descartes, 75005 PARIS - Tél. : 329.55.20

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky en une édition la plus complète possible, établie sur une base scientifique [...], réaliser une large collaboration internationale [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut Léon Trotsky et à permettre la publication de textes et documents divers, concernant l'auteur et le mouvement ouvrier, mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toutes informations, documentation ou archives concernant Trotsky et son œuvre [...]. (Extrait des Statuts de l'Association.)

COMITÉ DE PARRAINAGE DE L'INSTITUT

Ont à ce jour répondu à notre appel : John Archer, Jean Beaussier, Robert Brécy, Yvan Craipeau, Helmut Dahmer, Tamara Deutscher, André Donneur, Pierre Frank, Adolfo Gilly, Daniel Guérin, Anatole Kopp, Roland Lewin, Marcel Liebman, Jean Maitron, Ernest Mandel, François Maspero, César N. Molina-Flores, Miklos Molnar, Maurice Nadeau, George Novack, Pelai Pagès, Jacqueline Pluet, Michel Raptis, Madeleine Rébérioux, Gérard Rosenthal, Laurent Schwartz, Fritjof Tichelmann, Jean van Heijenoort, Luis Vitale, Esteban Volkov, Marie-Alice Waters.

BUREAU DE L'INSTITUT

Marguerite Bonnet (présidente), Pierre Broué (direction scientifique), Michel Dreyfus, Jean-François Godchau (suppléant), Anna Libera, Jean Risacher.

Comité de rédaction des *Cahiers Léon Trotsky* : Les membres du bureau de l'Institut, Jean René, Francis Jolivet, Michel Kehrnon, Nat London.

Rédaction et Administration : au siège de l'Institut.

PRIX DE CE NUMERO SPECIAL : 35,00

ABONNEMENT

1979 : N ^{os} 1 à 4	— France : 70,00	— Etranger : 85,00
1980 : N ^{os} 5 à 8	— France : 80,00	— Etranger : 100,00

Abonnements de soutien : 200 F, 300 F, 400 F, 500 F...

Règlement à l'Institut Léon Trotsky par chèque bancaire ou C. C. P. PARIS 20947-83 U.

Pour tout envoi avion, nous consulter.

cahiers

LEON TROTSKY

N° 3

JUILLET-SEPTEMBRE 1979

LES PROCÈS DE MOSCOU DANS LE MONDE

SOMMAIRE

Pierre BROUÉ. — Présentation 5

Première partie

CONTRE-PROCES

G. R. — Une thèse magistrale : <i>Contre-procès</i> de Thomas R. POOLE	17
<i>Biographie. — John Dewey</i>	32
<i>Document n° 1. — Rapport à ses membres sur le travail du comité de défense de Léon Trotsky</i>	33
Alan WALD. — La commission Dewey : quarante ans après	43
<i>Document n° 2. — Résumé des conclusions de la commission Dewey</i>	57
Gérard ROCHE. — Défense et contre-enquête en France	61
<i>Document n° 3. — Appel aux hommes</i>	99
<i>Document n° 4. — Lettres de L. Sedov à M. Martinet</i>	101
<i>Document n° 5. — Lettre de M. Martinet à L. Trotsky</i> ..	105
<i>Document n° 6. — Lettre de P. Naville à H. Solow</i>	107
David VOGELSANGER. — Tentative de contre-procès à Bâle (<i>avec deux lettres inédites de L. Trotsky dans le texte</i>)	109

Deuxième partie

PROCES MANQUES

René REVOL. — Procès de Moscou en Espagne	121
<i>Document n° 7. — J. A., L'affaire Léon Narvitch</i>	133

<i>Biographie.</i> — <i>Freund, dit Moulin</i>	135
<i>Biographie.</i> — <i>Kurt Landau</i>	136
<i>Biographie.</i> — <i>Rosalio Negrete</i>	137
<i>Biographie.</i> — <i>Andreu Nin</i>	138
<i>Biographie.</i> — <i>Goffredo Rosini</i>	139
Pierre BROUÉ. — Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz	141
Document n° 8. — <i>A. Grylewicz, Le procès d'espionnage manqué</i>	147
Pierre BROUÉ. — Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens	151
<i>Biographie.</i> — <i>Vittorio Vidali</i>	175
<i>Biographie.</i> — <i>Tina Modotti</i>	177
<i>Biographie.</i> — <i>George Mink</i>	179
Document n° 9. — <i>Déclaration de J.-P. Cannon sur l'affaire Robinson</i>	180
Document n° 10. — <i>Junius (H. Solow), Le véritable plan derrière l'affaire Rubens est en train de s'éclairer</i>	183
<i>Biographie.</i> — <i>Camillo Berneri</i>	186
<i>Biographie.</i> — <i>Carlo Tresca</i>	187
Document n° 11. — <i>C. Tresca, En fustigeant sans trêve ni peur toutes les dictatures, nous accomplissons notre devoir</i> ..	189
Document n° 12. — <i>C. Tresca, Où est Juliet Stuart Poyntz ?</i>	196
Document n° 13. — <i>C. Tresca, Pourquoi je suis allé devant le grand jury fédéral</i>	199

Troisième partie

LA MACHINE A MENTIR

Jean-Paul JOUBERT. — Quand l'Humanité couvrait la trace des tueurs	203
Document n° 14. — <i>Huit traîtres à la patrie soviétique devant le tribunal suprême (l'Humanité)</i>	229
Document n° 15. — <i>Déclaration de Sneevliet à la police suisse</i>	230
Document n° 16. — <i>Le trotskysme au service de Hitler (G. Soria, l'Humanité, 20 juin 1937)</i>	232
Document n° 17. — <i>Les traîtres trotskystes dévoilés à Barcelone (G. Soria, l'Humanité, 25 oct. 1937)</i>	234
<i>Chronologie</i>	237
INSTITUT LÉON TROTSKY. — Des thèmes de recherche pour les historiens du P. C. F.	241
<i>Les collaborateurs de ce numéro spécial</i>	243

CE numéro des Cahiers Léon Trotsky paraît au moment du 100° anniversaire de Léon Trotsky, né, on le sait, trente-huit ans jour pour jour avant la révolution d'Octobre.

La rédaction est heureuse de la coïncidence entre cette publication et cet anniversaire. Fondé il y a deux ans et demi, l'Institut Léon Trotsky a publié dans cette période six volumes des Œuvres et trois numéros des Cahiers, ce qui nous semble pouvoir être considéré comme un hommage particulier de centième anniversaire en même temps qu'une promesse.

Trotsky n'est pas présent dans chacun des articles de ce numéro spécial dont le contenu constitue pourtant un hommage pour lui. D'une part, c'est contre cet homme presque seul et contre ses compagnons dévoués jusqu'au sacrifice que s'acharnent les machines à mentir et à tuer que Staline utilise pour maintenir à tout prix les privilèges et le pouvoir d'une bureaucratie cupide. D'autre part, c'est l'énergie du combattant Trotsky qui anime et inspire la résistance organisée à cette effroyable machine à broyer.

Nous dédions ce numéro à Léon Trotsky pour son 100° anniversaire et plaçons en épigraphe, pour lui, cette phrase qu'il prononça pendant cette période :

« Le plus haut bonheur humain n'est pas dans l'exploitation du présent, il est dans la préparation de l'avenir. »

Institut Léon Trotsky.



Présentation

CE numéro 3 des Cahiers Léon Trotsky est, comme on l'a vu, consacré à un thème unique « Les Procès de Moscou dans le monde », ou, si l'on préfère, les aspects internationaux de ce qu'il est convenu d'appeler « les procès de Moscou », mais que les Russes appellent d'une expression plus globale, bien que politiquement insuffisante, la « Ejovitchina », c'est-à-dire la grande purge conduite sous les ordres de Staline par Nikolai Ejov.

La période de l'histoire soviétique qui correspond aux procès de Moscou a été essentiellement traitée jusqu'à présent sous un angle exclusivement russe, comme une affaire interne de l'U. R. S. S. répondant principalement à des impératifs de politique intérieure : la nécessité de briser toute opposition, même seulement virtuelle, de jeter en pâture au mécontentement populaire des boucs émissaires, de terroriser toute éventuelle résistance à la ligne stalinienne. Cette analyse est largement correcte, mais excessivement unilatérale (1).

Au centre des préoccupations qui contraignent Staline à s'engager en effet dans cette répression sans précédent, il y a la nécessité de se défaire — politiquement et physiquement — de Trotsky lui-même et de ses partisans dans la IV^e Internationale en gestation et, autour d'elle et, en particulier, dans une période de montée ouvrière en Europe occidentale, de détruire toute organisation susceptible de constituer un pôle de ralliement alternatif aux P. C. ou de fournir, par sa critique et son activité, un soutien à Trotsky. Il est clair que, sous cet angle, la répression qui constitue le cadre et le contexte des procès de Moscou est un phénomène international.

Si l'on examine les choses sous l'angle purement soviétique, il faut distinguer, dans le mouvement même de la purge menée par Staline et ses hommes de main, deux éléments. D'une part, une répression de masse,

(1) Je ne fais pas d'exception, de ce point de vue, pour mon propre ouvrage *Les Procès de Moscou* publié en 1964 dans la collection « Archives ».

détruisant physiquement toute opposition ancienne, traquant jusqu'aux anciens opposants terrorisés, frappant au passage neutres, mous et même indifférents. Cette répression a éliminé toute la vieille garde bolchevique, y compris, soit dit en passant, des soutiens fidèles de Staline au cours des années précédentes. Elle a aussi englouti une bonne partie de la génération révolutionnaire venue à la lutte politique en 1917. Les procès constituent seulement la partie visible de cet iceberg. Leur objectif est double. Il s'agit d'une part de terroriser tous ceux qui peuvent prendre conscience, même diffuse, de leur signification et, de l'autre, de signifier aux masses les plus larges et les plus arriérées que les opposants quels qu'ils soient ne sont et ne pouvaient être que des agents de l'étranger, des pions de l'impérialisme, des tueurs et des espions.

La technique de la préparation et de la mise en scène des procès est simple : provocation et amalgame. Le procès met en scène en effet deux catégories d'accusés. La première est celle des « provocateurs », eux-mêmes agents du G. P. U. ou tenus par lui, qui se disent « trotskystes », qui ont commis ou avouent avoir commis des actes de « trahison (2) », la seconde celle des prisonniers politiques qui, après une préparation convenable, suffisamment battus ou dûment piégés, acceptent de jouer le rôle que l'accusation leur assigne dans un procès public en récitant les aveux qu'elle leur dicte (3). La présence sur le même banc d'accusés de policiers complices et d'opposants brisés — n'ayant rien de commun — constitue ce que Trotsky appelait l'amalgame. L'amalgame réussi, les accusés connus comme opposants ou anciens opposants battant leur coulpe et clamant leur trahison, leur repentir et leur amour pour Staline, c'est, comme l'espèrent ses metteurs en scène, le spectacle qui convainc ou qui terrorise, ce qui, de toute façon, est une victoire pour la dictature.

Si l'on examine maintenant ce combat sur le plan international, il est clair que les grandes lignes en sont les mêmes, bien que la réalisation en soit plus difficile. D'une part, partout où c'est possible, les tueurs de Staline réalisent effectivement le massacre par les moyens les plus sommaires : c'est le cas pendant toute une période en Espagne où les conditions rendent possible de conduire impunément cette activité (4). Ainsi le G. P. U. a-t-il exécuté sommairement les anarchistes Berneri et Barbieri, le poumiste autrichien Landau, le trotskyste allemand Freund-Mou-

(2) Par exemple, lors du premier procès de Moscou, les Olberg, Lourié, Fritz David, Berman-Iourine.

(3) Par exemple, lors du premier procès de Moscou, Zinoviev, Kamenev et les autres vieux-bolcheviks.

(4) D'une part l'atmosphère de la guerre civile a fait du meurtre politique — le « paseo » par exemple — un élément de la vie quotidienne. D'autre part les agents du P. C. espagnol et du G. P. U. ont pu être facilement infiltrés dans une police « reconstituée » après une épuration sommaire.

lin et bien d'autres (5). Par ailleurs on cherche en même temps à monter des procès où se mènerait la même opération qu'à Moscou et où l'accusation ferait la preuve que les trotskystes et leurs amis sont des espions, des assassins, des agents de l'Allemagne hitlérienne. La tâche est moins facile car les autorités policières et judiciaires des Etats étrangers ne sont pas aussi dociles au G. P. U. que celles d'Union soviétique. Mais cela ne fait qu'accroître la difficulté sans mettre en cause l'orientation.

La technique est, elle, identique et repose sur les deux piliers de la « provocation » et de l'« amalgame ». Les « provocateurs » sont des agents du G. P. U., infiltrés dans les rangs trotskystes ou présentés comme tels — les Bartanyi, Narvitch, Robinson — qui vont faire aux autorités des « aveux » permettant d'inculper et d'accabler d'authentiques militants. Ces derniers sont évidemment moins facilement « préparés » que leurs homologues russes. Ils sont néanmoins authentiquement préparés, le plus souvent à la suite d'enlèvements ayant pour but de faciliter l'opération : militants du P. O. U. M. enlevés des prisons régulières pour être interrogés par les tchékas, par exemple. Nombre d'attentats, de disparitions et d'assassinats commis par le G. P. U. dans cette période relèvent de cette catégorie de préparation de procès : c'est le cas du guet-apens tendu à Léon Sedov à Mulhouse (6), et selon toute apparence des arrestations-enlèvements de Rudolf Klement à Paris, Erwin Wolf à Barcelone et, évidemment, Andrés Nin (7). L'arrestation de Grylewicz par les autorités tchécoslovaques relève également de ce cas de figure (8).

Le problème — et nous nous efforcerons de l'expliquer dans ce numéro — est évidemment que le G. P. U. s'est révélé incapable, en particulier du fait de la résistance à la torture des militants qu'il voulait présenter en accusés dociles (9), de réaliser à l'étranger le moindre « procès » avec une ombre de vraisemblance... ce qui ne pouvait avoir qu'un seul résultat, celui de ramener les opérations les plus compliquées et les mieux élaborées à leur dénominateur commun, le meurtre.

(5) On trouvera dans ce numéro des informations sur ces meurtres, mais la recherche n'a pas été orientée vers une enquête à leur propos, à la fois parce que les faits sont relativement bien connus et parce qu'il ne semble pas possible, dans l'état actuel de la documentation, d'apporter des éléments nouveaux.

(6) Voir ci-dessous l'article de David VOGELSANGER.

(7) Sur Klement, voir dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1, l'article de Pierre BROUÉ, et dans le n° 2 celui de Pierre NAVILLE. Sur l'affaire Nin, voir ci-dessous l'article de René REVOL.

(8) Voir ci-dessous l'article de Pierre BROUÉ sur l'« affaire Grylewicz ».

(9) Il est incontestable que c'est la résistance d'Andrés Nin entre les mains de ses bourreaux qui a fait échouer l'opération « procès » et sans doute épargné la vie de bien des militants non seulement poumistes et trotskystes, mais anarchistes ou socialistes. Ailleurs, le G. P. U. n'avait pas les mêmes moyens d'action qu'en U. R. S. S. : ainsi il ne pouvait torturer Grylewicz à Prague.

*
**

MAIS il existe un second aspect, non moins fondamental. L'obstacle — de taille — pour la crédibilité des procès et la réussite de l'opération, c'est que Trotsky vit à l'étranger. Dès son arrivée au Mexique, sa liberté de mouvement enfin recouvrée, il consacre toutes ses forces à faire le « procès des procès de Moscou », entreprise considérable mais qu'il avait les moyens de mener à bien victorieusement, et Staline le savait. La riposte de Trotsky, c'était évidemment le « contre-procès », devant un tribunal — et il songea très sérieusement à ceux de Norvège, puis de Tchécoslovaquie et de Suisse — ou devant une « commission d'enquête » ad hoc : ce fut finalement la deuxième voie qui fut retenue avec la concentration de tous les efforts de la défense en direction de la commission d'enquête sur les procès de Moscou, présidée par John Dewey, et son « enquête préliminaire » en avril à Coyoacán (10).

Contre cette terrible menace, Staline va employer tous les moyens. D'abord l'orchestration de la grande calomnie par l'écho donné aux procès de Moscou par la presse des P. C. mondiaux : il suffit pour comprendre son ampleur et sa portée de feuilleter l'Humanité et de parcourir, même d'un œil distrait, ses titres et sous-titres.

Mais nous nous efforcerons de dégager ici les autres aspects de la défense par Staline des procès de Moscou et des initiatives auxquelles elle l'entraîna pendant cette période.

Relevons d'abord les pressions diplomatiques et le chantage aux difficultés internes. Ce sont les menaces du gouvernement soviétique en ce qui concerne les relations commerciales russo-norvégiennes qui ont déterminé les grands armateurs à faire pression sur le gouvernement d'Oslo pour interdire à Trotsky d'intenter une action en justice, y compris en simple diffamation, devant un tribunal norvégien ou étranger (11). L'opération réussit et Trotsky, en Norvège, fut réduit au silence. L'affaire avorta au Mexique où le président Cárdenas ne se laissa pas fléchir dans sa décision d'accorder le droit d'asile par les menaces de « troubles » que brandirent devant lui le P. C. mexicain et la C. T. M. dirigée par Lombardo Toledano (12). L'article ci-dessous de David Vogelsanger laisse la question ouverte à propos du « procès de Bâle ».

Bien d'autres types de pression furent pratiquées. L'article de David Vogelsanger a, entre autres, le mérite de souligner que c'est pour des raisons qu'il qualifiait de « politiques » que l'avocat suisse Strobel refusa de

(10) Voir ci-dessous les articles d'Alan WALD et Gérard ROCHE.

(11) D. VOGELSANGER, *loc. cit.*, p. 99.

(12) VICENTE LOMBARDO TOLEDANO (1893-1968), dirigeant de la principale centrale syndicale mexicaine, fut le principal instigateur de la campagne de haine qui prépara ultérieurement l'assassinat de Trotsky au Mexique.

continuer à assurer la défense de son client Trotsky. En Tchécoslovaquie, l'avocat des droits de l'homme Friedrich Bill, chargé de l'affaire par le « comité pour le Droit et la Vérité », abandonnait, lui aussi, après quelques mois, et surtout un cambriolage de son bureau en son absence et la disparition du dossier que lui avaient confié les amis de Trotsky (13). Il serait sans doute intéressant de savoir si le tristement célèbre « expert » de la Ligue des droits de l'homme française, M^e Rosenmark, justifia les procès sous l'influence de sa seule démarche intellectuelle et de ses petits préjugés ou pour une raison tout autre, comme n'a cessé de le supposer Trotsky. L'histoire du comité de défense de Trotsky à New York telle qu'elle a été minutieusement reconstituée par Thomas R. Poole (14) montre que le chantage « économique », la pression par les « droits d'auteur », la menace de boycottage ou la promesse de compensations — en prestige ou en nature — furent l'un des éléments déterminants de l'offensive menée chez les intellectuels nord-américains par les « amis de l'U. R. S. S. (15) ». Il faudra bien répondre un jour à la question du manque de courage de tant d'hommes de lettres : pour un André Gide — sur la position duquel Gérard Roche nous apporte des éléments passionnants — qui refusa de vendre sa conscience, combien de Lion Feuchtwanger qui se déshonorèrent à paraphraser le procureur Vychinsky ? Il faudrait peut-être aussi démonter les ressorts de la pression psychologique exercée sur la personnalité égocentrique de Carleton Beals pour comprendre sa tentative de faire exploser de l'intérieur d'abord, de discréditer ensuite de l'extérieur le travail de la sous-commission d'enquête à Coyoacán (16).

Dans les pages qui suivent, en tout cas, Gérard Roche et Alan Wald, comme T. R. Poole à travers le compte rendu qui est publié de sa thèse magistrale, ont retracé les efforts de quelques hommes courageux fidèles à leurs principes qui se sont unis pour jeter bas l'édifice stalinien des mensonges.

L'entreprise était risquée, et peut-être nos collaborateurs ne l'ont-ils pas suffisamment souligné. La guerre de Staline contre Trotsky ne pouvait en effet que revêtir des formes plus brutales en même temps que mieux élaborées que la simple pression ou même le chantage qualifié. Ce n'est pas par hasard que, dès l'ouverture du procès de Zinoviev et de Kamenev, Trotsky s'inquiète de la sécurité de ses archives (17). Il est bien placé

(13) *La Lutte ouvrière* (de Belgique), 13 février 1937.

(14) Thomas Ray POOLE, « *Counter-Trial* » : *Leon Trotsky on the Soviet Purge Trials*, thèse (Ph. D.) de l'Université du Massachusetts, 1974. Gérard ROCHE en rend compte ci-dessous, p. 17 sq.

(15) Voir ci-dessous, p. 25, dans l'article de G. ROCHE.

(16) Lettre à Léon Sedov, à paraître dans les *Œuvres*.

(17) Voir à ce sujet Gérard ROSENTHAL, *Avocat de Trotsky*, Paris, R. Laffont, 1975, pp. 183-196.

pour savoir qu'elles constituent son arme défensive essentielle contre les mensonges et les impostures de Moscou, et que Staline ne peut manquer de tenter de s'en emparer : c'est ce qui se produit, le 7 novembre 1936, avec le cambriolage, rue Michelet, de l'Institut d'histoire sociale et le vol de plusieurs dizaines de dossiers que Trotsky y avait fait déposer. On découvrira également avec intérêt les tentatives esquissées en 1937 pour impliquer dans des « procès de Moscou » à l'étranger des hommes dont le seul crime est soit d'avoir déposé en faveur de Trotsky, soit d'avoir accepté de participer à l'enquête internationale qu'il revendique hautement comme son droit le plus élémentaire.

Un autre aspect de la guerre stalinienne est l'infiltration au sein de l'état-major ennemi. Au moment où se déroule le premier procès de Moscou, le G. P. U. dispose déjà d'un atout de valeur dans le camp trotskyste avec la présence d'un de ses agents, Mordka Zborowski, dit Marc, dit Etienne, dans l'entourage et la confiance de Léon Sedov. Comme le montre plus loin David Vogelsanger, c'est lui qui permit au G. P. U., grâce à ses informations, de tendre à Léon Sedov le guet-apens de Mulhouse. Y avait-il un informateur dans l'entourage de Sneevliet — qui informa le G. P. U. de son contact avec « un important agent », en l'occurrence Reiss ? On peut le supposer, car « Etienne » ne disposait pas encore d'informations concernant Reiss. Un nom a été prononcé, que nous nous garderons, faute de preuves et de présomptions suffisantes à notre connaissance, de reproduire ici. Le G. P. U. avait-il réellement infiltré la section américaine en plaçant comme secrétaire de confiance auprès de son dirigeant James P. Cannon l'une de ses créatures (18) ? La question semble encore ouverte à discussion. Au début de 1937 en tout cas, le G. P. U. redouble d'efforts pour tenter de gagner à son jeu des gens de l'entourage de Trotsky ou de Sedov. Abram Sobolevicius, un de ses agents les plus importants — longtemps actif dans l'Opposition de gauche sous le nom de Sénine —, ne cherche-t-il pas alors sur ordre de ses supérieurs à sonder les possibilités de « retourner » Jan Frankel, secrétaire de confiance, en route pour le Mexique (19) ? Dans le même moment, son frère Ruvin

(18) Cette femme, Sylvia CALLEN, épouse FRANKLIN (née en 1915), fut, sous le nom de Sylvia CALDWELL, secrétaire dactylographe du comité national du Socialist Workers Party et secrétaire personnelle de son dirigeant James P. Cannon de 1938 à 1947. C'est elle qui est désignée par les accusations lancées par l'ancien dirigeant stalinien Louis F. Budenz et l'espion du G. P. U. Jack Soble, mais le S. W. P. a vu dans ces dénonciations une opération d'« intoxication ».

(19) Le fait a été reconnu par l'agent du G. P. U. lui-même devant la commission d'enquête du Sénat américain : c'est sur instructions de ses supérieurs qu'il embarqua à Nice sur un bateau où se trouvait Jan Frankel, venant de Gênes et se rendant à Mexico, via Naples. Il existe dans la partie fermée des archives de Trotsky un rapport de Jan Frankel sur cette affaire, et à la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon) une lettre de Trotsky à Cannon.

— l'ex-Roman Well — cherche de son côté à renouer avec Ackerknecht-Bauer — qui a rompu avec le trotskysme mais collabore avec Sedov dans le travail contre les procès — un contact qu'il peut espérer « transformer » à travers des propositions de responsabilités élevées en Espagne (20).

Nous avons — et pour cause — moins de détails sur l'infiltration du G. P. U. dans la police de divers pays, à l'exception de l'Espagne où elle joua un rôle déterminant à travers le « recrutement » au G. P. U. de responsables de la police (Ortega, Burillo) et l'embauche par la police des agents du G. P. U. destinés à effectuer des « opérations ». Certains épisodes de l'affaire Grylewicz suggèrent qu'un processus semblable avait commencé en Tchécoslovaquie à travers la collaboration des polices. De toute façon, les premières lignes du chapitre « Corruption » de l'histoire du G. P. U. n'ont pas encore été écrites. Mais comment expliquer la scandaleuse attitude des autorités françaises dans l'enquête sur l'assassinat de Reiss, et notamment la mise en liberté provisoire de l'agent Lydia Grozovskaja ? Les relations diplomatiques ne peuvent suffire à tout expliquer — ni la politique de Front populaire qui servit d'excuse honteuse à ceux qui avaient organisé concrètement la fuite des assassins.

Un autre aspect de cette guerre à mort dont il est difficile de rendre compte car nous n'en connaissons que les quelques aspects parvenus à la surface provient des craquements qui se produisent à cette époque dans l'appareil même du G. P. U., fer de lance de cette opération. On sait qu'Ignace Reiss a payé de sa vie, en septembre 1937, aussi bien son fameux « avertissement Ludwig », adressé par lui aux révolutionnaires d'Europe occidentale, que son ralliement à la IV^e Internationale (21). On connaît moins en Europe l'affaire de la disparition de Juliet Stuart Poyntz, vieille

(20) Témoignage du Dr Erwin H. Ackerknecht.

(21) Sur l'affaire Reiss, on trouvera dans ce numéro des éléments d'information dans les articles de David VOGELSSANGER et Jean-Paul JOUBERT. Il faudra un jour en reprendre l'étude dans son ensemble. Un exemple nous le montre. Dans son livre consacré à l'affaire Alger Hiss, sous le titre *Perjury* (New York, 1978), Allen WEINSTEIN donne des informations sur le fameux Noël Field qui fut, on s'en souvient, accusé par le G. P. U. d'être le centre de l'espionnage américain en Europe au temps des procès staliniens dans les démocraties populaires, à partir du procès Rajk en Hongrie. Selon l'historien américain, Noël Field fut recruté pour les services soviétiques, alors qu'il travaillait aux affaires allemandes du Département d'Etat, par deux agents d'origine allemande, les Massing, qui firent défection peu de temps après. Field fut peu après transféré à Genève, au secrétariat du désarmement de la S. D. N., et y eut comme premier contact Ignace Reiss, lequel fut ensuite remplacé par Krivitsky. C'est seulement en 1941 qu'un agent soviétique aurait demandé à Field de fournir un compte rendu écrit de ses relations passées avec les Massing, Reiss et Krivitsky qui, tous, avaient fait défection antérieurement. Il y a peut-être là un lien intéressant entre les procès d'avant-guerre et ceux d'après-guerre.

communiste au service du G. P. U., décidée à la rupture après le second procès de Moscou (22).

Nous avons tenté dans ce numéro spécial d'attirer l'attention du lecteur sur les efforts de Staline, par l'intermédiaire du G. P. U., pour organiser des « procès de Moscou » ou du moins des procès du type « procès de Moscou » dans les pays alliés et surtout dépendants de l'Union soviétique qu'étaient, à la veille de cette décisive année 1938, l'Espagne républicaine et la république tchécoslovaque. Telle fut, croyons-nous, l'essence des affaires montées en Espagne — où elle échoua avec le procès du P. O. U. M. devenu simple procès politique — et en Tchécoslovaquie avec l'entreprise mort-née contre Anton Grylewicz. Les articles que nous leur avons consacrés soulignent que ces entreprises, bien qu'elles aient finalement échoué, avait été sérieusement menées et en tout cas suivies de près par Staline lui-même.

Le lecteur européen découvrira dans les pages qui suivent, à travers une étude sommaire encore, mais déjà significative, ce qu'on a appelé aux Etats-Unis l'« affaire Robinson-Rubens » et un enchaînement de meurtres qui fut peu connu à l'époque sur le vieux continent (23). Nous souhaitons qu'il découvre avec le même intérêt et la même sympathie que nous des hommes qui ne sont pas connus de ce côté de l'Atlantique, le grand journaliste Herbert Solow, par exemple, ou encore l'anarchiste italien de New York, Carlo Tresca, personnage hors série en ce siècle.

*
**

OFFENSIVE acharnée de Staline contre son ennemi mortel? Défensive en panique face à l'effritement de l'édifice des procès à chaque coup porté de New York ou de Coyoacán? Chaque échec en tout cas, à Moscou ou à l'étranger, donne un élan nouveau à la fuite en avant de Staline et ses siens, jalonnée de nouvelles entreprises qui échouent à leur tour en tant qu'opérations politiques et se réduisent finalement à leur dénominateur commun, le meurtre pur et simple.

On essaiera d'indiquer ici l'ampleur de ces échecs successifs en suggérant une explication : la crise de l'appareil répressif et en particulier du G. P. U., cet appareil qui avait été sélectionné à partir de révolutionnaires dévoués du monde entier et qui était utilisé pour assassiner les révolutionnaires dans le monde entier. On ne donnera pas à ce sujet d'explication définitive : trop d'éléments manquent encore.

(22) Voir sur cette question l'enquête de Pierre BROUÉ, pp. 142-146.

(23) Cf. « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens », p. 133 sq.

Devant la bestialité des moyens employés et la grossièreté des faux fabriqués, on ne perdra pas de vue le contexte historique qui explique sans doute bien des aberrations et des crédulités : le prestige de la révolution russe, la conscience de la nécessité de défendre l'Etat qui en est né, la haine de la barbarie fasciste naissante, la fascination exercée par le martyr du peuple espagnol, tous facteurs qui expliquent, sans les excuser, bien des aveuglements voire des complicités.

On n'oubliera pas enfin l'existence d'une énorme machine à tuer, disposant de puissants moyens d'Etat, et, de plus, couverte par une énorme machine à mentir, la presse stalinienne du monde entier dont le rôle transparaît à travers l'étude du cas de l'Humanité dans l'article de Jean-Paul Joubert (24).

*
**

CE numéro spécial a été conçu de façon à faire alterner études ou articles d'une part, et de l'autre les documents qui les illustrent ou simplement les accompagnent. Certains sont inédits, d'autres peu accessibles et nous avons de façon générale cherché à permettre au lecteur, par leur publication, de se forger par lui-même une opinion.

Nous avons utilisé ici orthographe et translittération des noms russes en particulier conformes aux règles qui ont été adoptées pour les Œuvres de Léon Trotsky. Que le lecteur ne s'étonne donc pas de nous voir désigner la police politique soviétique par le sigle de G. P. U. (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénïé) alors que celui-ci — qui s'appelait d'ailleurs O. G. P. U. de 1922 à 1934 — avait en principe disparu formellement depuis 1934. Il serait plus conforme à la lettre juridique de désigner à cette époque la police politique par le sigle de N. K. V. D. qui renvoie tout simplement aux initiales du ministère de l'intérieur. Nous avons préféré ici suivre Léon Trotsky qui continua à parler de « G. P. U. », ce qui était en fait plus conforme à la réalité, la réforme de 1934 n'ayant constitué qu'un trompe-l'œil. Le matériel qui a servi à la confection des notes, en particulier biographiques, est celui de l'Institut Léon Trotsky, œuvre de son collectif de chercheurs.

Notre ami Michel Dreyfus n'a signé aucun article dans ce numéro. Mais il en a été la cheville ouvrière, assurant pour chacun des rédacteurs le travail indispensable de documentation : ce numéro n'aurait pu voir le jour sans son inlassable travail et sa grande compétence.

(24) D'où notre 3^e partie, « La Machine à mentir » et en particulier l'article de J.-P. JOUBERT, « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs ».



PREMIÈRE PARTIE

Contre-procès



Une thèse magistrale : *Contre-procès* de Thomas R. POOLE (1)

CE n'est pas un compte rendu de lecture ordinaire que les *Cahiers Léon Trotsky* pourraient se permettre de consacrer à la thèse magistrale de Thomas Ray Poole, dont l'article ci-dessous ne donnera qu'une idée bien faible de la qualité et de la richesse. Cette thèse d'histoire, soutenue en septembre 1974, n'est accessible actuellement qu'en microfilm (2) ou photocopie et l'on ne peut que constater qu'elle remplit pourtant un vide béant dans la bibliographie historique du xx^e siècle.

L'auteur a largement utilisé la section ouverte des archives de Trotsky à Harvard qui contient des centaines de lettres et documents consacrés au procès et au combat de Trotsky pour la commission internationale d'enquête. Il a eu également accès aux archives de la Tamiment Library (3) où ont été déposés les documents du comité américain de défense de Léon Trotsky, mais n'a pu en revanche accéder aux papiers John Dewey, qui n'étaient pas encore classés à l'époque où il achevait son travail (4). Une correspondance importante et plusieurs entretiens avec les principaux membres encore vivants du comité de défense et de la commission préliminaire d'enquête apportent, outre des informations précieuses, un éclairage original et vivant à l'imposante architecture de la thèse. L'auteur a également systématiquement dépouillé plus d'une trentaine de périodiques américains : la grande presse, mais aussi celle du P. C. A. et des « amis de la Russie soviétique » (*New Masses, Soviet Russia Today*,

(1) Thomas Ray POOLE, « Counter-Trial ». *Leon Trotsky on the Soviet Purge Trials*, 746 p., thèse (Ph.D.) soutenue en 1974 à l'Université de Massachusetts. Cet article était destiné primitivement à notre « Chronique des livres ». Son intérêt et les informations qu'il apporte nous ont incités à le placer en tête de ce numéro spécial dont il constitue en quelque sorte l'introduction historique (N. D. L. R.).

(2) University Microfilms International, Ann Arbor (Mich.) et Londres.

(3) La Tamiment Library, de l'Université de New York, possède également les archives de Max Shachtman, actuellement en cours de classement.

(4) Les *John Dewey Papers*, déposés à l'Université de l'Illinois du Sud, renferment notamment les lettres adressées par John Dewey à sa compagne pendant son séjour à Mexico.

Daily Worker), les publications dites libérales ou radicales (*The Nation*, *The New Republic*, le *Modern Monthly* de V. F. Calverton), socialistes (*Socialist Call*) et trotskystes (*Socialist Appeal*, *New International*).

Ce qui fait le mérite de sa démarche et son originalité, c'est qu'il s'attache à retracer les processus qui, à partir de l'affaire Kirov et du second procès contre Kamenev, en juin 1935, conduisent aux procès et aux sanglantes purges de l'été 1936. Les incroyables accusations de sabotage et d'alliance avec la Gestapo lancées contre Trotsky et Léon Sedov, jugés *in absentia*, les mécanismes des aveux sont minutieusement analysés. Thomas R. Poole reconstitue aussi les étapes du combat de Trotsky pour une commission internationale d'enquête. Ce sont là les deux premières parties de l'ouvrage. La troisième est consacrée au comité de défense de Léon Trotsky et à la commission préliminaire d'enquête d'avril 1937. Les chapitres quatre et cinq analysent l'enquête elle-même et le témoignage de Trotsky. Le dernier chapitre, enfin, retrace les réactions de la presse et du mouvement ouvrier aux résultats des travaux de la commission.

Bâillonné sur la terre d'Ibsen

Dès 1929 et surtout depuis l'affaire Kirov qu'il démonte magistralement dans *La Bureaucratie stalinienne et l'Assassinat de Kirov*, Trotsky a prédit que la bureaucratie concoctait de nouveaux amalgames et préparait une répression plus féroce encore. Pourtant, quand son hôte norvégien Knudsen lui apprend la nouvelle du procès Zinoviev-Kamenev, il reste stupéfait et incrédule devant les incroyables accusations d'intelligence avec la Gestapo. Devant l'énormité du mensonge déversé par le formidable appareil de propagande de la bureaucratie, il écrit qu'il lui « faut faire presque un effort physique » pour arracher ses « pensées aux combinaisons cauchemardesques du G. P. U. et les diriger sur cette question : comment et pourquoi tout cela a-t-il été possible (5) » ? Poole relève fort justement que c'est à partir de sa pénétrante analyse de la provocation tissée autour du cadavre de Kirov que Trotsky en vient à ébaucher le projet d'une commission internationale formée de personnalités autorisées qui seraient chargées d'enquêter sur l'assassinat et la répression qui suivit. C'était en quelque sorte la préfiguration de la future commission d'enquête.

Mais toute riposte est interdite à Trotsky par le gouvernement norvégien, qui, cédant à la pression diplomatique de l'U. R. S. S., décide son internement. Victime d'une agression de la part des fascistes de Quisling, Trotsky est mis pourtant au banc des accusés et contraint d'organiser à huis clos sa défense.

Poole rend bien l'atmosphère de l'internement des Trotsky à Sundby : le vieux lutteur, selon une expression de Natalia, « tourne comme un lion

(5) Cité par POOLE, *op. cit.*, p. 146.

en cage », sans contacts humains, sans possibilités de communication par écrit ou par téléphone, sans archives, sans collaborateurs. Il est réduit à l'impuissance, bâillonné, au moment où ses accusateurs se déchaînent et avec quels moyens. C'est en ces jours sombres qu'il reprend la lecture d'Ibsen (6), un amour de sa jeunesse, et comprend mieux la haine du dramaturge pour « la bigoterie protestante, la médiocrité stupide, l'hypocrisie rassise » qu'incarne le gouvernement socialiste de Norvège devenu son geôlier.

Deux lueurs seulement dans ces mois terribles : la publication du *Livre rouge* rédigé par Léon Sedov, la première réfutation publique du procès, et, le 18 décembre 1936, la nouvelle inespérée que le Mexique accorde aux deux prisonniers son hospitalité.

L'asile

C'est au cours des préparatifs fiévreux du grand départ, dans une atmosphère de haine et d'isolement total, que Trotsky achève un article qui dénonce les avocats défenseurs des machinations policières de Moscou, l'anglais Pritt et le français Rosenmark, et qu'il intitule *Honte !* Plein d'appréhension devant l'inconnu du voyage périlleux, il l'adresse à son fils avec ce commentaire : « Je ne sais si tu recevras cette lettre. Dans tous les cas, je jette cette bouteille à la mer. » Trotsky et Natalia embarquent sur le pétrolier *Ruth* et atteignent Tampico le 9 janvier 1937. Déjà sur le bateau, le vieux lion a repris la plume et écrit les meilleures pages du livre qui deviendra *Les Crimes de Staline*.

On savait que le comité des droits de l'homme à New York avait mandaté le célèbre peintre mexicain Diego Rivera (7) pour intervenir en faveur de l'asile de Trotsky auprès du président mexicain Cárdenas (8).

(6) Henrik IBSEN (1828-1906), le grand dramaturge norvégien, avait passionné Trotsky dans sa jeunesse et ce dernier lui avait même consacré un article. C'est Håkon MEYER (né en 1896), que Trotsky avait connu à Moscou dans les années vingt et qu'il avait retrouvé en Norvège, qui lui fit cadeau d'un exemplaire en allemand de ses *Œuvres* qui fut le livre de chevet de l'exilé pendant son internement en Norvège. Trotsky évoquera notamment le personnage du bourgmestre de la pièce *L'Ennemi du Peuple* et le comparera au ministre de la justice Trygve LÆ (1896-1968) dans une altercation qu'il raconte dans *Les Crimes de Staline*.

(7) Diego RIVERA (1886-1957), le célèbre peintre mexicain, avait été membre du parti communiste mexicain et de son comité central. Il avait rompu avec lui à la fin des années vingt et s'était rapproché de l'opposition de droite de l'Internationale communiste incarnée aux Etats-Unis par les partisans de Lovestone, puis, en 1936, avait rallié l'organisation trotskyste du Mexique.

(8) Lázaro CÁRDENAS (1895-1970) avait participé à la révolution mexicaine et était devenu général de division en 1928. Gouverneur d'Etat, puis ministre, il était devenu le représentant de l'aile gauche du parti gouvernemental et avait été élu président de la République en 1934. Il semble qu'il avait été influencé de façon décisive dans sa décision sur l'octroi du visa à Trotsky par son proche collaborateur et ami le général Francisco MÚGICA (1884-1954) qui fut auprès de lui l'intermédiaire agissant de Rivera et de ses camarades.

T. R. Poole insiste sur les démarches entreprises sur cette question par le comité américain de défense de Trotsky, constitué en octobre 1936, dont le secrétaire, George Novack (9), avait mandaté à ce sujet Anita Brenner (10), journaliste, ethnologue, amie de Rivera et en bonnes relations avec le président. C'est elle qui fait parvenir à Cárdenas un appel pour l'asile de Trotsky signé de John Dewey, Suzanne La Follette, John Dos Passos (11) et Diego Rivera.

A leur arrivée, Trotsky et Natalia sont accueillis par Frida Kahlo (12), la femme du peintre, retenu par la maladie, Max Shachtman (13), qu'ils connaissent bien, et George Novack. Dans le train, Trotsky s'entretient avec Novack et Shachtman des plans de constitution de la commission d'enquête, mais aborde également avec eux l'évolution des intellectuels radicaux américains et les positions de Max Eastman qui combat le matérialisme dialectique (14).

C'est, avant l'installation dans la « Maison Bleue » que Rivera met à la disposition du proscrit, la rencontre entre les deux hommes, le début de relations tumultueuses. Poole décrit ces deux géants si dissemblables : Rivera, stature imposante que sa compagne appelle « Carasapo » (Face de grenouille), et Trotsky. Ce dernier, impressionné par le génie et la passion du peintre, veut faire de lui « l'intellectuel privilégié » de la IV^e Internationale, ce que Freiligrath fut pour la Première et Maxime Gorky (15) pour la III^e.

(9) George NOVACK (né en 1905), ancien étudiant de Harvard, avait évolué avec le groupe d'intellectuels du *Menorah Journal* qui s'était éloigné du stalinisme pour se rapprocher du trotskysme. Novack était l'un des rares à avoir rejoint, en 1933, l'organisation trotskyste, la Communist League of America.

(10) Anita BRENNER (1905-1974), elle aussi ancienne du groupe *Menorah*, journaliste et anthropologue, s'était également éloignée du P. C. sans rejoindre pour autant les trotskystes. Elle avait interviewé Trotsky en 1933. Cf. *Œuvres* 3, p. 48.

(11) Sur John DEWEY (1859-1952), cf. p. 32. Suzanne LA FOLLETTE (née en 1893), journaliste, avait édité *The Freeman* et éditait *The New Freeman*, elle était très représentative du « libéralisme » des écrivains américains. John DOS PASSOS (1896-1970), le célèbre romancier, avait commencé l'évolution qui l'éloignait du parti communiste dont il avait été très proche.

(12) Frida KAHLO de RIVERA (1910-1944), également peintre de très grand talent, était la jeune épouse de Diego Rivera. Elle était également membre de l'organisation mexicaine.

(13) Max SHACHTMAN (1903-1972), ancien dirigeant du P. C., puis de la C. L. A. qui avait à plusieurs reprises rendu visite à Trotsky à Prinkipo était alors l'un des dirigeants de la fraction trotskyste dans le parti socialiste américain.

(14) POOLE, *op. cit.*, p. 165 ; G. NOVACK, « Trotsky's View of the Dialectical Materialism », in *Leon Trotsky : the Man and his Work*, New York, 1964. Max EASTMAN (1893-1969) avait été l'animateur de l'aile procommuniste des intellectuels de gauche américains et grand admirateur de Trotsky dont il avait été aux Etats-Unis le premier traducteur. Il était en train de s'éloigner du marxisme.

(15) Ferdinand FREILIGRATH (1810-1876) avait collaboré avec Marx à la *Neue Rheinische Zeitung* et adhéré à la 1^{re} Internationale. Maxime PECHKOV, dit GORKY (1868-1936), avait été sympathisant des bolcheviks avec quelques éclipses avant la révolution d'Octobre et fut l'intellectuel de proue de la III^e Internationale stalinisée.

Les intellectuels radicaux et les procès

T. R. Poole consacre de nombreuses pages aux réactions du mouvement ouvrier et des intellectuels américains. Il montre que la mentalité front populaire a fait aux Etats-Unis des ravages tout aussi importants qu'en Europe chez les intellectuels. S'appuyant largement sur l'ouvrage d'Eugene Lyons (16), *The Red Decade* (La Décennie rouge), il décrit la division des intellectuels attachés à la tradition et aux principes libéraux du droit d'asile et de la défense des libertés, en deux camps. Nombreux sont ceux qui pensent ce que Waldo Frank (17) dit à Trotsky : « J'ai peine à croire que vous soyiez allié aux fascistes, mais j'ai aussi de la peine à comprendre que Staline ait commis un faux aussi monstrueux (18). » D'autres, comme Philip Rahv (19), s'engagent résolument contre les machinations policières de Moscou : analysant dans *Partisan Review* les réactions des intellectuels devant les procès, il écrit que ce sont en réalité « les procès de l'esprit et de la conscience humaine (20) ».

L'auteur pense que le prestige acquis par Trotsky dans les milieux intellectuels américains n'a fait qu'exacerber les contradictions soulevées par les procès. Après son bref séjour de 1917, Trotsky avait littéralement fasciné certains intellectuels américains, John Reed, Raymond Robins, Max Eastman (21). Dans le cours des années trente, bien des intellectuels de renom ont été attirés par la personnalité de Trotsky, le brillant de son esprit, sa position devant les problèmes culturels. Il cite à ce propos Louis Hacker, John Dos Passos, Lionel Trilling, Edmund Wilson, Sidney Hook, John Chamberlain (22) entre autres. Selon Poole, Trotsky incarnait pour ces hommes la « cohabitation romantique du théoricien et de l'homme d'action », il était « l'esprit étincelant qui pouvait conduire une armée victorieuse ». Symbole de leurs aspirations, il était en quelque sorte en même temps le vivant reproche de leur incapacité à « surmonter le divorce entre la pensée et l'action » qui les paralysait. Mike Gold,

(16) Eugene LYONS (né en 1898), d'origine russe, journaliste, avait été pendant six ans correspondant de presse à Moscou. Il rompit avec le régime stalinien en 1937 avec son récit *Assignment to Utopia*. Son livre *The Red Decade* appartient à la partie anticommuniste de sa carrière d'auteur.

(17) Waldo FRANK (né en 1889), romancier d'avant-garde, avait évolué graduellement vers le marxisme et hésitait sur l'attitude à prendre vis-à-vis des procès.

(18) Cité par POOLE, *op. cit.*, p. 214.

(19) Philip RAHV (1908-1973), écrivain et surtout critique littéraire, venait de rompre avec le stalinisme et se rapprochait des idées de Trotsky.

(20) POOLE, *op. cit.*, p. 214.

(21) POOLE, *op. cit.*, p. 215-219 ; G. NOVACK, « Radical Intellectuals in the 1930s », *International Socialist Review*, mars/avril 1968 ; Daniel AARON, *Writers on the Left*, Oxford, 1977, p. 163-164.

(22) Sur John Dos Passos, cf. n. 11, sur John Chamberlain, Edmund Wilson, n. 29 et Sidney Hook, n. 36. Louis Morton HACKER (né en 1899) et Lionel TRILLING (né en 1905), tous deux universitaires issus de Columbia et anciens du groupe *Menorah*, avaient suivi le même itinéraire.

un des principaux compagnons de route du P. C., peu suspect de tendances « trotskystes », n'écrivit-il pas que Trotsky « faisait sûrement partie de l'une des légendes permanentes de l'humanité, tout comme Savonarole ou Danton (23) » ?

New Masses applaudit aux procès et se déchaîne contre Trotsky. Les organes libéraux comme *The Nation* et *The New Republic* jouent des airs plus équivoques. Editoriaux et articles révèlent souvent une grande confusion et ces deux « maîtres à penser » d'une génération, tout en refusant de reprendre à leur compte les accusations de Moscou, n'accueillent pas moins les articles de Duranty et Louis Fischer (24) qui justifient les procès, le dernier allant jusqu'à écrire dans *The Nation* que la Constitution de l'U. R. S. S. ouvre dans l'histoire une ère nouvelle et que preuve en est dans « l'impartialité avec laquelle a été mené le premier procès ».

En mars 1938, Trotsky tirera ce bilan dans un article qui s'en prend violemment aux deux hebdomadaires qui, prétendant au « rôle d'oracle de l'opinion publique libérale », ont joué « le rôle le plus triste et le plus ignoble » de toute la presse. Il fustige empirisme et hypocrisie qui imprègnent leurs articles, rappelle qu'à l'époque où John Reed rejoignait le parti de Lénine, Walter Duranty calomniait déjà la révolution. Il souligne que la plupart des intellectuels ne se sont tournés vers l'U. R. S. S. qu'après Thermidor, s'acharnant alors à démontrer que « révolution et réaction sont la même chose ». Il montre qu'après avoir ouvertement tenté de jouer les « amis de l'U. R. S. S. », c'est-à-dire « avocats du G. P. U. », ils ont très rapidement tourné à « l'agnosticisme philosophique » et conclut : « Il ne restait plus à ces oracles faillis qu'à partager la culpabilité en deux : 50 % pour le bourreau, 50 % pour la victime (25). »

Le comité de défense de Léon Trotsky

L'ouvrage de Poole consacre un développement intéressant à l'histoire du comité américain pour la défense de Léon Trotsky. A sa naissance, ce comité trouve un appui appréciable du côté du parti socialiste qui, dès le 28 août 1936, avait télégraphié à son parti frère norvégien. Dans le

(23) POOLE, *op. cit.*, p. 215-219. Irwin GRANICH, dit Michael GOLD (né en 1894), dramaturge et romancier, bohème et anarchisant dans sa jeunesse, fit de *New Masses* un instrument de la politique stalinienne.

(24) Walter DURANTY (1884-1957) avait été pendant de nombreuses années correspondant du *New York Times* à Moscou, et Louis FISCHER (1896-1970), correspondant en Europe de *The Nation*, était également considéré comme un spécialiste de l'U. R. S. S. Les deux hommes étaient de véritables « compagnons de route » que Trotsky considérait comme de purs et simples agents de la propagande stalinienne.

(25) « The Priests of Half-Truth », 19 mars 1938, *Socialist Appeal*, 16 avril 1938 ; original dans les archives de Trotsky T 4333, 4334. Une traduction française sera publiée dans les *CŒuvres*.

Socialist Call, Norman Thomas (26) se prononce contre « la fanatique persécution des trotskystes » et pour « le droit à Trotsky de se faire entendre devant une commission spéciale pour donner son propre témoignage ».

En octobre 1936, Norman Thomas et Devere Allen (27), membres du comité exécutif du P. S., se joignent à John Dewey, Horace Kallen, Freda Kirchwey et Joseph Wood Krutch (28) pour former un comité provisoire pour la défense de Léon Trotsky. Dans un appel, daté du 14, ils fixent à ce comité un double objectif : obtenir pour Trotsky le droit à l'asile politique et constituer une commission internationale d'enquête. Ils soulignent que l'adhésion au comité n'implique pas l'accord avec les idées de Trotsky et lancent un appel pour des réponses rapides. Un mois plus tard nombre de publicistes, écrivains, journalistes ont rejoint le comité provisoire ; parmi eux E. A. Ross, Suzanne La Follette, John Chamberlain, Ben Stouber, James Rorty, Edmund Wilson, James T. Farrell et le militant ouvrier Vincent R. Dunne (29).

Le parti communiste réagit vivement à ces premiers succès. *New Masses* dénonce le parti socialiste « pourri par le cancer trotskyste » et

(26) Norman THOMAS (1884-1968), pasteur protestant et pacifiste, ancien candidat à la présidence des Etats-Unis pour le parti socialiste, y dirigeait l'aile centriste qui avait été favorable à l'entrée des « trotskystes » en fonction d'une conception d'un parti regroupant l'ensemble des tendances ouvrières et socialistes.

(27) Devere ALLEN (1891-1955), journaliste, pacifiste, proche de Norman Thomas, avait été en 1934 le rédacteur de la célèbre « Déclaration de Principes » du parti socialiste en faveur de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat qui avait provoqué la scission de la « Vieille Garde » social-démocrate.

(28) Horace M. KALLEN (1882-1974), juif allemand d'origine, professeur de philosophie et ami personnel de Dewey, avait combattu également pour les droits démocratiques et animé jusqu'en 1935 le comité de défense des prisonniers politiques. Freda KIRCHWEY (1893-1976), journaliste, puis directrice de *The Nation*, était un de ces « compagnons de route » dont les hésitations sont caractéristiques de la période. Joseph WOOD KRUTCH (1893-1970), critique dramatique, collaborait également à *The Nation*. Il avait séjourné en U. R. S. S. en 1928 et avait pris position en 1933 contre le procès des ingénieurs de Metro-Vickers.

(29) Edward Allsworth ROSS (1877-1951), sociologue éminent, était professeur à l'Université du Wisconsin. John CHAMBERLAIN (né en 1903), journaliste et écrivain, collaborait au *New York Times*. Benjamin STOLBERG (1891-1951), d'origine allemande, ancien de Harvard, avait été sociologue, puis journaliste, et était spécialiste du mouvement ouvrier. James RORTY (1890-1973) avait été proche du P. C. et avait animé le soutien à la candidature de Foster à la présidence de 1932 à la tête des « professionnels » puis s'était joint aux partisans d'A. J. Muste. C'était un essayiste et journaliste connu pour son rôle dans les campagnes démocratiques. Edmund WILSON (1895-1970) était l'un des écrivains américains les plus connus et les plus admirés pour son érudition. Il avait évolué vers le marxisme et s'intéressait aux idées et à la personne de Trotsky. James T. FARRELL (1904-1979), d'origine irlandaise, avait fait tous les métiers à Chicago avant de se faire connaître comme un grand écrivain, à partir de 1935, avec le début de sa trilogie *Studs Lonigan*. Il était proche, sinon membre de l'organisation trotskyste. Vincent Raymond DUNNE (1899-1970) était avec ses trois frères, William, Grant et Miles, une des personnalités du P. C. des premières années. Un des fondateurs de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis, il avait dirigé en 1934 avec Farrell Dobbs la célèbre grève des camionneurs de Minneapolis.

exerce sur *The Nation* une pression qui aboutit à la démission du comité de Freda Kirchwey. Une violente polémique se déchaîne, alimentée par *New Masses*. Louis Adamic (30) conteste le choix — à ses yeux maladroit — du terme de comité de défense qui implique selon lui l'adhésion aux idées de Trotsky et, contre son ami Stolberg, refuse d'admettre une analogie avec l'affaire Dreyfus. En fait, le titre de comité de défense avait voulu s'inscrire dans une continuité, celle des comités pour la défense de militants comme Tom Mooney, Sacco et Vanzetti (31), auxquels nombre de ses adhérents avaient participé dans les années vingt. Le comité de défense de Trotsky est la continuation de la tradition libérale, dira Dewey en ouvrant les séances de la sous-commission à Coyoacán. La querelle, en réalité, dépassait les questions de vocabulaire.

Le 18 décembre 1936, le comité tient à l'Hôtel Center de New York un meeting public, à la date même où doit expirer la validité du visa norvégien de Trotsky. Plus de trois mille personnes y assistent, cependant que plus de mille restent devant la porte. Parmi les orateurs, Norman Thomas, James T. Farrell, qui dénonce la presse communiste, « presse rouge qui devient jaune », Herbert Solow (32) qui crée une sensation extraordinaire en lisant des extraits d'un article de Carl von Ossietzky, prisonnier dans un camp nazi, sur les premiers procès staliniens de 1931 (33). Le meeting se clôt sur l'annonce de l'octroi à Trotsky du visa mexicain.

En janvier 1937, le *Socialist Appeal*, organe de la fraction trotskyste, annonce fièrement que le comité réunit la majorité des plus prestigieux des intellectuels américains. Selon Poole, il rassemble en avril quatre-vingt-deux noms (34). Mais une pression énorme s'exerce sur eux. Tous

(30) Louis ADAMIC (1899-1951), émigré de Yougoslavie, journaliste « free-lance », avait écrit notamment en 1931 un célèbre essai sur la violence aux Etats-Unis, *Dynamite*.

(31) Tom MOONEY (1882-1942), dirigeant syndical, avait été condamné en 1916 à la peine de mort commuée ensuite en prison à vie ; il avait été accusé d'avoir posé une bombe dont l'explosion avait tué neuf personnes et protestait de son innocence. La campagne pour Tom Mooney se prolongea jusqu'à sa libération en 1939. Nicola SACCO (1891-1927) et Bartolomeo VANZETTI (1888-1927), immigrés italiens anarchistes, avaient été condamnés à mort pour vol à main armée et meurtre et furent exécutés en dépit d'une campagne qui déborda largement les frontières des Etats-Unis. C'est dans ces campagnes que s'étaient soudés communistes, « radicaux » et libéraux américains.

(32) Herbert SOLOW (1903-1964), ancien étudiant de Columbia, journaliste de grand talent, avait été l'un des éléments moteurs de l'évolution du groupe *Menorah*. Il avait rendu visite à Trotsky en 1932 à Prinkipo et appartenu quelque temps à la C. L. A. trotskyste en 1934. Il conservait de bonnes relations avec les trotskystes et était lié à Carlo Tresca.

(33) Carl VON OSSIETZKY (1889-1938), intellectuel pacifiste et directeur du fameux *Die Weltbühne*, avait été lourdement condamné avant l'arrivée de Hitler au pouvoir pour avoir divulgué dans son journal des informations sur le réarmement allemand clandestin. Hitler l'avait fait transférer dans un camp où il devait mourir. Les extraits de son article lus par Solow au meeting ont été publiés dans le *News Bulletin* du comité de défense.

(34) POOLE, *op. cit.*, p. 239. G. NOVACK dans son rapport (cf. p. 27) avance le chiffre de 150 adhérents.

les moyens sont bons : appels téléphoniques à l'aube, menaces, chantage, corruption. Mauritz Hallgren adresse au comité une lettre de démission que *New Masses* s'empresse de publier. L'un des principaux thèmes d'attaque est que le comité serait contrôlé par des trotskystes ou sympathisants, accusation reprise par Waldo Frank et Louis Adamic. Le secrétaire du comité, le trotskyste George Novack, confirme que nombre d'intellectuels antistaliniens ont adhéré au comité mais assure qu'ils sont loin d'être tous trotskystes (35).

Le bureau exécutif est formé de Suzanne La Follette, Ben Stolberg, James Rorty, journalistes, James Burnham et Sidney Hook (36), professeurs d'université, et de l'écrivain James T. Farrell : il n'y avait donc pas à proprement parler de « cellule trotskyste » dans le comité, bien qu'« il y ait eu une forte représentation trotskyste dans le secrétariat » avec Novack et son adjoint Felix Morrow (37). Les tâches matérielles sont dévolues à Pearl Kluger et Viola Robinson (38). La plupart des initiatives et activités quotidiennes sont assurées par James T. Farrell, Harold R. Isaacs et Elliott Cohen (39), les plus actifs. Des comités locaux sont créés, avec des meetings.

Le sommet des activités du comité est atteint avec la préparation d'un meeting de masse au vieil Hippodrome de New York où l'on a prévu une intervention de Trotsky transmise de Mexico par téléphone. Trotsky en attend la constitution, dans le cours même du meeting, de la commission d'enquête ou de ses premiers éléments. Mais les six mille

(35) POOLE, *op. cit.*, p. 246, confirmé par NOVACK, *loc. cit.* Ce dernier mentionne parmi les sympathisants du P. C. au début des années trente, Clifton Fadiman, Sidney Hook, Lionel et Diana Trilling, Meyer Shapiro, Louis Hacker, Elliott Cohen, Herbert Solow et Felix Morrow. Morrow avait rejoint la C. L. A. avant Novack. Sur l'évolution du groupe d'intellectuels juifs autour du *Menorah Journal*, voir Alan WALD, « The Menorah Group Moves Left », *Jewish Social Studies*, 1976.

(36) Sidney HOOK (né en 1902), philosophe et professeur à Columbia, ancien disciple de Dewey, avait évolué vers le marxisme sous l'impact de la crise. Il avait été membre de l'American Workers Party d'A. J. Muste, mais n'avait pas rallié le Workers Party né de sa fusion avec la C. L. A. Il avait été aussi l'intermédiaire avec les dirigeants socialistes pour l'entrée des militants du W. P. U. S. dans le P. S.

(37) Felix MORROW (né en 1906), à l'origine Felix MAYROWITZ, était lui aussi un ancien de Columbia. Militant de la C. L. A., il avait été auparavant secrétaire du N. P. L. D. (Non-Partisan Labor Defence) dont la dissolution, afin de ne pas gêner l'entrée dans le P. S., avait indisposé nombre d'intellectuels qui y collaboraient. C'est pourquoi, et bien que Felix Morrow ait été pressenti pour assurer le secrétariat du comité de défense de Léon Trotsky, il dut retirer sa candidature devant la vive opposition manifestée par les hommes comme Herbert Solow et Elliott Cohen qui lui reprochaient la disparition du N. P. L. D.

(38) Viola ROBINSON était la compagne d'Harold R. Isaacs et avait accompagné ce dernier dans sa visite en Norvège auprès de Trotsky en août 1935.

(39) Harold R. ISAACS (né en 1910) avait séjourné en Chine, comme journaliste de 1930 à 1935. Il avait rompu avec les staliniens en 1934 et rendu visite en 1935 à Trotsky en Norvège. Il était membre de la fraction trotskyste américaine. Elliot Ettlerson COHEN (1899-1959) diplômé de Yale avait été dans les années vingt le véritable inspirateur du groupe *Menorah* ; il avait rompu avec le P. C. en mai 1933, après l'avoir soutenu dans ses campagnes.

personnes qui se pressent à l'Hippodrome, le 9 février, n'entendront pas Trotsky, la communication ayant sans doute été sabotée. Les orateurs sont George Novack, Roy Burt, du P. S., Angelica Balabanov (40) et Max Shachtman qui, après minuit, finit par donner lecture du discours de Trotsky, envoyé à l'avance à titre de précaution.

Trotsky et le comité de défense

Le meeting a constitué un succès, mais Trotsky est loin d'être satisfait et il reproche vivement à ses camarades américains leurs hésitations. T. R. Poole rend compte longuement de ces difficultés : il y a deux mois que Trotsky est au Mexique et il n'y a toujours pas de commission d'enquête. Trotsky écrit à Suzanne La Follette pour la convaincre de l'urgence qu'il y a à la créer (41). Il redoute que les staliniens ne s'engouffrent dans cette brèche et ne créent leur propre commission : il soupçonne Malraux, en tournée aux Etats-Unis, d'être un élément d'un tel projet. Il s'emploie à convaincre Dewey par personne interposée :

« Je comprends que M. Dewey hésite avant de descendre des hauteurs de la philosophie vers les bas-fonds des impostures judiciaires. Mais le courant de l'Histoire a ses exigences et ses impératifs propres. Voltaire a attaché son nom à l'affaire Calas, Zola à l'affaire Dreyfus, et ni l'un ni l'autre n'a amoindri sa stature aux yeux de l'Histoire par ce détour. Les impostures de Moscou sont dix, cent fois, mille fois plus importantes que les affaires Calas et Dreyfus (42). »

Trotsky interpelle aussi ses camarades américains, critique leur « faiblesse politique » qui paralyse le comité et « risque de l'entraîner dans l'impasse ». Il a de vives discussions avec Shachtman, Novack, Solow, leur reproche âprement de n'avoir pas utilisé le meeting de l'Hippodrome pour présenter au moins une liste des premiers membres de la commission d'enquête. Il critique le projet de « statuts » de la commission que Solow défend, parle d'une « conception purement formelle, purement juridique, non politique et non marxiste ». Il insiste : il faut avancer,

(40) Angelica BALABANOV (1878-1965), née en Ukraine, avait émigré en 1897, milité dans le P. S. I. à partir de 1900 et représenté son parti au Bureau socialiste international de Bruxelles en 1914. Elle avait participé aux conférences internationales de Zimmerwald. En Russie en septembre 1917, elle avait adhéré au parti bolchevique, fait partie de la mission diplomatique soviétique en Suisse puis participé au congrès de fondation de l'I. C. dont elle avait été secrétaire pendant quelques mois. Elle avait quitté la Russie en 1922 et avait été exclue du parti bolchevique. Elle avait ensuite dirigé en exil la fraction « maximaliste » et animé un bureau international d'organisations qui refusaient l'adhésion à la II^e et la III^e Internationale. Elle s'était établie aux Etats-Unis en 1935 et correspondait avec Trotsky.

(41) Lettre du 15 mars 1937, archives Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York, à paraître dans les *Ceuvres*. POOLE, *op. cit.*, p. 237-248.

(42) *Ibidem*, POOLE, *op. cit.*, p. 284-289.

créer une commission « même composée de gens modestes de la base ». Il exhorte ses camarades : « L'envoi au Mexique d'une sous-commission doit être décidé dans les deux jours (43). »

Naissance de la commission Dewey

Trotsky a finalement raison des hésitations. Le comité français et tchèque envoient mandat pour une commission internationale. Les fonds sont trouvés, à commencer par un don de cinq mille dollars de Margaret De Silver (44) et un de trois mille de Suzanne La Follette. Certes on ne parvient pas à entraîner la participation à la commission de deux prestigieux historiens, Carl Becker et Charles A. Beard (45) selon lesquels il est matériellement impossible de prouver les faux de Moscou. Mais la commission naît, avec John Dewey, Suzanne La Follette, Carlo Tresca (46), Ben Stolberg, auxquels s'ajoutent l'avocat John Finerty (47) en tant qu'avocat, Otto Rühle et Francisco Zamora, Wendelin Thomas et Alfred Rosmer (48). Au tout dernier moment, sous la pression de son ami Stolberg, le journaliste Carleton Beals accepte de s'y joindre (49).

On peut noter avec T. R. Poole, l'absence de tout « trotskyste » ou « trotskysant » dans la commission, à l'exception peut-être d'Alfred Rosmer qui a fondé avec Trotsky l'Opposition de gauche dont il s'est séparé en

(43) Lettre du 17 mars 1937, *ibidem*.

(44) POOLE, *op. cit.*, p. 289-293. Margaret DE SILVER (1890-1962) née BURNHAM, avait été la femme d'Albert De Silver, fondateur de l'American Civil Liberties Union. Veuve, elle était devenue la compagne de Carlo Tresca. Elle avait une fortune personnelle.

(45) Charles Austin BEARD (1874-1947), un des fondateurs du Ruskin College, avait enseigné à Columbia jusqu'en 1919, puis s'était consacré à ses travaux historiques notamment sur les États-Unis.

(46) Sur Tresca, voir p. 187.

(47) John F. FINERTY (1885-1967), avocat, spécialiste du droit ferroviaire, était entré dans les affaires de droit démocratique en défendant le dirigeant irlandais Eamon de Valera. Il avait également plaidé pour Sacco-Vanzetti et Tom Mooney, plus tard pour Julius et Ethel Rosenberg. Il était l'avocat-conseil de la commission Dewey.

(48) Otto RÜHLE (1874-1943), professeur et pédagogue, socialiste en 1910, député en 1912, avait en 1915 voté avec Liebknecht contre les crédits militaires. Il avait été le porte-parole des gauchistes au congrès de fondation du K. P. D. et avait rejoint le K. A. P. D. en 1920. Il était l'un des théoriciens du communisme « anti-autoritaire ». Il avait émigré en 1933 et s'était établi au Mexique. Francisco ZAMORA PADILLA (né en 1881) était né au Nicaragua et s'était établi au Mexique en 1908. Il avait été le grand journaliste d'extrême gauche de la révolution mexicaine, était devenu marxiste à la fin des années 20. Antistalinien, il était professeur à l'école d'économie de Mexico. Wendelin THOMAS (1884- ?), dirigeant des marins mutinés en 1917, plus tard membre du K. P. D. qu'il avait quitté en 1933, avait émigré aux États-Unis. Alfred GRIOT dit ROSMER (1877-1964), d'abord syndicaliste révolutionnaire, était devenu communiste après la révolution d'Octobre et avait été élu à l'exécutif de l'I. C. en 1920. Il avait été à la direction du P. C. français de 1922 à 1924. Exclu en 1924, il avait contribué à la création de l'Opposition de gauche en 1929 et l'avait quittée en 1930.

(49) Carleton BEALS (1893-1979), professeur, puis journaliste, spécialiste de l'Amérique latine, avait notamment personnellement interviewé Sandino.

1930 : en fait la majorité de la commission est hostile à Trotsky sur le terrain politique. Cela n'empêche pas *The Nation* de la taxer de partialité et d'assurer que son verdict est connu d'avance. Thomas R. Poole formule des critiques analogues : la présence de Tresca, représentant connu du mouvement ouvrier, est une bonne chose, mais il manque de grandes figures littéraires internationales, des gens comme H. G. Wells, George Bernard Shaw, ou André Gide, assure-t-il. Le refus de participer de Charles A. Beard a affaibli la représentativité de la commission. Mais George Novack pense qu'elle était la meilleure possible dans cette période où la qualité essentielle était la fermeté, la rigueur et l'objectivité dans l'interrogatoire des témoins.

Trotsky et Dewey

C'est, semble-t-il, Sidney Hook qui réussit finalement à convaincre John Dewey de prendre la tête de la commission. De leur côté, James P. Cannon et George Novack s'y étaient employés. Les pressions du P. C. et des « amis de l'Union soviétique » ont-elles poussé John Dewey à s'engager ? C'est probable. Sa décision, en tout cas, crée la panique au P. C.

Dewey n'est pas marxiste. En prenant la décision de diriger la commission préliminaire d'enquête, il se décide moins à défendre Trotsky que ses propres convictions libérales contre le stalinisme dont les méthodes infestent le monde selon lui. Prêt à admettre l'existence de la lutte de classes, il rejette fermement l'idée même de dictature du prolétariat et, en dernière analyse, comme son ami Kallen, identifie le stalinisme au fascisme et voit en lui un développement naturel du bolchevisme (50).

Trotsky avait du respect pour la stature morale et intellectuelle du philosophe ; il a de la reconnaissance pour le rôle qu'il veut bien jouer, tout en considérant que son système philosophique n'est rien d'autre que la traduction américaine, empirique et pragmatique, de la philosophie britannique traditionnelle (51).

L'enquête

Nous serons brefs pour raconter les travaux de la sous-commission de Coyoacán dont Alan Wald parle par ailleurs. T. R. Poole analyse minutieusement le déroulement de ses travaux, s'attache à montrer à

(50) John DEWEY, « Why I am not a Communist », *Modern Quarterly*, VIII, avril 1934, p. 135-137.

(51) POOLE, *op. cit.*, p. 474. Cf. « Dewey in Mexico », in *John Dewey. A Symposium*, p. 365-366. G. NOVACK a consacré une importante étude critique du point de vue marxiste à la philosophie de John Dewey dans *Pragmatism versus Marxism*, New York, 1975.

propos du centralisme démocratique ou du débat autour du Testament de Lénine, combien la pensée d'un Dewey, d'un Stolberg, d'un Finerty, sont loin du marxisme. Lui-même croit en outre déceler chez Trotsky une ambivalence et pense qu'il oscillait toujours, face au centralisme démocratique, entre le centralisme et la démocratie.

Outre le travail de la commission, il décrit celui des sous-commissions de Paris et New York. Une commission rogatoire présidée par M^e Modigliani interroge Léon Sedov. La sous-commission de New York entend onze témoins, dont Esther Field, A. J. Muste, Sara Weber (52), Harold R. Isaacs et Viola Robinson, tous anciens visiteurs de Trotsky. Les deux sous-commissions enregistrent témoignages et éléments matériels à propos des « dépositions » de Romm et de Piatakov (53).

Les faits et gestes de Trotsky sont examinés dans leurs moindres détails et l'on comprend que Trotsky ait pu dire que les falsifications du G. P. U. ne purent jamais insérer dans son dispositif de défense la moindre tête d'épingle. Le compte rendu sténographique pris par Albert Glotzer et publié sous le titre *The Case of Leon Trotsky* fit grande impression sur les intellectuels et Edmund Wilson a pu écrire qu'il constituait l'une des plus grandes interviews politiques jamais publiées (54).

L'incident Beals et ses suites

Un incident devait toutefois marquer la fin des travaux à Coyoacán et faire par la suite couler beaucoup d'encre. Le dernier venu à la commission, Carleton Beals, se fait d'abord remarquer par son souci d'afficher son indépendance vis-à-vis de ses collègues, puis en fréquentant des hommes connus pour leur hostilité à la commission. A la fin de l'après-

(52) Esther Field était une américaine qui avait séjourné à Prinkipo avec son mari, B. J. Field ; Sara WEBER était le pseudonyme de Sara JACOBS (1900-1976), la compagne d'un dirigeant trotskyste américain, qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, St-Palais puis Barbizon du printemps 1933 à janvier 1934. Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), fils d'émigrés hollandais, pasteur protestant et pacifiste, avait été conquis par le mouvement ouvrier dans le cours de la grève de Paterson de 1919. Il avait été ensuite directeur pédagogique du Collège ouvrier de Brookwood, animateur du Committee for Progressive Labor Action, puis de l'American Workers Party, qui avait fusionné à la fin de 1934 avec la C. L. A. trotskyste pour constituer le Workers Party of the United States (W. P. U. S.). Impressionné par les procès de Moscou, au lendemain d'une visite à Trotsky à Hônefoss et de la conférence dite de Genève à Paris pour la IV^e Internationale, il était revenu au christianisme au cours d'une visite à Notre-Dame de Paris. Ainsi qu'Harold Isaacs et Viola Robinson, ils avaient témoigné sur les conditions dans lesquelles ils avaient rendu visite à Trotsky.

(53) Témoin au second procès de Moscou, Vladimir Romm, jusque-là correspondant des *Izvestija* à Washington, avait déclaré une rencontre avec Trotsky au Bois de Boulogne en juillet 1933 ; Piatakov, lui, avait « avoué » avoir rendu visite à Trotsky en Norvège et s'être rendu en avion de Berlin à Oslo dans ce but. Sur l'enquête, voir plus loin l'article de Gérard Roche.

(54) POOLE, *op. cit.*, p. 506-507.

midi du 6 avril, il pose à Trotsky une question que ce dernier juge à bon droit provocatrice. Il veut en effet savoir si Trotsky a cherché en 1919 à fomenter un mouvement révolutionnaire au Mexique par l'intermédiaire de Borodine (55) dont il affirme avoir recueilli les confidences. C'est évidemment une attaque indirecte contre l'asile de Trotsky au Mexique. Aux demandes d'explication de la majorité de la commission, qui a bien compris la question comme Trotsky, Beals se dérobe et répond par une lettre de démission, suivie d'une campagne systématique, dans la presse, de dénigrement de ses travaux qu'il qualifie de « jeux d'écoliers » ou de « parties de thé ». Rivera et Trotsky le qualifient d'agent du G. P. U. Conscient ou manipulé, il s'était en fait livré à une provocation qui pouvait faire éclater la commission et créer à Trotsky de sérieuses difficultés.

T. R. Poole retrace ensuite les suites de l'affaire Beals, les protestations de Trotsky, puis de Diego Rivera auprès de l'éditeur de *Modern Monthly* dont Carleton Beals est un collaborateur. Le directeur de la revue, V. F. Calverton (56), cède de mauvais gré et sa rupture définitive avec Trotsky se dessine déjà dans cet incident.

Non coupables

Le verdict final fut annoncé le 12 décembre 1937 dans un meeting à l'Hôtel Center de New York placé sous la présidence de George Novack. La Follette, Stolberg, Tresca, Norman Thomas, John Chamberlain y prirent la parole. C'est John Dewey qui lut le verdict en vingt-trois points (57), se prononçant chacun sur les machinations particulières démontées par la commission d'enquête, de la fameuse rencontre de Copenhague au vol de Piatakov à Oslo en passant par la prétendue rencontre avec Romm au Bois de Boulogne en juillet 1933. Trotsky et Sedov sont déclarés « non coupables ».

Trotsky, très satisfait du verdict, remercia Dewey par un télégramme, mais estima cependant qu'il avait outrepassé ses droits de président dans ses commentaires au meeting où il avait présenté le stalinisme comme une « transcroissance logique » du bolchevisme. Thomas R. Poole se

(55) Alexandre GRUSENBERG, dit Michel BORODINE (1890-1954), ancien militant du Bund, revenu en U. R. S. S. en 1918 après avoir vécu aux Etats-Unis avait été envoyé par l'I. C. pour fonder un bureau latino-américain à Mexico en 1919.

(56) George GOETZ, dit Victor Francis CALVERTON (1900-1940), avait fondé en 1923 la revue *Modern Monthly*. Ce solitaire voulait être la « conscience de la gauche » et faire de sa revue un carrefour. Il avait été lié au C. P. L. A. et à l'A. W. P. de Muste, mais voulait préserver son indépendance vis-à-vis des trotskystes. T. R. Poole, qui raconte l'affaire, *op. cit.*, p. 474-494, a pu consulter les archives de Calverton à l'université de New York dans lesquelles se trouvent les lettres de Beals, Rivera et Trotsky (lettre du 31 décembre 1937).

(57) Reproduit ci-après dans les documents annexes.

demande pourtant si le président de la commission ne reflétait pas en réalité le sentiment véritable de la majorité des intellectuels qui avaient soutenu le comité et la commission et qui devaient assez vite s'installer dans un anticommunisme de principe.

Poole ne croit pas, contrairement aux déclarations faites à l'époque par Trotsky, que le verdict final de la commission d'enquête ait pu porter à la bureaucratie stalinienne un coup mortel et considère que, ce disant, Trotsky trahissait une réelle sous-estimation de la force de Staline et de son régime bureaucratique. Trotsky, pense-t-il, avait pour lui la vérité, mais Staline avait le pouvoir. A court terme, « l'appareil totalitaire triomphait de ceux qui détenaient la vérité et qui étaient isolés ». Poole conclut sur un mode pessimiste un travail qui est pourtant une leçon d'énergie politique : « C'était Staline qui avançait, même si, en fin de compte, Trotsky avait de son côté la justice (58). »

(58) POOLE, *op. cit.*, p. 570.

John Dewey **(1859-1952)**

John Dewey était né à Burlington (Vermont) en 1859 et fit des études de philosophie à l'Université du Vermont puis à l'université John Hopkins. Professeur à l'Université du Michigan, puis à l'Université de Chicago, il enseigna finalement à l'Université de Columbia à New York de 1905 à 1929 où il prit sa retraite.

Il a écrit nombre d'articles et d'ouvrages et a acquis sa renommée mondiale par ses travaux de pédagogie et ses projets de réforme de l'éducation. Sur le plan philosophique, il commença comme un disciple de Hegel, mais sa lecture des travaux de Darwin le conduisit à formuler une théorie nouvelle connue sous le nom d' « instrumentalisme », une philosophie pragmatiste qui plaçait au centre « l'intelligence créatrice ».

Profondément attaché aux idéaux démocratiques, il était en 1936 une sorte de porte-drapeau de la pensée « libérale » aux Etats-Unis, en même temps qu'une personnalité unanimement respectée pour son intégrité morale, ce qui explique l'enjeu que constituait, aussi bien pour les partisans que pour les adversaires de Trotsky, sa participation à la Commission d'enquête sur les procès de Moscou.



John DEWEY
(collection Albert Glotzer)

DOCUMENT n° 1

RAPPORT A SES MEMBRES SUR LE TRAVAIL DU COMITÉ AMÉRICAIN DE DÉFENSE DE LÉON TROTSKY (*)

I. OBJECTIFS DU COMITÉ

Le comité a été organisé en octobre 1936 pour obtenir et garantir l'asile de Léon Trotsky et provoquer une enquête au sujet des accusations lancées contre Trotsky et son fils aux procès de Moscou. Cent cinquante hommes et femmes — écrivains, éducateurs, artistes, syndicalistes — incluant nombre de ceux qui avaient activement participé aux luttes de défense de notre génération, Sacco-Vanzetti, Mooney, Scottsboro, Herndon, Sacramento et autres cas connus, constituèrent le comité à l'invitation d'un groupe provisoire de six. A une réunion de ses membres, le comité adopta, sur motion du Dr John Dewey, une Déclaration de Principes, dont nous donnons ici des extraits :

« Le comité américain de défense de Léon Trotsky considère que le progrès social, la possibilité même du progrès humain est inséparable de l'établissement et de la diffusion des vérités sociales ; faire connaître la vérité est d'autant plus essentiel quand celle-ci est obscure et contestée. Nous pensons également, en dépit de la diversité de nos opinions politiques, que le droit immémorial d'asile pour les réfugiés politiques de toutes les nuances d'opinions devrait être universellement préservé. Nous estimons également qu'aucun homme accusé d'un crime ne doit être condamné comme un paria à la face de la terre sans avoir reçu la possibilité pleine et entière de présenter sa réponse à ses accusateurs et de plaider son innocence.

« Nous, qui affirmons aujourd'hui ces principes, les avons dans le passé défendus plus d'une fois, en participant au combat pour la défense des persécutés politiques de nombreux points de vue. L'accusation selon laquelle nous étions les instruments de mouvements politiques avec lesquels nous étions en désaccord, l'accusation selon laquelle nous faisons obstruction à un châtement mérité, ne nous a pas empêchés de défendre Sacco et Vanzetti, ne nous a pas empêchés d'exiger la libération de Tom Mooney ou des prisonniers politiques de l'Allemagne nazie ou de l'Italie fasciste.

« Notre comité en tant que tel est indifférent au programme politique de Trotsky ; l'écrasante majorité de nos membres ne sont pas trotskystes. Mais

(*) Publié par le comité exécutif du comité américain de défense de Léon Trotsky, 1938.

la tradition que nous avons fait nôtre dans le passé exigerait aujourd'hui, même si nous ne connaissions pas Trotsky comme un homme qui, pendant quatre décennies, s'est opposé aux tendances même dont on l'accuse aujourd'hui d'être l'agent, d'intervenir entre lui et ceux qui voudraient, **avant qu'ait été** prononcé contre lui un verdict clair, le condamner, le punir et l'abandonner au mépris de l'Histoire. »

En dépit de son nom, le comité a toujours conçu son travail comme ayant une signification beaucoup plus large que le destin d'un individu, et, adhérant à sa Déclaration de Principes, s'est comporté conformément à elle. Le comité a travaillé pendant dix-huit mois. Considérant ses réalisations sur ce point, le bureau exécutif soumet ce rapport comme base de sa recommandation que le comité déclare maintenant que sa tâche est accomplie et qu'en conséquence il se dissout.

II. L'ASILE DE TROTSKY

Le travail des trois premiers mois a été concentré sur la libération de Trotsky de son virtuel emprisonnement en Norvège et la recherche pour lui d'un refuge sûr. Le comité a réussi à obtenir son visa pour le Mexique. L'action du gouvernement Cárdenas accordant l'asile contraste vigoureusement avec l'attitude de certains pays qui ont expulsé Trotsky ou lui ont refusé un refuge, abrogeant ainsi le vénérable droit d'asile pour les prisonniers politiques.

Deux représentants du comité ont été envoyés au Mexique pour préparer l'arrivée de Trotsky. La délégation a reçu un accueil cordial du peuple mexicain et de la presse et des facilités sans précédent ont été mises à sa disposition par les fonctionnaires sur les directives du président Lázaro Cárdenas. En collaboration avec Diego Rivera et d'autres amis mexicains, les représentants du comité ont pris des mesures pour installer de façon sûre M. et Mme Trotsky dans leur nouveau havre.

Notre lutte pour assurer un asile à Trotsky a une profonde signification générale. A travers elle, nous sauvegardons pour tous les réfugiés politiques un droit précieux de plus en plus mis en danger dans toutes les régions de la planète. Trotsky, le plus célèbre réfugié politique du monde, est devenu, selon les termes d'un de nos membres, le professeur Horace M. Kallen, « le symbole de tous les réfugiés politiques contemporains ». Les libéraux et tous les secteurs des mouvements socialiste et ouvrier ont toujours donné leur soutien inconditionnel au droit d'asile pour les prisonniers politiques, y compris ceux dont les idées sont opposées aux leurs. La campagne des communistes et des réactionnaires pour refuser à leurs adversaires politiques les droits démocratiques les plus élémentaires constituent une attaque contre une noble tradition. Si la tentative pour dépouiller Trotsky de son droit de vivre et de travailler hors d'Union soviétique aboutissait, elle n'aurait d'autre résultat, comme l'a dit un de nos membres, Norman Thomas, que « de transformer le monde en une prison où l'on pourrait enfermer les meilleurs militants du mouvement ouvrier ». C'est pourquoi notre combat pour l'asile de Trotsky a été suivi avec attention et notre succès applaudi par nombre d'exilés politiques de nombreuses nationalités et convictions politiques, qui ont vu leur propre destin lié dans une mesure plus ou moins grande au résultat de notre lutte.

En dépit de la volonté de l'actuel gouvernement mexicain et de la grande

majorité du peuple mexicain de donner asile à Trotsky, sa sécurité a été menacée de différents côtés. Les staliniens mexicains et leurs sympathisants, avec la presse cléricalo-fasciste, se sont opposés à son admission et n'ont cessé, depuis, d'exiger son expulsion. Plusieurs tentatives avortées ont été faites pour le discréditer aux yeux de l'opinion publique mexicaine au moyen d'accusations fausses selon lesquelles il aurait violé son engagement de ne pas s'immiscer dans les affaires mexicaines.

Le procès Boukharine-Rykov a été le signal de vociférations contre Trotsky inspirées par les staliniens mexicains. La mort brutale et mystérieuse du fils de Trotsky, l'assassinat récent d'un des partisans de Trotsky, attribué par un tribunal suisse à des agents du G.P.U., et des rapports récents sur des développements concrets dans la ville de Mexico que le bureau exécutif considère comme dignes de foi nous amènent à mettre en garde tous les membres et partisans du comité. Ils ne doivent pas être surpris s'il devient impératif pour eux de défendre bientôt le droit d'asile de Trotsky, peut-être même sa vie.

III. COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE

Les procès de Moscou ont choqué et stupéfait le monde libéral et l'opinion ouvrière et provoqué malaise et indignation dans les secteurs sympathisant avec l'Union soviétique. Des secteurs non staliniens du mouvement ouvrier et radical ont qualifié de machinations les procès de Moscou. Bien des libéraux ont exprimé des doutes, leur perplexité et leurs soupçons. L'instante revendication d'une commission d'enquête a conduit à la formation de comités dans de nombreux pays, composés comme le nôtre de représentants de différentes nuances de la pensée ouvrière et libérale, réclamant la formation d'une commission d'enquête internationale ayant de l'autorité, représentative, impartiale. La tâche d'une telle commission serait de rechercher la vérité sur les procès, indépendamment des personnalités et partis impliqués.

Une telle commission donnerait également à Trotsky, principal accusé, sa place devant le tribunal. Condamné *in absentia* et sans information ni audition, pour le crime le plus monstrueux contre l'Etat soviétique qu'il a contribué à créer, Trotsky s'est affirmé complètement innocent de toutes les accusations portées contre lui et a déclaré qu'il était prêt à comparaître devant tout tribunal indépendant, preuves en main. Il a vainement tenté de trouver un tribunal officiel où présenter son témoignage en défiant le gouvernement soviétique de réclamer son extradition à la Norvège et au Mexique et en tentant d'intenter une poursuite contre la presse communiste en Suisse. L'échec de ces tentatives lui laissait une commission internationale comme ultime recours. Trotsky a non seulement exigé d'être entendu par une telle commission, mais a engagé son honneur et sa vie sur ses décisions.

Avec l'accord des comités frères de l'étranger, le comité américain pour la défense de Léon Trotsky a pris l'initiative d'organiser la commission internationale d'enquête en sollicitant trente libéraux, radicaux et syndicalistes compétents, qui ne sont acquis ni aux idées politiques de Staline ni à celles de Trotsky, pour en faire partie. Les premiers de cette liste qui ont accepté d'en être membres se sont eux-mêmes constitués en organisme autonome. Les commissaires ont élu le professeur John Dewey président et Miss Suzanne La Follette secrétaire. Bien que le comité ait toujours travaillé en harmonie avec la commission,

il s'est scrupuleusement abstenu de s'ingérer dans les enquêtes de la commission et dans ses délibérations. La commission a réglé toutes ses affaires sans ingérence de la part de notre comité.

La première initiative de la commission a été l'envoi au Mexique d'une sous-commission pour recueillir le témoignage de Trotsky, le soumettre, lui et d'autres témoins, à un contre-interrogatoire et recueillir documents et preuves en sa possession pour les étudier et les vérifier ultérieurement. Les membres de cette sous-commission étaient le Dr Dewey, Miss La Follette, MM. Benjamin Stolberg, Otto Rühle, Carleton Beals et John F. Finerty, le dernier nommé en tant qu'avocat de la commission. Notre comité a levé des fonds et fourni l'aide technique (sténographes, traducteurs, etc.) pour les audiences de Mexico.

Les témoignages réunis au Mexique ont formé la base principale du travail ultérieur de la commission. La publication du compte rendu sténographique par Harper & Bros, en septembre 1937, a été accueillie par le silence dans la presse stalinienne et les milieux sympathisants. D'un autre côté, les commentateurs dans la presse libérale et ouvrière, ici et en Europe, y compris dans quelques journaux jusqu'alors enclins à accréditer les accusations de Moscou, ont traité *The Case of Leon Trotsky* comme un document historique significatif. (Voir les revues dans *New Republic*, *Nation*, *Manchester Guardian*, *Times* de Londres, *Socialist Appeal*, *Socialist Call*, *Challenge of Youth*, etc.)

Les audiences de Mexico ont été complétées par celles d'une commission rogatoire (composée de G. E. Modigliani, Mme César Chabrun, M. Mathé, Jean Galtier-Boissière, le professeur Jacques Madaule et l'avocat Maurice Delépine) à Paris en juin 1937, sous la présidence de M. Modigliani, où ont été recueillis les témoignages de Léon Sedov et d'autres ; et par ceux d'une autre sous-commission (composée de Miss La Follette, MM. Alfred Rosmer, Wendelin Thomas, Carlo Tresca, Benjamin Stolberg et John F. Finerty, avocat) à New York en juillet 1937, où ont été entendus de nombreux témoins américains.

Les sessions plénières de la commission internationale (composée du Dr John Dewey, président, Miss Suzanne La Follette, secrétaire, et de MM. John Chamberlain, Alfred Rosmer, du professeur Edward Alsworth Ross, Otto Rühle, Benjamin Stolberg, Carlo Tresca, Francisco Zamora, Wendelin Thomas et John F. Finerty, avocat) se sont tenues à New York en septembre 1937 pour examiner la documentation rassemblée, comprenant des milliers de documents, et rendre une décision. Cette décision a été rendue publique à un meeting de masse le 12 décembre 1937. Un résumé du rapport a été imprimé et largement diffusé ; le rapport intégral est en cours de préparation en vue de sa publication par la commission.

Aujourd'hui, la vague de l'opinion publique américaine en faveur du soutien de la position de notre comité s'est enflée puissamment. Il est significatif, par exemple, que l'examen de l'acte d'accusation et des témoignages dans le procès Boukharine-Rykov ait conduit *Nation* et *New Republic*, qui ont été longtemps opposées à la position de notre comité pour une enquête (et qui ne la réclament pas encore clairement), à émettre des doutes sur les procès en général.

Le principal agent qui a intéressé l'opinion publique à la question d'enquêter sur les procès de Moscou, non seulement dans ce pays, mais dans le monde entier, a été notre comité. Ce succès, nous en sommes certains, prendra place dans l'histoire. Le mot d'ordre inscrit sur nos bulletins était : « Faisons connaître la vérité. » Aujourd'hui, nous pouvons dire que notre drapeau a été planté sur un pic élevé sur lequel il flotte aux yeux de tous.

IV. ÉDUCATION ET PUBLICITÉ

A — *Meetings de masse*

Cinq grands meetings de masse tenus à New York se sont révélés capables de mobiliser le soutien pour le comité et la commission à des moments cruciaux.

La campagne pour l'asile de Trotsky a atteint son point culminant au meeting de l'Hôtel Center, le 18 décembre 1936, au moment où Trotsky et sa femme étaient embarqués pour le Mexique par la police norvégienne. Lors de ce rassemblement enthousiaste de plus de 2 500 personnes, il a été levé beaucoup d'argent, ce qui a permis au comité d'envoyer ses représentants au Mexique et de préparer l'arrivée de Trotsky.

Le second meeting, à l'Hippodrome, le 9 février 1937, restera longtemps dans les mémoires comme l'assemblée de défense ouvrière la plus dramatique de notre génération. Des dispositions avaient été prises pour que Trotsky, de Mexico, puisse s'adresser directement à l'auditoire par téléphone afin de lui donner sa première occasion de présenter directement au public une partie de la défense qu'il cherche à présenter devant une commission d'enquête. Bien que sa voix ne soit jamais parvenue à l'auditorium, du fait d'une défaillance inexplicable des liaisons téléphoniques (pour laquelle le *Daily Worker* a revendiqué quelque responsabilité), l'auditoire entier de 6 000 personnes est resté, tendu et profondément ému, jusqu'à après minuit, où le discours de Trotsky fut lu d'après un manuscrit envoyé à l'avance pour être distribué à la presse. Dans ce discours, Trotsky déclarait : « si une commission impartiale d'enquête déclare que je suis dans la moindre mesure coupable des crimes que m'impute Staline, je m'engage d'avance à me remettre volontairement aux mains des bourreaux du G. P. U. ». Ce meeting a marqué le début de l'initiative publique du Comité pour créer la Commission d'enquête.

Quatre mois plus tard, le 9 mai 1937, le troisième meeting de masse a eu lieu au Temple de La Mecque, où plus de 3 500 personnes vinrent entendre les rapports de la sous-commission préliminaire sur les audiences de Mexico. Les discours des commissaires à cette occasion firent beaucoup pour dissiper les impressions fausses diffusées par les ennemis de l'enquête.

Un an à peu près après son premier meeting, le comité tint son quatrième meeting à l'Hôtel Center le 12 décembre 1937, au cours duquel la commission d'enquête fit connaître ses conclusions.

Le dernier meeting du comité a eu lieu le 9 mars 1938 pour tenter de sauver la vie des vingt et un accusés nouveaux, qui tous étaient témoins dans le cas de Léon Trotsky.

Les orateurs dans les cinq meetings étaient Angelica Balabanov, Roy E. Burt, John Chamberlain, Professeur Dewey, Professeur Emmett E. Dorsey, Max Eastman, James T. Farrell, John F. Finerty, Professeur William H. Kilpatrick, Suzanne La Follette, Eugene Lyons, George Novack, Max Shachtman, Herbert Solow, Benjamin Stolberg, Norman Thomas, Wendelin Thomas, Carlo Tresca et Bertram D. Wolfe.

Tous ces meetings ont constitué des succès à tous points de vue. Tous ces meetings ont eu lieu devant des salles bondées (à plusieurs d'entre eux, des centaines de personnes n'ont pu entrer) et tous ont reçu de la presse une sérieuse attention.

Des meetings de masse sous les auspices du comité ou avec des orateurs

fournis par lui, se sont également tenus dans différentes villes des Etats-Unis et du Canada.

De nombreuses universités, de nombreux syndicats, clubs ouvriers et autres organisations ont bénéficié, sur leur demande, de l'envoi d'orateurs.

B — Publications

Pendant les six premiers mois de son existence, le comité a publié six numéros d'un bulletin imprimé contenant des informations sur les procès de Moscou et les activités du comité. Cinq à dix mille exemplaires de chaque numéro ont été postés et distribués aux Etats-Unis et en Europe. Le comité a également publié, chez Pioneer Publishers, un recueil des opinions libérales et ouvrières mondiales édité par Sidney Hook et Max Nomad, intitulé *World Voices on the Moscow Trials* (Voix du monde sur les procès de Moscou), dont les exemplaires ont été vendus et diffusés. Le comité a imprimé 25 000 exemplaires de *Truth is on the March* (La vérité est en marche), le rapport du Dr Dewey et des remarques sur les audiences de Mexico, et 5 000 exemplaires du résumé du rapport final de la commission d'enquête, qui ont été envoyés dans le monde entier.

En accord avec la commission d'enquête, le comité a signé avec Harper & Bros un contrat pour prendre 3 000 exemplaires de *The Case of Leon Trotsky*.

C — Publicité

Le département publicité a constitué une arme vitale : un flot constant de dépêches de presse et des envois fréquents à des listes totalisant quelque 10 000 adresses ont été essentiels pour faire connaître le point de vue du comité et populariser les questions qui étaient en jeu dans sa lutte.

V. COLLABORATION

Des branches locales du comité national ont été mises sur pied, à l'initiative de sympathisants locaux à Boston, Philadelphie, Chicago, Minneapolis, San Francisco et Cleveland. Ces sous-comités ont fait un travail effectif en étendant les activités des organisations proches en tenant des meetings, en diffusant des textes, levant des fonds et répandant les messages du comité parmi les organisations ouvrières et libérales locales.

Le comité américain a eu la chance d'obtenir la collaboration de comités semblables au Canada, au Mexique, en Angleterre, France, Tchécoslovaquie, Suisse et Hollande. Le comité français a aidé le travail de la commission rogatoire à Paris de mille façons. Le comité mexicain a aidé à obtenir l'asile de Trotsky et a, depuis, veillé sur ses droits. Tous les comités étrangers ont mené la même campagne d'éclaircissement que le comité américain. Ils ont publié de nombreux bulletins et brochures.

Le Socialist Workers Party, le Socialist Party, le groupe Il Martello, la League for a Revolutionary Workers Party ont cautionné et soutenu le comité. Un groupe de responsables syndicaux et plusieurs Locals syndicaux, particulièrement du Nord-Est, ont cautionné le comité. La proposition d'une commission d'enquête a été reprise par l'Internationale ouvrière et socialiste, l'Independent

Labour Party de Grande-Bretagne, le Bund polonais, le Sozialistische Arbeiterpartei d'Allemagne, le P. O. U. M. et la C. N. T. d'Espagne, la Furniture Workers Union 1859, la Northern States Power Local Union 160, la General Drivers' Union 544, le Local d'Akron de l'United Rubber Workers of America et d'autres.

VI. OPPOSITION

Lors du lancement du comité, les forces du parti communiste, bien financées et organisées, ont cherché par tous les moyens à induire l'opinion publique américaine à accepter les verdicts de Moscou sans discussion, à s'opposer à toute enquête et à ignorer la question du droit d'asile de Trotsky pendant que les agents du parti communiste cherchaient à l'abroger. L'ambassade soviétique, le parti communiste, les Amis de l'Union soviétique et leur président, M. Corliss Lamont, le *Daily Worker*, la *New Republic*, et de temps en temps *Nation*, ont tous essayé de saper le comité et plus tard la commission d'enquête. La presse réactionnaire a agi de même à sa façon. Après l'arrivée de Trotsky à Mexico, le parti communiste a organisé un comité, aujourd'hui oublié, de sympathisants avec l'objectif de détruire notre comité. Ce groupe, qui s'était tenu à l'écart de notre objectif d'assurer l'asile de Trotsky (et dont beaucoup aident encore le parti communiste dans sa campagne pour abroger cet asile), nous pressait d'abandonner notre intérêt pour une enquête sous le prétexte que l'asile avait été assuré. Les activités du comité étaient déformées et le bureau a eu à dépenser sa peine et beaucoup d'argent pour remettre sans cesse les faits sous les yeux des membres et du public. Toutes sortes de pressions ont été exercées sur nos membres. La campagne du parti communiste a culminé au début de 1937 avec la démission de M. Mauritz Hallgren qui publia une déclaration représentant sous bien des angles l'activité du comité de façon fautive, et qui fut largement diffusée par le parti communiste. Le résultat plus ou moins direct fut la démission de neuf autres membres, chacun donnant une excuse légèrement différente, à l'exception de quelques-uns qui ne donnèrent aucune excuse du tout.

A la veille des audiences de Mexico, le parti communiste déclencha une nouvelle campagne, attaquant le Dr Dewey et ses collaborateurs, les traitant de dupes, personnages troubles, indicateurs, agents fascistes, etc. Les objectifs de la commission furent déformés et ses activités exposées de façon inexacte, particulièrement par les journalistes staliniens et M. Frank Kluckhohn du *New York Times*. M. Carleton Beals, après avoir posé à M. Trotsky des questions que tous les autres commissaires, conformément à l'opinion de l'avocat, caractérisèrent comme déplacées et provocatrices, démissionna de la commission et, dans le *Saturday Evening Post* et les publications du parti communiste, publia contre la commission une série d'attaques que le Dr Dewey et les autres commissaires caractérisèrent comme contraires aux faits. L'ambassadeur A. A. Troianovsky, comme dans d'autres occasions, publia des déclarations dénonçant la commission.

Il y a quelques semaines, une nouvelle campagne fut déclenchée par le parti communiste afin de provoquer des démissions du comité en répandant l'histoire selon laquelle le secrétaire avait « fabriqué » des noms de membres pour une déclaration publique. Cette accusation fut reprise dans le *Daily Worker*

par M. Corliss Lamont. M. Lamont a ouvert et, plus tard, demandé que soit close une correspondance avec les membres du comité dans laquelle, après avoir d'abord fait écho aux accusations du *Daily Worker* contre le secrétaire, il désavoua le mot de « fabrication » et détourna son attaque du secrétaire contre les membres du comité lui-même. Parmi les deux membres du comité qui furent ainsi poussés à démissionner, l'un, en apprenant tous les faits, a repris sa démission ; l'autre est en voyage et ne peut actuellement être touché.

Ainsi, du début à la fin, le comité s'est heurté à une opposition organisée, puissante, sans scrupules et obscurantiste. Il a survécu, s'est renforcé et a réalisé ses tâches.

VII. FINANCES ET PERSONNEL

Un rapport financier, certifié par un comptable public, paraît en appendice à ce rapport. Les documents sont à la disposition des membres du comité.

Le travail a été financé par des contributions volontaires des organisations ouvrières, des membres et sympathisants du comité. Sans les milliers de petits dons de sympathisants versés dans les meetings de masse et de toutes les régions du pays par la poste, nous n'aurions jamais pu atteindre nos objectifs. Il y a dans nos dossiers beaucoup de lettres d'ouvriers, chômeurs ou travailleurs, offrant leur soutien. Le bureau exécutif désire remercier particulièrement deux membres du comité, qui préférèrent rester anonymes, pour les sommes importantes qu'ils ont données à des moments critiques.

Le rapport financier montre que le comité a aujourd'hui un déficit considérable, essentiellement sous la forme de factures et d'emprunts non payés. Il y a six mois, ce déficit était supérieur de 30 %. La question de ce déficit a été au cours des six derniers mois la préoccupation principale du comité. Le problème pourrait être partiellement réglé si les biens du comité, notamment quelques exemplaires invendus de *The Case of Leon Trotsky*, que le comité, comme condition de sa publication, a achetés à Harpers & Bros, pouvaient être liquidés tout de suite. La liquidation de ces biens demandera quelque temps. Le bureau pense que cette question peut être prise en main par un comité de liquidation. De toute façon, les biens ne couvriront en aucun cas le déficit entier et, en conséquence, la liquidation financière devra être prolongée indéfiniment, à moins que les membres du comité, dont beaucoup ont déjà donné une aide si généreuse, ne viennent de nouveau à notre secours.

Le rapport financier montre que les dépenses administratives constituent 25 % environ des dépenses totales, une proportion exceptionnellement faible pour des comités de défense. Cela est dû au fait que le travail a été fait presque entièrement par du travail volontaire, y compris celui du secrétaire. Le bureau a bénéficié de la collaboration permanente d'un groupe de membres actifs de New York dont les conseils et l'aide pratique ont été de grande valeur. Nous n'aurions pu mener à bien notre travail sans l'aide dévouée de milliers de travailleurs qui ont distribué des tracts, rédigé des adresses, diffusé nos textes et réalisé bien d'autres tâches. Le bureau désire manifester sa reconnaissance pour l'efficacité souriante avec laquelle le chef du personnel du bureau, Miss Pearl Kluger, a accompli sa tâche pendant une année sans aucun salaire.

VIII. LIQUIDATION

Lors de sa réunion du 17 février, le bureau exécutif a mandaté le secrétaire pour qu'il prépare les rapports et prenne toute autre mesure en vue de la liquidation du comité dans le proche avenir.

Lors de sa réunion du 21 mars, le bureau a recommandé aux membres du comité la liquidation immédiate. C'est pourquoi il soumet ce rapport et son appendice, avec une recommandation unanime d'approuver les motions suivantes :

1. — D'approuver le rapport du bureau exécutif du 21 mars 1938 et en conséquence de dissoudre le comité.
2. — De donner instruction au bureau exécutif de se réunir dix jours après l'expédition par poste du rapport du 21 mars afin de décompter les votes au référendum et, au cas où une majorité se serait portée en faveur de la motion 1, de déclarer le comité dissous.
3. — De remettre l'ensemble des dossiers et des biens à un comité de liquidation autorisé à régler les comptes de son mieux.
4. — D'autoriser MM. Novack, Hook, Daniel et Mme De Silver à constituer ledit comité de liquidation.

Pour le comité exécutif
George NOVACK,
secrétaire.

Membres de la commission Dewey
(coll. A. Glotzer)



De gauche à droite : Carleton BEALS, John DEWEY,
Suzanne LA FOLLETTE, Otto RÜHLE



Otto RÜHLE



John F. FINERTY et Albert GOLDMAN

La commission Dewey : quarante ans après (1)

« CHER Max, vous aviez raison sur un point — ce ne fut pas précisément un “bon moment”, ce fut une expérience intellectuelle unique, la plus intéressante de ma vie. Je suis désolé d’avoir dû repartir avant d’avoir pu m’entretenir d’autres questions avec Trotsky. » C’étaient les sentiments qu’exprimait, il y a quarante ans, John Dewey, dans une lettre à Max Eastman, le journaliste et poète, qui était l’un de ses anciens étudiants.

Dewey, âgé à l’époque de soixante-dix-huit ans, commentait ainsi sa propre participation à l’une des confrontations personnelles les plus hors du commun du xx^e siècle. Pendant huit jours, à Coyoacán, Mexique, Léon Trotsky, le remarquable organisateur de la révolution russe de 1917, avait témoigné et avait été interrogé par une commission d’enquête d’intellectuels éminents dirigée par John Dewey, philosophe libéral et éducateur célèbre d’Amérique. Trotsky, bien connu non seulement par ses hauts faits révolutionnaires mais aussi son œuvre littéraire (surtout *l’Histoire de la Révolution Russe*), avait été accusé par le régime soviétique de nombreux crimes tels que sabotage et espionnage. La commission John Dewey représenta la seule occasion importante qui fut donnée à Trotsky de se défendre contre les accusations soviétiques devant le tribunal de l’opinion mondiale.

C’était là le type de confrontation dramatique qui aurait pu être imaginée par un poète, dramaturge ou romancier socialement conscient, ou dont un historien imaginatif aurait pu rêver. « C’est une honte que vous ne soyez pas ici pour assister aux audiences », écrivait, dans une lettre à un ami l’avant-dernier jour des travaux, le romancier James T. Farrell qui fut témoin de cet événement. « C’est un spectacle à voir, un spectacle rare dans l’histoire. Imaginez Robespierre ou Cromwell en

(1) Cet article a été publié pour la première fois, sous le titre « Memories of the John Dewey Commission » par *Antioch Review*, et reproduit ici avec son autorisation. Il est traduit de l’américain par Françoise Broué. Les notes sont de la rédaction des *Cahiers Léon Trotsky* : on s’est abstenu de renvoyer à celles qui ont été portées au bas de l’article p. 17-31 qui mentionnait les mêmes personnes et faits.

pareilles circonstances. Et bien c'est mieux, parce que ni Robespierre ni Cromwell n'avaient l'envergure intellectuelle de Trotsky. »

Mais il existe des raisons supplémentaires de se souvenir du quarantième anniversaire de la commission d'enquête sur les accusations contre Léon Trotsky dans les procès de Moscou, ainsi que Farrell et plusieurs autres témoins survivants des sessions d'avril 1937 s'empressent de le souligner. La majorité d'entre eux évoquent de façon très vivante le fait que la constitution même de cette commission constitua un acte résolu, étant donné l'apathie et même l'hostilité agressive de la part d'une importante fraction de la population des intellectuels de New York dans laquelle elle fut lancée. Au milieu des années trente, l'attitude de très nombreux intellectuels libéraux et radicaux américains vis-à-vis de l'Union soviétique et de son régime était tout à fait amicale et à bien des égards l'opposé de ce qu'elle est aujourd'hui. En fait, quelques jours après être revenu du Mexique — ce voyage avait été la première initiative de la commission — John Dewey fit au temple de La Mecque de New York une déclaration dans laquelle il s'en prit avec vigueur « aux efforts systématiquement organisés pour empêcher cette enquête qui se déroule aujourd'hui avec succès ».

Le travail de la commission Dewey a néanmoins été justifié par l'histoire. Sa conclusion selon laquelle les procès de Moscou étaient des machinations et Trotsky et son fils innocents des crimes qu'on leur imputait a été confirmée par de nombreux chercheurs, de même que par les aveux de Nikita Khrouchtchev dans son important discours secret devant le XX^e congrès du parti communiste de l'Union soviétique.

La commission Dewey a été initialement constituée par des écrivains, journalistes et savants américains en réponse aux procès de Moscou qui commencèrent en 1936. Ces quatre procès étaient extraordinaires pour plusieurs raisons : d'abord les hommes au banc des accusés, pour trahison, sabotage et espionnage contre l'Etat soviétique, comprenaient de fait tous les dirigeants survivants de la révolution russe — à l'exception de Joseph Staline, l'organisateur de ces procès en coulisse. (Bien qu'il ait été en exil, Trotsky, l'ennemi numéro un de Staline, fut également accusé.) Deuxièmement, les accusés, qui furent jugés publiquement à Moscou, avouèrent servilement leur culpabilité et certains d'entre eux implorèrent même le châtiment. Troisièmement, ces procès furent accompagnés d'une épuration de masse qui toucha l'ensemble de la société soviétique. Outre ceux qui furent obligés de jouer dans ces procès-spectacles, on estime que des millions d'ouvriers, de paysans, de membres du parti, d'intellectuels, de personnalités militaires, de fonctionnaires, furent arrêtés et exécutés par décision administrative.

Tandis qu'aujourd'hui on reconnaît dans le monde entier que les procès de Moscou étaient une épouvantable machination, à cette époque, il y eut beaucoup de confusion et une hésitation à y répondre chez nombre d'intellectuels américains. L'une des raisons qui expliquent que ces innocentes victimes n'aient pas été défendues était qu'il existait à la fin des

années trente une large sympathie pour la politique étrangère de l'Union soviétique. Aux yeux de bien des libéraux et radicaux, Staline, après 1935, avait opéré un tournant raisonnable et pratique en appelant au « front populaire » contre les puissances fascistes. Quelques mois seulement avant les premiers procès, Hitler avait commencé à remilitariser la Rhénanie et, en France, les communistes, les libéraux et les socialistes avaient formé une alliance électorale victorieuse, dirigée par Léon Blum. En Espagne, les communistes combattaient côte à côte avec les républicains contre les rebelles de Franco, et l'on croyait que toute dénonciation franche de ces procès pourrait briser cette alliance. « On est toujours tenté d'avoir la meilleure opinion de ses propres alliés », comme le notait Malcolm Cowley (2) des années plus tard dans un mémoire discutant son propre refus de dénoncer les procès, « ou tout au moins de se dissimuler leurs crimes afin de conserver une fragile sincérité lorsqu'on est obligé, pour des raisons politiques, de nier en public l'existence de ces crimes ».

Pourtant, même parmi ceux qui n'étaient pas enclins à bloquer activement l'établissement de la vérité pour des raisons politiques pragmatiques, d'autres obstacles contribuaient à leur réserve et à leur perplexité. Par exemple, certains des libéraux sympathisant avec la Russie stalinienne avaient élaboré des raisons compliquées qui leur permettaient de tolérer des procédures judiciaires non démocratiques et d'autres mesures draconiennes en Union soviétique. Il y avait ceux qui soutenaient qu'un régime autoritaire était conforme à la culture et aux traditions russes ; d'autres croyaient à la nécessité d'employer de telles méthodes si l'on voulait amener dans le monde moderne les peuples illettrés des nations sous-développées. Lincoln Steffens (3), souvent mentionné comme représentatif de ce type de libéral connu sous le nom de « compagnon de route », écrivait : « Je suis pour eux jusqu'au bout, je suis un patriote de Russie ; l'Avenir est là-bas. Mais je ne veux pas y vivre. »

Trotsky lui-même a dévoilé la mentalité « compagnon de route » d'un point de vue marxiste. Il affirmait que le redoublement d'amitié pour l'Union soviétique sous la domination de Staline indiquait « la réconciliation du libéralisme bourgeois avec la bureaucratie qui avait étranglé la révolution d'Octobre ». La base de cette alliance était celle-ci :

« Plus s'élargissent les privilèges de la nouvelle couche dirigeante et plus elle devient conservatrice pour défendre ces privilèges — plus nombreux sont ses amis parmi les intellectuels bourgeois et libéraux, les snobs qui suivent la mode. Les inspireurs de cet état d'esprit

(2) Malcolm COWLEY (né en 1898), critique et poète, associé dans les années vingt à la fameuse « génération perdue » des exilés en Europe, fut l'un des adversaires les plus acharnés du comité de défense et de la commission d'enquête.

(3) Joseph dit Lincoln STEFFENS (1866-1936), journaliste célèbre au début du siècle comme l'un des premiers « muckrackers » — dénicheurs de scandales — de la presse américaine sympathisa dès 1917 avec la révolution russe mais ne rejoignit jamais le P. C.

ont été Walter Duranty et Louis Fischer, parfaits sycophantes de l'oligarchie soviétique. »

Pourtant, un autre facteur de la désorientation des intellectuels libéraux était la crainte d'affronter une vérité qui devait être profondément troublante. Farrell, dans ses souvenirs publiés de cet événement, l'évoque :

« Si la version officielle des procès était vraie, alors, les collaborateurs de Lénine et les dirigeants de la révolution bolchevique devaient être considérés comme l'une des pires bandes de crapules de l'histoire ; si les procès étaient une machination, alors les dirigeants de l'Union soviétique étaient en train de commettre l'une des pires impostures de toute l'histoire. Un Américain éminent et humain, connu pour son anticommunisme et son honnêteté foncière, m'écrivit que, bien que voyant que cette question était juste, il avait horreur de la voir en face. »

Ici, Farrell a implicitement souligné ce qui pourrait bien avoir été la vertu suprême des hommes et des femmes qui constituèrent la commission Dewey et menèrent à bien son travail : ils ont eu le courage et la résolution de découvrir la vérité, quelles qu'en aient été les conséquences.

Agé maintenant de soixante-treize ans, Farrell considère encore que la réaction des intellectuels aux procès de Moscou est un sujet digne d'attention et d'étude. En tant que membre du comité exécutif du comité américain pour la défense de Léon Trotsky — l'organisme fondé pour trouver un asile à Trotsky et également pour lui permettre d'être entendu — Farrell avait participé au choix des membres de la commission Dewey d'enquête. Interrogé au sujet des critères employés dans ces discussions, il a répondu : « Il n'y avait pas un principe unique. Il y avait des gens dont nous pensions qu'ils avaient quelque intégrité et réputation. » Il apparut que c'était « l'intégrité » qui était la qualité décisive exigée pour tenir et venir à bout de la coalition des forces qui commençaient à exercer des pressions pour que l'enquête soit abandonnée.

Cette pression se manifesta avec le plus de vigueur dans la périphérie du parti communiste qui soutenait la version de Moscou au sujet des procès, mais elle se refléta également dans les organes de l'opinion libérale comme *The New Republic* et *The Nation*. On publia une lettre ouverte de libéraux américains s'opposant au travail de la commission. Parmi ses quatre-vingt-huit signataires se trouvaient Malcolm Cowley, Theodore Dreiser, Heywood Broun, Lilian Hellman, Rockwell Kent, Max Lerner, Robert Morss Lovett, Robert S. Lynd, Carey McWilliams, Dorothy Parker, Henry Roth, Paul Sweezy, Lillian Wald, Max Weber et Nathanael West.

Mais, lorsque John Dewey accepta de prendre la tête de la commission et de se rendre en personne au Mexique pour y rencontrer Trotsky — lequel n'était pas autorisé à entrer aux États-Unis —, la commission avait trouvé là un président qui incarnait au plus haut degré l'intégrité morale néces-

saire. « Personne ne sait l'intensité ni la variété des pressions qu'il a dû subir », écrivait Sidney Hook à l'époque de la mort de Dewey, « les moindres n'étant pas celles de sa proche famille, dont certains craignaient qu'il puisse être tué dans ce milieu politique exalté de Mexico. Mais la simple vérité est que Dewey ne prit irrévocablement sa décision qu'après avoir pris conscience des efforts et des vastes stratagèmes du parti communiste pour l'empêcher d'y aller ».

*
**

De façon surprenante, en dépit des études nombreuses consacrées au cours des décennies suivantes à creuser tous les détails des procès de Moscou et du bon nombre de travaux pour découvrir les raisons de la résistance de nombreux intellectuels américains à voir en face la vérité à cette époque, on a très peu écrit sur le petit groupe d'hommes et de femmes qui étaient disposés à aller contre le courant de l'opinion publique et prendre position pour la vérité. Et cependant leur histoire constitue l'un des sommets d'une décennie qui connut pas mal de tragédies et de rêves trahis.

Au cours de ces dernières années, j'ai pris contact avec la majorité de ceux qui ont joué un rôle dans les audiences, et étudié la correspondance de Dewey et des autres, écrite pendant la session de la commission. Il est possible, sur la base de ce matériel, de tout connaître de ceux qui y participaient et le type de responsabilités qu'ils y ont assumées. Il est maintenant possible de reconstituer nombre d'incidents qui se produisirent en coulisses pendant les audiences ainsi que de partager quelques-uns des émouvants souvenirs des participants sur certaines personnes et certains épisodes.

Le drame commence à proprement parler une semaine environ avant les audiences. Le vendredi 2 avril, à New York, John Dewey, James T. Farrell et un petit groupe de commissaires et de techniciens prirent place à bord d'un train appelé « The Sunshine Special » en route pour Mexico *via* Saint-Louis. Dans l'intervalle, l'équipe technique fournie par le comité américain pour la défense de Trotsky était déjà arrivée dans la maison du peintre de « murales » mexicain Diego Rivera et de sa compagne Frida Kahlo où devait se dérouler la procédure d'enquête.

Il ne manquait pas dans les deux groupes de talents peu communs. Les hommes et les femmes qui s'y trouvaient — presque tous des écrivains d'un genre ou d'un autre — faisaient partie des intellectuels les plus capables qui avaient été façonnés par le ferment de la vie politique radicale à New York dans cette période. Les techniciens étaient dirigés par Herbert Solow, un brillant journaliste qui avait été pendant peu de temps, quelques années auparavant, partisan de Trotsky. Dans les années quarante, Solow allait rejoindre la rédaction de *Time*, puis de *Fortune*, où il fut un membre respecté du comité de rédaction jusqu'à sa mort en 1964.

Outre ses fonctions d'organisateur central de tous les Américains

présents, Solow aidait à résoudre les problèmes légaux et techniques et était le principal contact avec le bureau du comité américain pour la défense de Léon Trotsky à New York. Du fait qu'il avait rompu avec le mouvement politique de Trotsky, Solow et Trotsky passèrent apparemment une bonne partie de leur temps à de chaudes discussions. C'est ce que révèle une lettre de Solow au principal mécène de la commission, Margaret De Silver (veuve du fondateur de l'American Civil Liberties Union, Albert De Silver), le 2 avril, une semaine avant la date fixée pour le début des audiences :

« Le Vieux est fidèle à lui-même. J'ai eu deux conflits violents avec lui et je m'attends à un autre demain. En même temps, il se tourmente pour un certain professeur John Martin qui a été blessé dans un accident de voiture alors qu'il venait lui rendre visite. Les deux hommes ne s'étaient jamais rencontrés, mais le Vieux se sent responsable de cet accident survenu à quelqu'un qui venait lui rendre visite et il s'informe cinq fois par jour de la santé du gars. Et il travaille encore et toujours, produisant un sacré résultat. Il est incroyable. »

John McDonald (4), ami intime de Solow, était également membre de l'équipe technique. Comme Solow, il avait une familiarité de première main avec le mouvement radical, bien que lui aussi ait été déçu par les groupes organisés. Sa vie ultérieure allait suivre de près celle de Solow — y compris un emploi à la revue *Fortune*. En 1950, McDonald a publié un livre populaire intitulé *Strategy in Poker, Business and War*, et l'an passé Doubleday a sorti *The Game of Business*.

McDonald vit aujourd'hui dans West Village à New York et considère que les audiences ont été un événement qui a fait époque. « Je travaillais volontairement pour le comité et la commission, se souvient-il, affecté au travail avec Trotsky pour la préparation physique des matériaux. » McDonald évoque nombre de conversations et de rencontres avec Trotsky, souvent autour des diverses activités qui étaient les siennes :

« L'une de mes fonctions consistait à apporter à Trotsky un de ses mets favoris, du yogourt, de Mexico, quand j'en venais pour Coyoacán chaque jour, et à éviter qu'un agent stalinien puisse empoisonner ce yogourt. Il me semblait tout à fait naturel de faire cela sans aucun sentiment d'être opprimé, surtout dans la mesure où Trotsky lui-même était tout à fait insouciant quant à son destin personnel et ne prenait guère de précautions. Je lui reprochai un jour cette insou-

(4) John McDONALD (né en 1906) avait suivi le même itinéraire que les amis de Solow depuis l'époque où il sympathisait avec le P.C. Il avait comme lui appartenu quelque temps au W.P.U.S. qui résultait de la fusion entre les trotskystes américains et le parti « ouvrier » de l'ancien pasteur A.J. Muste.

ciance et il me répondit que, s'il prenait les précautions nécessaires, il ne serait pas capable de faire quoi que ce soit d'autre. Il préférerait demeurer libre, dans certaines limites (la garde policière devant sa maison, etc.), et laisser les choses suivre leur cours. »

Il y avait également dans l'appareil technique Dorothy Eisner, la femme de McDonald, qui fit plusieurs tableaux pendant les audiences. Dans sa lettre du 2 avril à Margaret De Silver, Solow racontait que « Dorothy Eisner est en train de faire un portrait de Trotsky. Chaque fois qu'elle se désespère et se griffe la main, il râle. Il dit qu'un écrivain peut travailler sans sa tête mais qu'il lui faut une main ».

McDonald et Eisner ont demeuré un certain temps à la résidence de Mrs Robert Latham George. Mrs George était la mère d'Adelaïde Walker, qui était mariée à Charles Rumford Walker (5), un radical bien connu qui venait juste d'écrire *American City*, sur les grèves de camionneurs de 1934 à Minneapolis. Walker, qui est mort en 1974, était également romancier et devint plus tard spécialiste de technologie et relations industrielles à Yale, et, dans ses dernières années, traducteur du drame grec. Les Walker assistaient aux audiences et Charles Walker se chargea des rapports avec la presse. Pendant les audiences, Diego Rivera fit au charbon un croquis de Dewey qu'il offrit à Mrs George. Mrs George donna le dessin à Adelaïde Walker qui le donna à son tour à Sidney Hook. Il est accroché aujourd'hui au mur de la Salle du livre rare dans la Bibliothèque Morris de la Southern Illinois University où fonctionne le Centre des Etudes de Dewey.

L'arrivée des commissaires américains était attendue, outre l'équipe technique, par un certain nombre de disciples politiques de Trotsky, qui constituaient son équipe personnelle ou qui avaient un quelconque rapport avec les audiences à venir. Son équipe personnelle comprenait un secrétariat de trois personnes. L'un était un trotskyste tchèque nommé Jan Frankel qui allait bientôt devenir le premier mari de la romancière américaine Eleanor Clark (6). Il y avait aussi Jean van Heijenoort (7), aujourd'hui professeur de philosophie à Brandeis. Le troisième était un ancien étudiant de Yale nommé Bernard Wolfe (8). Après avoir quitté le mouvement trotskyste vers la fin des années trente, Wolfe devint romancier

(5) Charles Rumford WALKER (1893-1974) avait correspondu avec Trotsky les années précédentes et ce dernier appréciait beaucoup son livre *American City*.

(6) Jan FRANKEL (né en 1906), citoyen tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky en Turquie de 1930 à 1933, puis en Norvège de juillet à octobre 1935. Il était arrivé à Coyoacán le 17 février. C'est à Mexico qu'il avait fait la connaissance d'Eleanor CLARK (née en 1915) romancière d'avenir qui rendait également des services au comité de défense et à la commission.

(7) Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912), mathématicien, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo à partir d'octobre 1932, puis en France et était arrivé au Mexique au même moment que lui.

(8) Bernard WOLFE (né en 1915) appartenait à la jeune génération gagnée par les trotskystes dans les universités.

et publia en 1959 un livre qui reflétait ses expériences avec Trotsky intitulé *The Great Prince Died* (réédité en 1976 sous le titre *Trotsky Dead*).

Aujourd'hui Wolfe vit à Beverly Hills et a connu un certain succès comme auteur de scénarios tout en continuant à publier des romans. Il rappelle que l'une des principales raisons pour lesquelles les trotskystes l'avaient envoyé à Coyoacán était d'aider à préparer les documents en vue des audiences et qu'il retourna ultérieurement à New York pour aider à mettre en ordre documents et compte rendu sténographique pour les éditions Harpers. Il relate avec beaucoup de vie un incident qui se produisit alors qu'avec Solow et John McDonald ils faisaient une pause, assis sur une table fumant et balançant les jambes. Trotsky, dont Wolfe se souvient qu'il était excessivement préoccupé d'ordre et offensé par tout relent d'atmosphère « bohème », entra dans la pièce et demanda une traduction qui aurait dû être prête. Quand Wolfe dit qu'elle ne le serait que dans seulement quelques instants, Trotsky, irrité, claqua la porte vitrée derrière lui et brisa un panneau en sortant.

Outre le secrétariat, il y avait deux trotskystes venus de Chicago. L'un d'eux était Albert Glotzer (9), un membre fondateur des trotskystes américains qui était le sténographe de la commission. C'est à Mexico que Glotzer rencontra pour la première fois James T. Farrell et ils sont toujours restés amis depuis. Aujourd'hui, Glotzer vit à New York et est dirigeant des social-démocrates U. S. A. Il évoque l'atmosphère des audiences :

« Je suis arrivé à Mexico sortant du triste mars-avril de Chicago pour passer à l'air ensoleillé du Mexique qui semblait se mettre au service des audiences. Nous avons une sorte de joie à être là, tous les présents comprenant véritablement l'importance historique de ces audiences. Ceux d'entre nous qui avaient des conceptions politiques étaient transportés de joie à cause de l'occasion qu'elles donnaient à Trotsky d'abattre la crédibilité des machinations de Moscou. Ceux d'entre nous qui s'étaient engagés dans cette campagne avant le Mexique... savaient que L. D. T., comme saint Georges, allait détruire le dragon collectif du stalinisme et son initiateur. C'est pourquoi nous pensions vivre un grand événement. »

L'autre homme de Chicago était l'avocat du mouvement ouvrier Albert Goldman (10) qui assista Trotsky en tant qu'avocat pendant l'in-

(9) Albert GLOTZER (né en 1908), sténographe à Chicago, ancien dirigeant des jeunesses communistes (Y. W. L.) dont il avait été exclu en 1928 appartenait au noyau dirigeant des trotskystes américains et avait rendu visite à Trotsky en Turquie.

(10) Albert GOLDMAN (1897-1960), fils d'ouvriers juifs, avait exercé divers métiers manuels avant d'obtenir en 1925 son inscription au barreau. Militant du P. C. il était avant tout un grand avocat politique. Devenu très critique de l'U. R. S. S. à la suite d'un séjour qu'il y avait fait en 1930, il avait été exclu en 1933 et avait rejoint les trotskystes. Il les avait quittés en décembre 1934 pour adhérer au parti socialiste et avait publié à Chicago le *Socialist Appeal* qui était alors l'organe de la fraction trotskyste dans le P. S.

terrogatoire. Au cours de la seconde guerre mondiale, Goldman fut emprisonné au titre du Smith Act et fut rayé du barreau. Pendant quelques années il vécut comme chauffeur de taxi à Chicago et mourut en 1960 d'un cancer.

Pendant que ce groupe de gens travaillait aux préparatifs en vue des audiences, le « Sunshine Special » roulait vers le sud emportant ses distingués passagers. Dans les lettres qu'il écrivait presque quotidiennement à Robbie Lowitz, qui allait devenir sa deuxième femme, John Dewey décrivait le voyage et ses compagnons. Le dimanche 4 avril, peu après avoir traversé Palestine (Texas), Dewey écrivit : « Ils sont six dans le groupe. Trois de la commission : Stolberg, Suzanne La Follette et moi-même. George Novack est venu avec nous, il est très agréable, et Farrell, l'auteur de *Studs Lonigan* — qui est très sympathique —, je l'aime... Et enfin il y a un sténographe. »

Benjamin Stolberg était un immigré allemand qui avait fait ses études à Harvard et à l'université de Chicago. Il avait écrit sur les questions économiques et le mouvement ouvrier et était particulièrement populaire dans des journaux libéraux comme *The Nation*. Avant sa mort en 1951, il a publié un certain nombre de livres dont *The Story of the C. I. O.* en 1938 et *Taylor's Progress — History of the Women Garment Workers* en 1944. Suzanne La Follette, la nièce du sénateur Robert La Follette (11), était critique d'art et journaliste et avait édité *The New Freeman*. Elle vit aujourd'hui à Palo Alto (Californie) et collabore à *National Review*. Quand on l'interrogea à propos du rôle important qu'elle avait joué dans la commission Dewey, elle souligna que, bien qu'elle ait aimé et admiré Trotsky en tant qu'homme, elle était résolument anti-socialiste et n'avait été motivée que par sa conviction que Trotsky avait le droit d'être entendu.

Les autres voyageurs du « Sunshine Special » cités par Dewey étaient Farrell, qui venait en tant qu'observateur, Pearl Kluger, qui venait comme secrétaire et George Novack, le secrétaire du comité américain pour la défense de Trotsky. Novack était un ancien étudiant en philosophie de Harvard qui avait commencé à New York une carrière dans l'édition. Vers la mi-1933, sous l'influence de Solow, Novack devint trotskyste et il l'est resté depuis. Il est aujourd'hui l'un des dirigeants du Socialist Workers Party et est l'auteur de nombreux ouvrages sur la philosophie marxiste, dont une étude de 1975 intitulée *Pragmatism versus Marxism : An Appraisal of John Dewey's Philosophy*. De tous ceux qui étaient présents aux audiences mexicaines, Novack est le seul qui soit resté marxiste après les années quarante. Un des grands moments dont il se souvient, ce fut lorsque Trotsky l'appela dans son bureau, juste avant le début des audiences, et lui demanda de lire le projet de l'éloquent résumé qu'il allait lire devant les commissaires :

(11) Robert S. LA FOLLETTE (1855-1925), sénateur républicain du Wisconsin, avait été notamment en 1924 candidat « progressiste » à la présidence des Etats-Unis.

« Je remarquai qu'il avait quelque peine à décrire Dewey. Il voulait le faire en termes précis de son point de vue. Après avoir raturé plusieurs formules, il le décrivit comme "la personnification de l'authentique idéalisme américain... un homme d'une autorité morale inébranlable... auquel son âge aurait donné le droit de se tenir à l'écart des escarmouches de la vie politique". »

Dewey, Stolberg et La Follette étaient trois des cinq commissaires qui allaient mener les audiences mexicaines. Le 5 avril, tandis que le « Sunshine Special » faisait des haltes au Texas, Dewey écrivait : « La nuit dernière à Laredo, quelqu'un a cogné à la vitre ; c'était Carleton Beals. Lui et sa femme sont venus en voiture de Los Angeles et arriveront à Mexico vers mercredi après-midi. Il vient à la commission. »

Malheureusement les rapports entre Beals, auteur de nombreux livres sur l'Amérique latine, et Dewey ne devaient guère être aussi cordiaux à la fin des audiences. Selon l'opinion de Dewey et des autres commissaires, Beals mit en effet à profit les audiences pour poser des questions déplacées, sans intérêt par rapport au procès, mais qui auraient pu compromettre le statut d'exilé de Trotsky (Beals prétendait par exemple savoir que Trotsky avait envoyé Michel Borodine en tant qu'émissaire spécial chargé de fomenter la révolution au Mexique dix-sept ans auparavant. Cette affirmation fut considérée comme provocatrice du fait que Trotsky avait été admis au Mexique sur sa promesse de ne pas intervenir dans les affaires mexicaines). Alors, au beau milieu des audiences, Beals démissionna et dénonça la commission et sa partialité en faveur de Trotsky.

Le cinquième commissaire était Otto Rühle, un éminent socialiste allemand, biographe de Marx, qui vivait en exilé, ayant fui Hitler.

Le train arriva à Mexico le mardi 6 avril au matin et, dans la soirée, Dewey donna ses premières impressions :

« Nous avons eu une journée particulièrement active l'un avec l'autre et avec la presse et avec l'avocat de Trotsky. Je commencerai par lui ; c'est un socialiste de Chicago et il me fait une bonne impression, à la fois une intelligence vive et un bon jugement pratique. Il dit que, dans l'intérêt de Trotsky comme le nôtre, il nous faut remonter en arrière chaque fois qu'il le faut pour bien faire. Trotsky a consenti à se conformer entièrement aux vues de la commission en ce qui concerne la façon de conduire les audiences. Je ne pense pas qu'il ait eu beaucoup de difficulté à convaincre Trotsky, mais que Trotsky est plus habitué à la méthode du continent où l'on a plus d'occasion de longues interventions et moins de questions et de réponses aux questions. »

Le même soir, Solow écrivait à Margaret De Silver une seconde lettre relatant l'arrivée à bon port des commissaires. « Dewey est chic, tout à fait chic. Ils ont tous deux discuté avec Goldman et les choses

prennent forme. Le Vieux travaille comme un diable. » Néanmoins, et malgré la présence de presque tout le monde, Dewey et Trotsky restèrent chacun de leur côté. Le mercredi 7 avril, trois jours avant la première session, Dewey écrivit : « On a suggéré hier que nous rencontrions Trotsky, mais nous pensons que ce serait de mauvaise politique que de le rencontrer avant le début des audiences. » A la fin des audiences, pourtant, Mrs George organisa une petite réception pour mettre Dewey et Trotsky en contact dans une atmosphère détendue.

Dans les quelques jours qui précédaient la première session, Dewey continua à se préoccuper avant tout d'une étude scientifique des matériaux concernant l'enquête et il fut donné pour lui au moins une réception. John McDonald l'évoque :

« Mrs George a donné pour Dewey un dîner auquel pas mal de monde était invité : Adelaïde et Charlie bien sûr, et Herbert, Stolberg, La Follette, Otto Rühle (je crois) et Farrell, j'imagine, bien que je n'arrive pas à ressusciter cette soirée — et Dorothee et moi, et il y en avait d'autres. Plus tard certains d'entre nous ont attrapé la dysenterie pour avoir mangé à la légère des crudités dans les restaurants mexicains. Mon médecin m'a dit d'un ton jovial : "J'ai réexpédié d'ici un tas de gens comme vous dans un cercueil." Je me souviens que nous nous inquiétions pour Dewey : et s'il l'attrapait à son âge ! »

Une des tâches supplémentaires auxquelles aidaient ceux qui n'intervenaient pas directement dans les audiences était la défense physique de la villa Rivera où se menaient ces activités. « On avait peur que les staliniens organisent un raid contre les audiences », se rappelle McDonald. « Certains d'entre nous furent obligés de servir comme gardes armés, entre autres, mais, comme Buster Keaton, j'ai eu tellement d'ennuis avec mon fusil que j'ai dû le rendre. » Farrell se souvient : « J'ai aidé à construire des barricades, mais cela me faisait souffrir des sinus et, après un temps, j'ai abandonné. Il s'agissait du mur défensif derrière le bureau de Trotsky. » Il se souvient aussi qu'une fois, après les audiences, alors que Trotsky était parti en vacances à Cuernavaca, il assura la relève de Bernard Wolfe pour la garde des archives de Trotsky. Farrell et celle qui allait devenir sa seconde femme, l'actrice Hortense Alden, rendirent visite à Wolfe dans la soirée et Wolfe leur dit qu'il avait envie de quitter la maison un moment pour rompre avec la monotonie de sa tâche : « Lui et Hortense partirent se promener et je m'assis sur une table avec des pistolets dans leurs étuis, des balles qui ceignaient ma poitrine et mes épaules et une mitrailleuse à la main. »

Le samedi 10 avril les audiences commencèrent officiellement avec une déclaration impressionnante de Dewey condamnant le refus de nombreux pays de donner asile à Trotsky pour lui donner une possibilité de se défendre contre les accusations du régime soviétique :

« Cette commission, comme des millions de travailleurs de la ville et de la campagne, intellectuels ou manuels, croit qu'aucun homme ne peut être condamné sans avoir eu une chance de se défendre. Elle désire, pour commencer, féliciter le gouvernement mexicain de sa large interprétation de la signification de la démocratie politique qui rend possible notre réunion. »

La première session terminée, Dewey écrivit une lettre pour raconter ce qui venait de se passer :

« Nous revenons juste de la première session. J'ai fait un geste de courtoisie préliminaire à l'adresse du gouvernement mexicain, car il y avait un peu ici le sentiment que nous ne l'avions pas suffisamment reconnu, puis mon discours normal d'ouverture. L'anglais de Trotsky était meilleur que nous ne nous y attendions. Je ne peux pas donner mon impression des sessions d'aujourd'hui — c'est trop proche. Je suis plus excité que fatigué, mais la fatigue peut venir plus tard. »

Après la seconde session, Solow fit de même :

« Le discours d'ouverture de Dewey était une merveille. Goldman a parlé trente minutes, soulignant ce que l'on veut prouver du côté de Trotsky. Entre-temps, des millions de photographes et quelques représentants de syndicats présents, L. D. T. brillant comme il peut l'être, passant d'une langue à l'autre, Finerty arrivant en retard à la deuxième session, moi traduisant les questions de Rühle, et Trotsky m'enlevant mon travail en leur traduisant ses réponses, en les leur donnant d'abord en allemand, puis en anglais, Dewey, comme le cidre brut, posant les meilleures questions. »

Glotzer évoque également l'excitation de la rencontre :

« Rivera a joué un rôle important dans l'aspect ambiance de l'audience, tout comme Frida Kahlo y a apporté quelque beauté. Il a amené aux audiences des syndicalistes mexicains et d'autres et bien sûr en a fourni les moyens. »

La lettre écrite par Solow le jour de l'ouverture rendait compte également de quelques commentaires et réactions personnelles de Trotsky :

« Oh, je ne peux pas raconter l'histoire ce soir, mais tout a été O. K. bien que je puisse imaginer que la presse hostile va retourner bien des choses contre nous. Voici quelques perles :

« Goldman : Etiez-vous tailleur à New York ?

Trotsky : Malheureusement je n'ai jamais appris de métier productif.

Dewey : Vychinsky cite-t-il correctement quand il dit que Lénine en 1914 vous appelait un phraseur ?

Trotsky : Je crois que je reconnais le style de Lénine. »

Toute cette politique me rasait copieusement et nous ne sommes pas arrivés aux choses concrètes aujourd'hui, de sorte que le sommet a été au début, quand Goldman a posé les habituelles questions formelles du début. Quand il est venu à la famille de Trotsky et à ses enfants, et finalement à sa fille qui s'est suicidée, le Vieux n'a pas pu le supporter. Son visage s'est crispé avant de répondre et, quand il l'a fait, ses yeux étaient de toute évidence humides et rouges. Il ne manque qu'une seule chose, et c'est un avocat stalinien pour faire le contre-interrogatoire. Je donnerais mon pied pour avoir Brodsky ici, et ma main pour avoir Vychinsky. Ils seraient obligés d'abandonner leurs deux pieds et leurs deux bras pour s'en sortir vivants. »

Glotzer reconnaît aujourd'hui que l'unique élément qui eût pu améliorer les audiences aurait été la présence d'un représentant officiel du point de vue soviétique :

« Comme j'ai quelque expérience des procès, je sais qu'il aurait été infiniment mieux que des représentants staliniens légaux aient pu être présents et qu'il y ait eu une procédure contradictoire... Ce défi aurait porté L. D. T. à des hauteurs plus élevées encore... Mais même ainsi, les commissaires... ont posé des questions précises et leurs contre-interrogatoires montraient qu'ils n'étaient pas en fait disposés à accepter tout ce que disait Trotsky s'il ne pouvait authentifier, au moins par des matériaux écrits, les réponses qu'il leur donnait. »

Ainsi ces audiences sensationnelles étaient en cours. L'excitation montait tous les jours, et, le jeudi 15 avril, Dewey racontait : « C'est hier qui a été jusqu'à maintenant la journée la plus intéressante. "Vérité, justice, humanité" et tout le reste des raisons de venir ici reculent à l'arrière-plan devant le simple intérêt écrasant pour cet homme et pour ce qu'il a à dire. » Le lendemain, Farrell écrivait à Margaret Marshall, critique des livres à *The Nation* :

« Trotsky a démolé de fond en comble les macabres fables des procès de Moscou pour tout être humain susceptible de raisonner et qui n'a pas besoin que son opinion soit forgée pour lui par des gens qui sont à des milliers de kilomètres de l'autre côté de l'océan. Il a présenté des documents qui provoquent plus qu'un doute raisonnable. Il a construit logiquement son affaire, et bien qu'il ait répondu aux questions pendant presque six heures par jour depuis samedi, son témoignage se tient comme un monument logique des plus extraordinaires. »

Le reste de l'histoire figure dans le compte rendu. Les commissaires retournèrent à New York, et, après des audiences supplémentaires de la

commission à New York et d'un organisme affilié à Paris, le verdict de la commission fut rendu public en décembre 1937. Le compte rendu sténographique du témoignage de Trotsky et l'analyse de la commission furent tous deux publiés en 1937 et 1938 sous les titres de *The Case of Leon Trotsky* et *Not Guilty* (12).

Pour tous les participants, toute cette affaire fut un moment de leurs vies dont ils tirent une fierté sans réserves — ils sont entrés dans le courant de l'histoire et y ont fait une contribution notable. Au printemps de 1976, après plusieurs heures passées dans les souvenirs, on demanda à Farrell ce qu'il pensait de l'importance de la commission Dewey à long terme pour les intellectuels américains. Il répondit nettement, sans hésiter, comme s'il s'était souvent posé à lui-même cette question : « Elle a sauvé l'honneur de bien des Américains ; elle a permis à Trotsky d'avoir un auditoire ; elle a permis de clarifier le compte rendu ; elle a empêché la position du Front populaire de tout rafler ; elle a tenu des audiences qui étaient un modèle. »

Quant à Glotzer, quand on lui a demandé ce qui avait été selon lui le moment le plus important dans toute cette affaire, il a aussi répondu carrément :

« Ce fut le résumé de Trotsky dans lequel il traitait de la nature historique de ces procès fabriqués, du stalinisme et de l'histoire de sa vie...

J'avais le privilège d'être assis exactement en face de L.D.T. puisque je faisais le compte rendu et je ne l'ai pas quitté des yeux. Il parlait bien entendu avec une grande passion, et sa voix et son discours s'infléchissaient alternativement plus haut et plus bas, suivant la question qu'il traitait. Sa voix était haute, mais claire, forte et captivante.

Mais ce qui m'a le plus frappé, ce sont ses mains. Il est resté assis pendant tout ce résumé. Il ne pouvait se tenir debout comme à une tribune, marcher ou faire des gestes, comme il l'aurait sans aucun doute fait s'il avait pu être debout. Mais sous la table à laquelle il était assis, ses mains et ses avant-bras ne cessaient de s'agiter. Privé de la liberté qu'il aurait eue sur une tribune, il ne pouvait cependant obliger ses mains à l'immobilité ou au repos.

Quand il eut terminé, l'assistance, formée d'hommes et de femmes très divers, éclata en applaudissements tout à fait spontanés, je crois. Ce moment-là, je ne l'oublierai jamais. »

(12) Il ne s'est trouvé jusqu'à présent aucun éditeur pour donner au public français des traductions de ces deux ouvrages fondamentaux. L'Institut Léon Trotsky envisage la publication du premier, sous le titre *L'Affaire Trotsky*, dans le cadre des *Œuvres*, à partir de 1980 ou 1981.

DOCUMENT n° 2

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DEWEY (1)

LA CONDUITE DES PROCÈS

Indépendamment de preuves extrinsèques, la commission déclare :

- 1) que la façon dont ont été conduits les procès de Moscou ne pouvait que convaincre toute personne dépourvue de préjugés qu'aucun effort n'y était fait pour établir la vérité.
- 2) alors qu'il est nécessaire de considérer des aveux avec le plus grand sérieux, ces aveux en eux mêmes contiennent tant d'invéraisemblances que la commission en est venue à la conviction qu'ils ne représentent pas la vérité, en dehors de toute considération quant aux moyens qui ont permis de les obtenir.

LES ACCUSATIONS

- 3) Sur la base de tous les éléments, nous concluons que Trotsky n'a jamais donné à Smirnov aucune instruction en vue du terrorisme par l'intermédiaire de Sedov ou de quiconque.
- 4) Sur la base de tous les éléments, nous concluons que Trotsky n'a jamais donné à Dreitser aucune instruction en vue du terrorisme par l'intermédiaire de Sedov ou de quiconque.
- 5) Sur la base de tous les éléments, nous concluons que Holzman n'a jamais servi d'intermédiaire entre Smirnov d'une part et Sedov d'autre part en vue d'une quelconque conspiration terroriste.
- 6) Nous concluons que Holzman n'a jamais rencontré Sedov à Copenhague, qu'il n'est jamais allé voir Trotsky en compagnie de Sedov, que Sedov n'était pas à Copenhague au moment du séjour de Trotsky dans cette ville, que Holzman n'a jamais rencontré Trotsky à Copenhague.

(1) Résumé des conclusions de la commission Dewey publié en introduction, p. XIII-XV de son rapport, publié en américain sous le titre *Not Guilty* (Non coupables).

Pendant les interruptions de séance de la commission Dewey
(coll. A. Glotzer)



De gauche à droite : Herbert SOLOW, Natalia SEDOVA,
Albert GOLDMAN, Léon TROTSKY, Albert GLOTZER, Ruth AGELOFF



De gauche à droite : Herbert SOLOW, Natalia SEDOVA,
Albert GOLDMAN, John MACDONALD, Léon TROTSKY

- 7) Nous déclarons qu'Olberg n'est jamais allé en Russie avec des instructions en vue du terrorisme émanant de Trotsky ou de Sedov.
- 8) Nous concluons que Berman-Iourine n'a jamais reçu d'instructions en vue du terrorisme de Trotsky à Copenhague et que Berman-Iourine n'a jamais rencontré Trotsky à Copenhague.
- 9) Nous concluons que David n'a jamais reçu d'instructions en vue du terrorisme de Trotsky à Copenhague et que David n'a jamais rencontré Trotsky à Copenhague.
- 10) Nous ne trouvons aucun fondement à la tentative d'associer Moïsséi Lourié et Nathan Lourié à un prétendu complot trotskyste.
- 11) Nous concluons que Trotsky n'a jamais rencontré Vladimir Romm au Bois de Boulogne, qu'il n'a fait transmettre aucun message à Radek par l'intermédiaire de Vladimir Romm. Nous concluons que Trotsky et Sedov n'ont jamais eu de contact avec Vladimir Romm.
- 12) Nous concluons que Piatakov ne s'est pas rendu en avion à Oslo en décembre 1935 contrairement à ce dont il a été accusé, qu'il ne rencontra pas Trotsky, qu'il ne reçut de Trotsky aucune instruction, de quelque nature que ce soit. Nous concluons que la réfutation du témoignage de Piatakov sur ce point crucial ôte toute valeur à l'ensemble de ses aveux.
- 13) Nous concluons que la réfutation de la déposition de l'accusé Piatakov invalide totalement la déposition du témoin Boukhartsev.
- 14) Nous concluons que la réfutation de la déposition de Vladimir Romm et de celle de Piatakov invalide totalement la déposition de l'accusé Radek.
- 15) Nous concluons que la réfutation des aveux de Smirnov, Piatakov et Radek invalide totalement les aveux de Chestov et Mouralov.
- 16) Nous avons la conviction que les prétendues lettres par lesquelles Trotsky aurait fait parvenir de prétendues directives en vue d'une conspiration aux différents accusés des procès de Moscou n'ont jamais existé et que les témoignages à leur propos ne sont que pure invention.
- 17) Nous concluons que Trotsky, tout au long de sa carrière, a toujours été un adversaire résolu du terrorisme individuel. De plus, la commission conclut que Trotsky n'a jamais donné à quiconque, accusé ou témoin dans les procès de Moscou, l'ordre d'assassiner quelque adversaire politique que ce soit.
- 18) Nous concluons que Trotsky n'a jamais donné aux accusés ou témoins dans les procès de Moscou l'ordre de se livrer au sabotage, à la destruction ou à la diversion. Au contraire, il a toujours plaidé pour la construction d'une industrie et d'une agriculture socialistes en Union soviétique et a reproché au régime actuel le fait que ses activités nuisaient à la construction d'une économie socialiste en Russie. Il n'est pas partisan du sabotage en tant que méthode d'opposition à un régime politique.
- 19) Nous concluons que Trotsky n'a jamais donné à l'un ou à l'autre des accusés ou des témoins dans les procès de Moscou l'ordre de conclure des accords contre l'Union soviétique avec des puissances étrangères. Au contraire, il a toujours, et de manière intransigeante, plaidé pour la défense de l'U. R. S. S. Il s'est montré un adversaire résolu du fascisme représenté par les puissances étrangères avec lesquelles il est accusé d'avoir conspiré.

20) Sur la base de tous les éléments, nous concluons que Trotsky n'a jamais préconisé, ourdi ou tenté une restauration du capitalisme en U. R. S. S. Au contraire, il s'est toujours résolument opposé à la restauration du capitalisme en Union soviétique et à son existence partout ailleurs.

21) Nous concluons que le procureur a falsifié de façon fantastique le rôle de Trotsky avant, pendant et après la révolution d'Octobre.

CONCLUSIONS

22) En conséquence, nous concluons que les procès de Moscou sont des impostures.

23) En conséquence, nous concluons que Trotsky et Sedov sont non coupables.

John DEWEY, président, John R. CHAMBERLAIN, Alfred ROSMER, E. A. ROSS, Otto RÜHLE, Benjamin STOLBERG, Wendelin THOMAS, Carlo TRESCA, P. ZAMORA, Suzanne LA FOLLETTE, secrétaire. John F. FINERTY, avocat-conseil.
New York, 21 septembre 1937.

Gérard ROCHE

Défense et contre-enquête en France

L'ANNONCE de l'ouverture du procès contre Zinoviev, Kamenev et leurs quatorze compagnons, en août 1936, a frappé de stupeur militants ouvriers et intellectuels sympathisants : il était tout de même difficile à croire que les hommes de la vieille garde bolchevique, les compagnons de Lénine, étaient tombés au degré d'abjection qu'affichaient pourtant leurs aveux prononcés en public. Mais d'emblée la presse du parti communiste français s'est employée à mobiliser toutes ses forces pour diffuser et accréditer les accusations lancées par le procureur Vychinsky. Un effort spécial est fait en direction des intellectuels : aux virulents articles de Jacques Duclos, Marcel Cachin, Etienne Fajon dans l'*Humanité* répondent dans *Commune*, organe de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, ceux de Louis Aragon et Georges Sadoul (1).

Face à cet énorme appareil de propagande, les forces de ceux qui refusent de croire aux aveux de Moscou et acceptent les risques que comporte une telle prise de position publique apparaissent bien réduites. C'est que la conscience des travailleurs est avant tout préoccupée par la montée du fascisme en Allemagne et en Italie. Leurs yeux sont fixés sur l'Espagne où travailleurs et paysans luttent héroïquement contre Franco et les mercenaires de Hitler et Mussolini. Comme l'écrira beaucoup plus tard Alfred Rosmer, « ce n'était pas le moment de diviser les forces antifascistes, on se détournait des questions qu'il fallait poser et les aveux étaient un prétexte commode pour les dérober (2) ».

C'est dans ce contexte qu'une poignée de militants et quelques intellectuels allaient organiser la défense de Trotsky et, à son appel, participer à la contre-enquête internationale chargée de démonter les machinations policières de Staline.

(1) Voir notamment de Louis ARAGON « Trois Livres », dans *Commune*, d'octobre 1936. Louis ARAGON (né en 1897) et Georges SADOUL (1904-1967), le premier, poète et le second, critique cinématographique, défendaient les positions du P.C. français sur le procès.

(2) Alfred ROSMER, « John Dewey, homme d'action », *Preuves*, n° 17, juillet 1952.

L' « Appel aux Hommes »

LE premier texte de protestation contre les procès de Moscou, signé par dix organisations — dont la Gauche révolutionnaire de la S. F. I. O., les J. S. de la Seine, le groupe *Que faire ?*, le P. U. P., la *Révolution prolétarienne*, le P. O. I. et les J. S. R. —, a été, semble-t-il, publié pour la première fois en septembre 1936. Adressé à la Fédération syndicale internationale et à l'Internationale ouvrière socialiste, il demandait à ces deux organisations d'aller plus loin que leur protestation première en aidant à la constitution d'une commission ouvrière internationale d'enquête présentant « toutes les garanties d'impartialité, c'est-à-dire indépendante de Staline ».

Dans la *Révolution prolétarienne*, le poète Marcel Martinet, dans un texte plein d'émotion, dénonce « la sanglante bouffonnerie » du premier procès qui a selon lui provoqué dans la conscience des révolutionnaires une réaction de stupeur et de dégoût mêlée de honte. Il écrit :

« Nous ne sommes pas politiquement des trotskystes. Mais cette obsession du trotskysme, qui a dominé et continue à dominer l'affaire, signe l'opération et en révèle le sens exact : il faut détruire ce qui demeure d'Octobre, sauf l'idolâtrie pétrifiée. »

Pour lui, Trotsky vivant, « la tradition d'Octobre demeure malgré tout terriblement vivante (3) ».

Victor Serge, récemment libéré grâce à une campagne menée dans les milieux intellectuels occidentaux, consacre beaucoup d'énergie à écrire des articles dans *La Wallonie*, *La Flèche*, *La Révolution prolétarienne* où il anime une rubrique permanente. Il éclaire la personnalité des accusés et des militants victimes du G. P. U. Il dénonce dans la sanglante exécution des seize la liquidation par Staline de la Vieille Garde bolchevique. Pour lui aussi, tant que Trotsky vivra, la tradition d'Octobre vivra, et il n'y a « pire remords, pire danger pour la réaction stalinienne ». Selon lui, le « trotskysme » en U. R. S. S. « est un prétexte comme l'antisémitisme en Allemagne ; l'essentiel pour Staline est d'en finir avec les vieux bolcheviks, de terroriser l'appareil du parti (4) ».

(3) Marcel MARTINET, « Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ? », *La Révolution prolétarienne*, n° 230, du 10 septembre 1936. Marcel MARTINET (1887-1944), ancien élève de l'E. N. S. de la rue d'Ulm, poète et collaborateur de *La Vie ouvrière*, s'était lié à Trotsky pendant la première guerre mondiale à Paris. Défenseur de la révolution d'Octobre, il avait participé au premier noyau communiste et dirigé en 1921-1922 la page littéraire de l'*Humanité*. Il avait dû abandonner toute activité politique dès 1923 pour raison de santé. Il jouissait d'une grande autorité morale et avait conservé des liens personnels avec Trotsky.

(4) Victor SERGE, « Cauchemar stalinien », *La Révolution prolétarienne*, n° 229, août 1936.

Le groupe surréaliste est aussi l'un des premiers à élever la voix. Henry Pastoureau prend contact avec Marcel Martinet pour lui demander de rédiger une protestation contre le procès Zinoviev. Martinet note dans ses carnets : « Aurai-je la force d'écrire quoi que ce soit ? Je suis accablé de dégoût (5). » Finalement, il rédige ce texte le 2 septembre 1936 et l'envoie à Pastoureau.

C'est ce texte, daté du 3 septembre, qui est signé par dix membres du groupe surréaliste et lu par André Breton au meeting de la salle Wagram (6). Il dénonce le procès comme un « malheur effroyable » qui frappe le socialisme dans le monde entier, s'en prend à Staline, « le grand négateur, le principal ennemi de la révolution prolétarienne ». Les signataires s'engagent à combattre en lui le « faussaire » et « le plus inexorable des assassins ». La déclaration — qui prend ses distances vis-à-vis du mot d'ordre trotskyste de « défense inconditionnelle de l'U. R. S. S. » — se termine par un appel de solidarité pour la défense de Léon Trotsky :

« Nous saluons à nouveau la personnalité, de très loin au-dessus de tout soupçon, de Léon Trotsky. Nous réclamons pour lui le droit de vivre en Norvège et en France. Nous saluons cet homme qui a été pour nous, abstraction faite des opinions non infaillibles qu'il a été amené à formuler, un guide intellectuel et moral de premier ordre et dont la vie, dès lors qu'elle est menacée, est aussi précieuse que la nôtre (7). »

Ces protestations préparent le terrain pour un regroupement. Aux Etats-Unis s'était constitué en octobre 1936 un comité provisoire pour la défense de Léon Trotsky qui se donnait comme objectif l'obtention du droit d'asile pour Trotsky et la formation d'une commission internationale d'enquête.

C'est Léon Sedov qui fut en France l'infatigable constructeur du rassemblement qui donna naissance au comité français pour l'enquête sur les procès de Moscou. Il se dépense sans compter, prend les contacts, vainc les réticences, ce qui ne va pas sans difficultés. Il voudrait, à l'instar des Américains, réunir des personnalités du monde scientifique et littéraire suffisamment connues pour leur non-appartenance, voir leur hostilité au trotskysme. Il s'adresse en priorité lui aussi à Marcel Martinet, lié à Trotsky depuis l'époque de *La Vie ouvrière*, et pionnier du communisme en France.

(5) Marcel MARTINET, *Carnets* (Archives Jean Prugnot).

(6) Déclaration lue le 3 septembre 1936 au meeting de la salle Wagram par André Breton, « Dossier des fusilleurs. Pour une commission d'enquête », *Les Humbles*, sept-oct. 1936, cahiers 9/10, p. 10-11. Le texte était signé d'Adolphe Acker, André Breton, Georges Hénein, Maurice Henry, Georges Hugnet, Marcel Jean, Léo Malet, Georges Mouton, Henry Pastoureau, Benjamin Péret, Guy Rosey, Yves Tanguy.

(7) *Ibidem*.

Sedov presse Martinet de rédiger un appel :

« Nous pensons, en nous armant de votre texte, faire une offensive très énergique sur tout ce qu'il y a en France d'intellectuels non entièrement pourris (8). »

Il précise sa conception de l'appel : « Celui-ci doit être, dans sa forme, très modéré afin de réunir le plus de signatures possibles. » Le texte des surréalistes lui semble trop « violent ». L'objectif est selon lui de « s'adresser à l'opinion publique prolétarienne démocratique mondiale » afin de créer une commission d'enquête qui aura l'autorité nécessaire pour « entendre les témoins et examiner les pièces du dossier ».

Martinet entreprend cette rédaction dans les premiers jours d'octobre 1936. L'appel sera en fait le fruit de sa collaboration avec plusieurs autres militants. Le 1^{er} octobre, il reçoit la visite de Marguerite Rosmer « avec mission (pour lui) de rédiger l'appel pour le procès de Moscou ». Il ajoute dans ses carnets : « Accouchement laborieux qui ne s'achèvera que vendredi midi (9). » Le projet est également discuté avec Michel Alexandre et Pierre Monatte qui l'approuvent. Martinet entreprend alors de recueillir les premières signatures, l'envoie notamment à Maurice Wullens et Roger Hagnauer. Paul Rivet, l'un des fondateurs du comité de vigilance des intellectuels antifascistes, est parmi les premiers signataires.

Le texte, sous le titre *L'Appel aux Hommes*, paraît dans l'organe du P. O. I. *La Lutte ouvrière*. Il est également diffusé en tract. Parmi la trentaine des premiers signataires, on relève les noms de personnalités littéraires et juridiques, pour la plupart très éloignées du trotskysme comme le philosophe Alain, Paul Rivet ou encore les écrivains Jean Giono et Victor Margueritte. Très modéré dans sa forme et ses propositions, il n'est pourtant pas signé par tous dans son intégralité. Gaston Bergery et Georges Izard, par exemple, ne s'y associent qu'avec des réserves portant sur certains termes mais donnant leur accord sur la conclusion. Un autre groupe de tendance chrétienne, avec Marc Sangnier, Georges Hoog, Maurice Lacroix, Jacques Madaule, fait parvenir sa propre déclaration, n'approuve pas les termes de *L'Appel* mais en soutient les propositions (10).

Un groupe d'avocats et de juristes réunis autour de Gérard Rosenthal (comprenant Betty Brunschwig, Maurice Delépine, Georges Izard, Maurice

(8) Lettre de L. Sedov à M. Martinet, 16 septembre 1936, Fonds Marcel Martinet, Bibliothèque nationale. (Ci-dessous F.MM, B.N.).

(9) *Carnets*, op. cit., 1^{er} et 2 octobre 1936.

(10) « Le mouvement pour la commission d'enquête s'élargit », *La Lutte ouvrière*, n° 17, 20 octobre 1936. Émile Auguste CHARTIER, dit ALAIN (1868-1951), philosophe, radical, PAUL RIVET (1876-1958) avaient été co-fondateurs du comité de vigilance des intellectuels antifascistes (C. V. I. A.), JEAN GIONO (1873-1952) et VICTOR MARGUERITTE (1866-1942) étaient des romanciers pacifistes. L'ancien radical GASTON BERGERY (1892-1974) aimait le Front commun, JACQUES MADAULE (né en 1898) incarnait une sensibilité « de gauche » des milieux catholiques intellectuels. MICHEL ALEXANDRE (1888-1952), professeur de philosophie, était disciple d'Alain et membre du C. V. I. A.

Paz, André Weil-Curiel) publie une déclaration annonçant qu'il se constitue en « commission juridique » afin de « procéder à l'examen approfondi et systématique » de tous les matériaux du procès.

Le comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution

LE comité français se constitue à partir de l'*Appel*. L'énorme pression de la propagande du P. C. F., l'emprise du Front populaire sur la grande majorité des intellectuels constituent de sérieux obstacles. Parmi même les signataires de l'*Appel*, peu nombreux sont ceux qui acceptent d'aller au-delà d'une simple protestation et envisagent de travailler activement à la mise sur pied d'une commission internationale d'enquête. Comme le souligne Sedov à Martinet, il s'agit d'une « tentative désespérée pour rassembler au moins une partie de l'intelligentsia ».

Parmi les signataires, beaucoup se méfient des trotskystes et de sérieuses difficultés apparaissent dès les premiers contacts en vue de mettre sur pied un comité. Magdeleine Paz, qui jouit d'une réelle autorité, accrue encore par le rôle qu'elle a joué dans la campagne pour la libération de Serge, est évidemment sollicitée. Mais elle a un passé de conflits avec Trotsky, est militante du parti socialiste : elle entend limiter autant que possible l'influence des trotskystes. C'est ainsi qu'elle propose de faire entrer dans le comité le menchevik Dan, exilé à Paris et qui possède, selon elle, une très riche documentation. Sedov s'oppose vigoureusement à cette proposition, insiste auprès de Marcel Martinet pour qu'il use de son influence en ce sens :

« A quoi bon être prudent, éliminer Souvarine, moi, Gérard, si l'on met Dan ? Mettre dans ce comité une personnalité politique aussi marquée veut dire complètement le défigurer, lui donner non un caractère sans parti composé de personnalités littéraires, scientifiques, intellectuelles, en général, veut dire transformer ce comité en un comité à Dan et une entreprise qui sera considérée partout comme étant mencheviste. Ainsi, j'en suis convaincu, on tuera le comité, on discréditera le travail avant de l'avoir commencé (11). »

(11) Lettre de L. Sedov à Marcel Martinet, septembre 1936. F. MM, B. N. Magdeleine MARX, épouse PAZ, (1889-1973) avait été membre du P. C., proche de l'Opposition de gauche et avait rejoint la S. F. I. O. au début des années trente. Maurice Paz n'a pas pu nous confirmer l'initiative de Magdeleine Paz en ce qui concerne l'entrée de Dan dans le comité. Nous n'avons pas pu retrouver ni les archives personnelles de Magd. Paz, ni les lettres que lui a adressées Martinet. Fedor I. GURVITCH, dit DAN, (1871-1947), médecin, émigré depuis 1922, était l'un des dirigeants des mencheviks en exil.

De son côté, Magdeleine Paz met Martinet en garde contre la tentative des trotskystes de constituer un comité :

« Vous allez recevoir la visite d'un trotskyste (probablement le fils de Trotsky). Ceci au sujet des déportations, emprisonnements en U. R. S. S. Voilà déjà des mois que l'on me demande de nombreux côtés d'entreprendre une campagne à ce sujet. J'ai répondu [...] que je ne le ferai pas tant que je ne posséderai que des renseignements fragmentaires et non contrôlés (12). »

Magdeleine Paz souligne que toute l'information ne provient que des trotskystes : le comité doit d'abord s'assurer sa propre source. L'argument est-il vraiment sérieux dans la mesure où Serge a apporté une masse d'informations ? En réalité, ses motifs semblent plus précis : elle ne veut pas d'une mainmise des trotskystes sur le comité et l'écrit à Martinet :

« Deux trotskystes sont venus me voir hier pour me demander si l'on pouvait former un comité. Pour moi, je marcherais si l'on peut former un comité ayant un prestige, si l'on pouvait faire en sorte que cela n'apparaisse pas comme une machine de guerre trotskyste et si enfin, du dedans, *ce ne sont pas les trotskystes qui se servent de nous dans un but politique* (13). »

Magdeleine Paz rejoint finalement le comité, mais Sedov s'inquiète de son état d'esprit dont il pense qu'il pourrait « constituer une source de nouvelles difficultés pour l'avenir (14) ». Car, si Magdeleine Paz s'engage activement, elle n'en abandonne pas pour autant sa méfiance et son hostilité à l'égard des trotskystes. Pierre Naville, dans une lettre à Herbert Solow écrit que « Magdeleine Paz et Marcel Fourier collaborent dans le but de saper notre influence au bénéfice de Blum et C^{ie} (15) ».

Il y a en fait entre Sedov et Magdeleine Paz une profonde divergence d'orientation. Pour Sedov, après l'exécution des seize, il est urgent de démasquer les faux grossiers du G. P. U. Il pense comme Trotsky qu'imposer une commission internationale d'enquête, c'est porter un coup fatal à la politique de Staline. Magdeleine Paz est certes emplie de dégoût pour les méthodes de Staline, mais ce qu'elle met fondamentalement en cause, au-delà du stalinisme, c'est le bolchevisme lui-même. Elle écrit à Martinet au lendemain du premier procès :

« Ce qu'il y a de plus dégoûtant, car il n'y a pas de plus ni de moins

(12) Lettre de M. Paz à M. Martinet, 4 septembre 1936, F. MM, B. N.

(13) *Ibidem*. Souligné par M. Paz.

(14) Lettre de L. Sedov à M. Martinet, 22 octobre 1936 (?), F. MM, B. N.

(15) Lettre de P. Naville à H. Solow, 1^{er} mars 1937, Papiers Solow, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University. Marcel FOURRIER (1895-1966), ancien du P. C. et de l'Opposition de gauche, venait de rejoindre la S. F. I. O.

dans cette affaire, mais de plus systématique, ce n'est pas tant la machination stalinienne ni la monstrueuse grossièreté de ses acolytes que la servile "complaisance" des accusés à participer à la machination. Le régime a avili des accusés à participer à la machination. Le régime a avili ces gens jusqu'aux tripes, bourreaux et victimes sont compères et compagnons, aussi pourris, aussi compromis les uns que les autres. Pour les autres, pour les défendre, il faut repousser les victimes du pied, déblayer le terrain de leur présence (16). »

Le procès la « hante » et la « bouleverse », non seulement en lui-même, mais par ce qu'il inaugure et signifie. Pour elle, « le plus grand mal », c'est « le communisme du point de vue pourriture et fascisation où il est arrivé », qui devient « l'ennemi n° 1, le danger majeur (17) ».

Sedov se plaint à Martinet que l'affaire Dan-Paz a fait « perdre un mois, peut-être plus » pour constituer le comité. Celui-ci est réellement sur pied fin octobre-début novembre. Il est composé de vingt-deux membres. Trotsky écrit à Gérard Rosenthal que les signataires de l'appel « ne sont pas tous connus à l'étranger » et qu'il faudrait « préparer une liste avec les caractéristiques de chacun (18) ».

On y trouve des écrivains, André Breton, Galtier-Boissière, Marcel Martinet, Henry Poulaille, Victor Serge — des pacifistes, journalistes ou enseignants, Félicien Challaye, Léon Emery, Georges Michon, Georges Pioch — des militants enseignants, Lucie Colliard, Maurice Dommanget, Marthe Pichorel, Maurice Wullens — des syndicalistes ou des militants politiques, Magdeleine Paz elle-même, le député socialiste du Rhône André Philip, des représentants de *La Révolution prolétarienne* et de son « noyau », Pierre Monatte et Ferdinand Charbit, Daniel Guérin, qui représente la Gauche révolutionnaire de la S. F. I. O. Alfred Rosmer apporte son autorité morale, son expérience. C'est une jeune enseignante membre du P. O. I., Andrée Limbour, qui est secrétaire du comité. Gérard Rosenthal, avocat de Trotsky et dirigeant du P. O. I., s'est tenu à l'écart mais maintient des relations permanentes (19). Jean van Heijenoort, ancien secrétaire de Trotsky, qui vient d'être expulsé de Norvège, assiste Sedov dans son travail pour la commission d'enquête, en relation avec l'avocat dont l'activité est la « plaque tournante (20) ». La cohabitation de ces personnalités diverses et de ces organisations différentes n'est

(16) Lettre de M. Paz à M. Martinet, 1936, F. MM, B. N.

(17) *Ibidem*.

(18) Lettre de Trotsky à G. Rosenthal, 12 novembre 1936 ; dans G. ROSENTHAL, *Avocat de Trotsky*, p. 169.

(19) Gérard Rosenthal à Gérard Roche le 1^{er} février 1979 : « Je ne figurais pas parmi les dirigeants du comité pour respecter réciproquement la liberté d'action. »

(20) Entretien avec Jean van Heijenoort, 30 octobre 1977 : « Celui qui était au centre de tout était Gérard Rosenthal et, derrière lui, Léon Sedov. Nous n'étions pas, Sedov et moi, des figures publiques. Tout s'articulait autour de Gérard Rosenthal qui faisait la transmission entre nous, Trotsky et Liova. »

pas toujours facile, et Andrée Limbour nous en a donné le témoignage (21). Pierre Monatte collabore sans dissimuler son hostilité aux « trotskystes (22) ». Marcel Martinet et Alfred Rosmer sont sans doute les moins antitrotskystes et collaborent loyalement. Naville va écrire à Solow :

« Jusqu'à présent, il y avait dans le comité une certaine lutte pour arracher le contrôle à notre parti et le transmettre aux blumistes. L'argument était : "Il ne faut pas apparaître comme trop trotskystes" (23). »

André Breton est l'un des plus actifs. Pendant des années, il s'est refusé à prendre parti entre l'Opposition de gauche et les staliniens. Mais le congrès des écrivains pour la défense de la culture, en juin 1935, a marqué sa rupture définitive et celle de ses amis avec le P.C. Il s'est rapproché des trotskystes qui ne le considèrent pas comme très sûr et Naville écrit de lui qu'il est « politiquement peu clair ». Mais il est assidu aux réunions et aux meetings, travaille beaucoup selon le témoignage de van Heijenoort :

« Lorsqu'il s'agissait de faire des tâches matérielles, porter des choses, voir des gens, il était plein de la meilleure volonté (24). »

(21) Lettre d'Andrée Limbour à Gérard Roche, le 6 mars 1979 : « Il y a eu discussions et difficultés pour la mise sur pied d'un comité réunissant des personnalités d'opinions différentes qui se méfiaient de ce point de vue les unes des autres et tous des trotskystes — et, au début, pour roder le comité. Magdeleine Paz venait à titre personnel et ne représentait pas le P.S., qui est resté en dehors ; elle était mue par l'indignation que lui avaient causée les procès et il y avait moyen de s'entendre avec elle. Les difficultés ont été plus grandes là où un parti déléguait théoriquement un représentant et avec les scissionnaires du P.S. et "cousins" français du P.O.U.M. espagnol les contacts ont été difficiles, parfois machine de guerre contre le "comité trotskyste" plus que collaboration. »

(22) Lettre de P. Monatte à M. Martinet, 4 septembre 1936, F.M.M., B.N. Monatte écrit : « Je n'ai pu résister à la démangeaison d'aller rue Cadet au meeting des trotskystes. Une salle bondée de 1500 personnes. Les trois quarts des jeunes ; ça vibrait plutôt, ça ne demandait qu'à vibrer. Les orateurs parlaient davantage de leur parti et des histoires d'ici que des assassins de Moscou. Cette variété de petits politiciens ne s'intéressent à eux que dans la mesure où elle trouve prétexte à parler de son parti. Il n'y eut de cri passionné que celui de Breton. » Il ajoute : « Nous devons pousser les camarades comme Paz à aller le plus loin possible. »

(23) Cf. n. 15.

(24) Entretien avec Jean van Heijenoort, 30 octobre 1977. J. van HEIJENOORT, *Sept ans auprès de Trotsky*, 1978, p. 135. Relevons que van Heijenoort s'étonne de voir Breton ajouter à l'encre verte, en très petits caractères, sous son nom le mot « écrivain » au bas des lettres collectives. Breton dans ses *Entretiens* fera état plus tard de difficultés avec les dirigeants du P.O.I. Parlant de son activité contre les procès de Moscou, il confie à André Parinaud : « Cette protestation, à l'époque, n'a guère eu d'autres ressources que de s'exprimer dans les tracts et il faut bien dire que les dirigeants du P.O.I. (trotskyste), au premier rang desquels notre ex-ami Pierre Naville, n'étaient pas pour nous la faciliter. En septembre 1936, au meeting "La Vérité sur les procès de Moscou", je ne dus de pouvoir exprimer mon sentiment et celui de mes amis qu'à l'intercession de Victor Serge qui venait tout juste d'échapper

Le comité bénéficie aussi du soutien non négligeable que lui apportent les pacifistes par l'intermédiaire surtout de Georges Pioch, collaborateur de *La Patrie humaine* et de Félicien Challaye (25), de la Ligue internationale des combattants de la paix (L. I. C. P.) dont l'organe, *Le Barrage*, a protesté contre les procès. En province, les pacifistes se joignent aux militants du P. O. I. pour organiser des réunions publiques.

L'adhésion de Marthe Pichorel apporte implicitement l'adhésion du syndicat des instituteurs dont elle a été la secrétaire (26). L'ancien secrétaire de la Fédération unitaire de l'enseignement, Gilbert Serret, prend position dans *l'Ecole émancipée*, laquelle soutient le comité et publie ses textes (27).

Enfin l'audience du comité reçoit un renfort important du fait de l'engagement de Maurice Wullens qui anime avec Maurice Parijanine (28) une petite revue littéraire, *Les Humbles*. Instituteur, Wullens collabore à *l'Ecole émancipée*. Il est, écrit Andrée Limbour, « indépendant des partis et de l'argent et y tient farouchement (29) ». Il jouit d'une réelle autorité chez les instituteurs et dans les groupements révolutionnaires, et, surtout, il apporte, avec *Les Humbles*, la possibilité pour le comité de s'exprimer au-delà de l'influence limitée des trotskystes. Il a rencontré à Bruxelles Victor Serge, « littéralement chaviré » par le procès Zinoviev (30), qui lui suggère de consacrer un cahier aux « tueries de Moscou ». Wullens en envoie le plan à Martinet, et il paraît sous le titre *Dossier des fusilleurs* (31). Serge écrit de son côté une poignante brochure *Seize Fusillés*,

aux geôles de Russie, et, retenu à Bruxelles, insistait par télégramme pour qu'on me donnât la parole » (*Entretiens* (1913-1952), p. 179). Naville a contesté la version de Breton et écrit dans son *Trotsky vivant* que c'est au contraire à lui que Breton dut de pouvoir lire sa déclaration. La version de Naville est confirmée par G. Rosenthal. André BRETON (1896-1966), poète et essayiste, ancien du P. C. était le chef de fil des surréalistes.

(25) Georges PIOCH (1873-1953), poète et journaliste, avait été autrefois membre du P. C. Félicien CHALLAYE (1875-1967) était depuis 1932 « pacifiste intégral » ; il était écrivain et professeur de philosophie.

(26) Le syndicat des instituteurs, issu de l'ancienne « amicale » d'avant-guerre et marqué de l'influence du parti socialiste, était jusqu'à la réunification de 1936 adhérent à la C. G. T. Marthe COLLARD, épouse PICHOREL (1878-1968) en était très représentative.

(27) La Fédération de l'enseignement, issue du « syndicat » d'avant-guerre, avait été pendant la période de la scission affiliée à la C. G. T. U. Sa direction était issue d'une « majorité fédérale » formée d'anciens militants du P. C. antistaliniens. Lors de la réunification, *l'Ecole émancipée*, ancien organe de la Fédération unitaire avait subsisté comme revue pédagogique et organe de tendance. Gilbert SERRET (1902-1943), instituteur en Ardèche, avait été exclu du P. C. en 1930 et avait été secrétaire de la Fédération unitaire de 1930 à 1932.

(28) Maurice WULLENS (1894-1945) était pacifiste et proche du courant libertaire. Maurice DONZEL, dit M. PARIJANINE (1885-1937) avait été le principal traducteur de Trotsky en français.

(29) Entretien avec Andrée Limbour, 3 décembre 1978.

(30) Lettre de M. Wullens à M. Martinet, 2 septembre 1936. F. MM, B. N.

(31) « Après le 30 juin de Staline. Dossier des fusilleurs. Pour une commission d'enquête ». André Breton, Georges Henein, Marcel Martinet, Maurice Parijanine,

en quinze jours. René Lefeuve, l'animateur de la revue *Masses* la publie dans les *Cahiers Spartacus* avec une belle préface de Magdeleine Paz (32).

Victor Serge ne peut revenir en France qu'à partir de décembre 1936. Il participe irrégulièrement aux réunions du comité. Notons qu'il raconte dans *Mémoires d'un Révolutionnaire* que c'est sur sa proposition que fut adoptée la seconde partie du titre du comité : « Pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution », car, disait-il, « nous aurons à défendre aussi au sein de la révolution espagnole des hommes dont le totalitarisme russe tenterait de se défaire (33) ».

Les intellectuels français dans la « mystique du Front populaire »

LE mot « intellectuel » est apparu en France au moment de l'affaire Dreyfus : il désignait les écrivains et hommes de lettres qui s'étaient rangés derrière la cause défendue par Zola. Avec le « Manifeste des Intellectuels » publié par l'*Aurore* du 14 juillet 1898, le courant anti-dreyfusard s'était identifié au courant anti-intellectuels (34). Paradoxalement la grande majorité des intellectuels français se révélèrent antidreyfusards au moment des procès de Moscou.

L'exemple le plus tristement célèbre est celui de Romain Rolland (35), qui incarnait aux yeux de nombreux intellectuels l'écrivain qui avait choisi en 1914 de refuser de faire servir sa plume à l'union sacrée et s'était placé « au-dessus de la mêlée ». En 1934, il avait pris fermement position contre l'expulsion de Trotsky en disant :

Magdeleine Paz, Jean-Paul Samson, Victor Serge, Maurice Wullens, *Les Humbles*, cahiers 9/10, sept./oct. 1936.

(32) Victor SERGE, *Seize Fusillés à Moscou*, Spartacus, 1936 (réédité en nov./déc. 1972). L'ancien maçon Joseph dit René LEFEUVRE (né en 1902) éditait la revue *Masses* où se retrouvaient les éléments de la Gauche révolutionnaire de la S. F. I. O. et dirigeait les éditions Spartacus.

(33) Victor SERGE, *Mémoires d'un Révolutionnaire*, 1951, p. 361. Nous avons interrogé à ce sujet Andrée Limbour qui ne se souvient pas que la proposition d'adjonction dans le titre ait émané de Serge. Elle a tenu à préciser : « En la matière, l'action avait devancé la formule. Il n'y a pas eu de discussion de fond, c'est la reconnaissance de ce qui était. Ce sont les événements graves dans la révolution espagnole ; arrestation de militants non communistes (P. O. U. M., trotskystes, anarchistes), disparitions inexplicées, finalement arrestations directes par le G. P. U. et apparition de leurs propres prisons soustraites aux Espagnols quels qu'ils soient, qui ont motivé nos protestations et notre intervention [...] Il faut bien préciser que l'adjonction s'est faite non en rapport avec notre premier objectif, les procès de Moscou, mais par rapport à la situation nouvelle créée par les événements d'Espagne » (Lettre du 6 mars 1979).

(34) Maurice PALÉOLOGUE, *Journal de l'Affaire Dreyfus*, 1955, p. 90-91, et Louis BODIN, *Les Intellectuels*, 1964, p. 6-9.

(35) Romain ROLLAND (1866-1944), écrivain, romancier, dramaturge, avait été le porte-drapeau de l'internationalisme pacifiste pendant la guerre, mais avait été très hostile à la révolution de 1917.

« Ce sera l'opprobre éternel de la démocratie française qu'elle ait refusé à Léon Trotsky l'asile qu'il était venu lui demander. C'est la honte de l'Europe que la Turquie lui donne une leçon d'honneur et de dignité (36). »

En 1935 pourtant, il avait repris les thèses des staliniens contre Zinoviev et Kamenev dans les colonnes de l'*Humanité*, ce qui lui avait valu la double interpellation de Marcel Martinet et de Trotsky lui-même (37). En 1936, Parijanine, son admirateur de toujours, comme Martinet, lui avait adressé dans le *Dossier des fusilleurs* une lettre restée sans réponse. A la veille du second procès, c'était Serge qui lui avait écrit à son tour :

« Trop de mensonges, d'oppression et de sang — tout ce stalinisme que vous approuvez avec tant d'obstination — nous séparent. »

Serge rappelle à Rolland les lourdes responsabilités qu'il a assumées « en approuvant ostensiblement la terreur blanche commencée au lendemain du meurtre de Kirov » et lui assure qu'il ne s'adresse à lui que du fait de son autorité morale qui lui permet d'intervenir et d'obtenir « tout au moins que le sang ne soit plus versé ». Cette lettre, datée du 23 janvier 1937, paraît dans *La Flèche* avec ce commentaire de son auteur :

« J'ignore si ma lettre à Romain Rolland a porté. J'ignore si Romain Rolland a fait son devoir. Treize hommes, dont deux compagnons de Lénine et trois combattants de la génération d'Octobre ont été fusillés. Si Romain Rolland a écrit à Staline, il doit être fixé sur Staline et la plus humaine des Constitutions (38). »

Plusieurs témoins ont relaté que Romain Rolland, troublé par les procès, aurait protesté et fait parvenir à Staline une lettre en ce sens. Mais cette intervention nous semble relever plus de la légende que de l'histoire. En 1938, l'auteur de *Jean-Christophe* confiait à une correspondante anglaise :

« Je n'ai aucune raison de douter des condamnations qui frappent en Zinoviev et Kamenev des personnages depuis longtemps méprisés, deux fois renégats et traîtres à leur parole donnée. Je ne vois pas comment on peut rejeter comme inventées ou arrachées des déclarations faites publiquement par les accusés... Je regrette de ne pouvoir partager

(36) Déclaration datée du 25 avril 1934, *Les Humbles*, numéro spécial « A Léon Trotsky », cahiers 5/6, mai/juin 1934.

(37) Romain ROLLAND, « Réponse aux calomniateurs », *L'Humanité*, 23 octobre 1935 ; L. TROTSKY, « Romain Rolland exécute une mission », *La Vérité*, 20 novembre 1935, avec la référence au texte de Marcel MARTINET, « 1922-1935. Réponse à Romain Rolland », *La Révolution prolétarienne*, n° 195, 25 mars 1935.

(38) « Un Appel de Victor Serge à Romain Rolland », *La Flèche*, n° 52, 6 février 1937.

vosre confiance dans les diatribes vindicatives de Victor Serge — que je n'estime point — car sa condamnation n'avait rien de tragique... et il l'a ridiculement exagérée (39). »

En octobre 1936, dans *Dossier des fusilleurs*, Wullens avait pris l'initiative d'une enquête en adressant au sujet des procès de Moscou un questionnaire à plusieurs dizaines de personnalités, écrivains, artistes et scientifiques, « amis de l'U. R. S. S. », ainsi qu'à plusieurs journaux ou revues de gauche (*Le Canard enchaîné*, *Europe*, *La Nouvelle Revue Française*, *Vendredi*, *Vigilance*). Il en publie les résultats dans le numéro des *Humbles* de janvier 1937. Le dossier des réponses est mince, mais reflète assez bien l'attitude qui fut celle de la majorité des intellectuels français : « Six contre Staline : Duhamel, Goldstein, Hubermont, Jolinon, Lalou et Paulhan. Six pour, plus ou moins nettement et avec plus ou moins de précautions : Dujardin, Freinet, Gromaire, Hamon, Prenant, Prévost (40). »

Les six « contre Staline » ne sont pas pour autant disposés à une action quelconque en faveur de la commission d'enquête. C'est le cas de Georges Duhamel qui a refusé à Martinet de signer l'*Appel* parce qu'il a publiquement annoncé qu'il ne signerait plus rien « avec la chaleureuse approbation de Gide ». Il refuse également de publier l'*Appel* dans le *Mercur*e et écrit à Martinet :

« Il est peut-être trop facile de se tirer par une signature bénévole de certains débats de conscience. Pour moi, ma conscience n'est pas engagée dans l'affaire. Il y a longtemps que je ne place plus aucun espoir dans le gouvernement de Moscou. »

De son côté, Jean Paulhan écrit à Wullens qu'il signerait l'*Appel* s'il était communiste :

« Comme je ne le suis pas, voilà qui ôte, je le crains, toute portée à la répugnance que je peux éprouver pour tous les procédés de Moscou. »

Quant au célèbre pédagogue Célestin Freinet, il n'a « pas le temps de répondre à l'enquête sur les procès de Moscou » et laisse à d'autres le soin de donner leur opinion sur une question dont il « ne méconnaît pas l'importance, mais qui demanderait de sa part une longue mise au point ».

(39) Madame BRUNELLE, « Le vrai Romain Rolland », *La Pensée*, janvier-février 1952, p. 52, citée par David CAUTE, *Le Communisme et les intellectuels français*, p. 154.

(40) « Après le procès de Moscou : Appel aux Hommes. Réponses des intellectuels », *Les Humbles*, cahier n° 1, janvier 1937. Georges DUHAMEL (1884-1966), médecin et romancier était entré en 1935 à l'Académie française. Joseph JOLINON (1885-1971), écrivain, René LALOU (1899-1960) critique et essayiste, le Belge Joseph JUMEAU dit Pierre HUBERMONT (né en 1903), Jean PAULHAN (1884-1968), directeur de la N. R. F., Marcel GROMAIRE (1892-1971), peintre, Edouard DUJARDIN (1861-1949), écrivain, appartenaient à la gauche de l'intelligentsia.

Dans le même temps, tout en se défendant d'une quelconque arrière-pensée partisane, il refuse la publication d'un article de Serge adressé à l'*Éducateur prolétarien* qu'il dirige.

Ceux qui se prononcent « pour Staline » invoquent généralement la « défense de l'U. R. S. S. » et la nécessité de la lutte contre le fascisme qui leur semble interdire toute critique de l'U. R. S. S. Augustin Hamon explique que, « dans la lutte entre les capitalistes fascistes et les anticapitalistes démocrates, il faut être d'un côté ou de l'autre de la barricade », et ajoute :

« Même si on me démontrait que les seize fusillés du procès de Moscou étaient innocents, je n'en serais pas moins un défenseur de l'U. R. S. S. et de son gouvernement, car j'estime qu'il bâtit le socialisme. »

Le professeur Prenant n'admet pas « que l'on poignarde dans le dos l'U. R. S. S., principale force de paix et de liberté dans le monde ». Quant au romancier Jean Prévost, hostile à la raison d'Etat dans l'affaire Dreyfus, il invoque Stendhal pour justifier les procès de Moscou. Que la raison d'Etat « frappe impitoyablement des ennemis déclarés et dangereux, même s'ils ont autrefois beaucoup servi, c'est le principe de Stendhal : il faut tuer trois hommes pour en sauver quatre (41) ».

La plupart des intellectuels qui pensent comme lui ont préféré ne pas répondre. Wullens prend à partie Paul Langevin, le seul des trois fondateurs du C. V. I. A. qui n'ait pas signé l'*Appel aux Hommes*. Louis Guilloux, auteur du *Sang Noir*, partisan du Front populaire, qui fréquente Aragon, ne « se gêne pas pour dire dans l'intimité que le procès de Moscou l'a soulevé d'horreur, mais se garde bien de l'écrire (42) ». Il estime en effet n'avoir pas le droit de « critiquer l'U. R. S. S. », attitude qui est également celle de l'hebdomadaire *Vendredi*, fondé, écrit son directeur, dans « le mouvement mystique du Front populaire ».

(41) *Ibidem*, p. 11 à 18. Célestin FREINET (1896-1966), pédagogue d'avant-garde, Augustin HAMON (1862-1945), le biologiste Marcel PRENANT (né en 1893) et le romancier Jean PRÉVOST (1901-1944) étaient au moins des « compagnons de route » du P. C. à l'époque.

(42) Dans un entretien récent (avec Bernard Pivot sur Antenne II, le 2 juin 1978), Louis GUILLOUX (né en 1899) a tenté de justifier son attitude passée : « Au moment où s'ouvraient les procès de Moscou, on ne savait rien de ce qui se passait en U. R. S. S. Il y avait la manifestation du 14 juillet avec le Front populaire. En Espagne, c'était Franco. Cela faisait beaucoup en même temps. On parlait d'une raison excellente : l'U. R. S. S. était le pays où les soviets avaient pris le pouvoir et l'avaient gardé. » Il ajoute qu'en dépit des informations qui lui parvenaient, notamment par les trotskystes, il y avait « une barrière qu'il ne pouvait franchir » et qu'il s'était toujours refusé à prendre parti entre les trotskystes et les staliniens. Le physicien Paul LANGEVIN (1972-1946) avait été le troisième fondateur du C. V. I. A. et se trouvait au moins très proche du P. C.

André Gide, l'U.R.S.S. et les procès de Moscou

C'EST en adeptes enthousiastes que Gide et ses compagnons (Jef Last, Schiffrin, Eugène Dabit, Pierre Herbart et Louis Guilloux) étaient partis pour un voyage en U. R. S. S. en août 1936, au moment même où s'ouvrait à Moscou le procès des seize. Ce fut pour le grand écrivain une cruelle déception. Echappant aux réceptions et aux processions officielles, il a pu entrevoir misère et oppression, et revient désenchanté. Dans son *Retour de l'U. R. S. S.*, tout en soulignant les progrès réalisés après la suppression de l'exploitation capitaliste par la révolution d'Octobre, il dénonce le régime bureaucratique qui renforce la machine d'Etat, montre que les conquêtes de la révolution sont menacées par la bureaucratie qui restaure la famille ancienne, instaure le culte du Chef, étouffe toute création intellectuelle indépendante. *La Lutte ouvrière*, organe du P. O. I., écrit que son livre constitue un « merveilleux petit complément psychologique de l'ouvrage fondamental de Trotsky, *La Révolution trahie* (43) ».

La publication de *Retour de l'U. R. S. S.* explose dans le ciel serein des intellectuels compagnons de route et « amis de l'U. R. S. S. ». Hier personnage de prestige du Front populaire, Gide est rejeté comme une brebis galeuse. Ehrenbourg, s'étant procuré le manuscrit, suscite des télégrammes « spontanés » de miliciens d'Espagne exigeant de Gide qu'il renonce à le publier. Romain Rolland écrit dans *l'Humanité* que ce livre est « médiocre, pauvre, superficiel, puéril et contradictoire (44) ».

André Gide ne signe aucun texte de protestation contre les procès de Moscou : depuis son retour d'U. R. S. S. il a décidé de ne plus rien signer. En octobre 1936, il a cependant accepté d'écrire à Léon Blum pour que Trotsky, le « grand proscrit », bénéficie d'un visa de transit en France et se rende au Mexique où il jouira du droit d'asile (45). Mais les procès le bouleversent. En outre, la parution de *Retour de l'U. R. S. S.* conforte l'autorité du comité. Wullens qui dit ironiquement de lui qu'« il est trop grand seigneur pour répondre aux *Humbles* et pour signer l'*Appel aux Hommes* », reconnaît qu'il a écrit là « un livre courageux et désintéressé (car il y avait plus à gagner avec le Gosisdat qu'avec les éditions bourgeoises, nos amis de l'U. R. S. S. le savent bien) » :

« Ce livre nous fait plaisir car il empoisonne nos staliniens obligés de brûler précipitamment ce qu'ils adoraient hier. Et il touche un public que nous ne toucherions jamais, disant assez précisément ce que nous disons (46). »

(43) « André Gide dénonce le stalinisme et affirme sa foi dans la cause du prolétariat mondial ». *La Lutte ouvrière* n° 17, 20 octobre 1936.

(44) *l'Humanité*, 18 janvier 1937.

(45) G. ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 180-181. Selon Gérard Rosenthal, l'initiative de Gide aurait été prise à la suite d'une démarche de Magdeleine Paz auprès de lui (*Lettre du 1^{er} février 1979*).

(46) WULLENS, *loc. cit.*, p. 19.

Pierre Naville, dont le père est un vieil ami de Gide, est en contact avec lui depuis de longues années. Il lui demande d'adhérer au comité et l'écrivain, jaloux de son indépendance, refuse, mais Naville confie à Herbert Solow :

« Gide n'est pas adhérent du comité et ne veut adhérer à aucun comité. Il collabore "clandestinement", mais son action intellectuelle est plus efficace que celle des trois quarts des membres du comité (47). »

A son arrivée en Belgique, Victor Serge avait écrit à Gide une longue lettre lui reprochant son adhésion tardive à l'U. R. S. S. Magdeleine Paz avait regretté cette initiative qui pouvait compromettre le voyage de Gide en U. R. S. S. Elle fait savoir à Serge que « Gide est maintenant de son avis » et aimerait le rencontrer mais « en grand secret », car il ne veut à aucun prix qu'on puisse soupçonner qu'une quelconque influence s'exerce sur lui pendant la rédaction de son livre. Serge, dans ses *Carnets*, note à propos de cette rencontre :

« Parlé des procès de Moscou. Aucune illusion sur cette scélérate et cette cruauté. J'emporte l'impression d'un homme extrêmement scrupuleux, troublé jusqu'au fond de l'âme, qui voulait servir une grande cause et ne sait plus comment (48). »

Gide veut témoigner, mais aussi conserver sa liberté d'action. Dans ses *Retouches à mon Retour de l'U. R. S. S.*, il précise que c'est seulement après avoir rédigé son premier livre qu'il a lu les livres de Serge, Yvon et Trotsky. Serge note la méfiance de Gide à son égard et « une crainte plus générale du trotskysme qu'il ne connaît que par Pierre Naville » et remarque que la crainte « d'être influencé est forte chez lui : une influence est une atteinte à la personnalité (49) ».

Trotsky s'est réjoui du livre de Gide, souligne son indépendance

(47) Cf. n. 15.

(48) Victor SERGE, *Carnets*, 19, p. 12.

(49) *Ibidem*, à la date des 8 et 18 mai, p. 22. La méfiance et la crainte qu'éprouvait André Gide nous ont été confirmées par Pierre Naville dans une lettre du 3 mai 1979 : Gide, selon lui, ne voulait pas « se laisser embrigader surtout dans une petite organisation. J'ai eu bien souvent l'occasion d'essayer de lui faire comprendre notre point de vue dans les années trente. Il lui est arrivé même de me téléphoner lui-même pour me demander à me voir et de lui expliquer notre position sur tel ou tel événement. En 1932, j'ai essayé de lui faire lire les brochures de Trotsky en allemand sur la situation menaçante en Allemagne. Il refusait les brochures, me disant qu'il ne connaissait pas assez la langue pour les lire. Je lui avais prédit à l'avance qu'il reviendrait désenchanté de Moscou... Lorsqu'il est revenu, il m'a écrit pour me dire de ne pas chercher à le voir avant qu'il ait rédigé son petit livre d'après ses notes. Il ne voulait pas paraître influencé et nous en avons beaucoup discuté après ».

d'esprit, qui contraste fortement, à son sens, avec la personnalité de Malraux (50).

Gide et Malraux se sont rencontrés à plusieurs reprises en 1937 : leur amitié est troublée par leurs positions divergentes. Gide rapporte à ses proches que Malraux « se montre stalinien intégral, même dans la question des procès, et traite Trotsky de fou (51) ».

La lucidité et le courage manifestés par Gide devant les procès de Moscou contrastent avec l'attitude des intellectuels « amis de l'U. R. S. S. » qui se sont faits les chantres de la politique du Front populaire. La polémique entre Gide et Guéhenno (52) est à cet égard éclairante. *Vendredi*, que dirige ce dernier, a adopté la même attitude que *The Nation* ou *The New Republic*, ces anciens « oracles » que Trotsky traite de « prêtres de la demi-vérité (53) ». Jean Guéhenno exprime « son angoisse à la lecture des affreux procès », mais conserve « toute son estime pour la grande œuvre socialiste qu'est en train d'accomplir le gouvernement de Staline ». Il renvoie dos à dos victimes et bourreaux :

« Toute entreprise pour paralyser ou détruire cet admirable travail paraîtra toujours criminelle et si le trotskysme est cette entreprise, le trotskysme est un crime. Mais un tel procès avilit l'homme, les accusés et les juges. Il y a dans cette affaire trop de ruse et de mystère (54). »

(50) Dans une lettre à Gérard Rosenthal datée du 12 novembre 1936 (ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 169), Trotsky écrivait : « La préface de Gide montre tout de même un effort honnête de s'orienter. Ce n'est pas la sénilité béate et conformiste de Romain Roland, ah non ! » Dans *La Lutte ouvrière* du 9 avril 1937, il écrivait : « Malraux, comme André Gide, fait partie des amis de l'U. R. S. S. Mais il y a une énorme différence entre eux, et pas seulement dans l'envergure du talent. André Gide est un caractère absolument indépendant, qui possède une très grande perspicacité et une honnêteté intellectuelle qui lui permet d'appeler chaque chose par son nom véritable. »

(51) *Cahiers André Gide* (1937-1945), n° 6, 1975, p. 13. Il s'agit de notes presque quotidiennes rassemblées par Maria Van Rysselberghe, publiées dans les *Cahiers André Gide*, nos 5 et 6 sous le titre « Cahiers de la petite dame ».

(52) Marcel, dit Jean GUÉHENNO (1890-1977), professeur, avait toujours cherché à maintenir le lien entre son activité d'intellectuel et ses origines prolétariennes. Il était l'auteur du livre *Caliban parle* et directeur de *Vendredi*, où s'exprimaient les intellectuels gagnés au Front populaire.

(53) Trotsky avait accusé André Malraux d'être venu à New York en 1937 pour contrecarrer, avec l'aide de *The Nation*, l'activité pour la commission internationale d'enquête. Malraux avait démenti et déclaré que « n'être pas d'accord avec M. Trotsky sur la question espagnole n'équivaut pas nécessairement à être un agent de Staline ». Il avait également déploré « l'insouciance de Trotsky à fournir aux fascistes français des armes contre lui » (*New York Times*, 17 février 1937 et « André Malraux attaqué par Trotsky », *Commune*, n° 43, mars 1937). Lors d'un dîner offert en son honneur par *The Nation*, il avait déclaré que « pas plus que l'Inquisition n'a atteint la dignité fondamentale du christianisme, les procès de Moscou n'ont diminué la dignité fondamentale du communisme » (cité par Jean LACOUTURE, *André Malraux, une vie dans le siècle*, 1973, p. 219).

(54) Jean GUÉHENNO, « Devoirs de la France », *Vendredi*, 16 octobre 1936.

Dans un article intitulé « La Mort inutile », Guéhenno affirme :

« Nous n'avons pas, quant à nous, à être staliniens ni trotskystes, ce sont des affaires spécifiquement russes. »

Gide lui répond qu'il a tort :

« Et vous, comme tous les autres, serez tôt ou tard obligé de vous prononcer. Mais je prétends que l'on peut ne pas approuver Staline sans devenir aussitôt trotskyste. »

Rejetant l'argument de « Trotsky-objectivement-allié-au-fascisme », il écrit :

« Il (Trotsky) est beaucoup plus l'ennemi du fascisme que Staline lui-même et c'est en tant que révolutionnaire et antifasciste qu'il dénonce les compromissions de ce dernier. Mais allez faire comprendre cela à un peuple aveugle (55). »

Gide adresse à Guéhenno une lettre documentée de Kléber Legay à Magdeleine Paz sur les « absurdités des accusations portées dans le procès des "saboteurs" de Novosibirsk (56). » Guéhenno en refuse la publication dans *Vendredi*, ainsi que d'une mise au point où André Gide répond à une attaque d'Ilya Ehrenbourg, qui, dans les *Izvestija*, vient de le qualifier de « nouvel allié des Marocains et des Chemises noires », de « méchant vieillard », « renégat à la sale conscience », « le pleureur de Moscou — André Gide ».

Gide prend acte que *Vendredi* réduit son rôle à celui « de miroir du Front populaire, lorsqu'il aurait pu être et dû être sa conscience (57) ». Sa prétendue « neutralité », son refus de mettre en cause les aveux, l'amènent à accepter « la culpabilité des accusés » : Jean Guéhenno avait justifié son refus de signer l'*Appel aux Hommes* en disant qu'il « avait souvenir que les accusés avaient assassiné Kirov »... Victor Serge lui répond, dans *La Révolution prolétarienne* :

« Votre cœur si grand vous jouera un sale tour (le sang des procès de Moscou est évidemment difficile à digérer (...)). O triste Caliban enchaîné (58) ! »

(55) Jean GUÉHENNO, « La Mort inutile », *Vendredi*, 5 février 1937. Voir également *Journal d'une Révolution 1937-1938*, 1939, p. 241-248.

(56) André GIDE, « Lettre à Jean Guéhenno », 17 février 1937, *Littérature engagée*, 1950, p. 155-156. Kléber Legay était un syndicaliste, mineur de charbon.

(57) *Ibidem*, p. 126.

(58) Maurice WULLENS, « Trois mots à Jean Guéhenno », F. MM, B. N. et Victor SERGE, « Post-Scriptum pour Jean Guéhenno », *La Révolution prolétarienne*, n° 233, 25 octobre 1936.

Quant à Elie Reynier (59), il voit dans la polémique entre Gide et Guéhenno le signe de la définitive décomposition du dreyfusisme :

« Guéhenno, Guéhenno, voilà que vous méritez bien et la Croix d'honneur que vous avez demandée et la rédaction en chef du journal stalinien. O dreyfusisme décomposé (60) ! »

Crise à la ligue des droits de l'homme

LA Ligue des droits de l'homme avait eu au lendemain de la révolution d'Octobre une attitude hostile à l'U. R. S. S. et au parti bolchevique de Lénine et Trotsky, condamnant à de nombreuses reprises le terrorisme bolchevique qui violait « les droits de l'homme et les libertés des citoyens ». En 1935 cependant, elle infléchit nettement sa politique vis-à-vis du régime stalinien à partir du moment où elle adhère au Rassemblement populaire dont son président, Victor Basch (61), devient le porte-parole.

Le 18 octobre 1936, le comité central de la Ligue désigne une commission de trois membres chargée d'établir un rapport sur le procès de Moscou. Ce rapport est rédigé par l'avocat Rosenmark, « le plus éminent juriste de la Ligue (62) » selon Victor Basch. Il est publié avec une grande précipitation dans les *Cahiers des droits de l'homme* du 15 novembre sous la rubrique « Libres opinions ». Il commence par un certain nombre de réserves : les accusés n'ont pas eu de défenseurs et « chose curieuse », écrit Rosenmark, « pas un témoin n'a été entendu ». Et l'éminent juriste d'exprimer quelques regrets à propos du langage du procureur, lequel, à son avis, manque de sérénité. Pour le reste, M^e Rosenmark se contente de suivre le compte rendu officiel des procès et les analyses de l'avocat britannique Pritt (63). Comme ce dernier, il se refuse à mettre en doute « la

(59) Elie REYNIER (1875-1953), professeur d'école normale, avait été le pionnier du syndicalisme enseignant dans l'Ardèche (et le maître de Gilbert Serret), secrétaire de l'U. D. C. G. T. en 1920-21 et membre du parti communiste qu'il avait quitté en 1924. Depuis, il était président de la fédération départementale de la ligue des droits de l'homme.

(60) Elie REYNIER, « La Décomposition du dreyfusisme », *L'Ecole émancipée*, n° 7, 1^{er} novembre 1936.

(61) Victor BASCH (1863-1944), agrégé d'allemand, premier professeur d'esthétique à la Sorbonne en 1918, était président de la Ligue des droits de l'homme depuis 1926.

(62) Hermann dit Raymond ROSENMARK (1885-1950) avait adhéré à la Ligue à dix-sept ans, au moment de l'affaire Dreyfus. Avocat en 1906, il fut pendant vingt ans le collaborateur de René Viviani. Il avait notamment plaidé le divorce entre Sacha Guitry et Jacqueline Delubac puis la liquidation de la succession du parfumeur François Coty.

(63) L'avocat britannique Denis Nowell PRITT (1887-1973), conseiller du roi en 1927, député travailliste en 1934, était généralement considéré comme un « compagnon

spontanéité » des aveux, ce qui constituerait selon lui « un manque absolu d'esprit scientifique », « contraire à toutes les règles en matière de preuves ». Il exclut la possibilité d'aveux arrachés par la torture ou tout autre moyen dans seize cas sur seize. Admettant que l'ardeur des accusés à s'avilir peut sembler suspecte, il évoque la psychologie des héros des romans de Dostoïevsky et Tolstoï. Campé sur le terrain juridique, affirmant que les aveux sont là et qu'« aucun motif d'en faire abstraction ne peut être retenu », il va jusqu'à affirmer :

« La hantise que nous avons tous de l'erreur judiciaire n'existe que si l'accusé nie son crime, s'il crie jusqu'au bout son innocence [...] Si le capitaine Dreyfus avait fait des aveux [...], il n'y aurait pas eu d'affaire Dreyfus. »

Il déclare n'avoir pas été « particulièrement touché » par l'argumentation démontrant que la prétendue rencontre entre Sedov et Holzman dans un hôtel démolì depuis presque vingt ans est un faux grossier. De tels arguments, selon lui, sont évidemment « de nature à produire un effet d'audience », mais il peut ne s'agir que « d'une erreur de plume du sténographe, un simple lapsus de l'accusé ou une confusion sans portée ».

L'avocat de la Ligue conclut à la culpabilité des accusés :

« Du procès ressort la complicité certaine de l'Allemagne qui, par le moyen de la Gestapo notamment, a fourni un passeport de l'État du Honduras pour permettre à l'un des accusés de rentrer en Russie (64). »

Il propose pour finir une enquête supplémentaire.

Le rapport de M^e Rosenmark, le mépris dans lequel il a tenu des informations à sa disposition, le ton péremptoire de ses affirmations, provoquent chez Trotsky une sincère indignation. Dans un article qu'il titre *Honte !* (65), il affirme que le rapport Rosenmark est « un des documents les plus scandaleux de notre époque » et sa publication « une tache indélébile qui souille le nom de la Ligue des droits de l'homme en France » :

« On ne peut pas ne pas en conclure qu'il s'agit là de quelque chose de bien pire que le simple produit d'un philistin étroit, multiplié par le crétinisme juridique (66). »

de route » du stalinisme. Il s'était rendu à Moscou comme par hasard à la veille de l'ouverture du premier procès et avait immédiatement publié des articles et une brochure dans lesquels il défendait la procédure et la validité des aveux.

(64) *Cahiers des Droits de l'Homme*, 15 novembre 1936.

(65) L. TROTSKY, *Honte !*, 18 décembre 1936 (Archives Trotsky, Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3967 ; *La Lutte ouvrière*, 12 et 16 février 1937).

(66) *Ibidem*.

De son côté, le 5 janvier 1937, Léon Sedov adresse au comité central de la Ligue un réquisitoire serré (67). Il souligne qu'il n'a pas été entendu par la Ligue, contrairement à une demande formulée par lui début novembre, que la Ligue a décidé de publier le rapport Rosenmark sans l'avoir entendu, ainsi que d'autres témoins qui s'étaient fait connaître. La Ligue, écrit-il, a pris position « avec un tel parti pris, une telle légèreté, une telle insouciance des faits et des documents existants qu'elle compromet à fond toute l'action éventuelle, toute l'enquête de la Ligue à ce sujet, la Ligue elle-même ». Après avoir démonté point par point le rapport Rosenmark, il conclut :

« Marx a pu être accusé d'être agent de Bismarck. Il en fut de même pendant la révolution française [...] Cromwell aussi fut accusé d'être l'agent de l'étranger. L'Histoire se répète ! Et il se trouve toujours assez d'imbéciles pour croire aux calomnies les plus basses et les plus stupides (68). »

Les dirigeants de la Ligue n'ont accordé aucune attention au mémoire de Sedov (69). Ce n'est que cinq mois après le premier procès qu'elle l'invite à se présenter devant sa commission, ce qu'il refuse, bien entendu, avec hauteur (70). Aucune autre version que celle de Rosenmark n'est publiée par les *Cahiers* de la L. D. H. dont la rédaction refuse un article documenté de Magdeleine Paz en réponse au rapport (71). La commission, élargie à deux membres supplémentaires, n'est pas réunie une seule fois. Quand, le 27 avril 1937, Félicien Challaye saisit la Ligue pour qu'elle intervienne contre la menace du nouveau procès visant Boukharine et Rakovsky et pour qu'elle demande dans tous les cas des garanties formelles que les droits des accusés soient respectés, sa proposition se heurte au refus catégorique du secrétaire général de la Ligue, Emile Kahn, qui affirme :

(67) Léon Sedov, « Lettre au comité central de la Ligue des droits de l'homme », *Bulletin d'information et de presse* du comité pour l'enquête sur le procès de Moscou, supplément au numéro 1, janvier 1937, 18 pages.

(68) *Ibidem*.

(69) Dans ses *Cahiers* n° 8, 15 avril 1937, la Ligue publie la note suivante : « La commission a pris connaissance du mémoire de Sedov. C'est une affaire dans laquelle il n'y a pas de dossier. Il n'y a pas eu de dossier au procès, mais il y a un dossier d'instruction très volumineux et c'est celui-là qu'il faut consulter. »

(70) Voici la réponse de Sedov : « C'est avec étonnement que j'ai reçu votre convocation du 1^{er} février. Je vous ai envoyé le 5 janvier un document assez long où je précise mon attitude à l'égard de votre commission d'enquête. Je ne connais pas à ce jour de faits nouveaux qui me permettent de réviser mon attitude à l'égard de cette commission que j'estime disqualifiée par la publication du rapport scandaleux de M. Rosenmark dans vos *Cahiers* » (*Ibidem*).

(71) Magdeleine Paz, « En marge du procès de Moscou », *La Flèche*, 26 décembre 1937. La question ne viendra à l'ordre du jour du comité central de la L. D. H. que le 11 février, Emile Kahn précisant alors qu'il a refusé la publication de cet article du fait de son caractère polémique et des attaques qu'il contient contre le rapport de M^e Rosenmark. Pour les dirigeants de la Ligue, il s'agit de réunir une documentation, non « d'instituer des polémiques entre ligueurs ».

« M. Challaye aurait voulu que la Ligue s'associât aux travaux de la commission d'enquête sur le procès de Moscou. Mais cette commission, composée d'amis de Trotsky et d'adversaires de la Russie stalinienne, a montré dès l'abord sa partialité. Elle a commencé par dénoncer le crime de Moscou. C'est là une singulière attitude pour une commission d'enquête qui recherche la vérité. La Ligue a estimé qu'elle n'avait rien à y faire (72). »

La séance du comité central du 17 juin 1937 est particulièrement houleuse. Les minoritaires (Georges Pioch, Félicien Challaye, Magdeleine Paz, Georges Michon), se heurtent à une fin de non-recevoir de la direction. Challaye, excédé, affirme :

« La majorité du comité central est aux ordres de Moscou, je le démontrerai au congrès. »

La crise éclate en effet au grand jour lors du congrès de la Ligue qui se tient à Tours du 17 au 19 juillet 1937. La minorité distribue à l'entrée un texte intitulé *La Ligue de l'affaire Dreyfus devant les procès de Moscou*, avec un bref historique de l'affaire, l'article de Magdeleine Paz refusé par les *Cahiers*, la lettre de démission de Maurice Paz de la « commission spéciale ». Le débat s'engage, dès la discussion sur le rapport moral, à la fin de la journée du 17. Les minoritaires disposent en tout de quarante minutes.

Leur premier orateur est Félicien Challaye. Pour lui, le rapport Rosenmark justifiant le réquisitoire fait porter à la Ligue sa part de responsabilité

« dans la suite de crimes qui se succèdent et s'accroissent en U. R. S. S. et aussi en Catalogne où les staliniens se mettent à appliquer aux anarchistes et aux membres du P. O. U. M. les méthodes de Moscou (73) ».

Après que Georges Pioch et Albert Goldschild aient pris la parole au nom de la minorité, M^e Rosenmark monte à la tribune pour défendre son rapport. Il affirme une fois de plus que les aveux, « lorsqu'ils prennent place au cours de l'audience » et proviennent « d'individus sains d'esprit », sont considérés comme une preuve décisive. Un congressiste écrit :

(72) *Cahier des Droits de l'Homme*, n° 14, 15 juillet 1937. Emile KAHN (1876-1958), professeur, membre du parti socialiste avant la guerre et du C.C. de la Ligue des droits de l'homme en 1909. en était vice-président depuis 1929 et secrétaire général depuis 1932.

(73) « Le Procès de Moscou au congrès de la Ligue des droits de l'homme », *Bulletin d'information et de presse* du comité pour l'enquête sur le procès de Moscou, n° 7, juillet 1937. C'est sur ce document que s'appuie notre récit du congrès. Georges MICHON (1882-1945), docteur ès Lettres, pacifiste, était également membre de la S. F. I. O.

« Beaucoup n'oublieront pas de sitôt ce visage fermé de juriste offensé et sanglé sans son parti pris. On avait le sentiment pénible d'avoir devant soi, soutenu et couvert par la grande majorité du comité central, l'antidreyfusard éternel (74). »

Emile Kahn et Victor Basch rendent tour à tour hommage à Rosenmark. Victor Basch admet qu'il a été d'abord troublé par le procès, mais que le rapport lui a paru juridiquement « éblouissant », bien qu'il n'ait rien compris « psychologiquement »... Pour le président de la Ligue, devant ce drame à la Dostoïevsky, il faut envisager plusieurs hypothèses...

A la motion de Félicien Challaye condamnant les procès de Moscou, la majorité du comité central oppose un texte qui demande la poursuite de l'enquête et obtient mille quatre-vingt-huit mandats. La minorité en obtient deux cent cinquante-cinq et il y a cinquante-trois abstentions. A la fin du congrès, Bergery, Challaye, Emery, Pioch démissionnent du comité central, bientôt imités par Magdeleine Paz et Elie Reynier (75).

L'activité du comité pour l'enquête sur le procès de Moscou

LE comité se réunit régulièrement dans un petit café de la rue de l'Odéon. A partir de janvier 1937, il édite un *Bulletin* ronéotypé mensuel, dont il publie dans l'année dix numéros et un supplément. Par la suite, la parution sera plus irrégulière. Le premier numéro de la seconde série est entièrement consacré à l'affaire Reiss (76). Il publie également des brochures comme celle intitulée *Dix-huit questions, dix-huit réponses*, qui a été rédigée par Léon Sedov. Le gros des tâches du comité (trésorerie, correspondance, publication et expédition du *Bulletin*, etc.) repose sur Andrée Limbour (77), assistée au cours des premiers mois par Marguerite Rosmer qui doit bientôt s'interrompre du fait de son état de santé. Une jeune militante des J. S. R., Georgette Itkine — son frère, le comédien Sylvain Itkine est proche du P. O. I. —, contribue également aux tâches

(74) *Ibidem.*

(75) « Déclarations des démissionnaires », *Cahiers des Droits de l'Homme*, n° 21, 1^{er} novembre 1937.

(76) *L'U. R. S. S. et le crime politique. L'assassinat d'Ignace Reiss*, dossier par Victor Serge, Alfred Rosmer, Maurice Wullens, Paris, 1938, 96 p. La partie sur l'instruction de l'affaire, signée de Wullens, avait vraisemblablement été rédigée par Gérard Rosenthal.

(77) Andrée LIMBOUR (née en 1900), professeur de lycée, avait adhéré en 1926 à la Fédération unitaire et en 1931 à la Ligue communiste. Elle était membre du P. O. I.

matérielles (78). Le comité entretient une correspondance suivie avec les autres comités constitués dans les autres pays (79).

Un des axes de son activité est la propagande en faveur de la constitution d'une commission internationale d'enquête. Le 13 décembre 1936, il convoque à la salle du *Petit Journal*, sous la présidence de Maurice Wullens, un important meeting qui est un succès : plus de deux mille cinq cents personnes s'y pressent pour entendre Maurice Chambelland (80), de *La Révolution prolétarienne*, Fred Zeller (81), des J. S. R., André Breton, qui lit un message à Trotsky affirmant « Ta place, Trotsky, est à Barcelone », et qui se fait acclamer. Gaston Ferdière, qui intervient au nom du Comité de vigilance, lit un poème de Victor Serge également très

(78) Entretien avec Andrée Limbour, 3 décembre 1978.

(79) Il s'était constitué un comité en Hollande, animé par le R.S.A.P. de Sneevliet, dont on a peu entendu parler, ainsi d'ailleurs que du comité de Belgique. En Grande-Bretagne, s'était constitué en octobre 1936 le Provisional Committee for the Defence of Leon Trotsky, dont l'appel constitutif, signé de dix personnes, avait été publié dans le *Daily Herald* et le *Manchester Guardian* : son secrétaire provisoire était le trotskyste Harry Wicks. Le premier secrétaire du définitif British Committee for the Defence of Leon Trotsky fut un intellectuel trotskyste anglo-américain, Hilary SUMNER-BOYD (1911-1976), petit-fils du célèbre abolitionniste Charles Sumner et fils de Fred Boyd, l'ami de John Reed. Il eut avec le comité français une correspondance et une collaboration active. Sumner-Boyd vint à Paris rencontrer Sedov (Lettre de Harry Wicks, du 9 mai 1979) et lui remettre en mains propres la lettre manuscrite confiée en novembre 1932 par Trotsky à Copenhague à Harry Wicks pour lui permettre de toucher les Russes proches de l'Opposition avec qui il avait pris contact. Trotsky put ainsi démontrer devant la sous-commission préliminaire de Coyoacán qu'il s'agissait d'un document politique et pas d'instructions conspiratives. Hugo Dewar, ainsi qu'Harry Wicks, nous ont fourni de précieux éléments sur l'activité du comité britannique. Le comité français entretint des relations plus étroites encore avec l'American Committee for the Defence of Leon Trotsky et avec le comité tchécoslovaque pour le droit et la vérité que présidait l'écrivain et vétéran communiste Hugo SONNENSCHNEIN dit SONKA (1890-1953) et qui avait rassemblé une pléiade d'intellectuels réputés et nombre de dirigeants syndicaux. Le comité pragois avait quelque temps espéré pouvoir organiser le contre-procès à Prague. Animé dans ses premiers mois par Jan Frankel, il avait effectué un gros travail, démontrant par son enquête que le fameux passeport du Honduras dont avait parlé Olberg ne provenait pas de la Gestapo et s'assurant le témoignage du directeur de la Bibliothèque slave de Prague, Vladimír Tukalevsky. Son matériel fut publié dans le *Bulletin* français. Rappelons que deux importants dirigeants du P.C.T., Josef Guttmann, ancien membre du bureau politique, exclu en 1933, et Zaviš Kalandra, rédacteur en chef de *Rudé Pravo*, avaient publiquement condamné le procès d'août 1936. Le comité tchécoslovaque fut frappé à mort par la provocation du G.P.U. montée contre le militant allemand Anton Grylewicz, un de ses membres les plus actifs (cf. p. 123).

(80) Maurice CHAMBELLAND (1901-1966), ancien militant du P.C. qu'il avait quitté en 1924, secrétaire du syndicat C.G.T. des correcteurs, était depuis des décennies le bras droit de Pierre Monatte.

(81) Frédéric ZELLER (né en 1912), étudiant aux Beaux-Arts, secrétaire de l'Entente des J.S. de la Seine, avait été exclu des J.S. en 1935 et avait rendu visite à Trotsky. Il était dirigeant des J.S.R. et du P.O.I.

applaudi. Lucie Colliard (82), au nom du comité pour l'enquête sur le procès de Moscou, lance un appel pour obtenir dix mille signatures pour la défense de Trotsky. Parlent également Lucien Weitz, des J. S., Walter Dauge (83), dirigeant du P. S. R. belge, Pierre Naville, pour le P. O. I. Félicien Challaye, mandaté par la L. I. C. P., appuie son intervention sur le témoignage de Gide. En conclusion du meeting, Félicien Challaye fait adopter par la salle une adresse au comité américain qui doit tenir son meeting le 18 décembre (84).

Le comité contribue également à organiser meetings, conférences et réunions privées un peu partout en France. En mars 1937, sous la présidence de Rosmer assisté de M^e Betty Brunschwig et avec la participation de Félicien Challaye et Michel Alexandre, il donne devant trois cents personnes la parole à Léon Sedov qui réfute les accusations lancées au procès Piatakov. Deux réunions du même type sont organisées dans l'année, à l'occasion du procès Boukharine et de la publication des conclusions de la commission Dewey.

Appuyé sur les cellules du P. O. I., le comité étend ses efforts en province. Le 8 février, il organise à Lyon un meeting qui réunit mille deux cents personnes, salle Emile Zola qui entendent successivement Gérard Rosenthal, Savorel de l'Union anarchiste, André Philip, député socialiste, Léon Emery de la L. D. H. et Henri Colliard du P. O. I. (85). Le 14 février à Saumur, parlent Fred Zeller et Marcel Beaufrère (86). Il y a plus de cinq cents personnes. De la salle, le vétéran Louis Bouët riposte vertement au permanent du P. C. F. qui doit se retirer sous les huées sans avoir pu entraîner ses propres camarades à saboter la réunion (87).

A Bordeaux, c'est une autre ancienne du P. C., Marthe Bigot (88),

(82) Lucie COLLIARD (1877-1961), institutrice, avait fait partie du noyau internationaliste pendant la première guerre mondiale et assuré clandestinement les liaisons avec la Suisse.

(83) Ancien dirigeant des Jeunes Gardes socialistes du Borinage et de l'Action socialiste révolutionnaire, Walter DAUGE (1907-1944) était le principal dirigeant du parti socialiste révolutionnaire adhérent au mouvement pour la IV^e Internationale.

(84) *La Lutte ouvrière*, 25 décembre 1937.

(85) *Bulletin d'information et de presse*, n° 2/3, février/mars 1937, et témoignage de M. et Mme Alfred Bardin. Henri Colliard, étudiant en droit, avait pris la parole dans un meeting du P. C. F. et avait été arraché de la tribune par le service d'ordre.

(86) Marcel BEAUFRÈRE (né en 1914), auxiliaire des postes, avait rejoint les trotskystes en 1934.

(87) Louis BOUËT (1880-1969), instituteur, avait été le véritable animateur du syndicalisme révolutionnaire chez les instituteurs puis de la fédération qui devint la « Fédération unitaire », mais que l'on appelait alors « Fédération Bouët ». Socialiste en 1906, il avait été élu au premier comité directeur du P. C. à sa fondation. Il était lié à Trotsky depuis 1915, mais garda toujours ses distances avec les trotskystes. Le récit de cette réunion par le *Bulletin* (cf. n. 85) nous a été confirmé par Fred Zeller dans un entretien du 14 avril 1979.

(88) Marthe BIGOT (1878-1962), institutrice syndicaliste et socialiste avant la guerre de 1914, avait joué un rôle important dans le noyau internationaliste en

qui parle devant quatre cents personnes. Gérard Rosenthal fait une tournée en avril et prend la parole à Toulon, La Seyne, Marseille enfin devant quatre cents personnes. Toutes ces réunions adoptent des ordres du jour réclamant la constitution rapide de la commission internationale d'enquête.

Mais à partir de la fin mars, l'activité va modifier son axe primitif. Trotsky a décidé de jouer son va-tout sur la commission qui va naître — qui peut naître — à New York. Dans une lettre à Pierre Naville, datée du 17 mars, il insiste pour que le comité français se subordonne à celui de New York et pour qu'il le soutienne dans la voie de la constitution de la commission d'enquête (89). Celle-ci est constituée et envoie à Mexico une sous-commission, dirigée par John Dewey, qui part le 2 avril. Le comité français a envoyé par télégramme à New York « ses pleins pouvoirs à la commission américaine pour l'enquête internationale » et invité les comités locaux à suivre son exemple (90) en leur assurant qu'il enverra lui-même à New York un délégué « particulièrement qualifié et jouissant de sa plus entière confiance ».

Ce délégué, c'est Alfred Rosmer, mais le comité n'a réussi à réunir, au début d'avril, qu'une somme de neuf cents francs, alors que les frais de voyage et d'un séjour de trois mois sont estimés à trois mille sept cent quatre-vingts francs. Cet aspect de la situation inquiète Trotsky qui écrit à Jean Rous :

« On se réjouit de vos succès. D'un autre côté, on s'étonne que vous ayez les mêmes difficultés financières [...] La même chose pour le comité. Les Américains ont les plus grandes dépenses, surtout en liaison avec la commission d'enquête, et l'Europe tout entière ne peut pas couvrir les dépenses minimales qui lui incombent (91). »

Cette critique de Trotsky peut sembler sévère. Le comité français a la plus grande peine à financer son activité. Pourtant Andrée Limbour, Rosmer, Gérard Rosenthal et le petit noyau actif ne ménagent pas leurs efforts. Le bilan financier établi par le comité au 31 juillet 1937 fait apparaître un déficit de sept cents francs, couvert provisoirement par « des avances faites par des amis du comité (92) ». L'argent provient d'une souscription permanente et d'une vente de cartes de soutien vendues deux francs. Les contributions provenant des organisations affiliées sont

1914-18 avant d'être une des dirigeantes du jeune P.C. et sa secrétaire féminine de 1921 à 1922. Elle avait appelé en 1929 à la création de *La Vérité*, mais militait avec le « noyau » de la *Révolution prolétarienne*.

(89) Lettre de Trotsky à Naville, 17 mars 1937, Dossier Wolf, archives Verecken, Bruxelles (ci-dessous DW, AV).

(90) *Bulletin d'information et de presse*, n° 4, avril 1937.

(91) Lettre de Trotsky à Jean Rous, 26 mars 1937, DW, AV. Le comité américain avait bénéficié de dons importants de certains de ses membres qui avaient une fortune personnelle : ainsi Margaret De Silver, la compagne de Carlo Tresca, avait donné la somme considérable de 5 000 dollars.

(92) *Bulletin d'information et de presse*, n° 7, juillet 1937.

faibles. Les abonnements et la vente du *Bulletin* ne rapportent guère ; selon notre évaluation, à la fin de 1937, il n'y avait guère plus de cent abonnés. En revanche, le comité a eu de grosses dépenses. Outre le voyage de Rosmer, et compte non tenu de ses frais de séjour à New York, les frais pour la commission rogatoire se sont élevés à mille six cent vingt-neuf francs, à la charge des membres et amis du comité (93).

Les trotskystes et le contre-procès en France

DANS les faits, l'essentiel de l'activité repose sur le P. O. I. et les militants trotskystes. Le comité de personnalités n'est pas par lui-même le moteur du travail du contre-procès. Pierre Naville précise :

« Les quelques intellectuels qui ont accepté de patronner le comité ne s'occupaient guère du travail à fournir. Mais nous étions bien isolés et leurs noms, en dépit des différends politiques que nous pouvions avoir avec eux, nous sortaient un peu de notre isolement (94). »

Dans la conception de Trotsky, les comités de personnalités ne peuvent avoir d'efficacité que si les trotskystes préservent leur propre indépendance et identité, évitent de s'adapter à l'état d'esprit des intellectuels libéraux. C'est de ce point de vue qu'il critique vigoureusement l'attitude de ses camarades américains et la tendance à « céder aux influences petites-bourgeoises, académiques et littéraires ». Il fallait, selon lui, encadrer le comité par « des délégués de groupements ouvriers afin de créer des canaux allant du comité aux masses (95) ». Il nous semble que, sur ce point, les militants du P. O. I. ont mieux réussi que leurs camarades américains.

Toutefois l'activité des trotskystes français n'est pas facilitée par leurs divisions internes. Une grave scission les a divisés en 1935 et, après une brève période de réunification, les partisans de Raymond Molinier ont été exclus du P. O. I. en octobre 1936 et ont ressuscité le parti communiste internationaliste (P. C. I.) et son journal *La Commune*. Le P. C. I. reproche par tract au P. O. I. d'avoir sur la question des procès une position erronée et de chercher en outre à le tenir à l'écart. Selon ce texte, « la méthode de création de comités d'individualités est vaine [...] l'action des groupements ouvriers, si modeste soit-elle, mais persévérante, fera plus que les meetings brillants (96) ».

(93) *Ibidem*.

(94) Lettre de P. Naville à G. Roche, 3 mai 1979.

(95) L. TROTSKY, *Défense du marxisme*, p. 199.

(96) « Comment faut-il lutter pour sauver les révolutionnaires d'U. R. S. S. ? Lettre aux organisations participant au comité pour l'enquête sur le procès de Moscou », tract du P. C. I. daté du 7 décembre 1937, archives C. E. R. M. T. R. I.

Le fossé profond qui sépare le P. C. I. et le P. O. I., les violents conflits de personnes gênent l'activité pour le contre-procès. Trotsky lui-même comprend assez mal comment, sur une question aussi fondamentale que la collecte des témoignages, aucun contact ne soit possible entre les deux fractions. Il écrit le 18 février à Erwin Wolf :

« Je viens de recevoir de Léon (Sedov) un télégramme affirmant que les relations personnelles rendent impossible toute collaboration avec Henri (Molinier). Je n'y comprends rien. S'il s'agissait d'un procès, l'invitation des frères Molinier serait absolument indispensable et ils ne pourraient se récuser. Il ne s'agit pour l'instant que d'une commission d'enquête, mais c'est le prélude d'un procès éventuel. Il y a des circonstances que seuls les frères Molinier et Meichler peuvent préciser et confirmer... (97). »

Trotsky charge Erwin Wolf de prendre officiellement contact avec Henri Molinier et s'adresse directement à ce dernier à plusieurs reprises. Il a un besoin urgent du témoignage de cet homme pour lequel d'ailleurs, par-delà les divergences politiques, il a conservé profonde estime et réelle amitié. Pour abattre le procès de Moscou, il lui faut détruire les accusations de Holzman, Berman-Iourine et Fritz David sur la rencontre de Copenhague. Il lui faut également démontrer qu'il n'a pas pu rencontrer Vladimir Romm à la fin du mois de juillet 1933 dans une allée du Bois de Boulogne. Pour cette tâche, les frères Molinier sont des témoins indispensables. Ce sont eux qui ont loué pour Trotsky la maison où il a logé à Copenhague et qui se sont occupés de son installation en France. C'est Raymond Molinier qui a loué à Cassis le canot qui a permis à Trotsky et Natalia de débarquer *incognito*. C'est Henri qui s'est chargé, avec Sedov, de la location à Saint-Palais de la villa « Les Embruns ».

Au sujet de Copenhague, Trotsky précise à Henri Molinier :

« La tâche des témoins est simple : il faut expliquer qui a loué la maison et comment, l'ordre intérieur de celle-ci, comment les visiteurs pouvaient pénétrer, dans quelle chambre je travaillais, est-ce que je restais seul à la maison, est-ce que je sortais seul, etc. (98). »

En ce qui concerne le séjour de 1933 en France, il faut trouver les témoignages des visiteurs qui pourront attester que Trotsky, malade, est resté aux Embruns, qu'il n'a quittés que le 9 octobre. Il faut également établir qu'il est allé directement de Marseille à Royan sans passer par Paris. Ainsi lui sera-t-il possible de démontrer que la prétendue entrevue avec Romm au Bois de Boulogne n'a pas pu avoir lieu et qu'elle n'est qu'une affabulation du G. P. U. Pour tout cela, il faut la collaboration des frères Molinier. Si Trotsky s'adresse à Henri, c'est, ainsi que nous le

(97) Lettre de Trotsky à Wolf, 18 février 1937, DW, AV.

(98) Lettre de Trotsky à Henri Molinier, 16 février 1937, DW, AV.

précise Pierre Frank, parce que, tout en étant membre du P. C. I., il était moins engagé que son frère Raymond dans les polémiques publiques : « S'adresser à lui ne pouvait donner lieu à une quelconque interprétation publique quant à la position de Trotsky dans le différend P. C. I.-P. O. I. (99). » C'est par l'intermédiaire d'Henri Molinier que les témoignages de Pierre Frank et Raymond Molinier parviendront à la commission d'enquête.

Mais la cheville ouvrière du travail pour le contre-procès en France est Léon Sedov. Avec l'aide d'Erwin Wolf, il entreprend dès le mois de janvier de réunir l'énorme masse de documents, lettres, attestations, témoignages, dont la commission d'enquête de New York aura besoin pour ses travaux. On peut se faire une idée de l'ampleur de ce travail en consultant la liste des soixante-dix visiteurs de Royan et Copenhague qu'a dressée Erwin Wolf (100).

En mars, après des discussions avec Sedov, Henri Molinier, Naville et Rosmer, Wolf décide de constituer une commission spéciale chargée d'examiner et de faire légaliser les signatures des témoignages recueillis en Europe. Cette commission d'authentification devait initialement être composée de Rosmer, Charbit (101) et Challaye. Ce dernier étant indisponible, Rosmer devra chercher un troisième et proposera finalement André Breton. La raison d'être de la commission est d'une part la difficulté de faire légaliser les attestations par les commissaires de quartier et les notaires, procédure longue et coûteuse, le fait que d'autre part des témoignages sont recueillis auprès d'émigrés politiques — allemands notamment — dont il n'est pas question de publier identité et adresse : la commission fonctionne un peu comme un jury d'honneur, sous la responsabilité morale de Rosmer. Wolf indique à Trotsky qu'aux yeux du comité de New York, une attestation de Rosmer a « une valeur au moins aussi grande, sinon plus, qu'une légalisation par un notaire, car il est bien connu qu'assez souvent, avec la procédure officielle, on se heurte à de grandes escroqueries, tandis qu'avec une attestation par Rosmer [...] cela me paraît exclu (102) ».

Une autre commission est mise sur pied à Paris sous la direction de Sedov pour collecter les témoignages. Elle est composée de Sedov lui-même, Paulsen (Lola Estrine) (103) et Jean Beaussier (104). Lola

(99) Lettre de P. Frank à G. Roche, 20 avril 1979.

(100) Dossier Wolf, A. V.

(101) Ferdinand CHARBIT (né en 1892), typographe, également ancien du P. C., était membre du noyau de la R. P.

(102) Lettre de Wolf à Trotsky, 21 mars 1937, DW, AV.

(103) Lilia Ya. GINZBERG, ép. ESTRINE, dite Lola ou encore PAULSEN, née en Russie (en 1898), avocate et connaissant cinq langues, avait émigré en France en 1934 et travaillait pour l'Institut d'Histoire de Nicolaïevsky le dirigeant menchevique. Elle s'était liée à Sedov en 1935 et avait commencé à travailler pour lui comme secrétaire à mi-temps et était membre du groupe russe. Comme Sedov, elle avait grande confiance en Zborowski.

(104) Jean BEAUSSIER (né en 1912) avait rejoint en 1928 les J. C. puis la Ligue communiste sans passer par le P. C.

est la secrétaire de Sedov. Jean Beaussier a séjourné à Royan en 1933, assuré la garde et la surveillance discrète du P. C. local, amené à Trotsky le cheminot Gourbil, escorté Malraux et d'autres visiteurs. Peu après, solidaire du « groupe juif » contre Molinier, il a quitté la Ligue communiste et rejoint l'Union communiste. Mais, après l'éclatement de cette dernière devenue entre-temps Union communiste unifiée (U. C. U.), il a repris contact et rejoint le P. O. I. en 1936. Il a l'énorme avantage de ne pas avoir été mêlé à la lutte fractionnelle de 1935 et de n'avoir d'aucune façon trempé dans la scission et il connaît en outre parfaitement les conditions du séjour de Royan. Sedov le sollicite parce que, bien qu'il ne soit nullement « moliniériste » — bien au contraire — il est l'un des rares membres du P. O. I. qui puisse avoir des relations avec le P. C. I. Comme les dirigeants du P. O. I. se méfient par ailleurs de Sedov qu'ils croient influencé par sa compagne, Jeanne Martin des Pallières, membre elle-même du P. C. I., la situation de Beaussier, l'homme-contact, n'est pas facile et il est, selon sa propre expression « à la fois otage et faire valoir (105) ». Erwin Wolf le présente à Trotsky comme « extrêmement consciencieux et principal responsable » : il doit être « le mentor du comité (106) ».

En fait, les choses sont loin d'être simples. Pour que Beaussier puisse consacrer le gros de son temps au travail avec Sedov, Wolf a dû obtenir du bureau politique du P. O. I. une résolution qui détermine ses tâches (107).

La commission de travail Sedov-Paulsen-Beaussier a une tâche énorme. Il s'agit de réunir tous les témoignages, d'aller éventuellement les chercher, de prendre les contacts, de relancer les témoins, de vérifier le contenu de leur déposition, de photocopier documents et lettres, etc. Wolf la considère comme une tâche politique au premier chef, mais aussi comme une tâche technique car il s'agit de présenter à la commission d'authentification (Rosmer, Charbit, Breton) un dossier « complet et tout prêt, impeccablement rangé, pour qu'ils l'examinent et le jugent (108) ».

Le 14 mars, deux réunions de travail ont déjà eu lieu avec Sedov, Beaussier, Henri Molinier, Leprince et Wolf. Un plan d'action est établi. Jean Beaussier, qui est alors maître d'internat, met à profit les vacances scolaires de Pâques pour effectuer avec Leprince, qui avait conduit Trotsky en 1933, un voyage dans le midi et reconstituer étape par étape l'itinéraire de Marseille à Royan et recueillir en route les témoignages nécessaires. Leprince n'est pas trotskyste, il est employé de la société

(105) Entretien avec Jean Beaussier, 19 mai 1979.

(106) Lettre de Wolf à Trotsky, mars 1937, DW, AV.

(107) Cette résolution, datée du 20 mars 1937, signée de Bardin, Vilain (Naville), Clart (Rous) et Julien (P. Tresso) est ainsi rédigée : « Le B.P. décide que le camarade Beaussier s'occupera principalement du travail relatif à la commission d'enquête sur les procès de Moscou sous le contrôle du S. I., et toute autre activité est subordonnée à l'accomplissement de sa tâche principale. »

(108) Lettre de Wolf à Trotsky, mars 1937, DW, AV.

de recouvrement de Raymond Molinier et a servi de chauffeur en 1933 : les frères Molinier le mettent à la disposition de la commission, ce qui est capital car le P. O. I. ne peut financer le voyage, et c'est eux qui probablement se chargent des frais du voyage — location de la voiture, séjours à l'hôtel, etc. Le prince reconstitue l'itinéraire et Beaussier « matérialise » l'enquête en recueillant les témoignages. Il faut parfois revenir assez loin en arrière, car Le prince n'est pas toujours certain de l'itinéraire discret qu'il avait suivi quatre ans auparavant. Mais tout se passe bien finalement et les deux hommes retrouvent à Tonneins, près de Marmande, l'hôtel où Trotsky a passé la nuit (109).

Un autre point capital est réglé avec la reconstitution par des témoignages de la date et des circonstances de l'arrivée à la villa, Les Embruns, le 25 juillet 1933. Ce jour-là, un incendie avait éclaté dans le jardin de la villa, allumé par les gerbes d'étincelles d'une locomotive. Beaussier recueille le témoignage du capitaine des pompiers Soulard et du caporal André qui attestent que le feu s'est déclaré vers trois heures de l'après-midi et a été éteint vers quatre heures trente. C'est alors qu'ils ont remarqué « l'arrivée en automobile d'un homme qui venait habiter la villa. Ils apprirent plus tard que cet homme était Trotsky ». Leur témoignage est légalisé par le maire de Saint-Palais. D'autres témoignages précieux sont également recueillis, celui de Mme Renaud, ainsi que de sa fille, à qui Henri Molinier a fait la location de la villa, celui du cheminot Jean Gourbil, légalisé par le maire, qui atteste que Trotsky était malade et n'a pu se rendre à Paris fin juillet (110).

Le 21 mars, Wolf annonce à Trotsky que vingt-cinq attestations ont déjà été envoyées. Le 22, Trotsky télégraphie à Paris, à la commission :

« Commission américaine sous direction Dewey entreprend investigation ici le 4 avril. Envoyez documentation, surtout déposition policière, hôtelier, propriétaire. Exactitude méticuleuse indispensable. Représentant comité français extrêmement désirable. »

En fait, Trotsky s'impatiente, s'irrite de la lenteur du contre-procès et surtout de l'imprécision des témoignages dont il trouve que certains sont négligés. Il l'écrit à Jean Rous :

« Les camarades qui ont été au courant de notre voyage à Saint-Palais par Raymond Molinier, Lastéradé, Le prince, Léon Sedov ou autres n'en font pas la moindre mention et, par suite, des dépositions perdent 99 % de leur valeur (111). »

Il insiste surtout pour que les discussions qu'il a eues avec des militants

(109) Entretien avec Jean Beaussier, 19 mai 1979.

(110) Ces témoignages sont cités et partiellement reproduits dans *Not Guilty*, p. 221.

(111) Lettre de Trotsky à Rous, 26 mars 1937. DW, AV.

de la Ligue sur la défense de l'U. R. S. S. soient résumées dans les témoignages, permettant ainsi de démontrer l'absurdité des accusations de sabotage de l'économie de l'U. R. S. S. et de liaison avec le fascisme. Il rappelle à Rous que « les camarades français » sont « les plus qualifiés » pour faire de tels témoignages en raison des discussions qu'il a eues avec Yvan Craipeau et Lastérade, tous deux en désaccord avec le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U. R. S. S. Il souhaite que ces témoignages soient rédigés à nouveau dans ce sens (112). La déposition de Lastérade est importante, car il a séjourné à Saint-Palais plusieurs semaines. Depuis, il a rompu avec Trotsky et suivi le groupe juif lors de la scission de 1933 et de la création de l'Union communiste. En mars 1937, il est au service militaire, mais fait cependant parvenir son témoignage, authentifié par Rosmer, signé du pseudonyme transparent de Laste.

Trotsky a également écrit à Naville — avec copies pour Wolf, Held, Nelz et Dauge — qu'il est « frappé par la nonchalance extraordinaire » avec laquelle ont été rédigées les dépositions :

« J'ai écrit maintes fois là-dessus à Léon et à d'autres. J'espère bien qu'on refera la plupart des dépositions dans le sens de la précision nécessaire (113). »

Il informe Naville qu'il attend de lui et des autres un plein rendement et que les camarades qui « démontrent de l'insouciance ou de la nonchalance doivent être considérés comme absolument étrangers à notre cause (113) ».

Cette lettre de Trotsky à Naville va constituer le détonateur d'une crise grave qui menace de paralyser totalement toute l'activité pour le contre-procès. Léon Sedov, épuisé et écrasé par un travail incessant, à bout de nerfs, supporte très mal les critiques et reproches de son père. Il voit dans cette lettre adressée à Naville un désaveu de son propre travail et la proposition à Naville d'en prendre la direction. Naville écrit d'ailleurs à Wolf :

« Je pense que tu as reçu copie de la lettre de L. D. à moi au sujet du comité. En conclusion, j'ai dû accepter de m'occuper de cela.

(112) Lettre de Wolf à Trotsky, 21 mars 1937. La liste des témoins dressée par Wolf précise :

« Lastérade (b) Royan. A signé les deux copies de nouveau pour la légalisation ; entre-temps les remarques de L. D. sur son témoignage sont arrivées. Il faut qu'il fasse soit un nouveau document soit un additif. Chargé de lui en parler : BEAUSSIER ;

Craipeau (b) Royan. Doit compléter son témoignage. Faire 5 copies dont deux signées et authentifiées. Chargé : BEAUSSIER. » (DW, AV) ;

Yvan CRAIPEAU (né en 1911), membre de la Ligue communiste depuis sa fondation et dirigeant du P.O.I., avait séjourné à Saint-Palais en 1933 en même temps que Jean de LASTÉRADE de CHAVIGNY (né en 1910), étudiant en médecine qui avait rompu en 1933 pour participer à la fondation de l'Union communiste.

(113) Lettre de Trotsky à Naville, 17 mars 1937, DW, AV.

Nous avons constitué un sous-comité de Gérard, Beaussier et moi (114). »

Sedov proteste auprès de Wolf :

« Au lieu de nous consulter sur la chose, et aussi de nous aider, en particulier de participer au travail de notre petit comité, Naville veut prendre l'affaire en main. Lui et Gérard feront tout le travail, rassembleront les témoignages, etc., ils ne veulent en somme plus rien avoir à faire avec nous. Ils n'agiront que directement avec L. D. ou avec l'Amérique. Il est vraiment impossible de faire quelque travail que ce soit de cette manière. Il n'y a vraiment aucune raison d'admettre que Naville fera cela mieux que nous (115). »

Sedov accuse Naville d'avoir agi « par esprit d'intrigue ». Il lui reproche de ne pas lui avoir communiqué la lettre de Trotsky et de s'en servir pour semer « la pagaille » ce qui aboutit à démoraliser Beaussier au point que ce dernier « ne sait plus avec qui ni comment travailler (116) ». Sedov, en fait, ressent d'autant plus vivement les reproches de son père comme une injustice que l'énorme travail effectué jusque-là pour la commission d'enquête a reposé essentiellement sur ses épaules. Wolf plaide la cause de Sedov auprès de Trotsky, souligne que « Liova est manifestement surmené. Il a fait, il fait tout ce qu'il peut (117) ».

A ce point de notre exposé, il nous paraît nécessaire d'ailleurs de faire quelques remarques au sujet de l'interprétation que donne de cet incident Georges Vereeken dans sa tentative de reconstituer l'histoire de la défense de Trotsky en France (118). Sur la base d'une partie des documents du dossier Wolf, Vereeken soutient que la défense de Trotsky et l'action en vue du contre-procès ont été sabotées par l'agent stalinien Etienne (Mordka Zborowski), proche collaborateur de Sedov. Il écrit notamment que les documents laissés par Wolf « démontrent comment

(114) Lettre de Naville à Wolf, non datée (mars 1937), DW, AV.

(115) Lettre de Sedov à Wolf, 11 avril 1937, DW, AV.

(116) Lettre de Sedov à Wolf, 16 avril 1937, DW, AV. Jean Beaussier ne se souvient pas d'avoir jamais été « démoralisé » au cours de ce travail dont il connaissait les difficultés quand il l'avait accepté.

(117) Lettre de Wolf à Trotsky, ? 1937, DW, AV.

(118) Georges VEREEKEN, « Le Sabotage criminel de la défense de Trotsky », *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*, Paris 1975, p. 201-218. Georges VEREEKEN (1898-1978) un des fondateurs de l'Opposition de gauche en Belgique, dirigeant en 1937 du P. S. R. belge dont il allait bientôt démissionner, a écrit ce livre dans les dernières années de sa vie sous l'obsession de l'intervention du G. P. U. dans le mouvement. Mordka (Marc) ZBOROWSKI (né en 1908) avait émigré dans les années vingt. C'est sans doute en 1935 que le G. P. U. qui l'avait recruté par l'Union pour le rapatriement l'envoya dans le mouvement trotskyste où il fut connu sous le nom d'ETIENNE. Sa connaissance de la langue russe lui avait facilité le contact avec Léon Sedov dont il avait la confiance. Il ne devait être démasqué que longtemps après la mort de Sedov et de Trotsky.

le G. P. U. obligea ces militants à gaspiller leur énergie en des futilités (119) ». Selon lui, la commission chargée de la collecte des témoignages serait formée de Sedov, Beaussier, Paulsen *et Etienne*. Or ce dernier n'apparaît pratiquement pas dans les archives de Wolf, et pas du tout dans la commission en question : la liste des soixante-dix témoignages à recueillir avec la répartition du travail au sein de la commission — véritable table d'orientation de l'activité pour le contre-procès — ne mentionne qu'une seule fois le nom d'Etienne. Tout le travail est réparti entre *Gil* (L. Sedov), *Paulsen* (Lola Estrine), *Braun* (Wolf) et Beaussier, personnellement responsable de près du tiers des témoignages. Vereeken explique le refus de Naville de communiquer à Sedov les lettres de Trotsky et « l'exigence de prendre le tout en main et de couper tout rapport avec la commission que dirigea Sedov (120) » comme la manifestation de sa méfiance à l'égard de Zborowski. Cette interprétation n'est évidemment pas exclue, mais nous semble tout de même quelque peu forcée.

Surtout, Vereeken voit une preuve supplémentaire de « la méfiance qui règne au sommet de l'organisation » dans le fait que Trotsky aurait chargé « Rosmer et sa femme de réunir les documents précieux et de les faire parvenir en Amérique (121) ». Cette affirmation est quelque peu fantaisiste. Nous avons montré que Rosmer n'a pas été chargé de réunir les documents, mais désigné comme responsable de la commission d'authentification par une décision unanime de Wolf, Sedov et Naville, et envoyé comme délégué à New York par le comité. Nous pensons qu'une lecture attentive du dossier Wolf ne laisse à ce sujet aucune ambiguïté.

Il ne fait aujourd'hui aucun doute que le rôle d'agent du G. P. U. joué par Etienne auprès de Sedov a conduit ce dernier à la mort. Mais il nous paraît excessif d'attribuer au mouchard Etienne un rôle central dans un prétendu « sabotage » de la défense de Trotsky dont nous n'avons pas trouvé trace. Les divisions internes, les conflits de personne, l'isolement du petit noyau de militants ainsi que la pression des événements et des facteurs matériels suffisent amplement à expliquer les difficultés rencontrées sans qu'il soit besoin de faire intervenir ici le G. P. U.

La commission rogatoire

LA session de Coyoacán, au cours de laquelle Trotsky donna, du 10 au 17 avril, son témoignage, ne constituait — contrairement à une idée assez répandue — qu'une session préliminaire. La commission d'enquête l'avait estimée indispensable de même que l'audition de témoins français, tâche qui fut confiée à une « commission rogatoire ».

C'est à la demande de la commission Dewey que, le 22 avril 1937,

(119) *Ibidem*, p. 212.

(120) *Ibidem*, p. 214.

(121) *Ibidem*, p. 213.

le comité français adopte une résolution qui déclare « constituer une commission rogatoire liée à l'enquête internationale entreprise par le comité américain (122) », et qui devait être constituée de « personnalités autorisées et qualifiées », afin de procéder à l'audition impartiale d'un certain nombre de témoins dont le plus important était Léon Sedov.

Une deuxième résolution du comité, en date du 12 mai 1937 annonce que la commission rogatoire a été constituée. Elle est composée par M^e Maurice Delépine, président de l'association des avocats socialistes, M^e Giuseppe Emmanuele Modigliani, ancien avocat à la cour de Rome, membre du comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste, Madame César Chabrun, présidente du comité d'aide aux prisonniers politiques, Mathé, ancien responsable du syndicat national des P. T. T., révoqué par Laval, M. Jacques Madaule, écrivain catholique, Jean Galtier-Boissière, écrivain, éditeur du *Crapouillot* (123). Le comité mandate sa secrétaire et son bureau, auxquels sont adjoints Félicien Challaye et Maurice Wullens, pour suivre les travaux de la commission rogatoire devant laquelle Andrée Limbour recevra mandat de présenter le comité. *La Lutte ouvrière*, rendant compte de sa composition, écrit :

« Comme on le voit, il s'agit de personnalités qui ne sont ni "trotskystes" ni "stalinistes". Certains même sont sur le terrain politique nos adversaires directs (124). »

Le comité demande à l'ambassadeur d'U. R. S. S. à Paris et au parti communiste français de déléguer leurs représentants pour suivre les travaux de la commission. Le 6 mai, au nom du comité, Andrée Limbour s'adresse au secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme, Emile Kahn, pour lui demander qu'un membre de la Ligue soit délégué pour suivre les travaux de la commission. Ni l'ambassade soviétique ni le P. C. F. ne répondent. Le 22 mai, la direction de la L. D. H. répond au comité qu'ayant elle-même désigné une commission d'enquête, « sans considération de personnes et sans aucune considération de parti et de tendances », pour rechercher la vérité sur les procès de Moscou, elle « a estimé superflu de participer » à ces travaux (125).

(122) *Bulletin d'information et de presse*, n° 6, juin 1937.

(123) Maurice DELÉPINE (1883-1960), avocat à Paris, était également le dirigeant du groupe des avocats socialistes et collaborateur du *Populaire*. Giuseppe MODIGLIANI (1872-1947), le frère du peintre, avait été avec Turati l'un des fondateurs du P. S. I. et dirigeant de son aile réformiste. Avocat de la veuve de Matteotti, il avait dû émigrer en 1926 en France. Marthe CHABRUN (1888-1973) était la veuve de l'ancien ministre César Chabrun, mort en 1935. Jean GALTIER-BOISSIÈRE (1891-1966), dessinateur, écrivain et journaliste, avait fondé en 1915 *Le Crapouillot* qui n'était alors qu'une feuille de tranchées. Jean MATHÉ (1896-1973) était également pacifiste et fortement anti-communiste, avait été révoqué par le gouvernement Laval pour son activité syndicale.

(124) *La Lutte ouvrière*, 14 mai 1937.

(125) *Bulletin d'information et de presse*, n° 6, juin 1937.

La commission rogatoire siège du 11 au 22 mai 1937 et procède à l'audition des témoins au cours de onze séances. Ses procès-verbaux sont paraphés par son président, M^e Modigliani, connu pour le caractère juridique scrupuleux de ses initiatives, et immédiatement expédiés à New York. Les interrogatoires sont menés par M^e Modigliani, les membres de la commission ayant ensuite toute latitude pour poser des questions complémentaires. Huit séances complètes sont consacrées à l'audition de Léon Sedov, qui a déclaré comparaître « non en accusé, mais en accusateur ». Il est interrogé sur les accusations portées contre lui au cours des deux procès d'août 1936 et de janvier 1937. Les points essentiels sur lesquels portent les questions sont évidemment sa rencontre avec Ivan N. Smirnov, ses rapports avec V. Olberg et son prétendu voyage à Copenhague en novembre 1932. Mais il est également interrogé sur ses prétendus entretiens avec Holzman, ses rapports avec Romm et l'entrevue que ce dernier a prétendu avoir eue avec Trotsky au Bois de Boulogne à la fin de juillet 1933.

A l'appui de ses déclarations, Sedov produit devant la commission rogatoire des preuves irréfutables détruisant les fabrications du G. P. U. pendant les deux procès. Il met notamment à la disposition des commissaires deux livrets scolaires de la Technische Hochschule, l'institut de mathématiques où il étudiait à Berlin : les documents signés de ses professeurs, du 25 et du 27 novembre, attestent qu'il ne pouvait pas se trouver alors à Copenhague. Il met également à la disposition de la commission les lettres qu'il a adressées de Berlin à sa mère à Copenhague, ainsi que les visas de son permis de séjour en Allemagne, avec les dates inscrites sur son passeport (126).

Devant la commission, Sedov s'exprime avec une grande précision, bien que non sans la réserve naturelle qui le caractérise. Evoquant cet épisode, Gérard Rosenthal raconte :

« Sedov répondit à toutes les questions avec précision et pertinence. Mais son passé de jeune révolutionnaire et son existence presque recluse, enfin son caractère timide et sauvageon le préparaient mal à afficher de l'arrogance devant le grave aréopage. Hochant sa grande barbe grise, Modigliani me prit à part : "C'est vous qui lui avez composé son *Livre rouge* ?" Je le détrompai énergiquement (127). »

Au cours des autres séances, la commission entend Victor Serge qui lui rapporte une série de faits précis concernant les méthodes d'instruction secrète du G. P. U. telles qu'il a pu les découvrir lors de son internement à Orenbourg. Il témoigne également du sort réservé par la bureaucratie aux opposants qu'il a connus, parmi lesquels Eleazar Solntsev. L'écrivain allemand Franz Pfemfert et sa femme, Alexandra Ramm, chez qui Sedov

(126) *Not Guilty*, p. 83-85.

(127) G. ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 187.

a vécu à Berlin, témoignent de l'échec de ses tentatives pour aller rencontrer ses parents à Copenhague. Leur témoignage sur Olberg vient renforcer celui d'Erwin H. Ackerknecht (dit Eugen Bauer), lequel s'est séparé de Trotsky en 1934 et certifie qu'il n'y a eu aucun lien entre l'organisation trotskyste allemande et les accusés de Moscou Berman-Iourine, les frères Lourié et Fritz David, contrairement aux « aveux » de ces derniers.

Ainsi la commission rogatoire avait-elle achevé la tâche que s'était assignée le comité : son travail a en effet incontestablement été essentiel pour la poursuite des travaux de la commission Dewey à New York et a pesé d'un grand poids dans le verdict final de cette dernière.

A la proposition de ses camarades américains de dissoudre le comité, Trotsky rétorquait qu'il fallait au contraire le transformer en organisme permanent de défense, ce qui ne fut pas fait (128). En France, en revanche, l'activité contre les procès de Moscou fut en quelque sorte naturellement relevée par l'action contre la répression stalinienne en Espagne. C'est à son initiative que parut la brochure *L'Assassinat d'Ignace Reiss* et c'est lui qui convoqua, à la Mutualité, le 3 décembre 1937, la réunion qui devait décider de créer le Secours International — Solidarité-Liberté (S. I. S. L.), lequel allait étendre son activité à la défense des accusés des procès ultérieurs, Boukharine et Rakovsky ou des militants coloniaux persécutés comme Messali Hadj ou Ta Thu Thau (129).

Une action historique ?

ON sait que Trotsky considéra comme une victoire de portée historique la conclusion des travaux de la commission Dewey, et nous avons indiqué plus haut les réserves qu'inspire cette appréciation à l'historien américain du contre-procès Thomas R. Poole (130). L'appréciation portée sur le bilan du comité français est évidemment fonction de l'appréciation générale portée sur celui du contre-procès en général. Et nous n'avons nullement l'intention d'engager ce débat ici, au terme de cet article.

Nous nous contenterons d'indiquer que nous avons été frappé par l'ampleur des résultats obtenus dans le travail du comité français pour

(128) Lettre de Trotsky à « Chers Camarades », 30 décembre 1937, archives Cannon, B. H. S. New York.

(129) Ahmed MESSALI HADJ (1898-1974), ancien militant du P.C., puis dirigeant de l'Etoile Nord-Africaine, avait été emprisonné en août 1937, pour « reconstitution de ligue dissoute », pour avoir formé le parti du peuple algérien en mars 1937 après la dissolution en janvier de l'E.N.A. TA THU THAU (1906-1944), étudiant-travailleur indochinois en France, avait fondé le parti de l'indépendance, puis rejoint l'Opposition de gauche en 1929. Expulsé de France en 1930, il était retourné en Indochine où il avait fondé l'Opposition communiste et animé notamment le journal *La Lutte*. Arrêté en 1935, libéré après une grève de la faim, il fut arrêté à nouveau en mai 1937 et condamné en juillet à deux ans de prison.

(130) Cf. p. 31.

démolir la machination policière de Moscou : le travail technique de recherche du comité français tient une place importante dans le bilan final des travaux de la commission Dewey dont il a finalement constitué — au même titre que les archives de Trotsky — l'un des supports matériels indispensables.

Pour le reste, nous souhaitons avoir contribué à effacer ici les impressions erronées que des lecteurs ou des militants auraient pu contracter à la lecture du réquisitoire de Vereeken ou induire du silence qu'ont gardé sur cette période de leur vie et jusqu'à maintenant la plupart de ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes à cette tâche obscure dans les conditions politiques et psychologiques les plus difficiles. Le comité français a puissamment et bien qu'obscurément contribué à démasquer l'imposture stalinienne qu'ont servie pendant des années encore tant d'intellectuels qui n'ont découvert que vingt ans plus tard et plus les « crimes de Staline » et le fameux Goulag (131) !

(131) Nous tenons ici à remercier tous ceux qui ont aimablement accepté de répondre à nos questions et à qui ce travail doit beaucoup : John Archer, Colette Audry, Jean Beaussier, Marguerite Bonnet, Ferdinand Charbit, Hugo Dewar, Madame et Monsieur Alfred Beucler, Pierre Frank, Daniel Guérin, Andrée Limbour, Maurice Nadeau, Pierre Naville, George Novack, Maurice Paz, Jean Prugnot, Gérard Rosenthal, Alan Wald, Harry Wicks, Fred Zeller. Nous remercions également pour leurs conseils et leur aide dans notre recherche Milorad Drachkovitch, directeur des archives à la Hoover Institution de l'Université de Stanford, Michel Dreyfus, conservateur à la B.D.I.C., Jean-Claude Orveillon, responsable du C.E.R.M.T.R.I. et tout particulièrement Madame Paupy, petite-fille de Marcel Martinet qui nous a autorisé à reproduire à la suite les lettres de Léon Sedov à M. Martinet et celle de ce dernier à Trotsky.

The first part of the paper discusses the general theory of the firm, focusing on the role of the entrepreneur and the importance of capital structure. It argues that the entrepreneur's personal characteristics, such as risk aversion and the desire for control, significantly influence the firm's capital structure decisions. The paper also examines the impact of agency costs and the separation of ownership and control on the firm's financing choices.

The second part of the paper presents empirical evidence on the relationship between the entrepreneur's characteristics and the firm's capital structure. It uses a sample of small and medium-sized businesses to test the hypotheses derived from the general theory. The results show that entrepreneurs with higher risk aversion and a stronger desire for control tend to use more debt financing. This finding is consistent with the theory that risk-averse entrepreneurs prefer to avoid the risk-shifting and asset substitution problems associated with equity financing.

The paper concludes by discussing the implications of these findings for policy and practice. It suggests that policymakers should consider the role of the entrepreneur in the firm's financing decisions and the importance of providing support and resources to entrepreneurs. Additionally, it highlights the need for further research on the relationship between the entrepreneur's characteristics and the firm's capital structure, particularly in the context of larger firms and different economic environments.

The third part of the paper discusses the implications of the findings for policy and practice. It suggests that policymakers should consider the role of the entrepreneur in the firm's financing decisions and the importance of providing support and resources to entrepreneurs. Additionally, it highlights the need for further research on the relationship between the entrepreneur's characteristics and the firm's capital structure, particularly in the context of larger firms and different economic environments.

The paper concludes by discussing the implications of these findings for policy and practice. It suggests that policymakers should consider the role of the entrepreneur in the firm's financing decisions and the importance of providing support and resources to entrepreneurs. Additionally, it highlights the need for further research on the relationship between the entrepreneur's characteristics and the firm's capital structure, particularly in the context of larger firms and different economic environments.

APPEL AUX HOMMES

Du 19 au 24 août dernier s'est déroulé soudain à Moscou, sur un rythme précipité, un procès politique qui laisse derrière lui, avec les cadavres des seize inculpés, une profonde stupeur. Les principaux accusés avaient été les compagnons et les collaborateurs immédiats de Lénine. Incarcérés depuis dix-huit mois après un premier procès déjà étrange, ces hommes, connus dans le monde entier comme artisans essentiels de la Révolution d'Octobre et fondateurs de la III^e Internationale, ont pris soudain figure de contre-révolutionnaires et même de bandits de droit commun. Péle-mêle avec de louches comparses, on les a, selon l'expression du ministère public, abattus « comme des chiens enragés ».

Devant une cause aussi singulière, l'opinion mondiale attendait qu'on lui révèle, à la charge des inculpés, des documents précis, des actes réels. En vain. On l'a mise simplement en face d'un vrai déluge d'aveux, d'aveux énormes, sordides, monotones : les plus notoires survivants du Bolchevisme d'Octobre s'y désbonorent frénétiquement ; un Trotsky y passe et repasse, habillé en agent de la Gestapo hitlérienne. Comment ont été obtenus ces aveux, plus stupéfiants encore que le vague de l'accusation ? Cette scène, en tout cas sinistre, dissimule-t-elle ou non quelque vaste machination ? Nous l'ignorons.

Mais, devant la réalité, quelle qu'elle soit, que recouvre le procès de Moscou, tous ceux, ouvriers ou intellectuels, pour qui la Révolution d'Octobre a signifié une étape décisive vers la justice sociale et déjà, dans la nuit de la guerre des nations, une magnifique renaissance humaine, tous se sont sentis bouleversés. Tous ils veulent, nous voulons SAVOIR.

Nous voulons savoir d'abord — et cela suffit — par simple souci de la dignité humaine.

Nous voulons savoir par solidarité profonde avec le peuple de l'U. R. S. S. A tue-tête les ennemis de la liberté et de la justice, nos La Rocque et nos Doriot dénoncent comme le centre de perdition : MOSCOU, MOSCOU ! Contre leur pernicieuse sottise, nous ne possédons, dans une époque anxieuse comme la nôtre, qu'une seule arme efficace : la vérité. Il nous la faut donc cette vérité, et entière, et quelle qu'elle soit.

Les travailleurs français depuis plusieurs mois ont repris conscience d'eux-mêmes ; ils se rouvrent à l'espérance. Mais ils sentent aussi que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ou jamais ne sera. Pour qu'ils puissent accomplir leur tâche de paix et de justice, il faut avant tout qu'ils voient clair, qu'ils luttent en pleine clarté. Le procès de Moscou barre soudain leur route d'une ombre immense. Cette ombre doit être dissipée ; elle doit l'être au plus tôt.

Ainsi que l'ont demandé déjà divers groupements ouvriers, nous demandons qu'une commission d'enquête internationale, absolument libre, disposant de

tous documents, pouvant faire comparaître tous témoins, soit appelée à examiner publiquement le procès de Moscou, ses origines, sa conduite, ses conclusions, et puisse ainsi se prononcer publiquement sur l'ensemble de l'affaire. Nous demandons simplement la plus élémentaire justice.

Nous nous adressons aux hommes de tous les partis qui se disent dévoués à la libération des travailleurs, à tous ceux, quelles que soient leurs idéologies particulières, qui ne reconnaissent de progrès humain que lorsque sont authentiquement accrues la justice sociale et la dignité de l'homme. Qui d'entre ceux-là refuserait de demander LA VERITE ?

Premières signatures

ALAIN, Jeanne et Michel ALEXANDRE, BARRUÉ, George BATAILLE, Georges BORIS, Louis et Gabrielle BOUËT, André BRETON, Betty BRUNDSCHWIG, CAILLAUD, L. CANCOUET, Félicien CHALLAYE, CHAMBELLAND, CHARBIT, Lucie COLLIARD, Fernand CROMMELYNCK, Germaine DECARIS, DEPREUX, Paul DESJARDINS, Maurice DOMMANGET, Georges DUMOULIN, Camille DREVET, Paul ELUARD, EMERY, Jean GALTIER-BOISSIÈRE, Jean GIONO, GOUDCHAUX-BRUNDSCHWIG, GOUTTENOIRE de TOURY, Daniel GUÉRIN, GUIGUI, HAGNAUER, Georges HUGNET, Lucien JACQUES, JOSPIN, René LALOU, Suzanne LEVY, Andrée LIMBOUR, Pierre LOEWEL, LOUZON, Docteur MABILLE, Victor MARGUERITTE, Marcel MARTINET, Ludovic MASSE, Régis MESSAC, Georges MICHON, Pierre MONATTE, Pierre NAVILLE, Pierre OGOUZ, Henri PASTOUREAU, Magdeleine et Maurice PAZ, Benjamin PÉRET, André PHILIP, Marthe PICHOREL, Georges PIOCH, Henri POULAILLE, Jacques PRÉVERT, Elie REYNIER, Paul RIVET, Jules ROMAINS, Gérard ROSENTHAL, Charles VILDRAC, Maurice WEBER, WEIL-CURIEL, Léon WERTH, Maurice WULLENS, ZORETTI, etc.



Signent aussi : Gaston BERGERY et Georges IZARD, en déclarant que : 1° La ligne politique de leur organisation ne coïncide pas exactement avec les termes de l'Appel, mais que l'essentiel est la conclusion sur laquelle l'accord est complet. 2° S'étant abstenus jusqu'à présent de critiquer le régime intérieur de la Russie, ils jugent nécessaire de poser la question du procès de Moscou parce qu'un tel sujet dépasse les limites de la politique intérieure et qu'il importe à tous les hommes par-delà les frontières.

Nous avons également reçu la déclaration suivante :

« Sans adhérer à tous les termes du présent Appel, nous nous déclarons en complet accord avec le désir de Vérité qui s'y exprime.

« Nous sommes trop respectueux de la personne humaine et de ses droits pour ne pas demander la lumière complète sur le procès de Moscou.

« Nous approuvons entièrement les propositions d'enquête formulées dans l'Appel. »

Marc SANGNIER ; Georges HOOG ; Maurice LACROIX ; Jacques MADAULE ; BETMALE ; GABALDA ; Mme ANCELET-HUSTACHE ; M. DESFOUR ; Paul BOTLER ; A. LEFEVRE ; P. TRICARD-GRAVERON ; Henri CLÉMENT ; Maurice SCHUMANN ; H. ANCELET.

DOCUMENT N° 4

LETTRES DE L. SEDOV A M. MARTINET (*)

16 septembre 1936

Mon cher Martinet,

Il y a longtemps que je n'ai pas eu de nouvelles de vous, il y a d'ailleurs aussi longtemps que je ne vous ai pas écrit. Mais vous vous rendez certainement compte dans quel tourbillon je me trouve après ce procès avec tout ce qu'il y a.

Nous faisons des tentatives désespérées pour recueillir au moins une partie de l'« intelligentsia » française. La fusillade de Moscou a quand même frappé et on pourra je crois atteindre des résultats plus que jamais. Il y a déjà des voix de protestation, mais tout cela est assez déconcerté. Je pense qu'il faut faire un appel et que sous cet appel, il faut réunir le plus de signatures possible. Il y a aussi un appel de divers autres organisations (pivertistes, P. O. I., R. P., etc.). Nous pensons qu'il faut faire un appel assez modéré peut-être même très modéré afin de permettre le plus de signatures possible et cet appel devra avoir comme conclusion et comme revendication immédiate d'après moi, que l'opinion publique prolétarienne, démocratique mondiale doit créer une commission d'enquête qui aura l'autorité nécessaire pour examiner toutes les pièces qu'on lui soumettra, entendra les témoins, etc. Nous pensons qu'il faut centrer sur cette revendication. Quant à la structure de cette commission (personnalités ou représentants des organisations ouvrières) la question d'après moi peut rester ouverte. Cela dépendra de nos succès.

L'appel que nous envisageons devrait porter au départ quelques signatures. Nous avons pensé à vous, à Poulaille, à Challaye, ... Nous nous occupons de le taper, de l'expédier... Mais ce n'est pas nous qui en pourrions avoir l'initiative publique, je m'adresse à vous, mon cher camarade Martinet, pour vous demander de prendre sur vous la rédaction d'un pareil appel et de le signer en premier. Personne ne saura mieux le faire que vous et la tâche de détruire tout cet amalgame ignoble a une telle importance que nous tous qui sommes du mouvement ouvrier ne doutons pas que vous y prêterez votre entier concours.

Si vous êtes d'accord, envoyez-moi le texte le plus vite possible, au besoin des lettres d'accompagnement pour Challaye et les autres afin que l'on puisse partir avec quelques signatures. Nous imprimerons ce texte en tract et chercherons à recueillir quelques signatures.

En touchant les gens avec un texte, on a tout autre possibilité. Nous

(*) Toutes ces lettres, originaux pour celles de Sedov, copie pour celle de Martinet, proviennent du Fonds Marcel Martinet à la Bibliothèque nationale.

pensons, en nous armant de votre texte, faire une offensive très énergique sur tout ce qu'il y a en France d'intellectuels non entièrement pourris. A la fin du texte, il faudrait aussi mettre une adresse pour les adhésions, etc. Qu'en pensez-vous ?

Quant à L. D., il se trouve dans une espèce de camp de concentration privilégié (tout confort) complètement bloqué. Une maison dans une forêt où l'étage inférieur est occupé par 6 à 8 policiers. Mais ce qui est hors de doute pour moi, c'est que dans la coulisse, Staline cherche à aboutir à ce que L. D. lui soit livré. Seule une action d'envergure au sujet du procès lui-même peut améliorer la situation. Il faut agir.

Je serais heureux d'avoir de vos nouvelles à tous les deux et particulièrement de votre état de santé.

Bien cordialement. A vous deux

Léon SEDOV.

19 septembre 1936 ?

Mon cher camarade Martinet,

Je vous remercie beaucoup pour votre mot. Nous attendons avec impatience la réponse de Poulaille qui est l'un des plus utiles — aussi celle de Rosmer, ce qui nous permettra de convoquer enfin le comité d'initiative. Je vous serais très reconnaissant de m'écrire sitôt que la réponse de Poulaille et de Alfred vous parviendront. N'avez-vous pas de nouvelles suggestions ? Nous sommes très impatients de démarrer. Comment convoquer les Alexandre ?

Bien cordialement à vous et aux vôtres

Léon SEDOV.

P.-S. : Je vous ai expédié un Bulletin.

29 septembre 1936 ?

Mon cher camarade Martinet,

J'ai bien reçu votre mot du 23, je vous en remercie beaucoup. Hier, j'ai vu Marguerite, elle est tout à fait disposée de non seulement participer dans le comité, mais aussi d'y travailler effectivement. C'est excellent !

En somme le comité d'initiative est là, on peut partir sur cette base, il faut maintenant convoquer les camarades le plus vite possible. Peut-être pourrais-je vous voir pour quinze vingt minutes quelques jours *avant* cette séance afin de connaître votre avis sur diverses questions qui seront posées ?

Une difficulté a surgi hier. Je m'adresse à vous pour vous demander de nous soutenir de toute votre autorité. Vous vous rappelez que nous avons éliminé Souvarine, que nous avons réfléchi comment éviter que le comité soit interprété comme une entreprise fractionnelle, etc. Vous avez pensé qu'il ne faut pas que quelqu'un de « connu parmi les trotskystes » y soit, en particulier la plupart des « amis » se sont opposés — avec raison — contre moi, en disant que mes liens avec L. D. donneront à ce comité tout de suite une apparence trotskyste, etc. Or Magdeleine Paz nous propose *Dan* ! Et elle a l'air de faire cela *ultimativement*. Dans aucun esprit fractionnel je dois dire que

cela signifierait l'enterrement du comité dès le début. A quoi bon être prudent, éliminer Souvarine, moi-même, Gérard, si l'on met Dan ? Mettre dans ce comité une personne politique si marquée veut dire complètement défigurer le comité, lui donner non un caractère « sans parti », composé de personnalités littéraires, scientifiques, intellectuelles en général veut dire le transformer en comité à Dan, à une entreprise qui sera considérée partout comme étant *mencheviste*, etc. Ainsi — j'en suis convaincu — on tuera le comité, on discréditera le travail avant de l'avoir commencé. S'il était erroné de prendre dans ce comité *qui que ce soit de purement politique et connu*, il est doublement erroné de prendre Dan qui est tout un programme — qui de plus est russe, vieux et éternel ennemi du communisme. Magdeleine Paz nous parle de la riche * (?) documentation de Dan, Dan pousse la sonnette à ce comité, qui s'en occupera comme des autres informations, mais cela [ne] nécessite aucunement la participation de Dan. Je ne doute pas — d'après l'entretien que nous avons eu — que c'est aussi votre avis. Il serait très, très utile, cher camarade, que vous écriviez à M. Paz pour lui dire votre avis, pour l'influencer et renoncer à ce projet. Pouvez-vous lui écrire sitôt que possible, car tout le travail est mis en danger.

Bien cordialement. Votre Léon.

P.-S. : Je considère que si l'on veut faire quelque chose et agir loyalement, il faut renoncer à toute personne politiquement très marquée — à Dan comme à moi (quoique je le suis bien moins que Dan), aux russes en particulier ; que la liaison avec la documentation de Dan, et avec lui-même sera assurée par M. Paz, comme la liaison avec nous par une personne modeste et non connue dans ce comité, et non par nous-mêmes qui sommes « marqués » ! Je ne propose pas de lois exclusives contre Dan, mais les mêmes lois contre moi-même, Souvarine ou un autre, par exemple L. D. Trotsky qui sont dans un cas semblable. Je pense que c'est loyal, et je suis persuadé que ce n'est qu'ainsi que l'on pourra garder le caractère indépendant du comité. L'introduction de Dan est l'enterrement du comité, avant qu'il ait vu le jour. Je crains que Magdeleine Paz a subi une intrigue *via* Maurice Paz-Blum-Dan, mais ce n'est qu'une hypothèse naturellement. J'attendrai impatiemment votre réponse, vous pouvez faire beaucoup plus auprès de M. Paz que nous autres. L.

22 octobre 1936 ?

Cher camarade Martinet,

Merci pour votre mot du 21 courant. Je ne dramatiser pas le cas Peskine, mais cela m'inquiète, et au point de vue d'état d'esprit de certains membres du comité (M. Paz, Peskine lui-même — difficultés possibles dans l'avenir, et du point de vue du temps on vit quand même dans le temps et dans l'espace).

L'histoire Dan-Paz nous a fait perdre presque un mois, si ce n'est pas plus. C'est énorme, cher camarade Martinet, et avec ce rythme, je ne sais si l'on peut faire du travail. Et si tout cela n'est pas « hasard » — comme je le

* C'est une erreur, les menchevistes ne sont pas nombreux, très isolés et faibles. Mais la question n'est pas là (note de Léon Sedov).

crains — de plus grandes difficultés encore peuvent être réservées dans l'avenir.

Si je vous écrit là-dessus — croyez-moi — ça n'est pas l'unique souci qu'une aide soit enfin donnée aux révolutionnaires russes persécutés, et que j'ai la certitude que cela est *possible*, si le comité commence enfin à fonctionner car la première réunion n'est qu'un modeste commencement, il faut adopter un texte, il faut lui donner une large diffusion. Je voudrais bien promettre d'être patient, mais si ce n'est pas le cas — ce sont de nos amis russes — c'est que tout cela me tourmente...

Je crois aussi qu'il faut déjà passer à la seconde phase : élargir le nombre — comité — les participants à ce travail (sans pour autant les convoquer tous à la première réunion), établir les listes, les liaisons les plus efficaces pour toucher ces personnes, etc. Du côté radical (Campinchi par exemple), qui encore ?, Pioch, quelqu'un de la ligue des droits de l'homme, du comité socialiste — (Lenge, Delépine ? qui encore ?)

Du côté littéraire, Sciences, etc. Il faut dès maintenant envisager de préparer tout cela, car c'est la première tâche du comité, qu'en pensez-vous ?

Aussi est-il certain que tous les invités viendront ? (Poulaille, le remplaçant de Monatte ?) à la première réunion, car ils sont si peu nombreux que l'absence de 2 ou 3 fera rater la réunion.

La santé de L. D. s'est considérablement aggravée, il serait même question peut-être d'une opération chirurgicale, d'une opération sérieuse. Ne connaissez-vous pas un *grand* docteur, quelqu'un de talent qui aura un intérêt pour L. D. comme patient c'est-à-dire qui demandera pas cher et qui voudra bien et non « bureaucratiquement » mais de tout cœur examiner L. D. sur place. Je dis un *grand* docteur car plusieurs docteurs l'ont vu mais cela n'a servi à rien, le diagnostic n'est pas jusqu'à aujourd'hui établi...

Il n'est pas facile de penser qu'on est impuissant à aider L. D., même peut-être le sauver.

Bonne poignée de main.
Votre LÉON SEDOV.

DOCUMENT N° 5

LETTRE DE M. MARTINET A TROTSKY

Vendredi 11 novembre 1936

Cher Trotsky, voilà des mois que je veux vous écrire. Et même des années ! Bien souvent, à propos de ce qui se passait ici ou ailleurs, à propos de ce que nous connaissions de votre pensée, j'aurais voulu vous soumettre telle ou telle remarque « pour, ou contre ou à côté » ! Et quand, voilà un an, le bon Wullens me fit connaître son projet de cahier (et m'informa en même temps qu'il ne me demanderait pas mon avis), j'avais commencé par me fâcher, car ces manifestations ne me conviennent guère ! Puis, du moment qu'il était trop tard pour m'opposer à ce projet, je l'avais seulement prié de ne pas m'infliger certains « hommages » que j'aurais considérés comme des outrages, mais lorsqu'il s'adressa à vous — traqué en tant que mainteneur de la tradition d'Octobre — j'ai réellement éprouvé une grande fierté et une grande joie, et rien ne m'a touché autant que votre souvenir et votre salut de camarade.

Et puis les jours ont passé, et nous avons tous (tous ceux qui ne s'étaient pas reniés) subi la honte de la parodie criminelle du « procès ». C'est alors surtout que je devais vous écrire. Je n'ai qu'une excuse de ne l'avoir pas fait. Vous la connaissez je crois ; mon absurde santé qui depuis des années m'a jeté au fossé, me condamnant si cruellement au silence presque absolu en des jours où le silence est déjà lâcheté. Cependant, vous l'aurez su sans doute, j'ai pu alors exprimer publiquement ma pensée, mon dégoût, ma confiance inentamée malgré tout, ma fidélité à la cause des ouvriers qui se confondait ici avec ma fidélité envers vous.

J'ai pensé et je pense encore, et c'est le conseil que j'ai donné autour de moi, que toutes les manifestations loyales contre la dégénérescence dont le procès (qui ne m'avait pas surpris) n'étaient qu'un symptôme, que toutes pouvaient et devaient servir, qu'elles fussent mesurées ou tranchantes, selon les circonstances et le tempérament de chacun. Bien que pour maintes raisons diverses, elles n'aient pas été aussi nombreuses que nous l'aurions souhaité, elles n'ont pas manqué ici, et elles continuent. Il y a eu dans la classe ouvrière un malaise et un trouble certains, que nos « communistes » ne sont pas arrivés à réduire, malgré toute leur hypocrisie et toute leur impudence. Malgré les apparences, l'hégémonie de ces pantins malfaisants n'est pas du tout solide... Quant à nos gendelettres, vous devez les connaître. Alors que j'étais à l'*Humanité*, je n'arrivais pas à en trouver un qui fût à la fois un écrivain et un révolutionnaire prolétarien. Aujourd'hui ils sont quelques milliers d'écrivains, d'« artistes », de « penseurs », etc., dans leurs Maisons de Culture et autres baraques foraines. Cela s'explique aisément. Alors, la révolution se battait, et

ces messieurs possèdent rarement ensemble la perspicacité et le goût du risque (et de la pauvreté). Aujourd'hui, dans l'Etat apparemment confortable qui est né de l'héroïsme et des souffrances de la révolution d'Octobre, ils sont tout de même assez perspicaces pour distinguer qu'on peut être révolutionnaire à bon compte (en banque !). De plus, ces ingénieurs des âmes ont de la chance — si cher à tout petit-bourgeois français — de se sentir en même temps « fils de leurs œuvres ». L'honneur et le profit ! Comment s'étonner qu'ils soient si nombreux ? Mais cela ne durera pas toujours et ce n'est même pas, dès maintenant, si général. Nous avons avec Poulaille et autour de lui, les meilleurs hommes et les plus fermes. Avec Giono, Werth, Vildrac même, des francs-tireurs qu'on ne trompe pas toujours, qu'on n'enchaîne guère durablement. D'autres encore, souvent bien éloignés de nous par l'idéologie comme les idéalistes d'*Esprit* mais qui ont plus d'honneur et parfois de sens ouvrier que tous les prébendiers de l'*H.* (ou Breton et ses amis qu'on trouve toujours au premier rang depuis plus de deux ans) — Et même André Gide, apprenti dans l'atelier des luttes sociales, mais qui semble avoir réussi, malgré tous les pièges et toutes les pressions, à sauvegarder sa liberté...

J'arrête mon bavardage... Je sais quelle magnifique résistance vous opposez à la ruée universelle. Je souhaite seulement que la santé — vos deux santé, à N. T. et à vous — ne flanche pas. Ensuite que les barrières qui vous « protègent » vous protègent en effet, mais vous laissent respirer et se desserrent un jour.

Fraternellement à vous. Marcel MARTINET.

DOCUMENT N° 6

LETTRE DE PIERRE NAVILLE A HERBERT SOLOW (*)

Paris 1^{er} mars 1937

Cher camarade Solow,

Je réponds tout de suite à votre lettre du 15.

1) Je transmets votre lettre au secrétariat du comité. Je suis stupéfait (astonished) qu'il ne vous ait pas envoyé le Bulletin et les circulaires qui vous montreront son activité. Je réponds donc brièvement à vos questions, et je pense que Gérard Rosenthal, who acts as secretary du Comité, vous répondra d'urgence plus en détails.

2) Tenez en compte que *a*) nous agissons ici pour animer le comité comme *parti trotskyste indépendant*, c'est-à-dire que cela crée de nombreux obstacles avec les sympathisants ; *b*) les staliniens sont *le plus fort* parti politique de France (300 000 membres, tirage quotidien de l'Humanité : 300 000 ; et maintenant an evening daily paper, « Ce soir ».

C'est pourquoi le travail a commencé en groupant d'abord des groupes « sympathisants » (syndicalistes, socialistes de gauche, etc.). Les grandes personnalités sont beaucoup plus réticentes, largement à cause des intrigues de l'ambassade russe.

3) Vos questions :

Sont membres du Comité :

— des *individualités*

— des *organisations*.

Individualités : 2 membres of our party: *Gérard Rosenthal*, b. 1. oppositionnist since 1927, *A. Limbour*, a young woman, teacher. Les deux agissent comme secrétaires d'organisation avec Marguerite Rosmer.

Marguerite Rosmer — collabore très loyalement avec nous.

Martinet (Marcel) — écrivain, syndicaliste, hostile au bolchevisme, mais loyal.

Monatte — Collabore avec une certaine hostilité contre nous.

André Breton, écrivain surréaliste, collabore très loyalement avec nous, mais politiquement peu clair.

Victor Serge — collabore par correspondance. Conciliateur.

Magdeleine Paz et Marcel Fourier, collaborent dans le but de saper *notre* influence au bénéfice de Blum et Cie. M. Paz très active.

Jean Giono, écrivain, ancien communiste, dégoûté de la politique militariste du P. C.

Georges Michon et M. Alexandre. Teachers. Appartiennent au courant pacifiste du « Comité de Vigilance des Intellectuels » (Paul Rivet). Collaborent modérément.

André Philip, député socialiste, Blumiste et pacifiste, chrétien et partisan de de Man.

(*) Papiers Solow, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University.

Tous les autres partisans du comité sont inactifs. Vous en trouverez la liste complète dans le Bulletin que je vous fais envoyer.

4) Jusqu'à présent, il y avait dans le comité une certaine lutte pour arracher le contrôle à notre parti et le transmettre aux blumistes. L'argument était : « il ne faut pas apparaître comme *trop* trotskystes »...

5) Au début, le comité a surtout fait une campagne pratique et *politique* contre les attaques staliniennes. *En réalité, c'est le P. O. I. qui a organisé tout le travail.*

On a fait à Paris deux grands meetings (en lisez-vous pas *La Lutte ouvrière* ?) Un de 2 500 personnes en décembre. Un de 3 000 pendant le 2^e procès. Le P. O. I. a fait tout seul, à la Salle Wagram, un meeting de 2 500 personnes pour répondre à Radek, Cachin, etc. Le comité a fait un meeting à Lyon (1 500 assistants) et en organise à Marseille, Toulon, Lille, Bordeaux (ce sont les cellules du P. O. I. qui organisent). On a porté déjà la contradiction dans plus de 20 meetings du P. C. (à Lyon, devant 2 000 personnes, à Dôle devant 2 000, à Paris, etc.). On fait des petites réunions pour les usines.

6) Maintenant, le comité va se transformer en *Commission préliminaire d'enquête*, pour examiner les procès et donner des conclusions. Tous les résultats seront transmis à New York.

7) Aucun syndicat n'adhère au comité (parce que la majorité des syndicats est dirigée par les staliniens ou par les vieux réformistes). Nous devons lutter dans les syndicats contre l'exclusion.

8) Nous avons des relations en Europe avec le comité anglais et tchèque. En Belgique un comité est en préparation, et en Suisse et en Hollande. En Espagne, le P. O. U. M. ne veut pas agir à cause de la situation politique.

9) Nous n'avons pas eu de démission.

10) Gide n'est pas adhérent du comité et ne veut adhérer à aucun comité. Il collabore « clandestinement », mais son action intellectuelle est plus efficace que celle des 3/4 des membres du comité. *Gide écrit un deuxième livre sur l'U. R. S. S.*, plus radical que le premier. Peut-être acceptera-t-il de participer à la Commission d'enquête.

11) *Je vous propose de demander que le comité américain soit officiellement constitué comme comité « Central » internationalement.* Cela faciliterait le travail. C'est à NY que devraient être en fin de compte centralisés tous les documents et aussi édité un Bulletin international. Cette solution serait satisfaisante étant donné l'instabilité extraordinaire de la situation en Europe, et le fait que L. D. est maintenant sur le nouveau continent.

12) Nous avons reçu des salutations et résolutions en faveur de L. D. votées par les ouvriers *indochinois* à Saïgon et Hanoi. Aussi du Brésil.

13) Je pense que vous êtes en relations étroites avec *Mexico*, car nous avons envoyé là-bas de nombreux documents importants. Nous vous en enverrons désormais toujours le double.

14) Au sujet du livre de Gide. Il m'a dit qu'il avait un contrat avec Miss Bussy, qui l'obligeait à lui donner ses traductions. En tout cas, *il fallait m'envoyer d'urgence votre traduction !* Car Gide connaît très bien l'anglais et certainement ne laissera pas publier une traduction sans la lire avant. Envoyez-moi la traduction ! Je lui parlerai encore de la traduction (*).

Fraternally

P. NAVILLE.

(*) Please, sent ALL the publications issued by the Committee to André Gide, 1 bis rue Vaneau, Paris 7^e. Very important.

David VOGELSANGER

Tentative de contre-procès à Bâle (1)

ON sait que Trotsky, pendant les procès de Moscou, chercha à réfuter devant une commission internationale les absurdes accusations du procureur stalinien Vychinsky contre les vieux-bolcheviks, et en particulier contre lui-même et son fils Léon Sedov. Après le premier procès contre les « seize » (Zinoviev, Kamenev, Smirnov et les autres) en août 1936 dans lequel, comme dans les procès suivants, Trotsky et Sedov figuraient parmi les principaux accusés, l'idée apparut de créer une commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier. Cette commission devait disposer amplement de documents et témoignages détaillés, car les accusations absurdes de Vychinsky contre les bolcheviks étaient inventées de toutes pièces. Cependant, la mise en place d'une telle commission se heurtait sans cesse à de nouvelles difficultés et elle ne fut mise sur pied qu'au printemps 1937 — après le deuxième procès. Sous la présidence du pédagogue libéral John Dewey et avec la collaboration de personnalités éminentes du mouvement ouvrier américain et européen (Carlo Tresca, Otto Rühle, Alfred Rosmer) elle établit, au cours de minutieuses audiences à la « maison bleue » de Diego Rivera à Coyoacán et dans les séances plénières de New York l'inconstance des accusations.

Mais à l'automne 1936 la création d'une commission semblait une perspective toujours plus lointaine et Trotsky, dans son exil norvégien, commença à s'impatienter. Il envisagea la méthode nouvelle de porter plainte en diffamation contre les organes de presse staliniens et leurs responsables à Paris, à Prague, en Belgique, en Hollande et en Catalogne où Andrés Nin était alors ministre de la justice de la Généralité. La fermeté inattendue du très réactionnaire Conseil fédéral suisse à l'égard de l'Allemagne nazie dans l'affaire de l'enlèvement du journaliste de gauche

(1) David Vogelsanger, de Zurich, a soutenu en 1979 devant la Faculté de Philosophie I de l'Université de Zurich, un travail de licence intitulé *Der Trotzkismus in der Schweiz* (Le Trotskysme en Suisse) 1930-1942. L'article ci-dessus, rédigé pour les *Cahiers Léon Trotsky*, a été traduit de l'allemand par Antoine Thivel.

allemand Berthold Jacob (2) l'amena bientôt à donner sa préférence à un procès en Suisse puisque les gouvernements de divers autres pays cherchaient par égard pour l'U. R. S. S. à empêcher un tel procès. Jacob — un des hommes qui connaissaient le mieux le réarmement allemand — avait été enlevé à Bâle par la Gestapo et emmené en Allemagne, mais la Suisse avait forcé Hitler à le restituer. Le 2 octobre 1936, Trotsky écrivait à son avocat et disciple parisien Gérard Rosenthal (3) :

« Le gouvernement de Berne a montré dans l'affaire du journaliste allemand B. Jacob qu'il sait défendre son indépendance et sa dignité contre un grand Etat. Hitler a dû capituler. On ne peut pas s'attendre à une pression brutale du gouvernement de Berne contre ses propres juges. Réfléchissez-y. Dans des cas pareils, il est parfois préférable d'avoir affaire avec un gouvernement "conservateur" qui sait ce qu'il veut qu'avec un gouvernement "socialiste" qui a peur de sa propre ombre (4). »

Cette dernière remarque visait évidemment le gouvernement norvégien qui avait fait interner, le 2 septembre, Trotsky et sa femme, et dont le ministre de la justice, Trygve Lie — futur secrétaire général de l'O. N. U. — s'appuyant sur un décret pris spécialement par le gouvernement pour apaiser l'U. R. S. S. après une démarche de son ambassadeur —, avait, le 29 octobre, interdit à Trotsky toute démarche en justice sans son autorisation, en Norvège et, quelques jours plus tard, à l'étranger également (5).

Il ressort d'une autre lettre à Gérard Rosenthal, du 30 octobre, qu'à cette époque déjà Trotsky s'était assez fermement décidé pour un procès en Suisse :

« Toutes les conditions indiquent la Suisse comme le pays où on pourra faire le procès sans entraves. Prenez vos renseignements, s. v. p. Nous sommes bien handicapés, c'est juste. Mais n'importe. Nous dirons le dernier mot et il sera décisif (6). »

Entre-temps, il avait chargé son fils Liova, à Paris, de s'occuper du procès en Suisse (7). Dès le 29 octobre, Liova s'adressa à Walter Nelz,

(2) Berthold JACOB (1898-1944), journaliste à *Weltbühne* et pacifiste, était connu pour les campagnes qu'il avait également menées contre le Kronprinz et les terroristes de droite. C'est en 1935 que se situe l'affaire à laquelle Trotsky fait allusion dans sa lettre. Berthold Jacob fut finalement livré à la Gestapo en 1941 par les autorités portugaises.

(3) Gérard ROSENTHAL (né en 1903), membre de l'opposition depuis 1927, dirigeant du P. O. I., était l'avocat de Trotsky en France.

(4) Gérard ROSENTHAL, *Avocat de Trotsky*, Paris, 1978, p. 163 sq.

(5) Isaac DEUTSCHER, *Le prophète hors-la-loi, 1929-1940*, Paris, Julliard, 1955, p. 400 sq. ; Jean VAN HEIJENOORT, *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Paris LN, Maurice Nadeau, 1978, p. 134 sq.

(6) ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 164.

(7) DEUTSCHER, *op. cit.*, p. 489.

à Zurich, qui était l'un de ses amis. Nelz, né en 1909, cofondateur de l'Opposition de gauche du parti communiste suisse en 1931 et du groupe « Action marxiste de Suisse » (M. A. S.) en 1933, avait rendu visite à Trotsky à Saint-Palais à l'été 1933. Le 16 septembre 1936, il lui avait envoyé en Norvège un rapport sur les activités de la section suisse, le M. A. S., concernant le procès des seize (8).

Voici la lettre de Liova à Nelz :

29-10-1936

Cher Nelz,

Merci beaucoup pour ta lettre et ton travail. Maintenant, une affaire très urgente :

Pourrais-tu, le plus tôt qu'il te sera possible, venir à Paris pour une journée ? Il s'agit de quelque chose d'extrêmement important et de strictement confidentiel. Fais ton possible. S'il t'est absolument impossible de faire le voyage, donne-moi une adresse sûre. Urgent !
Meilleures salutations.

S.

Le contact eut lieu et le M. A. S. créa une commission qui prit en charge les préparatifs. Elle était formée de Nelz, de Frank Weiss, membre du M. A. S., étudiant en droit à Bâle, né en 1913, ainsi que d'un ouvrier, Oreste Fabbri, exclu du P. C. suisse, qui était également membre du M. A. S. à Bâle (9). Nelz reçut de Trotsky une procuration pour le procès :

Cher camarade Nelz,

Je vous charge expressément d'entreprendre toutes les démarches que vous jugerez utiles pour obtenir des tribunaux suisses que justice me soit rendue concernant les calomnies contre moi dans la presse stalinienne.

Voulez-vous, s'il vous plaît, faire le nécessaire auprès de l'avocat en qui vous placez votre confiance ?

Tout à vous :

LÉON TROTSKY (10).

(8) Nous avons trouvé copie de la lettre accompagnant ce rapport (Walter Nelz à Trotsky, Zurich, 16 septembre 1936) aux Archives fédérales suisses (BuA) dans les actes du procès devant le tribunal militaire contre les trotskystes suisses en 1942. C'est également le cas des documents suivants, en particulier des deux lettres de Trotsky et Léon Sedov.

(9) Frank WEISS (né en 1913), fils d'instituteur, avait été en contact en 1932 à Berlin avec le S. A. P. et le vieux militant du K. P. D. Hermann Duncker, dont le fils, Wolfgang, avait épousé sa sœur. Membre du groupe des étudiants marxistes à Bâle, puis du M. A. S. et du parti socialiste dans lequel les membres du M. A. S. étaient entrés à l'automne 1934 après une lettre de Trotsky recommandant cette décision à ses camarades bâlois. Dès août 1936, Weiss avait dirigé le groupe à Bâle. Oreste FABBRI (1905-1966), tailleur de pierres à Bâle, avait participé à la fondation de l'Opposition de gauche dans cette ville.

(10) Publié dans *Trotsky Alledem!* (Malgré tout !), organe du M. A. S., 2^e a. n° 3, février 1937. Sans date.

A Noël 1936, une camarade du M. A. S., Marianne Kater (11) rencontra deux fois Sedov à Paris, une première fois dans un restaurant du boulevard Saint-Michel, plus tard au café Napoli près de la gare Montparnasse, pour discuter des préparatifs du procès. On organisa pour le mois de janvier une rencontre entre Sedov et les Suisses, essentiellement l'avocat (12). Comme lieu du procès, la commission du M. A. S. avait choisi le tribunal correctionnel de Bâle-ville. Ce qui avait emporté la décision, c'est le fait que paraissaient à Bâle aussi bien le *Freiheit*, organe du P. C. suisse (KPS), qui avait remplacé à l'automne 1936 le *Basler Vorwärts* et le *Kämpfer* paraissant à Zurich — que le *Rundschau*, organe en langue allemande qui avait pris la succession de l'*Internationale Pressekorrespondenz* (Inprekorr) du Comintern. De plus, la revue *Die Kommunistische Internationale* devait également être poursuivie. Le Dr Erwin Strobel, juriste bourgeois de Bâle, fut choisi comme avocat. Il mit au point avec les camarades du M. A. S. un acte d'accusation contre le président du Comintern, Georges Dimitrov, héros du procès de Leipzig sur l'incendie du Reichstag en 1933, contre les rédacteurs en chef de *Freiheit*, *Rundschau*, *Kommunistische Internationale*, dont les fonctionnaires du K. P. S., Jules Humbert-Droz, membre du comité exécutif du Comintern et de son présidium pendant les années vingt — ami intime de Boukharine — et Marino Bodenmann (13), et enfin contre le directeur de l'imprimerie des syndicats de Bâle, propriété du parti communiste.

Après un échange de lettres assez long entre Zurich, Bâle et Paris, Nelz fut en mesure — dans une lettre datée du 14 janvier 1937, vraisemblablement adressée à Klement — de fixer le rendez-vous où l'on devait arrêter les dispositions définitives pour le procès :

(11) Marianne KATER (né en 1906) était socialiste depuis 1926 et avait rejoint en 1931 l'opposition de gauche du P. C. de Suisse sans adhérer à ce dernier.

(12) Lettre de Marianne Kater à Walter Nelz, Davos, 10 décembre 1937 (BuA).

(13) Georgi DIMITROV (1882-1949), socialiste en 1902, était en 1909 membre de la direction du parti social-démocrate bulgare des « tesnjaki » proche des bolcheviks et secrétaire général de la fédération révolutionnaire des syndicats bulgares. Député en 1913, il fut l'un des fondateurs puis des dirigeants du P. C. bulgare. A partir de 1923, il avait travaillé dans l'appareil de l'I. C. et était passé en 1929 dans son appareil clandestin, devenant secrétaire à Berlin du bureau d'Europe occidentale. Accusé d'avoir participé à l'incendie du Reichstag, jugé à Leipzig, il avait été acquitté après une grande campagne internationale et une attitude très offensive. Revenu en U. R. S. S. en février 1934, il était devenu en 1935 secrétaire général de l'I. C. Jules HUMBERT-DROZ (1891-1971), pasteur protestant, pacifiste pendant la guerre, avait été l'un des fondateurs du P. S. en Suisse et occupé d'importantes responsabilités dans l'appareil de l'I. C. Depuis 1931 il avait repris l'activité à la tête du P. C. suisse. Marino BODENMANN (1893-1964), employé de commerce, avait rejoint le P. C. à sa fondation et milité dans ses Jeunesses. Il avait été élu au C. C. puis au B. P. en 1925. Rétrogradé en 1930, il était l'un des deux députés du parti, membre de son C. C. et rédacteur en chef de son journal.

« Rendez-vous la semaine prochaine [...] Nous nous retrouvons (la commission suisse, le Dr Strobel et Sedov — D. V.) jeudi prochain 21 janvier à dix heures (heure suisse) c'est-à-dire neuf heures (heure française) à Mulhouse dans le hall de l'hôtel du Parc (le meilleur hôtel de l'endroit). Mulhouse est sûr. Nous ne pouvons pas aller plus loin en France. Le mieux serait peut-être que S. arrive le soir du mercredi et loue à l'hôtel du Parc une chambre où nous pourrions être tranquilles (14). »

Le 20 janvier, la veille du rendez-vous à l'hôtel du Parc de Mulhouse, Liova se décommanda par un télégramme aux Suisses. On ne sait s'il se sentait tout simplement malade ou s'il redoutait un piège du G. P. U. (15). Si ce fut pour cette dernière raison qu'il décommanda le rendez-vous avec l'avocat et les camarades du M. A. S., son soupçon n'était que trop justifié. Le 4 septembre 1937 en effet, Ignace Reiss, de son vrai nom Poretski, fut assassiné à Chamblandes, près de Lausanne, par le G. P. U. Haut-fonctionnaire du G. P. U., il avait rompu avec le parti en écrivant de Paris, le 17 juillet, une lettre au C. C. du P. C. U. S. et avait pris contact avec la IV^e Internationale. Puis il s'était caché avec sa femme et son fils à Finhaut, dans le Valais, jusqu'au jour où le G. P. U. l'attira hors de Finhaut et l'assassina. Prirent part, entre autres, à l'assassinat de Reiss, Gertrud Schildbach, Charles-Etienne Martignat, Roland-Jacques Abbiate (« François Rossi ») et l'enseignante suisse Renata Steiner, de Zurich, tous au service du G. P. U. Les vrais instigateurs de ces gens étaient les agents du G. P. U. Spiegelglass et Sergei Efron, à Paris. Renata Steiner n'avait pas assisté au meurtre, mais avait loué à Berne une auto pour le compte de la bande. Elle fut arrêtée à Berne quelques jours après. Son interrogatoire par la police suisse révéla notamment que le G. P. U. avait déjà espionné Liova, à l'été 1936, à Antibes, dans une pension de famille où il passait quelques jours de vacances. Renata Steiner cherchait à le persuader d'aller faire des promenades en bateau trop loin en mer ! Plus tard ce groupe loua, à Paris, rue Lacretable, un appartement dans la maison voisine de celle de Liova. Renata Steiner, qui devait être condamnée en 1938 à huit mois de prison à Lausanne pour avoir fourni à l'étranger des renseignements politiques — on ne pouvait rien prouver d'autre contre elle —, retrouva devant la police suisse des souvenirs précis de ce rendez-vous de Mulhouse. Elle déclara que le groupe des futurs assassins de Reiss avait eu connaissance des circonstances précises de la rencontre entre les Suisses et Sedov et avait attendu ce dernier pendant trois jours à Mulhouse. Il est vraisemblable qu'il aurait été assassiné là à cette date.

(14) D'après un montage d'extraits de lettres vraisemblablement effectué par Rudolf Klement après l'assassinat d'Ignace Reiss (BuA).

(15) Walter Nelz se souvient d'une maladie de Sedov, Frank Weiss d'un télégramme dans lequel il disait que le G. P. U. était « sur ses traces ».

En ne venant pas, il sauva sa vie pour un an encore, jusqu'au moment où le G. P. U. finit par atteindre son but (16).

C'est donc après l'assassinat de Reiss que Liova découvrit — au moins partiellement — l'enchaînement des faits. Il s'ouvrit à Nelz de ses soupçons : quelqu'un, à Bâle, avait dû livrer au G. P. U. le renseignement sur la rencontre de Mulhouse. Le M. A. S. commença une enquête. On soupçonna la sœur et secrétaire de l'avocat Strobel, qui était liée avec des cercles du parti communiste. Finalement, le groupe supposa même qu'il y avait un mouchard au sein du M. A. S. lui-même. Un camarade avait autrefois travaillé pour le service de renseignements militaire de l'Union soviétique. Un autre avait rencontré à Paris un homme suspect à cette époque. Tous deux étaient maintenant soupçonnés d'être éventuellement agents du G. P. U.

Après l'assassinat de Liova, le 15 février 1938, le M. A. S. redoubla d'ardeur dans la recherche d'un agent du G. P. U. dans ses rangs, ce qui ne favorisait évidemment pas l'ambiance de ce petit groupe (17). Comment le G. P. U. avait-il appris le lieu et l'heure du rendez-vous du 21 janvier, que Sedov lui-même n'avait appris que le 15 ou le 16 au plus tôt ? La solution de cette énigme était beaucoup plus simple. Marc Zborowski (« Etienne ») jouissait de la totale confiance de Liova. Seuls Henk Sneevliet et Pierre Naville nourrissaient à son endroit des soupçons — sans avoir de preuves. Trotsky lui-même prenait la défense de cet agent sans scrupules. Son triste rôle ne fut révélé que par ses déclarations devant le comité judiciaire du Sénat américain le 19 février 1956. Il n'y a aucun doute : ce fut Etienne qui livra au G. P. U. le rendez-vous de Mulhouse, et c'est bien en vain que, selon toute apparence, le M. A. S. chercha un mouchard dans ses rangs.

Les préparatifs du procès avançaient cependant. Le médecin zurichois, anarcho-syndicaliste, Fritz Brupbacher (18), raconta à cette époque à un

(16) Voir *Rapport du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale suisse concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec les événements de la guerre de 1939-1945, troisième partie*, du 21 mai 1946, p. 19 sq. ; G. ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 268 sq., 240 sq. ; Gérard ROSENTHAL & Jean ROUS, *Note pour Monsieur le Juge d'Instruction et pour Messieurs les Experts* ; Elisabeth K. PORETSKI, *Les nôtres. Vie et mort d'un agent soviétique*, Paris, Denoël, Lettres nouvelles, 1969, p. 265-296. Georges VEREEKEN, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, Paris, 1975, p. 286 sq.

(17) Lettre de Walter Nelz à Frank Weiss, Zurich, 8 novembre 1937 et 21 juillet 1938, BuA.

(18) Fritz BRUPBACHER (1874-1945), médecin zurichois, anarcho-syndicaliste passé au communiste, membre du conseil communal de Zurich et de la direction du P. C. zurichois, avait été exclu du P. C. S. en 1932 et était revenu à l'anarcho-syndicalisme.

membre du M. A. S. — détail caractéristique s'il en est — une rencontre qu'il avait eue à Paris avec le propagandiste du Comintern Willi Münzenberg (19), qu'il connaissait bien pour avoir passé un certain temps avec lui à Zurich pendant la guerre. Münzenberg lui avait dit confidentiellement que ni lui ni les chefs du P. C. suisse Bodenmann et Humbert-Droz — plus tard secrétaire du parti social-démocrate suisse — ne croyaient un traître mot de ce qu'ils disaient de Trotsky aux ouvriers. Comme il ne se fiait pas entièrement à Brupbacher, qui avait été exclu du P. C. en 1933, il avait ajouté qu'il démentirait avoir fait cette déclaration au cas où Brupbacher l'utiliserait (20). Le texte de la plainte que le Dr Strobel avait mis au point avec la commission du M. A. S. devait être déposé le 8 février 1937 au tribunal correctionnel de Bâle. Cependant l'avocat fut soumis à des pressions des cercles bourgeois et en particulier de son propre parti, le parti radical-démocrate : à la dernière minute, il résigna son mandat. Il se justifiait ainsi dans une lettre à Nelz :

Bâle, 23 février 1937

Monsieur,

Je vous donne volontiers les raisons pour lesquelles j'ai réexaminé le mandat que vous m'aviez proposé d'instruire à Bâle un procès pour atteinte à la réputation de M. Léon Trotsky. J'ai préparé le matériel qui m'a été soumis, mais j'ai souhaité éviter que le procès aille plus loin non pas parce que l'affaire n'aurait eu aucune chance d'aboutir, mais à cause des très vastes conséquences politiques qu'il me faut prendre en considération.

Avec l'expression de mes sentiments distingués.

Dr Erwin STROBEL (21).

Entre-temps, pour Trotsky, qui se trouvait au Mexique depuis janvier 1937, le procès de Bâle était passé au second plan par rapport à la commission Dewey qui s'était enfin mise en place, comme il s'en explique clairement dans une circulaire adressée aux différents camarades engagés dans la campagne contre les procès de Moscou. Cette lettre, que nous publions ci-dessous pour la première fois, était adressée à Nelz (Ost), Erwin Wolf (Braun), Walter Held, l'écrivain tchécoslovaque révolutionnaire et expressionniste Hugo Sonnenschein (Sonka) et l'ancien député au Reichstag et dirigeant de l'Opposition de gauche allemande Anton Gryle-

(19) Willi MÜNZENBERG (1889-1940), allemand résidant en Suisse, y avait dirigé pendant la guerre le bureau international des jeunes socialistes, proche des bolcheviks, et avait été ensuite un des fondateurs de l'Internationale des jeunes communistes. Il avait été ensuite affecté au secours ouvrier international puis s'était consacré à l'organisation de la gigantesque entreprise de presse, cinéma, etc. qu'on appelait « Trust Münzenberg ». On connaissait ses désaccords avec la « ligne » de l'I. C. et sa détermination de ne pas rompre.

(20) *Trotz Alledem*, 2^e a. n^o 3, février 1937.

(21) *Ibidem*.

wicz (Zeman) (22). Cette lettre fut dictée à Coyoacán à Jan Frankel le jour même de son arrivée (23).

19 février 1937

Chers Amis,

Je vous adresse ci-joint une copie de ma lettre au Dr Jan Adler à Prague. Tous les arguments que j'y développe concernent également, sous une forme un peu atténuée peut-être, le procès qui doit s'ouvrir prochainement en Suisse. *Dans la situation actuelle, qui nous est extrêmement favorable, nous n'avons aucunement le droit de nous exposer, aussi peu que ce soit, au danger de manquer notre affaire.* Nous avons à présent les meilleurs atouts en main. Nous ne devons plus être aussi impatients qu'à l'époque de mon internement en Norvège. Chaque semaine qui passe renforce nos positions (à condition naturellement que nous travaillions de toutes nos forces). Les crapules staliniennes de Suisse et d'ailleurs en prendront pour leur grade. Ces messieurs devront seulement patienter quelque peu. Nous allons démasquer les grands « chefs » dans toute leur infamie. Ensuite ce sera le tour des laquais. Une démarche inverse serait erronée du point de vue politique, tactique et juridique. Je suis certain que notre avocat suisse, le Dr Strobel sera d'accord avec mon estimation de la situation nouvellement créée. Je lui écris d'ailleurs directement.

Chers amis, je me représente fort bien tous les efforts qui ont été accomplis jusqu'à présent pour mettre en train ce procès. Il est toujours difficile d'enrayer l'automatisme de son propre travail. Mais il faut s'orienter à partir des éléments principaux d'une situation d'ensemble et non à partir de considérations et d'impressions secondaires. *Grâce à la commission d'enquête américaine nous avons la certitude absolue d'avoir gain de cause.* Ensuite nous pourrions tranquillement et tenacement continuer jusqu'à ce que nous ayons discrédité le dernier diffamateur dans le dernier recoin de la planète. Mais cela veut dire aujourd'hui qu'il faut freiner les procès en Europe, concentrer toute l'attention sur New York et Mexico et adresser à moi-même et au comité new-yorkais tous les documents et témoignages sous une forme inattaquable et notariée. On peut dire avec certitude que nous

(22) Sur Nelz, voir ci-dessus, p. 111 ; sur Erwin WOLF (1902-1937) voir l'article de P. BROUÉ « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky*, n°1, p. 76-79 ; sur Heinz EPE dit Walter HELD (1910-1941), *ibidem*, p. 79-84. Hugo SONNENSCHHEIN, dit SONKA (1890-1953), écrivain expressionniste avait été, en tant que dirigeant du groupe de langue allemande de Tchécoslovaquie, l'un des fondateurs du parti communiste de ce pays, délégué au 2^e congrès de l'I.C. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche et vivait à Prague depuis 1934. Il y avait fondé en 1936 le comité pour le droit et la vérité qui organisait la campagne contre le procès de Moscou. Sur Anton Grylewicz, dit Zeman, voir ci-dessous, p. 123.

(23) Jan Frankel (cf. n. 6, p. 49) venait de rejoindre Trotsky à Coyoacán où il fut son premier secrétaire capable de prendre les lettres dictées en allemand.

remporterons prochainement sur le sol américain notre plus grande victoire politique. Il suffit d'être tenace, précis et rapide dans le travail ! Naturellement, cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à toute activité en Europe. Bien au contraire. Pour les futurs procès en Tchécoslovaquie, en Suisse, etc., il est de la plus grande importance de préparer l'opinion publique. Cela signifie en premier lieu publier les documents les plus importants dans les langues respectives. Par exemple, je me réjouirais beaucoup si l'on pouvait faire paraître très prochainement mon discours de New York (non tenu, ou plutôt à moitié tenu) en français, allemand et tchèque.

Avec mes salutations les plus chaleureuses.

L. TROTSKY (24). »

Isaac Deutscher écrit que Trotsky, dans trois lettres des 24 février, 5 et 16 mars 1937, s'est plaint à Liova que celui-ci, malgré le caractère pressant des préparatifs pour les audiences de la commission Dewey, continuait à s'occuper du procès en Suisse. Trotsky menaçait son fils de lui couper les finances et parlait même de confier ce travail à Pierre Naville. Deutscher affirme que Liova ignorait complètement que son père avait décidé entre-temps de donner la priorité à la commission Dewey. Cette interprétation est manifestement fautive. La circulaire de Trotsky du 19 février, exprimant clairement son opinion, est datée du 17, alors que la première des lettres mentionnées par Deutscher est du 24 et la dernière du 16 mars. Même en tenant compte des incertitudes des relations postales entre Mexico et Paris, on doit en conclure que la seconde et la troisième lettre au moins sont parvenues à Liova après la circulaire (25).

Pendant les camarades du M. A. S. eux-mêmes ne voulaient pas encore « arrêter le mécanisme de leur propre travail », comme Trotsky le leur avait demandé. Le 1^{er} mars, ils déposèrent devant le tribunal correctionnel de Bâle la plainte que le Dr Strobel avait pratiquement terminée. Mais, peu après, le président du tribunal suspendit de nouveau la procédure en arguant qu'il manquait une réquisition de Trotsky en bonne et due forme. La simple procuration confiée à Nelz ne fut pas reconnue valable (26). Nelz introduisit un recours auprès de la cour d'appel de Bâle-ville contre cette décision. Mais le recours fut rejeté le 27 avril pour le même motif qu'en première instance : on ne mentionnait dans la procuration ni les inculpés ni les articles incriminés. On renonça alors à faire appel devant le Tribunal fédéral parce qu'il apparaissait désormais clairement que le M. A. S. avait abouti à ce résultat que Trotsky ne s'intéressait plus à la poursuite du procès. Et même après la conclusion des travaux de

(24) BuA, publiée ici pour la première fois.

(25) DEUTSCHER, *op. cit.*, p. 490, n. 1. Les lettres à Léon Sedov — excepté quelques unités saisies ou copiées par la police française — se trouvent dans la partie encore fermée des archives Trotsky à Harvard.

(26) Frank Weiss, de Bâle, mit Trotsky au courant de cette situation dans une lettre du 21 mars 1937 (BuA).

la commission Dewey à New York, la procédure ne fut pas reprise, alors que cela aurait été possible à Bâle sur une simple procuration détaillée émanant de Trotsky (27).

Avec le recul du temps, il faut regretter que le projet d'un contre-procès en Suisse contre les procès de Moscou n'ait pas été poussé plus loin, malgré les réticences de la justice helvétique. Si un tribunal suisse avait affirmé officiellement, en 1937, que les accusations de la bureaucratie stalinienne contre les vieux bolcheviks étaient mensongères, cela aurait sans doute bien mieux réveillé le prolétariat européen que le verdict de la commission Dewey qui était un organisme privé, composé de personnalités certes très respectables mais peu connues en dehors des Etats-Unis. Les assassinats de Hans Freund (Moulin) (28), Erwin Wolf, Kurt Landau, Andrés Nin, Ignace Reiss, Léon Sedov et Rudolf Klement, dans l'année même et l'année suivante, montrèrent que le stalinisme faisait déjà passer, jusqu'en Europe occidentale, son combat contre le mouvement trotskyste du stade des calomnies à celui de la terreur physique. Des plaintes en diffamation devant des tribunaux bourgeois n'étaient plus dès lors un moyen de défense approprié.

(27) *National-Zeitung* (Basel), 10 mai 1937, Service d'information et de presse édité par le S.I. pour la IV^e Internationale n° 19/20, Paris, juin 1937 ; *Trotz Alledem*, n° 4/5, mars/avril 1937.

(28) Sur Hans FREUND, dit MOULIN (1912-1937), voir page 135.

DEUXIÈME PARTIE

Procès manqués



René REVOL

Procès de Moscou en Espagne

LA publication des livres de Julián Gorkin et d'Andrés Suárez (1) a apporté une documentation précieuse sur la répression stalinienne en Espagne républicaine en 1937 et 1938 et particulièrement sur la préparation et le déroulement du procès des dirigeants du P.O.U.M. (2). Gorkin en a été l'un des principaux accusés et son témoignage n'en a que plus de valeur. Il confirme et élargit les analyses et les conclusions exposées dès 1938 par le P.O.U.M. dans une brochure que reproduit justement Andrés Suárez à la suite d'un long préambule.

*
**

LE premier intérêt de ces ouvrages est de rappeler au lecteur l'ampleur de la répression stalinienne, la plus importante, sans aucun doute, de celle qui s'est abattue en ces années sur l'avant-garde révolutionnaire en

(1) Julián GORKIN, *El Proceso de Moscú en Barcelona. El Sacrificio de Andrés Nin*, Barcelone, Aymá, 1973, 300 p. Andrés SUAREZ, *El Proceso contra el P.O.U.M. Un episodio de la Revolución española*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974. Julián GARCÍA GÓMEZ, dit GORKIN (né en 1912), avait été membre du P.C.E. et délégué à son 6^e congrès avant de diriger à Moscou la sous-section espagnole de l'exécutif de l'I.C. Il était également rédacteur en chef de son organe, *La Verdad*. Exclu en novembre 1929, il collabora quelque temps avec l'Opposition de gauche puis, à travers l'Agrupación comunista de Madrid, se rapprocha de Joaquín Maurín et du Bloque Obrero y Campesino. Il était secrétaire international du P.O.U.M. depuis la fondation de ce parti en septembre 1935. Condamné au procès, libéré par la débâcle, il émigra en France puis au Mexique et rejoignit le parti socialiste en exil. Andrés SUAREZ est le pseudonyme adopté pour cet ouvrage par Ignacio IGLESIAS (né en 1912), fils d'un dirigeant du syndicat unique des mineurs de Sama de Langreo, étudiant, exclu des Jeunesses communistes en 1930 puis militant de l'Opposition de gauche. Il fut en 1934 responsable du ravitaillement dans le comité révolutionnaire de Sama de Langreo lors de la Commune des Asturies, puis dirigeant du P.O.U.M. en 1935, rédacteur à *La Batalla*.

(2) Le P.O.U.M. ou Partido Obrero de Unificación Marxista avait été fondé en septembre 1935 par la fusion de différentes organisations dont les plus importantes étaient le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne dirigé par Maurín et la Izquierda Comunista dirigée par Andrés Nin.

dehors de l'U. R. S. S. La liste est longue en effet des victimes de Staline en Espagne : outre Andrés Nin (3), dont nous reparlerons, Kurt Landau, militant autrichien qui avait rejoint le P. O. U. M., les anarchistes Camillo Berneri et Alfredo Martínez, Marc Rein, le fils du dirigeant menchevik russe Abramovitch, les trotskystes Hans Freund (Moulin) et Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky (4), tous enlevés et assassinés dans l'ombre. Dans l'armée (5), pendant la période d'instruction du procès, les militants du P. O. U. M. sont fusillés après des jugements expéditifs par des parodies de conseils de guerre ; parmi eux, l'ancien commissaire de guerre de Lérida, Marcial Mena, l'instituteur syndicaliste Jaime Trepas, Juan Hervas, l'ancien secrétaire de l'École unifiée de Catalogne, José Maria Arenillas, militant basque dont Franco exécuta le frère au garrot.

Les deux auteurs soulignent l'effort gigantesque déployé pour cette tâche par l'appareil stalinien international, car celui du P. C. E. n'est que l'élément mineur d'un ensemble dirigé de Moscou. Sous la houlette des « Russes », diplomates comme Antonov-Ovseenko, Rosenberg ou Haikiss (6), aux tortionnaires (7) dirigés par Orlov en passant par les agents internationaux du G. P. U. — l'Argentin Codovilla, le vétéran bulgare Minev dit Stepanov, le Hongrois Gerö dit Pedro, Ercoli, c'est-à-dire Palmiro Togliatti sous le nom d'Alfredo et Vittorio Vidali (8), le G. P. U.

(3) Sur Andrés Nin, cf. p. 138.

(4) Sur Berneri, cf. p. 186. Alfredo MARTÍNEZ, dirigeant des jeunesses libertaires de Catalogne, animateur avec la J. C. I. du P. O. U. M. du Front de la jeunesse révolutionnaire, fut tué pendant les journées de mai. Le jeune socialiste Marc Rein fut enlevé en avril 1937 (voir sur cet enlèvement l'article de Carlo Tresca, p. 189-195). L'Allemand Hans Freund dit Moulin (cf. p. 135) fut enlevé le 2 août 1937. Sur Erwin Wolf (né en 1902), voir Pierre BROUÉ, « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1. Wolf disparut après sa « libération » officielle le 13 septembre 1937.

(5) Andrés SUAREZ, à partir de la page 83, consacre un chapitre substantiel à la répression stalinienne dans l'armée.

(6) Vladimir A. ANTONOV-OVSEENKO (1884-1938), jeune officier qui avait été l'un des héros de la révolution de 1905, lié à Trotsky en émigration après 1910, avait été membre du comité militaire révolutionnaire de Pétrograd et l'un des dirigeants de l'insurrection d'Octobre. Chef du commissariat politique de l'Armée rouge, il fut déplacé en 1923 du fait de son appartenance à l'Opposition de gauche. Membre de l'Opposition unifiée, il la renia en 1928. En août 1936, il avait réclamé la peine de mort pour les accusés du procès des seize. C'est peu après qu'il fut nommé consul général à Barcelone. Il fut rappelé en 1937 — après sa « nomination » au... commissariat du peuple à la... justice — et fut presque aussitôt fusillé. On a peu d'informations sur Haikiss, sans doute agent du G. P. U. que l'on retrouva un peu plus tard au Mexique. Marcel Rosenberg avait commencé sa carrière de diplomate à Berlin en 1918 sous Joffé.

(7) Gorkin dresse, p. 225-229, une galerie des principaux tortionnaires, espagnols ou étrangers, dans laquelle manque curieusement George Mink (cf. ci-dessous, p. 179).

(8) Vittorio CODOVILLA (1894-1970), militant socialiste en Italie, avait émigré en Argentine en 1912 et fut l'un des premiers dirigeants du P. C. argentin. Il était entré en 1924 dans l'appareil central de l'I. C. dont il fut le délégué en Espagne sous le nom de MEDINA à partir de 1932. Il arriva au Mexique, un peu avant Vidali.

s'installe en Espagne républicaine, pénètre l'appareil d'Etat, l'armée, la police, la justice, avec l'appui et le consentement initiaux de tous ceux qui cherchent un moyen efficace de restaurer une république bourgeoise. L'appareil judiciaire lui-même est adapté à cette besogne. En vue du procès du P. O. U. M., on crée un tribunal d'espionnage et de haute trahison composé de cinq juges, trois militaires et deux civils, nommés par le gouvernement. « Actes hostiles à la république », « propagation de fausses nouvelles », « formulation de jugements défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la république », « actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public, à démoraliser l'armée ou à affaiblir la discipline collective », il aura à connaître de toute accusation possible contre la politique des révolutionnaires qu'il faut briser. Comme dans la législation stalinienne en U. R. S. S., « complicité » et « protection » des « criminels » sont réprimées aussi sévèrement que le crime lui-même.

Pourtant l'arsenal officiel et « légal » ainsi mis en place pour une répression de masse ne peut être utilisé sans précautions ni surtout du jour au lendemain. Aussi le G. P. U. n'hésite-t-il pas, dès le début de son intervention en Espagne, à établir son propre système parallèle de répression, qui se révélera infiniment plus efficace et surtout plus rapide. C'est l'un des mérites des livres de Gorkin et de Suárez que d'établir avec précision qui sont les tortionnaires, qui les dirige, où se trouvent les prisons privées où l'on enferme, interroge, torture et assassine des militants. Le système jouit d'une couverture dans l'appareil d'Etat, un ser-

en pleine période de préparation de l'assassinat de Trotsky. S. MINEV (1893-194 ?), étudiant en médecine bulgare en Suisse, fut à partir de 1920 un haut responsable de l'I. C. dans différents pays et sous divers pseudonymes (Lorenzo Vanini, Dr Chavaroche, Lebedev, Stepanov, etc.). Il était en Espagne sous celui de MORENO. Il semble qu'il avait été dans le passé lié à l'Opposition de gauche. Ernö Singer, dit GERÖ (1898-1977), était entré dans l'appareil de l'I. C. en 1924 et y était l'un des hommes de confiance du G. P. U. Il effectua plusieurs séjours en Allemagne et en France, puis en Espagne où il était à Barcelone sous le nom de PEDRO. Il fut l'un des représentants de Moscou dans le gouvernement de Hongrie après-guerre et provoqua en partie, par un discours violent, le soulèvement d'octobre 1956. Palmiro TOGLIATTI, dit ERCOLI (1893-1964), étudiant en droit, membre du P. S. I. en 1914, du P. C. I. en 1921, de son comité central en 1922, représentant du P. C. I. à l'I. C., avait d'abord été un protégé de Boukharine et avait vécu très longtemps à Moscou. Il vint en Espagne en 1937 sous le nom d'ALFREDO et y dirigea en fait la politique stalinienne. Vittorio VIDALI (né en 1900) membre du P. C. I. en 1921, émigra ensuite aux Etats-Unis où il milita sous le nom d'Eneas Sormenti et fut expulsé. A partir de 1928, il fut, sous le nom de Carlos Contreras, un des véritables dirigeants du P. C. mexicain avant d'être rappelé à Moscou où il semble avoir vécu plusieurs années. Sous le nom de commandant CARLOS il fut à Madrid en juillet-août 1936 l'un des fondateurs du célèbre 5^e régiment et, sans aucun doute, l'un des plus importants exécutants du G. P. U., personnellement mêlé à l'enlèvement et à l'assassinat de Nin selon, entre autres, le témoignage de l'ancien ministre et dirigeant du P. C. E. Jesús Hernández dans son livre *Yo fué un ministro de Stalin*. Lui aussi arriva au Mexique, un peu après Codovilla, semble-t-il, et son nom fut prononcé lors du premier attentat contre Trotsky le 24 mai 1940, ainsi que dans plusieurs autres affaires de meurtre.

vice semi-officiel du ministère de l'intérieur, le « Grupo de Información » ou « Departamento Especial de Informaciones del Estado », service de contre-espionnage à l'origine contrôlé en principe par tous les partis, mais qui devient au début de 1937 un organisme entièrement dominé par le G. P. U. et dont les sièges successifs, à Barcelone par exemple (Puerta del Angel n° 24, Paseo San Juan n° 104, Calle Montaner n° 321), sont désignés par nombre de rescapés comme autant de prisons privées où l'on incarcérait sans mandat d'arrêt. Quand, à la fin de 1937, le gouvernement crée le S. I. M. (Servicio de Investigación Militar), service policier spécialisé dans le contre-espionnage, le G. P. U. prend tout de suite le contrôle de ce service qui échappe à la tutelle du ministre de la défense nationale, emploie près de six mille personnes et dirige directement ses propres prisons et camps « de travail ».

Bien entendu une répression sur une échelle aussi vaste ne pouvait être conduite que sous la couverture d'une opération identique à celle des procès de Moscou, tendant à démontrer par provocations et amalgames que les emprisonnés étaient des agents de Franco et de la Gestapo et des espions nazis. C'est en cela que réside la fonction du procès organisé contre le P. O. U. M. : il s'agissait de terroriser l'avant-garde ouvrière en salissant ou en compromettant aux yeux de larges masses un parti qui pouvait constituer, contre le P. C. E., un pôle de regroupement révolutionnaire.

C'est dès l'automne 1936 que l'appareil stalinien en Espagne annonce ouvertement ses intentions. Le 27 novembre 1936, dans une note à la presse, le consul général d'U. R. S. S. à Barcelone, Antonov-Ovseenko, qualifie *La Batalla* de « presse vendue au fascisme international », et le 17 décembre, la *Pravda* proclame : « En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé : elle sera conduite avec la même énergie qu'en U. R. S. S. » Les dirigeants du P. C. E. et de son équivalent catalan, le P. S. U. C., déclenchent une campagne de calomnies systématiques contre ceux qu'ils appellent « les trotskystes du P. O. U. M. » — lequel se défend d'être « trotskyste » — indiquant par là même que sa principale cible est encore et toujours Trotsky.

L'opération d'extermination du P. O. U. M., impossible dans les premiers jours de la guerre civile, dans le flot révolutionnaire, devient possible après ce qu'on appelle « les événements de mai », c'est-à-dire l'échec du soulèvement spontané des travailleurs de Barcelone contre les progrès de la réaction républicaine et stalinienne. Ce sursaut, que le P. O. U. M. n'a ni voulu, ni déclenché, ni dirigé, bien qu'il l'ait effectivement soutenu et « suivi », a reflué faute de direction et ce reflux a créé les conditions d'une contre-offensive stalinienne. C'est apparemment le résultat qu'ils avaient escompté en provoquant délibérément le conflit : n'était-ce pas Rodríguez Salas, membre du P. S. U. C. et commissaire à l'ordre public de la Généralité de Catalogne, qui avait tenté d'occuper le central téléphonique tenu par les militants de la C. N. T. sans avoir reçu pour cela ni ordres ni même autorisation du gouvernement de la Généralité lui-même ?

Dès le lendemain des « journées de mai », la campagne stalinienne se déclenche : le P. O. U. M. est accusé d'avoir « fomenté une insurrection » avec « l'aide de la police secrète italienne et allemande (9) ». Ayant obtenu la démission de Largo Caballero, adversaire de toute répression contre le P. O. U. M., et la constitution d'un gouvernement Negrín disposé à la mener, les staliniens ont enfin créé les conditions pour la réalisation de ce que Suárez appelle « le coup stalinien du 16 juin contre le P. O. U. M. (10) ».

C'est le mercredi 16 juin qu'Andrés Nin est arrêté dans son bureau au local du P. O. U. M. et conduit vers une destination inconnue. Quelques heures plus tard, les autres dirigeants du P. O. U. M. sont arrêtés à leur tour et incarcérés à Barcelone dans la prison officielle, le Carcel Modelo. On ne découvrira que plus tard l'une des raisons qui expliquent cette décapitation du P. O. U. M. par une opération policière d'une dérisoire facilité. Julián Gorkin révèle à ce propos le rôle joué par un agent du G. P. U., le « capitaine » Léon Narvitch, qui avait pris contact avec le P. O. U. M. en se présentant comme « sympathisant », proche de l'Opposition russe, et avait systématiquement recherché la familiarité de Nin avec lequel il s'entretenait en russe. Les dirigeants du P. O. U. M. découvriront même un peu tard que c'étaient les photos amicalement prises par le provocateur lors de ses visites qui avaient permis à la police leur identification rapide (11) !

Dès lors, deux opérations complémentaires peuvent commencer. D'une part, les dirigeants du P. O. U. M. sous les verrous, on s'emploie à fabriquer les « preuves » de leur collusion avec les fascistes par la provocation et le faux. De l'autre, on s'efforce d'arracher par la torture des aveux au principal accusé, Andrés Nin. Car le G. P. U., comme il avait besoin à Moscou d'aveux de vieux-bolcheviks brisés, a besoin de ses aveux pour étayer sa thèse sur le « complot » et la « trahison ».

L'opération échoue pourtant et c'est le principal mérite des travaux de Gorkin et de Suárez que de montrer comment l'opération policière du G. P. U. échoua finalement dans la mesure où le procès du P. O. U. M., quand il eut lieu, n'était plus qu'un simple procès politique.

Au départ, on trouve dans la préparation du procès du P. O. U. M. tous les éléments et méthodes des procès de Moscou : faux policiers, provocateurs, amalgame avec un fasciste authentique, accusation d'espionnage. Dès 1938, Iglesias avait fait le détail des prétendues « preuves » apportées contre le P. O. U. M. :

— l'accusation d'avoir préparé « l'insurrection » de mai de concert avec les fascistes. Sur ce point aucun élément matériel à prétention de preuve n'a été apporté, bien que Francisco Anton ait affirmé au C. C. du P. C. E.

(9) GORKIN, *op. cit.*, p. 3.

(10) SUAREZ, *op. cit.*, p. 83.

(11) GORKIN, *op. cit.*, p. 229.

en novembre 1937 : « Les preuves existent que le plan était parfaitement combiné entre le P. O. U. M. et les fascistes (12) » ; — le plan millimétré. Il fut la pièce essentielle de la provocation et Gorkin donne le détail de sa mise en œuvre. En avril 1937, la police madrilène découvre un « complot phalangiste » et arrête l'un des « conjurés », un certain Castilla, que les hommes du G. P. U. retournent par un chantage sur la vie des siens et une promesse d'être épargné et autorisé à quitter le pays s'il se prête à la provocation. Castilla demande alors à l'un de ses amis d'opinion, l'architecte Golfín, de dessiner un plan millimétré de Madrid détaillant toutes les installations militaires, les dépôts d'armes, etc. Le travail fait, la police arrête Golfín et saisit le plan. Des spécialistes y ajoutent, au verso et à l'encre sympathique un message prétendument envoyé de Palma de Mallorca au P. C. de Franco à Salamanca et assurant aux phalangistes qu'ils peuvent compter avec la collaboration de « N ». Le document de nouveau « découvert », le message déchiffré, la police assure que « N » désigne tout simplement Nin. Le faux est aussi grossier que médiocre. C'est pourtant sur la base de cette « preuve » que les dirigeants du P. O. U. M. seront arrêtés pour leur « collusion » avec les phalangistes. Bien que, dans les jours suivants, les staliniens et le juge d'instruction maintiennent sur cette base l'accusation d'espionnage, Jaime Miravittles, commissaire à la Généralité catalane, puis le ministre de la justice Manuel de Irujo lui-même dénoncent le « document N » comme un faux grossier. Golfín lui-même, tout en reconnaissant être l'auteur du plan, nia toujours avoir eu connaissance de la note écrite au dos. Cet entêtement lui coûta cher : les ministres staliniens intervinrent vigoureusement au conseil des ministres pour qu'il ne soit pas échangé contre des prisonniers aux mains de Franco, mais fusillé : comme écrit Julián Gorkin, « les morts ne parlent pas ». Alberto Castilla, lui, eut plus de chance et le G. P. U. assura son départ pour la France (13) ; — il y eut d'autres tentatives. En octobre 1937, le chef de la police de Barcelone, stalinien notoire, le colonel Burillo, publie une note assurant qu'on vient de découvrir une organisation d'espionnage qui n'est autre qu'un service du P. O. U. M. (14). L'abondance des détails fournis par la note, l'aspect rocambolesque des « découvertes » de Burillo ruinent dès le départ cette nouvelle « preuve » dont aucune autorité ne se saisira et qui disparaît aussitôt qu'apparue. Tel sera aussi le sort de l'« information » selon laquelle le P. O. U. M. aurait préparé un attentat contre Joan Comorera, secrétaire du P. S. U. C. ou celle selon laquelle la police aurait découvert une lettre de l'avocat Angulo à Gil Robles, alors ministre de la guerre et mentionnant le P. O. U. M. — lequel n'existait pas encore

(12) SUAREZ, « Les prétendues preuves contre le P. O. U. M. et ses dirigeants », p. 137-148.

(13) Voir ci-dessous un article de G. SORIA dans *l'Humanité* commentant cette accusation de « lien avec les fascistes ».

(14) Voir ci-dessous, p. 205.

à l'époque ! Il y eut aussi la falsification d'une lettre d'un militant du P. O. U. M. à laquelle il fallut renoncer car la presse stalinienne avait publié plusieurs faux différents. L'ultime tentative du G. P. U. échoua également. Un des ses agents avait déposé chez un libraire, phalangiste, de Perpignan, une mallette contenant des documents d'espionnage frappés au verso du tampon du P. O. U. M. Quelques heures plus tard, la police, avertie, perquisitionnait, saisissait les documents, arrêtait le libraire, lequel devait accepter d' « avouer » ce que la police lui dictait. Mais le libraire devait se rétracter devant le juge et surtout le « document » — un tampon officiel du P. O. U. M. sur des documents ultra-secrets d'espionnage — était si peu convaincant que l'accusation ne fut pas retenue.

*
**

Ainsi, des mois durant, le G. P. U. et les staliniens espagnols se sont évertués à prouver la « trahison » du P. O. U. M., la collusion de ses dirigeants avec les fascistes et leur activité de trahison, sans pourtant jamais pouvoir imposer ces « preuves ». Gorkin et Suárez nous aident à comprendre les raisons de leur échec.

On a invoqué à ce propos l'indépendance de l'appareil judiciaire : les juges de la République espagnole n'ont pas la docilité des magistrats soviétiques et refusent d'utiliser les faux — manifestes — qu'on leur fournit. L'explication est pourtant insuffisante : d'abord l'appareil judiciaire, comme l'appareil policier, est infesté de staliniens aux ordres, d'hommes apeurés ou « tenus » ; ensuite, lors des arrestations, les juges ont obtempéré et inculpé, sans l'ombre d'une preuve, les dirigeants du P. O. U. M. pour « trahison ». Et sans doute étaient-ils prêts à condamner dans les semaines suivantes. Mais l'affaire a traîné : les dirigeants du P. O. U. M. arrêtés le 16 juin 1937 ne seront jugés que plus d'une année après, en octobre 1938.

Gorkin propose l'explication de ce retard. D'abord l'ampleur de la campagne de solidarité dans le mouvement ouvrier et démocratique international a permis de briser le silence et démasquer l'opération policière, et surtout de poser devant l'opinion mondiale le problème de la disparition scandaleuse de Nin. Cette campagne a nourri en Espagne la résistance des militants ouvriers, particulièrement de ceux du P. O. U. M., comme elle a obligé ministres et responsables modérés ou socialistes, d'Irujo à Prieto (15), à prendre leurs distances vis-à-vis des staliniens et à réclamer, bien que sous des formes prudentes et appropriées, la fin de la terreur du G. P. U. en Espagne.

Mais la véritable raison est ailleurs. Il manque en effet à l'édifice de l'amalgame en construction la pièce maîtresse de ce genre de procès

(15) Le socialiste Indalecio Prieto, ministre de la défense du gouvernement Negrín avait été jusque-là l'un des plus solides alliés du P. C. ; le catholique basque Manuel de Irujo était ministre de la justice.

en sorcellerie, les « aveux ». Et le G. P. U. a choisi d'obtenir les aveux de Nin. Gorkin retrace avec précision le calvaire de ce dernier (16) sur la base d'une série de témoignages, dont le plus connu est celui de Jesús Hernández, ancien secrétaire du P. C. E., ministre à l'époque.

Nin, arrêté le 16 juin par des policiers contrôlés par le G. P. U. et des agents directs de ce dernier, a été conduit à Valence, puis à Madrid. Lors de l'instruction du procès de ses camarades, un avocat découvrit dans le dossier une pièce qui devait en disparaître ultérieurement : des procès-verbaux d'interrogatoire datés des 18, 19, 20 et 21 juin, sans indication de lieu — une indication que policiers et hommes du G. P. U. espéraient lui arracher des aveux permettant de peser sur l'instruction de ses camarades. Mais Nin résiste et n'avoue rien.

Il est alors transporté dans ce qu'il faut bien appeler une Loubianka espagnole, une villa d'Alcalá de Henares, près de Madrid. C'est là que se joue la tragédie. En dépit des pires tortures, malgré tous les moyens utilisés pour briser ce grand malade, Nin refuse de céder. Sa disparition des mains de la police officielle est maintenant connue, non seulement du ministre socialiste de l'intérieur (17), mais de l'homme de la rue. Sur les murs se multiplient les inscriptions : « Gouvernement Negrín, où est Nin ? » Les staliniens répondent en écrivant « A Salamanca ou à Berlin », mais ne convainquent pas. Les ministres Irujo, Prieto, Zugazagoitia interpellent Negrín et ses alliés staliniens. Zugazagoitia se voit concéder la révocation du colonel Ortega, chef de la Sécurité, fraîche recrue du P. C. E. Des missions internationales d'enquête arrivent en Espagne. La résistance de Nin le rend désormais très encombrant. Peut-on lâcher un homme livré par la police à des bourreaux qui l'ont sauvagement torturé ? Peut-on libérer un homme qui se transformerait en formidable accusateur ? La décision est prise : on va assassiner Nin et tenter d'accréditer la version de son évasion avec la complicité des phalangistes et de la Gestapo.

Par toute une série de recoupements, Gorkin arrive à la conclusion que Nin a été assassiné peu après avoir été transféré au Pardo en juillet ou août 1937. Depuis, d'autres hypothèses ont été avancées. La dernière en date a été fournie par une interview à *Cambio* 16 (18) d'un ancien militant des J. S. U., puis du P. C. E., Javier Jiménez, aujourd'hui industriel. L'homme, tout jeune alors, était membre d'une Brigade spéciale de la police dirigée par le G. P. U. Il confirme ce que l'on savait du rôle provocateur de Castilla et du rôle de l'organisation de ce dernier dans

(16) GORKIN, *op. cit.*, p. 237-239.

(17) Le ministre de l'intérieur du gouvernement de Negrín, membre du P. S. O. E., a raconté dans ses mémoires parus pour la première fois en 1940 comment il arracha la destitution du colonel Ortega, tout en se justifiant de n'avoir pas démissionné car il croyait Nin vivant et espérait le retrouver (Julian ZUGAZAGOITIA, *Guerra y Vicisitudes de los Españoles*, Barcelona, 3^e éd., 1977, p. 292-296).

(18) « Andrés Nin. El trotskista que se fué al frío », *Cambio* 16, n° 305, 10/16 octobre 1977.

la fabrication de « preuves » contre le P. O. U. M. Il affirme que l'un de ses compagnons de la Brigade spéciale, rencontré en prison après la guerre, lui avoua avoir transporté Nin d'Alcalà de Henares à Valence d'où il fut embarqué sur un bateau à destination de l'U. R. S. S. où il aurait donc été finalement assassiné. La question reste ouverte. Ou plutôt elle le restera tant que les archives secrètes du Kremlin n'auront pas été ouvertes.

Pour Gorkin cependant, une question au moins ne laisse aucun doute : on sait qui a enlevé et assassiné Nin. La besogne a été réalisée, sous l'autorité directe du représentant du G. P. U. en Espagne, Nikolski-Orlov, par son collaborateur immédiat, l'Italien Vittorio Vidali qui se faisait appeler en Espagne Carlos Contreras et qui avait été l'un des fondateurs du 5^e Régiment. Dans une note, Gorkin indique que Vidali avait également assassiné auparavant le dirigeant communiste cubain J. A. Mella à Mexico, en 1929, et qu'il devait plus tard ajouter à son tableau de chasse le dirigeant syndicaliste noir cubain Sandalio Junco à Cuba et l'anarchiste italien Carlo Tresca à New York, après avoir participé à Mexico en 1940 aux préparatifs de l'assassinat de Trotsky (19).

C'est donc l'héroïque résistance de Nin qui, protégeant les militants du P. O. U. M., fait avorter l'opération « procès de Moscou », interdit d'assimiler le P. O. U. M. à la Gestapo et à la Phalange, oblige le gouvernement à faire aux dirigeants du P. O. U. M. un simple procès *politique*. Les staliniens continuent bien entendu leur campagne contre les « espions et les traîtres, alliés des fascistes ». L'objectif est de créer les conditions qui permettraient de condamner à mort les dirigeants du P. O. U. M. Des milliers de télégrammes sont envoyés de l'armée à la veille du procès pour réclamer la mort et le président Negrín convoque le ministre de la justice et le président du tribunal pour leur transmettre « l'exigence de l'armée ». En vain : le procès ne sera que politique.

On trouve dans le livre d'Andrés Suárez toute la documentation le concernant : les déclarations des accusés comme les actes qui démontrent son caractère politique, « attaques contre le parlement de la république dont il (le P. O. U. M.) préconise même la suppression... campagne contre le Front populaire... diffamation constante des hommes qui ont formé les différents gouvernements d'Espagne... diatribe enflammée contre les partis du Front populaire... désir constant de diviser les deux grands syndicats ouvriers C. N. T. et U. G. T... diffamation systématique contre les dirigeants politiques russes ». C'est pour leur politique, non comme « espions » et « traîtres », que les dirigeants du P. O. U. M. ont été lourdement condamnés à des peines de onze à quinze ans de prison, l'essentiel de l'accusation et des considérants du verdict s'appuyant sur le rôle joué par leur parti à Barcelone en mai 1937.

Sans vouloir entrer ici dans le détail des analyses d'ordre général faites sur cette période par Gorkin et Suárez, des réflexions et conclusions

(19) GORKIN, *op. cit.*, p. 155-176.

auxquelles ils aboutissent, il nous semble utile de mentionner ici qu'elles nous semblent avoir été bien résumées par la compagne de Landau, Katia, dans une brochure écrite à sa libération de la prison de Barcelone :

« Le seul reproche que nous pouvons nous faire, c'est que, jusqu'au 17 juin, nous étions des enfants naïfs, que, malgré les procès de Moscou, malgré tout ce qui s'était passé dans les journées de mai, nous n'avions pas compris que les staliniens ne sont plus des adversaires politiques, mais des gangsters prêts à nous supprimer par tous les moyens (20). »

*
* *

Un tableau des tentatives du G. P. U. pour faire en Espagne un « procès de Moscou » serait pourtant incomplet s'il s'en tenait au seul épisode — capital cependant — du procès contre le P. O. U. M. Ce procès a eu en effet un prolongement inattendu, au moins dans sa forme, une sorte de tentative de rattrapage, avec l'inculpation, notamment pour meurtre, de militants de la section « bolchevique-léniniste » d'Espagne, c'est-à-dire les trotskystes espagnols.

Le lien entre les deux affaires est le personnage classique du provocateur, en l'occurrence le capitaine Léon Narvitch. Nous avons indiqué au passage, ci-dessus, que ce provocateur qui avait cherché à gagner la confiance des dirigeants du P. O. U. M. et avait eu avec Nin de fréquents entretiens ne semble pas avoir dans cette période éveillé leur méfiance. Et bien que, selon Gorkin, il ait personnellement joué un rôle important dans leur arrestation, il ne fut ni suspecté ni dénoncé par eux. Il lui fut donc possible, après le 16 juin 1937, de poursuivre impunément ses activités de provocateur, consacrant son attention cette fois aux trotskystes et se liant au petit noyau bolchevik-léniniste de Barcelone dirigé à cette époque par Manuel Fernández Grandizo, dit Munis (21), et l'Italien Adolfo Carlini. (Notons à ce propos que le P. O. U. M. et le groupe *El Soviet* devaient plus tard accuser ce groupe trotskyste d'avoir publié son journal clandestin, *La Voz Leninista*, avec l'argent de Narvitch, c'est-à-dire les fonds du G. P. U., sans pour autant mentionner qu'il avait été lui-même la première organisation abusée précisément par Narvitch.)

Mais tout changeait à partir d'une découverte fortuite de Juan Andrade, dirigeant du P. O. U. M. emprisonné. Il en a fait le récit dans une note trouvée par Michel Dreyfus dans les archives Lefevre, et que nous reproduisons ci-après. Lisant un journal stalinien dans sa cellule et regardant attentivement une photo qui représentait l'état-major du colonel stalinien Lister, Andrade eut en effet la surprise d'y reconnaître, sans la

(20) Katia LANDAU, *Le Stalinisme, bourreau de la révolution espagnole 1937-1938*, rééd. Spartacus, p. 13.

(21) *La Lutte ouvrière*, 2 décembre 1938. Manuel FERNANDEZ GRANDIZO, dit G. MUNIS (né en 1900), appartenait depuis 1930 à l'Opposition de gauche. Il était entré dans les J. S. de Madrid en 1935, puis avait rejoint sa famille à Cuba et en était revenu par le premier bateau après le début de la guerre.

moindre discussion possible, le visage, bien connu de lui, de Léon Narvitch. Il s'employa aussitôt à faire prévenir ses camarades restés en liberté et ceux-ci décidèrent de supprimer ce provocateur aux mains couvertes du sang de Nin. C'est ainsi que, dans la soirée du 10 février 1938, quatre hommes d'un groupe d'action du P. O. U. M. abattaient dans la rue le capitaine Narvitch (22).

L'initiative du P. O. U. M. — l'exécution du provocateur — allait-elle entraîner l'échec de l'amalgame en cours de préparation contre les trotskystes ? Il n'en fut rien, et tel n'était pas, en tout cas, l'objectif du P. O. U. M. Le meurtre de Narvitch fut au contraire le point de départ de l'offensive pour exterminer le groupe trotskyste : en fait, malgré le revers subi, l'occasion, pour le G. P. U., était trop belle, et Narvitch, même mort, pouvait encore servir. Dès le 12 février 1938, Munis et Carlini étaient arrêtés et inculpés du meurtre de Narvitch.

L'acte d'accusation contre les trotskystes de Barcelone — huit au total — devant le tribunal d'espionnage et de haute trahison, daté du 10 mars, ne fut connu que le 2 mai. Les inculpés se voyaient reprocher leurs « activités contraires aux intérêts de la république », leurs « liens avec des éléments étrangers ». Trois d'entre eux, dont Munis et Carlini, inculpés d'avoir « assassiné Léon Narvitch » et « préparé l'assassinat de personnalités politiques de la république » étaient menacés de la peine de mort. Toute l'affaire portait l'empreinte de ses metteurs en scène (23).

Au bout de dix jours d'enquête et en particulier de sévères interrogatoires, les inquisiteurs, dirigés officiellement par le commissaire Mendez, obtenaient un premier succès d'importance : l'un des inculpés « avouait ». Le jeune Italien Luigi Zanon, fils de fasciste, adhérent de fraîche date au groupe B. L., avait cédé devant la violence et la peur, et signé une confession dans laquelle il reconnaissait non seulement avoir été témoin du meurtre de Narvitch par Munis, mais encore avoir eu connaissance d'« instructions » données par la IV^e Internationale à ses militants en vue de l'organisation en Espagne d'activités terroristes, d'attentats individuels et de grèves armées.

L'acte d'accusation et les aveux de Zanon mentionnaient en outre la présence, aux côtés de Munis et de Carlini, d'un « commissaire politique » allemand non identifié, connu sous les pseudonymes de Max et de Joan, qui ne fut jamais présenté à aucun des inculpés et — dans l'hypothèse où il exista réellement — pourrait bien avoir été réservé pour le procès public où il aurait joué le rôle de l'« agent de la Gestapo ».

(22) Julián GORKIN, *Canibales Políticos*, p. 243. On peut noter que Gorkin ne répète pas en 1973 cette affirmation, laissant entendre toutefois que Nin avait été « vengé ». Le fait que ce furent des militants du P. O. U. M. qui exécutèrent Narvitch a été confirmé à Pierre Broué par Juan Andrade.

(23) *La Lutte ouvrière*, 5, 12 et 19 mai 1938. Domenico SENDRAN, dit Adolfo CARLINI (né en 1905), ancien de l'Opposition italienne, militait jusqu'en 1936 dans le P. O. I. à Marseille.

L'entreprise, qui semblait ainsi bien partie pour le G. P. U., tourna court cependant. D'abord annoncé pour le 2 mai 1938, le procès fut renvoyé de mois en mois avant d'être pour la dernière fois fixé au 29 janvier 1939. Dans l'intervalle, l'un des inculpés, l'ouvrier boulanger Aage Kielso s'était évadé et c'est peut-être lui qui apporta à ses camarades restés libres d'importants éléments d'information sur l'enquête. Mais surtout, le jeune Zanon — qualifié dans l'intervalle par le groupe trotskyste rival d'*El Soviet*, d'« agent de l'O. V. R. A. » et de « provocateur du G. P. U. » — s'était ressaisi au cours d'une confrontation où il était censé « confondre » Munis par son témoignage : il reniait désormais des aveux arrachés sous la torture (24). Enfin se développait, en France autour du P. O. I., et aux Etats-Unis autour du S. W. P., une campagne internationale.

Les principaux accusés, en dépit des traitements qui leur furent infligés — Munis fut même soumis à un simulacre d'exécution —, maintenaient face aux « instructeurs » une attitude très ferme, celle-là même qui avait été celle de Munis témoin au procès du P. O. U. M. (25) : ils reconnaissaient leur appartenance à la IV^e Internationale, proclamaient leur attachement à son programme qui était non celui du « terrorisme » et des « attentats individuels », mais celui de la révolution prolétarienne.

C'est ainsi que, pour ce second procès également, les mois ont passé sans que l'accusation ait été capable de produire l'indispensable « agent de la Gestapo » — Max-Joan ou un autre —, sans qu'elle ait non plus été capable d'ajouter une bribe de précision au sujet des nombreux assassinats prétendument préparés par les trotskystes !

Le 26 janvier 1939, les troupes franquistes entraient dans Barcelone et le « procès des trotskystes » n'était plus à l'ordre du jour. Prisonniers et geôliers avaient pris la fuite, chacun pour soi. Munis arrivait en France en février, et Carlini plusieurs mois après, à l'issue d'une difficile odyssee. Les bolcheviks-léninistes de Barcelone avaient échappé aux griffes du G. P. U.

Ainsi se termina la deuxième entreprise manquée du G. P. U. pour un « procès de Moscou en Espagne ». C'était désormais aux tortionnaires et aux bourreaux franquistes que trotskystes et poumistes allaient directement avoir à faire (26).

(24) *Ibidem*, 23 septembre 1938.

(25) La presse trotskyste du monde entier tirait une légitime fierté de cette déposition de Munis, que Gorkin mentionne brièvement p. 263.

(26) Parmi les accusés des « procès de Moscou » en Espagne qui se retrouvèrent très vite sous les coups de la répression, citons le vieux militant communiste catalan Daniel REBULL CABRÉ, dit DAVID REY (1890-1959), condamné à mort par les franquistes et plus tard gracié, l'ancien pionnier du parti communiste espagnol Juan ANDRADE RODRÍGUEZ (né en 1897), condamné aux travaux forcés par le tribunal militaire de Montauban, le trotskyste Carlini, déporté en Allemagne...

DOCUMENT N° 7

L'AFFAIRE LÉON NARVITCH (*)

Au commencement de 1937, cet individu, Léon Narvitch, se mit en rapport avec notre section de Madrid. Il dit à nos camarades qu'il était commissaire des Brigades internationales et qu'il avait organisé dans son sein un groupe de sympathisants du P. O. U. M. Comme le congrès national de notre parti était prochain, il posa son désir d'y assister au nom des « cellules du P. O. U. M. des Brigades internationales ».

Il vint à Barcelone, au comité exécutif, au milieu de mai. Il avait une lettre de présentation du comité de Madrid : pour cette raison, on ne se méfiait pas de lui. On pensait que nos camarades de Madrid étaient bien renseignés avant de lui assurer leur confiance. D'abord il s'adressa à moi et je le mis en rapport avec Nin qui parlait le russe. Après, je lui demandai son impression et il me dit qu'il lui avait fait une bonne impression.

Pendant son séjour à Barcelone, Narvitch allait très peu au comité exécutif. Quand il y allait, il restait là-bas peu de temps. Il échangeait quelques paroles avec nous et après il montait au secrétariat international pour causer avec d'autres camarades étrangers. Il possédait un magnifique appareil de photographie et, sous prétexte de conserver des souvenirs, il faisait des photos de Nin, Landau et d'autres amis étrangers. En réalité ce type-là passa presque inaperçu, ne fréquentait guère le parti et ne démontrait pas un grand intérêt dans les affaires politiques.

Le 17 juin 1937, dans la matinée, quand j'étais séquestré à la préfecture de police de Barcelone, la camarade Katia Landau qui était aussi arrêtée là-bas, m'apprit que la police qui l'avait arrêtée et qui cherchait Kurt lui avait montré la *photo*, la même photo que Narvitch avait fait de lui quelques semaines auparavant. Je compris immédiatement que c'était l'œuvre d'un provocateur et nous mêmes en garde tout le parti.

À la mi-août, dans la prison de Valence, en regardant le journal illustré de Madrid *Etampa*, nous trouvâmes une *photo* de l'état-major de Lister. Parmi les premiers personnages du premier plan, il y avait Léon Narvitch. Malgré que nous n'avions plus aucun doute sur son rôle d'agent du G. P. U., cela vint confirmer tous nos soupçons. En même temps, nos camarades de Madrid avaient complété les renseignements et nous avaient dénoncé ce type comme provocateur.

Je crois me rappeler qu'à la mi-septembre la C. E. nous envoya à la prison de Valence une lettre de « O. G. A. » disant que Léon Narvitch était à Paris en rapport avec les trotskystes. « O. G. A. » demandait un dossier complet

(*) Archives Lefevre, B. D. I. C., Nanterre.

sur les activités de ce type. On l'envoya immédiatement et je crois que « O.G.A. » le fit parvenir à Naville et aux autres trotskystes d'ici.

Narvitch et les trotskystes de Barcelone

Les derniers mois de 1937, Léon Narvitch réapparut à Barcelone. Il adhéra au petit groupe trotskyste de cette ville avec un autre élément qui était officier des brigades internationales et aussi agent du G.P.U. Les deux prétendaient avoir de forts groupes organisés dans les brigades internationales. Ils apportèrent des sommes importantes d'argent qu'ils avaient ramassé dans les brigades. Pendant beaucoup de temps, toute l'organisation trotskyste d'Espagne vécut de cet argent du G.P.U. On publia trois numéros de son journal et [...] (***) mena une vie splendide avec cet argent. Comme il était logique, les trois numéros du journal bolchevik-léniniste étaient presque entièrement destinés à combattre le P.O.U.M. qui à ce moment-là traversait l'étape la plus dure de sa répression.

Dans les derniers jours de janvier ou premiers jours de février 1938, on trouva aux environs de Barcelone le cadavre de l'agent du G.P.U. Léon Narvitch. Une main inconnue avait vengé Nin et Landau. Le G.P.U. et le S.I.M. croyaient que les auteurs du meurtre avaient été les trotskystes. On les arrêta tous. Ils étaient sept. En même temps on arrêta l'imprimeur. Par cette mesure s'effondra toute l'organisation bolchevik-léniniste de l'Espagne.

J. A. (***)

(**) La note dactylographiée de l'original comporte un blanc, rempli à la main, que nous n'avons pas cru devoir reproduire.

(***) De toute évidence, Juan Andrade.

Freund dit Moulin (1912-1937)

Hans David Freund était né le 12 mars 1912 dans la petite ville allemande de Benzlau d'une famille de petite bourgeoisie juive qui devait émigrer en Israël dès 1933. Très jeune, il fut attiré vers le communisme dans lequel il voyait l'unique alternative au nazisme. Militant des jeunesses communistes, il participa au début des années trente à un voyage organisé en U. R. S. S. et en revint profondément antistalinien.

Nous ignorons à quel moment il rejoignit les rangs des trotskystes, vraisemblablement à Berlin où sa famille s'était fixée en quittant Benzlau. Il émigra en 1933 et étudia au moins un an à l'université d'Oxford où il préparait un doctorat en sociologie. En 1934, il était à Genève, et les rapports de la police suisse s'inquiètent de l'influence qu'il y a acquise dans le groupe local des étudiants socialistes où il a construit une fraction trotskyste. Il était alors organisé dans le M. A. S., organisation trotskyste suisse, mais semble avoir eu également des rapports étroits avec les J. S. R. de France. A Genève, il était en relations avec les anarchistes italiens du groupe de Bertoni.

Il quitta Genève pour la France en mai 1936 et participa vraisemblablement à la conférence dite de Genève, salle Pleyel, qui décida de fonder le « Mouvement pour la IV^e Internationale ». Dès le début de septembre 1936, il est en Espagne où il travaille pendant plusieurs semaines aux émissions en langue allemande de l'émetteur du P. O. U. M. de Madrid et apparaît lié aux éléments sympathisants de la IV^e Internationale du rayon de Madrid de cette organisation. Il manque de se faire fusiller au front de Guadarrama, où il s'était rendu comme correspondant de presse, pour « propagande trotskyste », et envoie au S. I. P. et à IV^e Internationale des articles et correspondances documentés. En janvier 1937, il est à Paris, au 2^e congrès du P. O. I., où il intervient sur la question de la révolution espagnole. Dans les mois suivants, il milite à Barcelone où il s'emploie à unifier les groupes rivaux de « bolcheviks-léninistes », celui, « officiel », de Munis, reconnu par le S. I. qui publie *La Voz Leninista*, et celui de l'Italien Fosco, lié au P. C. I. de Raymond Molinier, qui publie *El Soviet*. Il prend contact avec les anarchistes dissidents du groupe *Los Amigos de Durruti*, qu'il semble avoir réussi à influencer au moment des journées de Mai pendant lesquelles il a quotidiennement collaboré avec leurs animateurs.

Repéré par le G. P. U. comme l'un des principaux dirigeants B. L. en Espagne — George Mink se flattait d'avoir bientôt « sa peau » — il réussit à leur échapper pendant plusieurs mois après les journées de mai, mais est finalement arrêté par eux le 2 août, dans le déchaînement de la répression à Barcelone, et disparaît sans laisser de traces, vraisemblablement assassiné dans une « prison privée » du G. P. U. si l'on en croit un témoignage parvenu à sa famille.

Il était connu dans le mouvement trotskyste international sous les pseudonymes de *Winter*, puis de *Moulin*.

Kurt Landau (1903-1937)

Kurt Landau était né à Vienne en 1903. Il fut d'abord dompteur, présentant dans les cirques un numéro de dressage de lions. Il adhéra au parti communiste autrichien en 1921, devint rapidement secrétaire de district à Vienne tout en manifestant des sympathies pour les positions de Bordiga.

En 1925 il est responsable du département d'agit-prop du P. C. autrichien et rédacteur à *Die Rote Fabne* de Vienne ; sa rencontre avec Victor Serge le rapproche des idées soutenues par l'Opposition de gauche et Trotsky en U. R. S. S. En 1926, il constitue avec Josef Frey un bloc d'opposition qui lui vaut d'être exclu. Il rompt avec Frey en avril 1928 et fonde sa propre organisation d'opposition. Trotsky, qui est en correspondance avec lui, lui suggère de quitter Vienne où il s'enlise dans les luttes fractionnelles et de se fixer à Berlin, ce qu'il fait en septembre 1929. Il joue alors un rôle important dans la constitution de l'Opposition de gauche unifiée allemande en 1930 et, lors de la conférence d'avril 1930, devient membre du premier bureau international.

A partir d'un conflit avec l'organisation saxonne de l'Opposition, il s'oppose violemment au S. I. et à Trotsky et, lors de la scission, le 1^{er} juin 1931, entraîne avec lui nombre de militants et le journal *Der Kommunist*, et s'efforce de regrouper les opposants de gauche qui refusent les analyses de Trotsky. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, il émigre en France où il édite *Der Funke*.

Lorsque l'Opposition de gauche internationale, à la suite de Trotsky, s'engage dans le tournant vers la IV^e Internationale, il critique vigoureusement cette politique et continue à se placer sur la position de la lutte pour la réforme de l'Internationale communiste avec la perspective d'un « nouveau Zimmerwald ». A partir de 1934, il travaille en secret avec l'opposition qui s'est créée dans l'appareil du P. C. autour d'André Ferrat et Georges Kagan, et collabore à sa revue *Que Faire ?* sous le pseudonyme de *Wolf Bertram*.

Il arrive en octobre 1936 à Barcelone et se met à la disposition du P. O. U. M. qui l'emploie dans son secrétariat international et dans *La Batalla* où il signe *Spectator*. Il approuve l'entrée du P. O. U. M. dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne et critique vivement les positions de Trotsky sur l'Espagne, tout en s'opposant à l'aile « droite », qu'il qualifie de « sapiste », du P. O. U. M.

Activement recherché par les tueurs du G. P. U., il finit par tomber entre leurs mains le 23 septembre 1937 et n'en ressortira pas vivant.

[Un prochain numéro des *Cahiers Léon Trotsky*, publiera un article sur Kurt Landau du chercheur autrichien Hans Schafranek.]

Rosalio Negrete (1904-1969)

Le nom de Rosalio Negrete revient fréquemment dans les énumérations des agents « trotskystes-fascistes » en Espagne sous la plume des journalistes staliniens et certains organes de presse trotskystes ont même farouchement nié avoir eu quelque contact que ce soit avec lui.

En réalité Rosalio Negrete était le pseudonyme sous lequel milita, au Mexique puis en Espagne, un Américain. Russell BLACKWELL était né en 1904 et était devenu militant du P. C. dans le cours des années vingt aux Etats-Unis. Il fut envoyé au Mexique — où il milita quelque temps avec Vittorio Vidali, alors appelé Arturo Sormenti — et y dirigea l'organisation des Pionniers rouges. Il recevait des Etats-Unis le journal *The Militant* et fut gagné à l'Opposition de gauche, créant au Mexique même le premier noyau de cette Opposition dans le P. C. M., ce qui lui valut d'être expulsé par la police mexicaine.

Revenu aux Etats-Unis, il milita d'abord dans la C. L. A., où il s'occupait entre autres des liaisons avec les militants d'Espagne et d'Amérique latine, puis dans le W. P. U. S. Il y faisait partie de la fraction dirigée par Hugo Oehler qui s'opposait par principe à l'entrisme dans les organisations socialistes et fut de ceux qui constituèrent, après la rupture de cette fraction avec le W. P. U. S., la Revolutionary Workers League.

Envoyé en Espagne par son groupe, il réussit en 1937 à se lier avec José Rebull qui inspirait alors dans la capitale catalane l'opposition dite « de la cellule 72 » à la politique de la direction du P. O. U. M.

Arrêté une première fois par la police républicaine, il fut libéré à la suite d'une vigoureuse campagne menée aux Etats-Unis, mais arrêté une seconde fois, en 1938, sur le bateau qui devait le ramener aux Etats-Unis. Il passa quelques mois supplémentaires en prison avant d'être libéré une seconde fois, pour de bon, sur une intervention du gouvernement américain.

Il milita jusqu'à sa mort dans des groupes socialistes divers et mourut en 1969.

Andreu Nin (1892-1937)

Andreu (souvent employé à la castillane sous la forme Andrés) Nin Pérez était né à Vendrell (Tarragone) en 1892 ; il fit des études primaires et secondaires qu'il acheva à l'école normale de Barcelone et devint instituteur privé, profession qu'il abandonna en 1914 pour se consacrer au journalisme. Il était entré en 1911 aux jeunesses socialistes, devint secrétaire de leur groupe de Barcelone et milita désormais activement, allant à plusieurs reprises en prison.

En 1920, secrétaire du syndicat des professions libérales de la C. N. T., il est condamné à six mois de prison, puis, à la suite des arrestations de ses principaux dirigeants, secrétaire national de cette organisation dont il dirige en mai 1921 la délégation qui se rend à Moscou au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge. Il y reste en qualité de secrétaire de cette dernière organisation, devient membre du parti bolchevique — élu au soviet de Moscou —, épouse une camarade russe et exécute plusieurs missions au compte de l'I. C., à Berlin en 1922, en Italie en 1925, en France en 1926. Depuis 1923, il appartient à l'Opposition de gauche et, à partir de 1926 à sa « commission internationale ». Exclu du parti russe en 1927, il est expulsé d'U. R. S. S. en 1930 et revient en Espagne à la fin de septembre.

Il rejoint alors l'Opposition de gauche internationale et sa section espagnole récemment fondée et reprend avec Trotsky une correspondance suivie. Les divergences qui s'accroissent entre eux aboutissent à une rupture de leurs relations épistolaires en 1933. Opposé à l'entrée des trotskystes dans les partis socialistes, il combat les propositions de Trotsky en ce sens. L'entrée de la Izquierda comunista, qu'il dirige, dans le P. O. U. M. avec le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne de Maurín, et son refus de s'y constituer en fraction pour la IV^e Internationale, marquent une étape importante dans la direction de la rupture avec Trotsky et son organisation internationale, consommée après la signature par le P. O. U. M., en janvier 1936, du programme électoral des « gauches », Front populaire avant la lettre.

Secrétaire politique du P. O. U. M. et son principal porte-parole après la disparition de Maurín au début de la guerre civile, Nin représente son parti dans le comité central des milices antifascistes de Catalogne, puis, après sa dissolution, qu'il approuve, dans le conseil de la Généralité où il détient le portefeuille de la justice. Bien que ses divergences avec Trotsky continuent à être profondes, il a proposé le droit d'asile pour lui en Catalogne et dénoncé énergiquement la machination des procès de Moscou. Il est arrêté le 16 juin par des policiers venus de Madrid et détenu dès lors dans une prison privée du G. P. U. Dès le 25 juin, *Mundo Obrero*, organe central du P. C. E., titre sur « La fuite du bandit Nin ». Il a été en réalité, si l'on en croit Jesús Hernández, abominablement torturé et finalement achevé par ses bourreaux que dirigeait le tueur italien Vidali, connu en Espagne sous le nom de Carlos Contreras, le commandant Carlos.

Goffredo Rosini (1899-1937)

Goffredo Rosini, professeur de philosophie, originaire de Salerne, était en 1926 l'un des responsables « interrégionaux » du P. C. I. clandestin sous la botte fasciste. Arrêté, il purgea plusieurs années de prison et, selon le récit qu'il fit plus tard à ses amis brésiliens, s'y lia à Antonio Gramsci. Libéré, il s'évada d'Italie dans des conditions dont nous ne savons rien et émigra au Brésil où il rejoignit immédiatement l'Opposition de gauche.

Son expérience de la lutte contre le fascisme fit de lui un camarade très écouté au moment où montait dans ce pays le mouvement fasciste des Chemises Vertes. Goffredo Rosini se fit l'avocat et le propagandiste inlassable du front unique ouvrier contre le fascisme, en particulier dans l'hebdomadaire *Uomen Livre* (L'Homme libre) publié en commun, en tant que journal « antifasciste », par des militants appartenant à diverses organisations ouvrières.

Arrêté en 1935 au lendemain du coup d'Etat de Getulio Vargas, il fut expulsé du Brésil. Embarqué sur un cargo à destination de l'Italie pour y être livré à la police fasciste, il réussit à s'évader à l'escale de Barcelone et se cacha grâce à la complicité et l'aide active de militants ouvriers.

Il était à Barcelone au début de la guerre civile et participa aux combats de rue puis à la guerre sur le front d'Aragon où il fut blessé. Hospitalisé, il eut une idylle avec une infirmière d'origine russe. A sa sortie de l'hôpital il se rendit à un rendez-vous avec elle et ne reparut jamais. Ses camarades du Brésil furent informés qu'il avait probablement été enlevé sur un bateau soviétique et conduit en U. R. S. S., sans doute dans le cadre de la préparation d'un « procès ».



Anton GRYLEWICZ

Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz

DANS son effort pour accréditer la thèse des procès de Moscou, Staline — ce numéro des *Cahiers Léon Trotsky* a l'ambition de le démontrer — chercha à provoquer à l'étranger d'autres procès dans lesquels des trotskystes auraient été accusés, comme à Moscou, d'« espionnage » et de trahison au profit de l'Allemagne hitlérienne.

La Tchécoslovaquie fut le théâtre de l'une de ces provocations avec ce que l'on a appelé « l'affaire Grylewicz (1) ». Vieux militant du K. P. D., puis de l'Opposition de gauche, ancien gérant à Berlin du *Biulleten Oppositsii*, réfugié à Prague en 1933, Anton Grylewicz fut arrêté le 12 juillet 1937, inculpé d'espionnage et bénéficia d'un non-lieu le 2 novembre, avant d'être expulsé. L'affaire pourrait passer pour banale. Il n'en est rien. Tout indique qu'elle fut imaginée et suivie de très près par Staline en personne. Enfin c'est seulement aujourd'hui, par la découverte de documents inédits, que nous sommes en mesure de préciser les derniers points obscurs de cette entreprise machiavélique qui échoua pitoyablement.

Le récit de Grylewicz

Anton Grylewicz lui-même a écrit le récit de son affaire telle qu'il l'a vécue. Sans phrases ni fioriture, en termes simples, et sans emphase, il

(1) Anton GRYLEWICZ (1885-1971), ouilleur, socialiste en 1912, avait été pendant la guerre l'un des dirigeants du réseau des « délégués révolutionnaires » des usines d'armement de Berlin. Devenu l'un des dirigeants du parti social-démocrate indépendant dans la capitale, il avait combattu pour son adhésion à l'I. C. et avait rejoint le P. C. unifié en 1920. Il avait participé à Moscou à la préparation de l'insurrection allemande d'octobre, décommandée au dernier moment. Membre de la « gauche », il avait été exclu du K. P. D. en 1927, avait participé à la fondation du Leninbund qu'il avait quitté en 1930 pour fonder l'Opposition de gauche allemande dont il avait été l'un des principaux porte-drapeau. Il avait échappé de justesse à la Gestapo en 1933 et s'était réfugié en Tchécoslovaquie. Il était l'un des « trotskystes » les plus connus dans les P. C. du monde.

raconta dans les colonnes du *Biulleten Oppositsii* et de *De Rode Oktober*, organe du R. S. A. P., ses tribulations devant les policiers et le juge d'instruction. Nous reproduisons en annexe le texte intégral de cet article qui semble avoir échappé à l'attention des chercheurs dans la mesure où il parut seulement en langues néerlandaise et russe.

La trame est simple. Arrêté par la police tchécoslovaque, le vieux militant allemand se voit présenter une valise qui lui appartient, dont il connaît parfaitement le contenu et qu'il avait confiée au cours des années précédentes — précaution normale pour un émigré puisqu'elle contenait notamment des noms et adresses de militants — à un de ses camarades d'organisation, qu'il appelle « Batany », un trotskyste tchécoslovaque habitant Prague. La valise a été ouverte.

Grylewicz est invité à en inventorier le contenu. Comme il s'y attendait, il y « découvre » des documents qui tendent à l'impliquer dans une activité d'espionnage, de faux-passeports allemands avec des noms en blanc, un document militaire allemand, daté du 17 février 1938 attaché à une lettre de Franz Pfemfert (2) du 16 octobre 1936, un tampon allemand pour franchir la frontière, un mode d'emploi pour une encre sympathique. Grylewicz souligne les grossières invraisemblances — les dates des « documents » attachés l'un à l'autre — et se contente d'exiger qu'il soit noté dans le procès-verbal de son interrogatoire que la valise avait été ouverte hors de sa présence.

Des indices troublants lui font penser que l'un au moins des policiers qui l'interrogent a des accointances avec le G. P. U. Mais le G. P. U. ne contrôle pas alors la police tchécoslovaque, et le juge d'instruction n'est pas à ses ordres. Libéré et expulsé de Tchécoslovaquie, Grylewicz exclut totalement l'hypothèse de la complicité contre lui de son camarade Batany, suggère de la « naïveté » de sa part et préfère voir en lui une « victime » du G. P. U. Pour lui, l'affaire est terminée.

Elle n'a tout de même pas été sans conséquences. D'abord parce que l'accusation d'« espionnage » a permis de le garder longtemps au secret, sans l'assistance d'un avocat, et, pendant des mois, personne, en dehors des initiés ne pouvait imaginer l'inconsistance des accusations portées contre lui. De plus, le pilonnage de la presse stalinienne de Tchécoslovaquie et d'ailleurs, l'affirmation réitérée jour après jour à longueur de colonnes que le rôle de Grylewicz avait été « prouvé » — à Prague, et pas à Moscou — ont épouvanté et désorienté suivant les cas bien de ceux qui avaient été auparavant disposés à faire un bout de che-

(2) FRANZ PFEMFERT (1879-1954), journaliste et écrivain allemand, avait édité à partir de 1911 l'hebdomadaire *Aktion*. Il était connu avant et pendant la guerre pour sa critique de gauche du parti social-démocrate. Membre du K. P. D. en 1919, puis du K. A. P. D. gauchiste fondé en 1920 après la scission du premier, il s'était après 1927 rapproché des positions de Trotsky auquel le liait une amitié personnelle. Sa femme, Alexandra Ramm, avait traduit en allemand plusieurs ouvrages de Trotsky. Il avait émigré en 1933 en Tchécoslovaquie, à Karlovy-Vary, où il était photographe. Au moment de l'arrestation de Grylewicz, il venait de se fixer en France.

min avec les « trotskystes » comme lui : le comité pour le droit et la vérité constitué en 1936 pour combattre les procès de Moscou a volé en éclats dès son arrestation (3) et ne s'en remettra pas.

Des « révélations » concomitantes

Homme modeste et simple, Grylewicz, quand il faisait le récit de son « affaire » ne se doutait visiblement pas, malgré les informations qui étaient parvenues à sa connaissance en Occident, qu'il s'était trouvé placé au centre d'une nasse dont Staline en personne tirait les fils. La première indication à ce sujet avait pourtant été donnée par la publication en France à la fin de 1937 des « Carnets » d'Ignace Reiss, ancien dirigeant du G. P. U., assassiné au mois de septembre précédant après avoir rompu avec le service et annoncé son ralliement à la IV^e Internationale (4). Il avait en effet noté à la date du 24 juillet 1937 dans ces pages :

« D'après les renseignements que j'ai, des rapports ont été fournis (par le G. P. U.) à la police tchèque à Prague, tendant à présenter l'émigré politique allemand Grylewicz comme un agent de la Gestapo. La police tchèque ne semble pas pressée d'agir. Staline a plusieurs fois téléphoné à Ejov pour lui demander où en est l'affaire Grylewicz ; il tient à avoir à tout prix un procès contre des trotskystes en Europe. Sloutsky (5) dit : "Les autorités tchèques ne sont pas pressées. Elles comprennent des légionnaires (6)"(7). »

(3) *Bulletin d'information et de presse* du comité d'enquête sur les procès de Moscou et pour la liberté d'opinion pendant la Révolution, n° 9, novembre 1937, p. 9.

(4) Ignacy S. PORETSKI (1899-1937), jeune communiste polonais, était entré très tôt dans l'appareil du Comintern, puis les services de renseignement de l'Armée rouge et enfin le G. P. U. où il avait de hautes responsabilités dans le service étranger. Ebranlé par les procès de Moscou et la décision d'exterminer les trotskystes, il avait pris contact avec le Hollandais Sneevliet et fait parvenir à Trotsky et à ses camarades « l'avertissement Ludwig ». En juillet, il avait rompu par une lettre rendue publique par la suite et annoncé son ralliement à la IV^e Internationale. Il avait été assassiné en Suisse en septembre 1937 et fut connu dès lors par le nom donné sur le coup par sa femme, Ignace REISS.

(5) Abram A. SLOUTSKY (1896-1938) devenu bolchevik dans la période révolutionnaire avait d'abord servi dans la tchéka, puis était devenu chef du service étranger du G. P. U.

(6) La « Légion tchèque » était une unité militaire, financée et encadrée par le commandement français, qui avait été recrutée dans les camps de prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise en Russie pour combattre au côté des Alliés. Son soulèvement contre le gouvernement bolchevique, en 1918, marqua le début de la « guerre civile ». Les « légionnaires » étaient connus pour leur hostilité à l'Union soviétique.

(7) Victor SERGE, A. ROSMER, Maurice WULLENS, *L'Assassinat d'Ignace Reiss*, Paris, Pierre Tisné, 1938, p. 15-16.

Un an plus tard, Krivitsky (8), vieux compagnon de Reiss, mais qui n'a pas pris de risques pour le sauver avant pourtant de se décider à faire lui aussi défection, écrit un récit si semblable qu'il peut avoir été copié : racontant des confidences du même Sloutsky, après un coup de téléphone auquel il a assisté, il lui prête les propos suivants :

« Staline veut un procès d'espions trotskystes en Europe. Si nous y arrivons cela fera sensation. La police de Prague va arrêter Grylewicz. Ce sont nos amis, mais nous ne pouvons pas les faire marcher comme les gens de chez nous. Ici, je n'ai qu'à ouvrir les portes de la Loubianka et y mettre autant de gens que je veux. Mais à Prague, il y a encore quelques légionnaires qui se sont battus contre nous en 1918, et ils sabotent notre travail (9). »

Il faudra attendre plusieurs années une version plus élaborée, cette fois sous la plume du fameux général Orlov (10). Selon lui, ce serait au cours même du second procès de Moscou — en apprenant que l'histoire du voyage de Piatakov à Oslo (11) était mise en pièces par d'irréfutables témoignages (12) — que Staline donna à Sloutsky l'ordre de faire placer chez des trotskystes tchèques des documents les impliquant dans des activités d'espionnage, afin que la police tchèque, dûment renseignée, les « découvre », apportant ainsi sa caution à l'entreprise et offrant à Staline un « procès d'espions trotskystes », un « procès de Moscou à Prague ».

La première partie du plan est, selon Orlov, exécutée sans difficulté. Le « résident » du G. P. U. à Prague, Furmanov, suggère à Sloutsky le choix de Grylewicz et place les faux documents dans une valise qui lui appartient « avec l'aide d'un communiste tchécoslovaque qui connaissait bien Grylewicz ». Sloutsky, qui supervise toute l'opération, s'emploie à

(8) Samuel GINSBURG, dit Walter G. KRIVITSKY (1899-1941) camarade de jeunesse de Poretski-Reiss, avait suivi le même itinéraire que lui et, semble-t-il, vainement tenté de le prévenir de la tentative d'assassinat du G. P. U. en préparation contre lui. Il avait ultérieurement rompu à son tour avec le stalinisme et publié un livre intitulé *I was Stalin's Agent*.

(9) Walter G. KRIVITSKY, *I was Stalin's Agent*, Londres, 1939, p. 189.

(10) Alexander ORLOV, un pseudonyme sans doute de KATZELLENENBAUM, était un haut-fonctionnaire du G. P. U. également en service en Europe occidentale qui servit notamment deux ans en Espagne et rompit avec Staline en juillet 1938 pour passer au service des renseignements américains. Ce n'est qu'en 1953 qu'il publia ses « souvenirs », un livre soigneusement expurgé de tout ce qui pouvait notamment le compromettre personnellement. La protection des autorités américaines lui a permis de demeurer dans l'ombre. Il ne semble cependant pas que ce soit lui qui fut connu en Espagne sous le nom d'Orlov, mentionné par nombre d'anciens militants du P. C. comme le chef du G. P. U. dans ce pays. Pour les références à son livre, Alexander ORLOV, *The Secret History of Stalin's Crimes*, New York, 1953, voir p. 205-209. Grylewicz, par suite d'une translittération défectueuse du russe, y est orthographié « Grilevitch ».

(11) L'un des principaux accusés du deuxième procès de Moscou, Piatakov, avait « avoué » s'être rendu de Berlin à Oslo pour rencontrer Trotsky et avoir reçu de lui des instructions en vue de la poursuite du « terrorisme » en U. R. S. S.

(12) Ces témoignages comprenaient notamment ceux des directeurs des aéroports norvégiens attestant qu'aucun avion étranger n'avait atterri dans cette période.

prévenir les autorités et provoquer leur intervention, par téléphone, lettres anonymes, de Prague d'abord, puis de Paris. Staline s'impatiente. Ejov télégraphie à Sloutsky que Staline s'impatiente. Sloutsky en rajoute encore en envoyant de Paris à Grylewicz une lettre contenant un message écrit à l'encre sympathique et en dénonçant à la police de Prague la prochaine arrivée de cette lettre. Nous sommes en février 1937. Il faudra encore attendre cinq mois pour que les policiers tchèques se décident enfin à perquisitionner chez Grylewicz.

Orlov ajoute un précieux détail : l'agent qui a permis de monter l'affaire a quitté, sur ordre, la Tchécoslovaquie très tôt et s'est rendu en U. R. S. S. Il y a été exécuté.

Les dossiers de la police tchèque parlent

C'est un gros rapport de la police stalinienne de Tchécoslovaquie établi en 1950 en vue de la préparation de nouveaux procès contre des « trotskystes » ou prétendus tels et reposant sur une étude des archives de la police de la 1^{re} République tchécoslovaque qui nous a donné finalement la clé de la dernière énigme non résolue (13).

Le « document n° 6 » comprend les renseignements policiers sur ce que le rapport appelle « le groupe Salus (14) », c'est-à-dire le groupe des communistes internationalistes de Tchécoslovaquie, qui éditait à l'époque le journal *Jiskra*. Le rapport explique : « Dès 1935, le groupe Salus établit des liens directs avec certains trotskystes qui étaient au service de la Gestapo (p. 31). » Et il donne comme exemple de ces « trotskystes au service de la Gestapo »... « Ondrej Bartanyi, né à Budapest, citoyen tchécoslovaque », à n'en pas douter le « Batany » cité par Grylewicz. Le rapport de 1950 poursuit : « Le 7 janvier 1937, la direction de la police avait fourni à Bartanyi et à sa fiancée les passeports qui leur avaient permis de partir pour la France. » Aucune mention n'est faite — on le comprend — de l'épisode de la valise, mais le rapport poursuit : « Plus tard, la direction de la police de Prague avait reçu de France une lettre confidentielle dans laquelle une personne inconnue affirmait que Bartanyi faisait partie d'un "réseau" dont l'activité était contrôlée par des "nazis" (p. 32). Selon l'auteur de la lettre, Bartanyi, Grylewicz, Salus, Tukalevsky (15) et de certains Pfemfert (*sic*) faisaient tous partie de cette bande. »

(13) *Zpráva o činnosti opozičních a trockistických grupin za minulú Republiky*, 84 p. dactylographiées.

(14) Wolfgang V. SALUS (1909-1953), militant des Jeunesses communistes, avait été gagné en U. R. S. S. à l'Opposition de gauche dont il avait été l'un des organisateurs en Tchécoslovaquie. Animateur du groupe des communistes internationalistes de ce pays, il y éditait le journal *Jiskra* (L'Étincelle).

(15) Vladimir Tukalevsky était directeur de la bibliothèque slave de Prague : les « aveux » de l'accusé Olberg à Moscou le présentaient comme « trotskyste » et « fasciste » et fournisseur de faux passeports.

Ce bref « résumé », parvenu entre nos mains l'année dernière, vient confirmer et préciser ce que nous savions :

— Bartanyi est bel et bien parti vers le début de l'année de Tchécoslovaquie, avant que n'éclate l'affaire Grylewicz.

— Il y a donc toutes chances que ce soit effectivement lui qui avait placé les documents compromettants dans la valise que lui avait confiée Grylewicz et que la police tchèque devait « découvrir » après son départ du pays.

— Ce soi-disant « trotskyste au service de la Gestapo » était en réalité, selon toute vraisemblance, et comme ses homologues des procès de Moscou, un agent du G. P. U. que les trotskystes tchécoslovaques n'ont pas réussi à démasquer, même le coup fait.

— Les précisions données par Orlov en ce qui concerne l'envoi par Sloutsky, notamment de Paris, de lettres anonymes, sont confirmées.

— L'objectif de l'« amalgame », comme disait Trotsky, était d'étayer l'édifice sérieusement compromis des procès de Moscou en faisant juger et condamner comme espions par un tribunal tchécoslovaque, non seulement un authentique trotskyste comme Grylewicz et peut-être d'autres, mais aussi des hommes mis en cause dans les « aveux » de Moscou, qui avaient joué ou pouvaient jouer un rôle réel dans la démolition de l'édifice de mensonges des gens de Moscou : Grylewicz lui-même, Tukalevsky et surtout Franz Pfemfert qui avaient permis de démasquer Olberg, l'un des principaux « témoins à charge » de Moscou, comme un agent provocateur du G. P. U. (16).

— Si l'entreprise échoua dans son objectif le plus ambitieux, elle eut cependant pour Staline un résultat positif, la disparition définitive du comité pragois contre les procès de Moscou et l'isolement accru des trotskystes de Tchécoslovaquie.

Ainsi se trouve reconstitué, nous semble-t-il, l'un des épisodes de l'affaire mondiale « procès de Moscou » : tentative d'étayer les deux premiers procès par un troisième, d'accréditer les mensonges des procès par de nouveaux mensonges, tout en réalisant au passage l'extermination d'une section de la IV^e Internationale.

(16) Valentin P. OLBERG (1909-1936), Letton d'origine, avait appartenu en Allemagne à l'Opposition de gauche jusqu'en 1931, où il s'était rallié au groupe de Landau. Lors du procès des seize en août 1936 à Moscou, il avait complaisamment « avoué » et Trotsky le considérait comme l'un des provocateurs destinés à accréditer par des aveux publics la thèse de l'accusation.

Anton GRYLEWICZ

LE PROCÈS D'ESPIONNAGE MANQUÉ (*)

(17 novembre 1937)

Agé aujourd'hui de cinquante-trois ans, je suis depuis 1905, c'est-à-dire depuis trente-deux ans et sans interruption, socialiste organisé. A Berlin-Neukölln, j'avais chez moi depuis 1930 une petite imprimerie et j'ai édité sous ma responsabilité pendant les années 1931-1932 notamment cinq brochures de L. Trotsky, lequel critiquait vigoureusement la politique des staliniens et du S. P. D., exigeait un combat énergique contre le fascisme et défendait la nécessité, pour ce combat, du front unique entre P. C. et P. S. J'étais en outre le gérant d'un hebdomadaire des disciples allemands de L. Trotsky et du *Biulleten Oppositsii* russe. Quand le pouvoir changea de mains, toutes ces choses furent interdites et confisquées par les fascistes allemands. Je n'ai échappé à l'emprisonnement que par la fuite.

Le 13 mars 1933, un commando de la S. A. pénétra chez moi, endommageant portes et fenêtres, força les placards et le bureau et confisqua entre autres ma bibliothèque, quelques brochures, etc. Comme on ne m'avait pas trouvé, la S. A. arrêta ma femme. Après sa libération, elle fut placée sous la surveillance de la S. A. A la suite des vaines recherches de la S. A. pour me retrouver, ma femme faillit à nouveau être arrêtée à la fin de mai 1933 et fut obligée d'émigrer à la mi-juin 1933 en Tchécoslovaquie. J'avais moi-même dû fuir l'Allemagne à la fin mars déjà et émigrer en Bohême, à Reichenberg. Nous avons vécu là jusqu'au début de 1934 et avons alors déménagé à Prague, où nous avons résidé, jusqu'à mon arrestation, sans être importunés. Ma femme est présentement encore à Prague.

Le 12 juillet 1937, deux inspecteurs de la police de Prague ont fait irruption chez nous et ont fouillé l'appartement sans résultat; ils m'ont arrêté sur un ordre de la direction de la police. Lors de mon premier interrogatoire, à la fin de la matinée du 12 juillet, on me montra une petite valise que je reconnus aussitôt comme mienne. Je l'avais conservée chez moi jusqu'au début de 1936. Elle contenait quelques brochures des bolcheviks-léninistes allemands, que nous avions également éditées légalement à Prague, des pièces d'administration, des relevés de compte, un fichier d'abonnés, etc., pour le journal *Unser Wort* qui avait paru très légalement à Prague d'avril à octobre 1933. Il y avait également dans cette valise un dossier comprenant une correspondance terminée et classée, surtout des questions d'administration

(*) *Biulleten Oppositsii*, n° 60-61, décembre 1937, p. 15-16; *De Rode Oktober*, n° 2, 1937.

concernant les brochures en question et *Unser Wort*, et que je détruisais petit à petit après que le journal eut été transféré à Paris.

Au début de 1936, je remis en dépôt cette valise, fermée, avec le contenu que je viens d'indiquer, à un ami politique du nom de Batany, que je savais sérieux et digne de confiance. J'avais appris en effet que de faux policiers essayaient de perquisitionner chez les émigrés. Depuis, j'ai eu cette valise entre les mains à trois ou quatre reprises, la dernière fois vers la fin d'octobre 1936. Chaque fois j'en ai examiné attentivement le contenu, détruisant quelques lettres et enlevant ce qui concernait de vieilles affaires classées. Ensuite, je la fermais et la rendais à Batany. Je n'ai revu cette valise qu'après mon arrestation. Elle avait été saisie — j'ignore les circonstances exactes de cette saisie — et ouverte par la police avant mon arrestation.

Mon premier interrogatoire fut centré autour de questions au sujet de mes activités politiques et administratives en Tchécoslovaquie, des personnes avec qui j'étais en liaison, de comment et de quoi ma femme et moi vivions-nous, etc. On ne fit aucune mention de ce qui avait été trouvé dans la valise, de choses ayant un rapport avec l'espionnage, la trahison militaire, etc. Le soir du même jour, j'ai été interrogé par trois inspecteurs. Au début, on me posa les mêmes questions que le matin. Puis les trois hommes quittèrent la pièce et, après environ un quart d'heure, l'un d'eux revint pour entamer avec moi une conversation « personnelle » sur les procès de Moscou. Il s'avérait extraordinairement bien renseigné, connaissait tous les noms des hommes impliqués et condamnés et défendit avec âpreté et même avec haine la thèse des staliniens. J'eus tout de suite l'impression qu'il s'agissait d'un « homme de liaison » du G. P. U. et de l'ambassade russe à Prague. Et cette impression fut encore renforcée à l'interrogatoire suivant. Il me demanda brusquement si je pouvais lui indiquer où l'on pouvait se procurer de faux passeports allemands. Je répondis que je ne m'occupais pas de telles affaires. Il sortit alors de sa poche trois passeports allemands : deux vierges, le troisième, périmé, avait appartenu à une émigrée allemande que je ne connaissais que vaguement. Il ajouta que ces trois passeports avaient été trouvés dans ma valise. Je le niai et affirmai que je les voyais pour la première fois (à ce qu'il me dit, les passeports vierges étaient faux). A ma demande, ma déclaration fut notée dans le procès-verbal au terme d'un entretien plus long et en partie plus véhément au cours duquel les deux autres policiers réapparurent. Puis les trois hommes quittèrent de nouveau la pièce. Au bout d'un certain temps, ils revinrent avec mon dossier de correspondance et exigèrent que je vérifie les lettres une à une afin de contrôler si elles m'appartenaient bien. La quatrième ou la cinquième était une copie de ma lettre du 16 octobre 1936 à Franz Pfemfert qui habitait encore à l'époque à Karlsbad où il avait un atelier de photo. Ce qui me frappa tout de suite, c'est que deux petits fragments de pellicule y avaient été attachés par un trombone. Je les voyais également pour la première fois. La première était la copie d'un court message en allemand au sujet de plans d'occupation de la Tchécoslovaquie par le gouvernement hitlérien, plus un bref compte rendu d'un discours du ministre des affaires étrangères. La seconde était un message bref et, en outre, anodin, en tchèque, d'un soldat au sujet de sa section d'armée. Le message politique était daté du 17 février 1937. J'attirai tout de suite l'attention sur la différence des dates (la lettre du 16 octobre 1936 et la pellicule du 17 février 1937), en mentionnant le fait que, depuis la fin octobre 1936, je n'avais plus revu cette valise. Les policiers se turent, embarrassés et interdits, blêmes, se regardant l'un l'autre. Cela devait être également,

à ma demande, consigné avec tous les détails dans les procès-verbaux. Poursuivant l'examen du dossier, j'y vis soudain un petit mot manuscrit. Aussitôt, l'homme dont il a été question plus haut s'en empara en me demandant : « Eh bien, ça non plus vous ne le connaissez pas ? C'est bien vous qui l'avez écrit ! »

Sans en connaître le contenu, j'affirmai que cela ne m'appartenait pas non plus. Il s'agissait d'un mode d'emploi pour la fabrication et l'utilisation d'une encre sympathique. Enfin on me montra un tampon qui n'était pas non plus à moi : c'était un tampon allemand pour le passage de la frontière. Après qu'on eut pris note de mes déclarations sur ce point également, je demandai finalement qu'il soit noté dans les procès-verbaux que ma valise avait été ouverte hors de ma présence. Cette demande provoqua chez les policiers beaucoup d'excitation et d'embarras. Ils hurlèrent qu'en agissant ainsi j'accusais la police d'avoir placé elle-même ces objets dans ma valise. Je dis que je ne prétendais pas cela et que je n'avais encore aucune indication concernant l'auteur de cet acte de fourberie. Ils s'énervèrent beaucoup, me menacèrent des éventuelles conséquences pour moi [de cette demande], quittaient la pièce de temps en temps et revenaient en me demandant : « Avez-vous réfléchi ? Maintenez-vous votre déclaration ? » Comme je ne renonçais pas, ils furent bien obligés finalement d'accepter de faire ce que je demandais, non sans cette remarque significative : « Vous le regretterez ! »

Je fus conduit vers minuit dans une cellule et, le 15 juillet, sans autre interrogatoire, transféré à la prison de Pankrac où je fus enfermé seul. Quand on m'amena chez le juge d'instruction, ce dernier m'interrogea poliment, mais très brièvement. Le procès-verbal ne contenait que dix lignes susceptibles de convaincre même un juge. J'y disais brièvement ceci : « Je nie absolument avoir à faire quoi que ce soit avec ce qui m'est reproché et j'insiste, encore une fois, sur le fait que ma valise a été ouverte hors de ma présence. » Le juge fit encore cette remarque : « Vous avez ici beaucoup de "bons amis" ? »

Ce fut mon unique interrogatoire chez le juge d'instruction. Après être resté emprisonné pendant un mois et demi et sans nouvelles de mon affaire, je fis parvenir le 30 août une défense, par écrit, de quatre pages, dans laquelle j'exposais tous les détails qui prouvaient mon innocence et indiquais sept témoins. Aucun ne fut entendu. Vers la fin de septembre, le juge d'instruction dit à mon avocat qu'il était convaincu de mon innocence, qu'il allait accélérer l'affaire et me libérer bientôt. Le 2 novembre, je fus conduit devant le juge qui m'annonça qu'on avait rendu un non-lieu et que j'étais libéré.

Comme j'étais étranger, il devait d'abord m'envoyer à la police, laquelle allait certainement me libérer tout de suite. On m'emmena immédiatement à la police politique qui me communiqua, le 3 novembre, mon expulsion définitive du territoire tchécoslovaque. Dans la même pièce, on m'informa également que j'avais à trouver sur-le-champ quelqu'un qui se chargerait de ma maison et de mes affaires et que je devrais ensuite quitter tout de suite la Tchécoslovaquie. Si je ne le faisais pas de mon propre gré, je serais conduit à la frontière autrichienne. Ils ajoutaient les remarques habituelles pour le cas où je reviendrais illégalement.

Je caressais donc l'espoir d'être libéré au moins dans quelques jours, de pouvoir tout régler avec ma femme, nous procurer de l'argent et ce qui était nécessaire pour le départ. Mais tout tourna autrement ! La police politique me conduisit à la police des étrangers de Prague, dont le chef me déclara d'emblée qu'il n'avait pas du tout l'intention de me libérer, alors que la police politique,

elle, voulait absolument que je quitte la Tchécoslovaquie le jour même !

Sur ces entrefaites, la nuit était tombée, et je fus transféré dans une autre prison. Ma femme, qui alla voir dans l'après-midi le chef de la police politique, reçut de lui l'assurance que je pourrais passer encore quelques jours dans ma nouvelle « demeure » et qu'elle pourrait me rendre visite tous les jours afin de régler nos affaires personnelles. Mais, en violation de ces promesses, on m'emmena le 5 novembre à la gare et un inspecteur me conduisit à la ville frontière où il me mit à la disposition de la police municipale. Là on me dit qu'il me faudrait franchir la frontière illégalement. On me décrivit la route, mais on ne m'accompagna pas. La nuit tomba avant que je sois arrivé à la frontière. Il pleuvait beaucoup, je me perdis dans la forêt et continuai à marcher des heures durant sans savoir où j'étais. Je finis par trouver une rue près d'un chemin de fer et c'est ainsi que j'arrivai tard dans la soirée à une gare frontière où deux gendarmes me trouvèrent complètement épuisé. Ils m'enfermèrent pour la nuit et m'envoyèrent le lendemain vers une autre gare frontalière où j'arrivai avec 50 couronnes en poche. Je décidai de revenir à Prague avec cet argent et j'y arrivai le 6 novembre au soir. Je pus y passer encore cinq jours, réglant autant que je le pouvais mes affaires privées, j'empruntai de l'argent à mes amis et essayai de me rendre légalement dans un autre pays. Comme mon passeport n'était valable que jusqu'au 21 novembre 1937, je n'obtins pas de visa.

Je quittai Prague le 12 novembre au matin. Je fus reconnu dans le train et arrêté. Malgré mes déclarations, preuves à l'appui, je fus obligé de descendre à la gare suivante. Un inspecteur me ramena à la police de Prague. Là, de nouveau, un long interrogatoire et la menace d'une autre inculpation pour espionnage, etc. Le lendemain matin 13 novembre, on me présenta de nouveau au chef de la police politique qui me dit qu'un inspecteur allait me conduire tout de suite à la frontière autrichienne. Cet inspecteur me conduisit à la gare, y acheta, avec mon argent, un billet jusqu'à la frontière et m'ordonna de monter dans le train. Il resta lui-même à la gare, me faisant faire seul le voyage jusqu'à la frontière. Je franchis la frontière le jour même.

Qui a commis cette fourberie ?

Il existe, à mon avis, deux possibilités. Ou bien un agent du G. P. U., se présentant comme un ami, a placé ces objets dans la valise chez Batany qui la gardait, pour dénoncer ensuite Batany à la police (selon la police, Batany doit avoir pris la fuite). J'exclus entièrement le fait que Batany ait placé lui-même ces objets dans la valise. Dans sa confiance juvénile, il a plutôt été victime du G. P. U. L'autre possibilité est qu'un agent de l'ambassade soviétique, lié avec la police politique de Prague, ait placé ces objets dans la valise, avec l'assentiment et l'aide de la police.

Les notes écrites par Ignace Reiss, assassiné en Suisse, prouvent que le G. P. U. avait de mauvaises intentions.

PROCÈS D'AMÉRICAINS A MOSCOU OU PROCÈS DE MOSCOU A NEW YORK ?

L'affaire Robinson-Rubens

Enquête (1) conduite par Pierre BROUÉ
avec la collaboration et l'aide de Michel
DREYFUS, Roland LEWIN, John POU-
LOS, Gérard ROCHE, Annie SCATTO-
LON, Alan WALD.

PASSEE pratiquement inaperçue en Europe, l'affaire qu'on appela « Robinson-Rubens », de deux des faux noms du mystérieux personnage qui fut l'un de ses principaux protagonistes, a eu en revanche un grand retentissement aux États-Unis. Elle a incontestablement sa place dans ce numéro spécial sur « Les procès de Moscou dans le monde », soit que, dans le cas le plus simple et, si l'on ose dire, le plus bénin, il se soit agi de la simple suppression par le G. P. U. de certains de ses agents aux États-Unis, soit que, comme l'ont pensé à l'époque Herbert Solow, Carlo Tresca et avec eux les trotskystes américains, elle ait constitué la partie visible d'un amalgame de plus grande envergure destiné à compromettre par des aveux de prétendus « espions » et « saboteurs » le travail de la commission Dewey et à étayer par conséquent la construction des procès de Moscou.

L'enquête que nous avons commencée et dont nous donnons ici les premiers résultats ne nous a pas conduits à une conclusion indiscutable.

(1) C'est bien d'une enquête et non d'un article ordinaire qu'il s'agit puisque notre recherche nous a conduits de la B. D. I. C. de Nanterre au Centre américain de documentation de Paris, à la New York Public Library, à la Bibliothèque de l'Institution Hoover à Stanford et à la Bibliothèque communale de Follonica à la recherche d'imprimés et d'archives. Au moment où ce numéro est mis sous presse, nous n'avons pu encore consulter sur cette question l'ensemble des documents mis à la disposition des chercheurs aux États-Unis en vertu du Freedom of Information Act — et nous le regrettons. Mais la recherche historique non subventionnée est incontestablement une activité aussi lente que coûteuse.

*Elle nous a au moins démontré que cette entreprise « américaine » du G. P. U., comme celle des « procès de Moscou » prévus à Prague et à Barcelone, fut mal préparée et abandonnée prématurément parce qu'irré-
médiatement compromise. Elle nous a pourtant entraînés fort loin dans
une succession de disparitions et d'assassinats spectaculaires.*

Double disparition d'Américains à Moscou ?

TOUT commence à Moscou, à l'hôtel National, le 8 décembre 1937. Dans un des salons de ce grand hôtel voisin de l'ambassade des Etats-Unis, une jeune femme effondrée confie à des journalistes et diplomates américains que son mari, Donald L. Robinson, arrivé avec elle en touriste dans la capitale soviétique le 6 novembre précédent pour assister notamment aux cérémonies du 20^e anniversaire d'Octobre, a disparu depuis le 2 décembre. Partie seule en promenade ce jour-là, elle aurait appris à son retour, de la direction de l'hôtel, que son mari, brutalement atteint d'une maladie subite et grave, aurait dû être hospitalisé d'urgence et placé dans un poumon d'acier. Elle ajoute qu'en dépit de démarches pressantes, elle n'a pu depuis connaître ni le lieu de son hospitalisation, ni le point de son état de santé.

L'affaire rebondit et trouve un écho dans la grande presse américaine quand Mrs Ruth Norma Robinson elle-même disparaît à son tour, le 9 décembre (2). Il y va en effet de la fameuse « protection » due par les autorités américaines à deux citoyens disparus à l'étranger et des accords américano-soviétiques. Pendant plus d'une semaine, les autorités de Moscou affirment tout ignorer du sort du couple Robinson (3). L'affaire est si troublante que le *New York Times* s'interroge : tout semble indiquer que les Robinson sont aux mains de la police, mais le silence des autorités soviétiques, dont on connaît pourtant le souci de ne pas mécontenter le département d'Etat, ne s'expliquerait que si les Robinson n'étaient pas réellement américains (4). Après la fumée, le feu : le 14 décembre, le département d'Etat fait savoir que les « touristes » disparus sont en réalité des personnes non identifiées, les passeports au nom de Robinson étant faux (5).

(2) *New York Times*, 10 décembre 1937.

(3) *Ibidem*, 11, 12, 13, 15, décembre 1937. Aux termes de l'échange de lettres entre Roosevelt et Litvinov lors du voyage de ce dernier aux Etats-Unis en 1933, les Etats-Unis devaient bénéficier en U.R.S.S. de la clause de la « nation la plus favorisée » et leur gouvernement devait être informé dans les 72 heures par son homologue soviétique de toute poursuite entreprise contre un citoyen américain.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*, 17 décembre 1937.

Trotskyistes, espions, saboteurs... non identifiés

Le 16 décembre, l'affaire connaît un vrai tournant. Les *Izvestija* annoncent en effet que la police soviétique a reçu l'ordre d'arrêter les prétendus Robinson : le *New York Times* y voit à juste titre un indice du fait que la police les détient déjà. Le quotidien de Moscou donne d'ailleurs le ton : citant une interview au *New York Daily News* dans laquelle le trotskyste américain Max Shachtman dénonçait dans l'affaire une machination stalinienne en vue d'un nouvel amalgame, il y voit la preuve que les « trotskystes » sont mêlés à l'affaire et « cherchent à couvrir leurs traces (6) ». Dans un communiqué de presse, le Dr Dewey, président de la commission d'enquête, dénonce ce qu'il appelle « les préparatifs d'une nouvelle imposture », visant, dit-il, « à calomnier la commission et à discréditer son travail (7) ».

Tout va dès lors très vite. La presse russe annonce l'arrestation des Robinson. L'homme aurait été arrêté à Sverdlovsk, dans une zone d'intérêt militaire, porteur de faux passeports et d'un matériel d'espion. Les commentateurs suggèrent que ce « trotskyste » travaillait pour l'Allemagne nazie, ou le Japon. Aux Etats-Unis, *Daily Worker* et *New Masses*, organes du P. C., prennent le relais et commencent à orchestrer une campagne reprise d'ailleurs par la chaîne ultra-réactionnaire de Hearst. Les rumeurs foisonnent, en provenance du siège du P. C. ou de l'ambassade soviétique à Washington : la preuve que des « trotskystes américains » espionnent et sabotent en Union soviétique, c'est que Robinson, avant son départ, a pris contact... avec les Japonais en Californie, avec Trotsky au Mexique, avec le Dr Horace M. Kallen, membre du comité de défense de Trotsky et ami de Dewey à New York (8) et qu'il avait « des liens » avec le

(6) *Ibidem*, 17 décembre, avec de larges extraits de l'article des *Izvestija* de la veille. Le jour même, James P. Cannon donnait une conférence de presse.

(7) *Ibidem*.

(8) On peut trouver un résumé des accusations et rumeurs mises en circulation à cette époque dans deux articles-bilans, celui de JUNIUS (pseudonyme de Solow) dans *Socialist Appeal* du 16 avril 1938 et un autre signé de SOLOW dans *New Leader* du 25 novembre 1939. Une des pièces les plus intéressantes du dossier de presse se trouve dans une dépêche parue dans le *New York World Telegram* du 4 janvier 1938, émanant des « milieux bien informés de Washington ». Cette dépêche indique en effet que l'on pense généralement à Washington que les « Robinson » sont en réalité des agents soviétiques et que leur « arrestation devrait être suivie d'une nouvelle série de procès avec aveux en Russie ». Elle poursuit en indiquant comme objectif de l'opération les trotskystes étrangers et la peur de l'espionnage japonais et indique : « La publicité donnée en Amérique à l'affaire Robinson a été accueillie avec une grande satisfaction par les autorités soviétiques comme un bon début. » Elle précise que c'est « une série de coïncidences relevées par l'enquête » qui a tourné Washington vers « la théorie de l'agent secret, d'abord émise par Max Shachtman et d'autres dirigeants trotskystes américains ». Enfin, parmi les éléments susceptibles d'être invoqués à l'occasion d'un procès, la dépêche au *World Telegram* précise : « On indique également que les Robinson ont parlé à Moscou de leurs voyages à travers

consulat général d'Allemagne à New York. Le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon porte plainte pour les détournements de correspondance qui se multiplient depuis quelques jours au détriment de l'organisation trotskyste (9). Il semble que ce sont bel et bien les éléments d'un nouvel amalgame qui sont ainsi mis en place.

Or il tourne court brutalement. Le premier coup de théâtre se produit le 28 décembre. L'enquête menée à New York vient en effet de révéler que les deux personnes entrées en U. R. S. S. avec de faux passeports aux noms de Robinson se sont embarquées le 16 octobre sur le vapeur italien *Rex*, qu'elles l'ont quitté à Naples le 23, qu'elles ont couché à l'hôtel Scribe à Paris, le 30 octobre, mais qu'elles étaient alors munies d'autres passeports américains, aux noms d'Adolph Arnold Rubens et de son épouse Ruth Marie (10). Robinson ou Rubens ?

En fait, ni l'un, ni l'autre. Le 28 décembre, les enquêteurs révèlent l'identité de la femme qui s'est fait appeler Mrs Robinson pour entrer en U. R. S. S. : il s'agit d'une citoyenne américaine, Ruth Marie Boerger, qui est bien, depuis mai 1935, l'épouse légitime d'un nommé A. A. Rubens. Mais cette révélation en provoque une autre : A. A. Rubens, qui avait, lors de sa naturalisation, obtenu le changement légal de son premier nom d'Adolph Charles Rudewitz en Rubens, n'est en réalité pas plus Rubens ou Rudewitz que Robinson, ainsi que le démontre l'apparition indignée du véritable Adolph Charles Rudewitz, lequel affirme n'avoir jamais demandé à devenir Rubens, tout ignorer de Ruth Marie et avoir seulement été victime d'un vol de papiers d'état civil (11). Qui est donc réellement celui qui ne s'appelle ni Robinson, ni Rubens, ni Rudewitz ? Ou, si l'on préfère, à qui Ruth Marie Boerger a-t-elle été légalement mariée — sous le nom de Rubens ? On n'est apparemment pas près de le savoir.

Au mois de février, après bien des démarches et notes diplomatiques pressantes, le chargé d'affaires des Etats-Unis à Moscou obtient enfin

tous les Etats-Unis et d'une visite à Léon Trotsky au Mexique. On disait qu'aux Etats-Unis ils avaient passé quelque temps en Californie, considérée comme un centre de l'activité d'espionnage. » Cette dernière phrase, comme devait l'indiquer Solow dans *Socialist Appeal*, préparait le terrain à l'amalgame Trotsky-Mikado. A ce sujet, dans l'ensemble, Solow remarque que les accusations les plus graves se trouvent non dans la presse du P. C. mais dans les journaux de la presse ultra-réactionnaire Hearst. Il est indéniable que les services de presse du P. C. et de l'ambassade soviétique s'entendirent à merveille pour « intoxiquer » des journalistes avides de matière sensationnelle. Mais la presse Hearst avait une politique. Ce fut un journaliste de la chaîne en question, curieusement nommé d'ailleurs Donald Robinson, qui fut à l'origine des rumeurs concernant les liens prétendus entre « Robinson » et le Dr Horace Kallen (cf. n. 28, p. 23), ami personnel de Dewey et membre du comité de défense de Trotsky (voir notamment le *New York Daily Mirror*, du 30 décembre 1937).

(9) *Socialist Appeal*, 22 janvier 1938. Le *New York Times* du 19 janvier 1938 fait le point des premiers résultats de l'enquête sur le vol du courrier des trotskystes qui viennent de créer, sortant du parti socialiste, le Socialist Workers Party : un homme a été arrêté, qui avait volé une lettre-piège.

(10) *New York Times*, 28 décembre 1937.

(11) *Ibidem*, 29 décembre 1937.

l'autorisation de rendre visite à Ruth Marie Boerger à la prison Butirky où elle est détenue. L'entretien se déroule en présence d'officiers de sécurité soviétiques dont le chef accorde ou refuse à la détenue la permission de répondre, lui interdisant notamment de mentionner quoi que ce soit sur l'origine de son faux passeport. La jeune femme admet avoir utilisé une double identité pour voyager : celle de Rubens, qu'elle croyait authentique, pour le voyage en Europe occidentale, celle de Robinson, qu'elle savait fausse, pour entrer et séjourner en U. R. S. S. Elle refuse l'aide du gouvernement américain proposée par le chargé d'affaires et affirme n'avoir nul besoin d'un avocat (12). On apprend, quelques jours plus tard, qu'elle a réussi à faire tenir à sa mère en Floride un message dans lequel elle l'adjure de ne rien faire pour sa libération et de ne pas collaborer à l'enquête concernant l'affaire par des déclarations qui risqueraient d'être intempestives (13).

Le réseau du G. P. U. démasqué ?

L'affaire entre dans une phase nouvelle. Le grand journaliste Herbert Solow, membre du comité de défense de Trotsky, s'est lancé dans une enquête minutieuse et a recueilli une masse d'informations. C'est son enquête qui, dès le 8 janvier, sert de base dans *Socialist Appeal* à des articles signés « Junius » qui dénoncent la provocation et montrent la main du G. P. U. Solow — d'abord sous des pseudonymes destinés à faire parler l'agent Whittaker Chambers, qu'il connaît, puis sous sa propre signature — aborde ensuite la question dans le *Sun* de New York, puis le *New Leader*. Il n'a aucune peine à démontrer que non seulement le prétendu Robinson-Rubens n'est pas « trotskyste », mais encore qu'il y a

(12) *Ibidem*, 12 février 1938. Par ailleurs, l'historien américain Allen Weinstein, qui a repris toute l'affaire Alger Hiss, a pu avoir, en vertu du Freedom of Information Act, connaissance du rapport rédigé sur cette entrevue par le chargé d'affaires Loy Henderson au secrétaire d'Etat Cordell Hull, en date du 10 février 1938. Dans son ouvrage, *Perjury* (New York, 1978), il cite par ailleurs un article de Whittaker Chambers portant une appréciation qu'il semble partager : « M. Loy Henderson rédigea un rapport détaillé confidentiel... dans lequel il disait que son opinion était que Mrs Rubens et son mari étaient des agents de l'I.C. pris dans la purge. Ce n'était pas absolument exact, mais assez proche cependant pour apaiser le gouvernement soviétique (en lui montrant) que Washington resterait passif dans l'affaire de M. Rubens. » C'est là que se trouve le lien entre la célèbre affaire Alger Hiss et l'affaire « Robinson » : Alger Hiss fut accusé, entre autres, d'avoir copié les dépêches de Loy Henderson afin de les communiquer aux Soviétiques.

(13) H. Solow, « Mrs Rubens prie ses parents aux États-Unis de garder le silence », *New Leader*, 12 mars 1938. Whittaker Chambers, *Witness*, p. 400, devait préciser plus tard que la mère de Mrs Rubens avait reçu à West Palm Beach la visite d'un théologien connu comme compagnon de route du P.C. qui lui avait conseillé le silence et promis en outre d'intervenir personnellement auprès de Staline en faveur de leur fille.

toutes raisons de penser qu'il s'agit en réalité d'un agent du G. P. U. La campagne de la presse stalinienne s'arrête brutalement (14).

C'est que les révélations de Solow, puis les informations données par les enquêteurs ne laissent bientôt plus de doute. On apprend d'abord que Ruth Marie Boerger avait été membre du P. C. et militante active des « comités de chômeurs » qu'il contrôle, jusqu'à sa rencontre avec A. A. Rubens. En outre la police découvre que les faux passeports ont été obtenus par un réseau — « fabrique de passeports », dit Solow, « fabrique de bottes » en jargon d'espionnage. Les documents nécessaires à la délivrance des passeports ont été de faux papiers de jugement ou de naturalisation ou encore des certificats de naissance de personnes décédées dans leur enfance. Tous ont été enfin obtenus du même bureau du comté de New York — dont le directeur, Albert Marinelli, vient d'être révoqué pour avoir trempé dans les affaires de prévarication de Tammany Hall — qui n'exigeait pas la présence physique du « demandeur ». En ce qui concerne les passeports au nom de Mr et Mrs Donald L. Robinson, ils ont été envoyés à l'adresse d'une certaine Helena Ravitch — dont Solow révèle qu'elle est la femme du docteur Solon S. Bernstein, médecin personnel du dirigeant communiste William Foster (15). Les autres boîtes postales utilisées conduisent à des sympathisants du P. C. Les enquêteurs arrivent à la conclusion que dix-huit faux passeports ont ainsi été obtenus du même bureau, dans les mêmes conditions, par le même réseau. La majorité d'entre eux a servi pour le départ dans les Brigades internationales de citoyens américains. Trois hommes convaincus d'avoir fait partie de ce réseau, sont inculpés et arrêtés. L'avocat Edward Blatt, au moins compagnon de route du P. C., vit très au-dessus de ses moyens ; avocat sans beaucoup de causes, c'est lui qui a obtenu très vite, à Reno, le divorce de Ruth Marie Boerger quand elle a uni sa vie à celle de « Rubens ». C'est également lui qui a plaidé pour le changement de nom de Rudewitz en Rubens dont a bénéficié le mari de Ruth. C'est à lui que la jeune femme a confié la mission d'aider sa famille à élever son enfant au cas où il lui « arriverait malheur ». Le photographe Ossip Garber — élément indispensable de l'entreprise — est né en Russie et connu pour ses sympathies pour le P. C. et a servi de témoin pour identifier les demandeurs

(14) Voir notamment les articles signés Junius dans *Socialist Appeal* : « L'opinion de l'*Appeal* confirmée dans le mystère "Robinson-G. P. U." » (8 janvier 1938), « Toutes les traces conduisent aux staliniens dans l'affaire Robinson-Rubens » (15 janvier), « Moscou en difficulté avec l'affaire Robinson » (29 janvier), « Le plan réel derrière l'affaire Rubens s'éclaire » (5 février), et surtout l'article d'H. Solow « De nouvelles preuves qui révèlent le lien entre Rubens et les Soviétiques », *New Leader*, 19 février 1938. Solow avait signalé les recherches des autorités soviétiques, en juillet 1937, pour arrêter l'entrée des touristes nommés Robinson (*New York Times*, 15 juillet 1937). Il avait également révélé dans sa série du *Sun* que Ruth Marie Boerger, avant son départ, avait confié son enfant d'un premier mariage à sa mère en Floride, avec des instructions « pour le cas où il lui arriverait malheur ».

(15) *New York Times*, 21 avril 1939, et *New Leader*, 25 novembre 1939, dans un résumé de l'affaire par Herbert Solow.

de passeport. Le troisième homme, Aaron (Arthur) Sharfin, employé au consulat d'Égypte, a utilisé ses liens à Tammany Hall pour obtenir du bureau de Marinelli qu'il n'exige pas que le demandeur se présente en personne.

Avec l'arrestation des trois faussaires, l'affaire « Robinson-Rubens » disparaît de la « une » des grands journaux américains qui imitent en cela la presse du P. C., muette depuis février.

Elle affleure pourtant à nouveau en octobre-novembre au cours d'un interminable procès d'espions allemands dont les principaux responsables sont, comme d'usage, en fuite. Les avocats de deux des prévenus mettent en effet en cause les personnalités de deux des principaux témoins de l'accusation, Léon G. Turrou et Gustav G. Rumrich. Ils affirment et offrent de faire la preuve que les deux hommes, qui ont « reconnu » avoir espionné pour le compte de l'Allemagne nazie et dont le témoignage est l'axe du procès, sont en réalité liés au G. P. U., le premier, depuis le début des années 20... avant d'être entré comme G.-Man au sein du F. B. I. ! L'avocat Dix, en particulier, n'a pas de peine à démontrer qu'une tentative, effectuée quelques mois auparavant par Rumrich, d'obtenir un faux passeport à New York ne pouvait qu'être une initiative pour brouiller les pistes de l'enquête sur l'affaire Robinson-Rubens. L'analyse serrée des débats de ce procès d'espions « allemands » par Herbert Solow fait apparaître le refus délibéré de l'avocat général et du juge de tenter d'éclairer cet aspect du procès (16). Fait significatif en tout cas, c'est à l'occasion de ce même procès — qui a bénéficié d'une grande couverture dans la presse stalinienne en U. R. S. S. comme aux Etats-Unis — que, pour la première fois depuis des mois, Moscou reparle de l'affaire Rubens : le 14 novembre 1938 en effet, la *Krasnaia Zvezda*, organe de l'Armée rouge, prend argument des « révélations » faites à ce procès pour évoquer à nouveau l'activité d'espionnage du couple Rubens (17) !

En dépit des précautions des autorités américaines, visiblement décidées à couvrir d'un voile pudique les agissements du G. P. U., le procès des faussaires en passeports, en mars et avril 1939, confirme tout ce que l'on pouvait supposer de l'activité réelle de « Robinson-Rubens ». L'accusation y produit en effet un passeport, au nom d'Alexander Smied, qui porte sa photographie et mention de quarante-cinq franchissements de

(16) Le *New York Times* a couvert attentivement tout ce procès. Voir notamment ses comptes rendus des 29 octobre et 19 novembre 1938. Voir surtout les articles d'Herbert Solow dans *New Leader* des 29 octobre et 19 novembre 1938. *L'Humanité* — où nous n'avons relevé aucune allusion directe à l'affaire « Robinson-Rubens » — rendit compte de l'affaire le 28 février 1938 en présentant les aveux de Rumrich de façon à accrédi-ter la version du G. P. U. sur l'affaire Robinson-Rubens. Après avoir mentionné les efforts de Rumrich pour se procurer de faux passeports, elle écrivait : « Il (Rumrich) a avoué que les passeports devaient servir à des agents secrets actuellement aux Etats-Unis qui avaient reçu l'ordre de se rendre en Union soviétique en se faisant passer pour des citoyens américains. »

(17) *Krasnaia Zvezda*, 14 novembre 1938.

la frontière austro-tchécoslovaque en moins d'une année (18) : mais bien entendu Smied n'est pas plus son nom véritable que ne l'étaient Robinson, Rubens et Rudewitz, ou encore ceux de « Richards » ou « Arnold » que l'on murmure.

Un témoignage particulièrement accablant est porté devant les juges contre Robinson-Rubens par un compagnon de route du P. C., Imre Klein, bien connu pour le rôle qu'il a joué une année auparavant dans la campagne pour imputer aux trotskystes américains l'assassinat du syndicaliste Pat Corcoran (19). Klein, qui, sous le pseudonyme littéraire de Kenneth Huston, a été éditeur de la revue *Literary America*, reconnaît devant le tribunal que, pour obliger « Robinson-Rubens et l'aider, à la demande de Blatt, à se composer un personnage d'écrivain, il lui a régulièrement remis des chèques censés représenter des honoraires, en échange de sommes un peu supérieures en espèces (20) ». Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer dès lors la source des revenus d'un homme qui dispose d'un bel appartement, d'une bonne, deux automobiles, un canot à moteur et est membre du Yacht Club d'Oster Bay et d'un club de tennis — surtout quand cet homme n'a pas de profession avouée.

Blatt, Garber et Sharfin sont finalement condamnés à deux ans de prison pour « conspiration » ayant pour objectif de fabriquer de faux passeports. Plusieurs agents du F. B. I. n'ont pas dissimulé que le réseau était, selon eux, au service du gouvernement soviétique, mais l'attorney général des Etats-Unis a tenu à préciser qu'on pouvait seulement dire que les faux passeports étaient destinés « à des agents d'un pays étranger engagés dans des activités d'espionnage » et que les accusés n'avaient pas obéi seulement à des mobiles d'« intérêt matériel », mais également à « leur sympathie avec l'objectif politique de cet Etat étranger (21) ».

On ne sait toujours pas qui est réellement l'homme aux multiples identités qu'on a connu d'abord sous le nom de Donald L. Robinson. Krivitsky, qui vient de rompre avec le G. P. U. et de se réfugier aux Etats-Unis, déclare au *Sun* de Baltimore qu'il reconnaît formellement dans les photos parues dans la presse un de ses anciens collaborateurs au « service étranger », un Letton nommé Ewald (22). Solow ajoute des touches

(18) *New York Times*, 19 avril 1939.

(19) *Socialist Appeal*, 28 avril 1939. Patrick Corcoran, ancien chauffeur-livreur de lait, avait été entre 1934 et 1935 à Minneapolis l'agent de la bureaucratie A. F. L. contre les trotskystes qui dirigeaient alors le Local 574. Il avait fait sa paix avec eux en 1936 et présidait le conseil unifié des camionneurs (Teamsters) de Minneapolis. Il avait été abattu le 15 novembre 1937 par des inconnus. La presse réactionnaire avait aussitôt mené une campagne féroce à propos du « gangstérisme » dans le mouvement syndical et la presse stalinienne lui avait emboîté le pas en liant ce « phénomène du gangstérisme » à Minneapolis à... l'influence des trotskystes acquise pendant les grandes grèves de 1934.

(20) *New York Times*, 22 avril 1939.

(21) *Ibidem*, 4 mai 1939.

(22) *Sun* de Baltimore, 5 mai 1939. Sur Krivitsky, n. 8, p. 138. L'ancien agent du G. P. U. collaborait aux Etats-Unis à l'identification des agents soviétiques. Il fut

au « portrait-robot » du mystérieux personnage : c'est par l'agent du G. P. U. Léon Minster, qui a travaillé avec lui sur les docks, qu'il a connu sa femme, et il a également travaillé dans ce même secteur avec l'agent du G. P. U. Mink et connu Juliet Stuart Poyntz, elle aussi, du G. P. U. : on n'aura jamais ni précision supplémentaire, ni véritable certitude (23).

Une ancienne « espionne » satisfaite de son sort

L'affaire proprement dite, ou du moins sa partie publique et officielle, touche à sa fin. C'est en effet le 9 juin 1939 que Ruth Marie Boerger est jugée à Moscou en présence de journalistes et diplomates américains, mais sans son mari. Elle plaide coupable pour son « entrée illégale » en U. R. S. S., niant toutefois toute intention malveillante. La première accusation ayant été seule retenue par le tribunal, la jeune femme est condamnée à dix-huit mois de prison, peine déjà couverte par sa détention préventive, et remise en liberté le 10 juin. Au cours du procès, elle a interrogé le président : « Et mon mari ? », et ce dernier a répondu : « On ne peut rien vous dire. Il n'a rien à voir dans cette affaire (24). » Les journalistes s'attendent à son expulsion immédiate ; ils seront déçus.

Le 22 juin, Ruth Marie Boerger donne à Moscou une conférence de presse. Elle assure avoir été bien traitée en prison, donne même des précisions sur les menus servis à la prison Butirky. Elle maintient que son mari a été arrêté à Moscou et non à Sverdlovsk, le 2 décembre et que son arrestation a été suivie d'une perquisition dans leur chambre à l'hôtel. Elle assure avoir été confrontée avec son mari à deux reprises au cours de l'enquête : il pleurait, dit-elle, et se clamait coupable (« Je suis un criminel devant la loi soviétique »), mais elle ne sait de quoi. Elle reconnaît qu'il est d'origine lettone, mais affirme qu'il a bel et bien été naturalisé américain. Personnellement elle dit ne pas avoir d'idées politiques bien précises, en dehors de son « antifascisme ». Mais son mari, en revanche, était plutôt, à ce qu'il lui semble, profasciste : il aimait, raconte-

trouvé mort dans sa chambre d'hôtel à New York le 19 février 1941 (cf. Hugo Dewar, *Assassins at Large*, p. 85-96).

(23) Les informations ci-dessus sont réunies par Solow dans son article-bilan de l'affaire, « Stalin's American Passport Mill » (La fabrique de passeports américains de Staline), *American Mercury*, vol. 47, juillet 1939. On peut relever par ailleurs que dans son livre, *I was Stalin's Agent*, publié en 1939, Krivitsky ne répète pas ce qu'il avait déclaré au *Sun* de Baltimore, et notamment l'identité d'Ewald. Est-ce bien significatif ? On sait en effet que le livre de Krivitsky fut écrit, sous sa direction « lointaine », par des collaborateurs qui ne semblent pas s'être embarrassés de « détails ». Par ailleurs, dans ses conversations avec Solow en novembre 1938 (Memorandum de ces conversations rédigé par Solow, archives Solow, Stanford), Whittaker Chambers mentionna qu'il avait connu « Robinson-Rubens » aux Etats-Unis sous les pseudos de « Richard » et d'« Ewald ». Il est probable qu'Ewald n'était pas plus le « vrai nom » de l'homme aux multiples identités que les autres.

(24) *New York Times*, 10 juin 1939.

t-elle, entendre le disque de *Giovinazza*, l'hymne fasciste italien. Mais il n'est venu en U. R. S. S., répète-t-elle, qu'avec des projets littéraires (25).

C'est le 17 novembre 1939 que tombe la dépêche Tass qui met le point final à l'aventure commencée sous le titre « disparition des époux Robinson à Moscou ». Ruth Marie Boerger, sur sa demande, a obtenu la naturalisation soviétique ! La citoyenne soviétique Ruth Friedrichovna Boerger, laissant définitivement en Floride sa petite fille de neuf ans née d'un premier mariage, va, annonce-t-on à Moscou, résider en Ukraine (26). Ni elle, ni son mari, mort ou vif, n'ont plus jamais directement fait parler d'eux.

Herbert Solow peut triompher, car cette décision finale équivaut à un aveu des dirigeants soviétiques (27). Pourtant l'affaire a encore bien des aspects mystérieux et l'admission de Ruth Marie au bercail du G. P. U., au temps de la grande alliance Hitler-Staline, est loin de donner réponse à tout.

Contentons-nous simplement de relever ici que l'« affaire », dirigée au début contre les trotskystes, tourne court en partie à cause de leur énergique défense et parce qu'ils réussissent à attacher et intéresser à leur combat non seulement leur ami Solow, mais un certain nombre de journalistes qui ne font pas jouer la loi du silence.

Disparition d'une vieille militante communiste

QUELQUES jours après qu'eut éclaté dans la presse la bombe de la « disparition des Robinson », un journaliste fouineur du *New York World Telegram* a déterré une autre affaire (28), apparemment déjà connue de quelques initiés, la disparition de Juliet Stuart Poyntz que l'avocat de cette dernière confirme publiquement, le 17 décembre (29). Professeur et chercheur de qualité, militante socialiste dès 1909, elle avait rejoint le P. C. dans les années 20 et joué un rôle suffisamment important pour être considérée par la police comme l'une des « dix principales figures » de ce parti. Liée pendant plusieurs années à la fraction de Jay Lovestone, elle a quitté le P. C. A. en 1934.

(25) *Ibidem*, 25 juin 1939.

(26) *Ibidem*, 17 novembre 1939.

(27) H. Solow, « La naturalisation de Mme Rubens est l'aveu du Kremlin que le couple était des agents soviétiques », *New Leader*, 25 novembre 1939. Solow remarque : « Cela indique aussi apparemment que Staline a abandonné son entreprise d'organiser un procès de Moscou où Mme Rubens aurait fait les habituels "aveux". »

(28) *Il Martello*, 18 février 1938. Il y avait beaucoup de bavardages dans les milieux du P. C. américain et les « agents » n'observaient guère les règles qui leur prescrivait une rigoureuse « compartimentation ». Herbert Solow et Carlo Tresca enquêtaient, semble-t-il depuis plusieurs mois, sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz.

(29) *New York Times*, 18 décembre 1937.

Selon son avocat, Juliet Poyntz a disparu aux environs du 5 juin 1937. Aucune trace de bagarre dans son appartement, pas le moindre signe d'un départ en perspective : tout est là, les bagages bien rangés. On peut supposer que l'hôtesse est sortie comme tous les jours, pour un rendez-vous peut-être, mais en tout cas banal, avec un familier. Or elle n'est pas revenue. Ni les gérants du club qui la logeait, ni l'avocat n'ont jugé utile de prévenir la police en ces six mois, et c'est déjà, en soi, curieux.

Existe-t-il un lien entre la disparition de Juliet Stuart Poyntz à New York et celle des « Robinson » à Moscou ? Après avoir vainement tenté d'engager dans l'aventure le *World Telegram*, puis le *Times* lui-même, un homme va se décider à le clamer, et avec quelle vigueur : Carlo Tresca, éditeur du journal italien de New York, *Il Martello*. Ce vieux combattant de toutes les causes antifascistes a beaucoup de relations et d'amis dans le P. C. et sur ses marges. Il a animé bien des grèves au temps des I. W. W., défendu depuis tous les grévistes du continent. En 1936, il a rejoint le comité de défense de Léon Trotsky et a fait partie de la commission Dewey. Il a personnellement connu Juliet Stuart Poyntz depuis des années et recueilli ses confidences après sa rupture avec le P. C., notamment dans une conversation qu'ils ont eue en mai 1937. Par ses amis de la C. N. T. d'Espagne, Tresca a reçu des informations de première main sur l'activité des tueurs du G. P. U. Il parle.

Il dit que Juliet Stuart Poyntz a été « attirée ou enlevée et emmenée en U. R. S. S. » parce qu'« elle en savait trop ». Dans une première conférence de presse, le 7 février 1938, il donne les premiers éléments de son enquête personnelle. Selon lui, Juliet Stuart Poyntz n'a quitté le P. C. en 1934 que parce qu'elle venait d'être recrutée par le G. P. U. Elle s'est ensuite rendue à Moscou où elle est restée près d'une année, s'initiant à sa nouvelle tâche d'espionnage scientifique et technique, mais vivant aussi la purge qui a suivi l'assassinat de Kirov. Elle est revenue à New York à la fin de 1936, cruellement désillusionnée par cette expérience. Bouleversée par les procès de Moscou, elle envisageait, dit-il, d'écrire ses mémoires et de faire des révélations qui n'auraient pas manqué d'être spectaculaires. Sa disparition a coïncidé dans le temps avec les premières mesures de préparation du voyage de « Robinson-Rubens ». Soit qu'elle était mêlée directement au projet général, ce qui exigeait sa disparition. Soit qu'elle ait été une pièce essentielle de la réussite ou de l'échec de la conspiration. En effet, Tresca souligne que son mari, le Dr Glazer, mort en 1933, avait travaillé au consulat allemand de New York et qu'elle aurait eu la possibilité soit de démontrer la fausseté de l'accusation portée à ce sujet soit de la confirmer dans le cours d'un procès où elle aurait « avoué (30) ».

(30) *Ibidem*, 8 février 1938. La déclaration de Tresca à la presse sema la panique dans l'appareil du G. P. U. aux Etats-Unis. C'est ainsi que Whittaker Chambers se présenta au domicile de Solow — qu'il avait connu à Columbia — pour lui demander d'utiliser son amitié avec Tresca pour que ce dernier ne mentionne pas son nom devant le Grand Jury fédéral. Depuis quelques semaines, Solow signait des articles dans le *New Leader* des noms de W. C. Hambers ou Walter Hambers, dans le dessein

Mais Carlo Tresca ne se contente pas de parler à la presse et d'écrire dans *Il Martello* et ailleurs. Par une initiative proprement inouïe de la part d'un militant libertaire, il demande à témoigner sur cette disparition devant le Grand Jury fédéral (31). Après presque deux semaines d'attente, il y est entendu et répète sous serment ses accusations : Juliet Stuart Poyntz a été « attirée ou enlevée, emmenée en U. R. S. S. parce qu'elle en savait trop (32) ».

Le P. C. américain accuse incontestablement le coup. Le 18 décembre 1937, le directeur de son bureau de presse, H. C. Adamson, affirme qu'après avoir interrogé les services concernés il est en mesure d'affirmer que le parti ne « dispose d'aucun document permettant de démontrer que cette femme a appartenu au parti », et précise : « Depuis dix ans, nous ne savons pas où elle est. » Quelques jours plus tard, pressé par les journalistes, C. A. Hathaway, membre du bureau politique, admet qu'il a effectivement connu Juliet Stuart Poyntz, mais ajoute qu'il ne sait plus rien d'elle depuis qu'elle a quitté le parti en 1934 (33). Le *Daily Worker* lui-même ne mentionne pas sa disparition et, quand il attaque Tresca, c'est pour le traiter de « mouchard » accusant les communistes d'avoir fait disparaître... « une femme américaine » — sans autre précision !

Or les accusations de Tresca, elles, sont précises : il indique en outre quinze témoins prêts à les confirmer. Il met en cause deux membres du P. C. américain passés au service du G. P. U.

Le premier est Schachno Epstein (34), communiste juif des Etats-Unis, ancien du *Freiheit* de New York, entré au G. P. U. aux environs de

d'inciter Chambers à prendre contact avec lui et de lui arracher des informations. Notons que, lors de cette entrevue, Chambers indiqua à Solow qu'il pensait que Juliet Stuart Poyntz avait été assassinée, mais nia le moindre rapport avec ce meurtre ; en revanche il démentit formellement avoir jamais rencontré « Robinson-Rubens », alors qu'à une nouvelle entrevue, en novembre, il devait reconnaître l'avoir bien connu sous le pseudonyme de Richard. Notons également, au sujet des liens du Dr Glazer avec le consulat allemand mentionnés par Carlo Tresca, qu'Allen Weinstein, dans *Perjury*, p. 310, écrit : « Mariée à un médecin communiste allemand qui avait des liens dans la communauté diplomatique allemande aux Etats-Unis, Poyntz exécuta quelques tâches de contre-espionnage pour le G. P. U. » — ce qui est plus précis.

(31) *Ibidem*. Tresca publia dans *Il Martello* des extraits de sa correspondance avec Emma Goldman au sujet de cette initiative et des critiques dont elle était l'objet particulièrement de la part d'anarchistes.

(32) *Ibidem*, 22 février 1938.

(33) *Il Martello*, 26 juillet 1938.

(34) Schachno EPSTEIN (1883-1945, fils d'industriel, était né à Vilna. Membre du Bund, il avait été arrêté et déporté, puis avait en 1909 émigré aux Etats-Unis. Il était retourné en Russie en 1917 et s'était rangé dans la fraction antibolchevique du Bund, puis s'était brutalement rallié aux bolcheviks. Il était revenu une première fois aux Etats-Unis en 1920, et avait utilisé dans ce pays et ailleurs les pseudonymes de Yosef Berson et Sam Stone. En dehors de la rencontre mentionnée par Tresca, les éléments d'information sur Epstein avaient été découverts par l'enquête d'Herbert Solow. Le nom de Schachno Epstein en relation avec cette affaire fut écrit pour la première fois dans le *Daily Forward* (quotidien yiddish de New York) le 8 février 1938.

1930. Ancien compagnon de Juliet, il l'a probablement recrutée pour le G. P. U., a discuté avec elle de ses doutes, qu'il lui disait partager. On les a vus ensemble à New York à la fin de mai 1937. Il était avec Juliet quand cette dernière a fait ses confidences à Tresca. Tresca l'accuse d'avoir attiré son amie dans le guet-apens. En tout cas, depuis, il a quitté les Etats-Unis le 11 août par le paquebot *Queen Mary* et est retourné en Union soviétique (35).

L'autre Américain mis en cause et sorti de l'ombre par Tresca est un tueur qu'il dénonce, sinon comme l'organisateur du moins comme un exécutant possible. George Mink, né en Russie, alors âgé de quarante ans, était au début des années 20 chauffeur de taxi à Philadelphie et lié au « milieu ». On le retrouve quelques années plus tard président de la Marine Workers Industrial Union, un « syndicat rouge » qui servait de couverture au G. P. U. pour diverses besognes. A partir de 1930, il a en principe résidé à Moscou où il était censé travailler à l'Internationale syndicale rouge, mais a beaucoup voyagé, notamment en Allemagne. Quand les services du G. P. U. ont été transférés de Berlin à Copenhague, on le retrouve au Danemark. En juillet 1935, il y est condamné à dix-huit mois de prison. Arrêté pour un attentat aux mœurs — tentative de viol d'une femme de chambre dans un hôtel — il est condamné en appel pour espionnage à la suite de la découverte dans ses bagages d'un matériel d'espionnage et notamment d'un texte codé qui n'a pu être déchiffré. Libéré au bout d'un an, il retourne en Union soviétique où des témoins l'ont vu, à Moscou, en novembre 1936 en compagnie précisément de Juliet Stuart Poyntz. Selon Tresca, il s'est rendu ensuite en Espagne où, sous le nom d'Alfred Herz, il a été à Barcelone l'un des chefs des tueurs du G. P. U., participant à l'enlèvement du journaliste Marc Rein, fils du menchevik Abramovitch, à l'enlèvement et l'assassinat d'Andrés Nin et de l'anarchiste italien Berneri. Son nom a été prononcé lors de l'enquête sur le meurtre d'Ignace Reiss en septembre 1937. Il voyage avec un passeport américain (36).

Aux Etats-Unis du moins, personne ne reverra jamais ni Juliet Stuart Poyntz, ni Schachno Epstein, ni George Mink. Bien que son cadavre n'ait jamais été retrouvé, Juliet Stuart Poyntz a été déclarée légalement décédée en 1944 (37). Schachno Epstein, réfugié en U. R. S. S. en 1938, ne donne aucun signe de vie pendant l'enquête, n'élève aucune protestation, même de principe, contre les accusations dont il est publiquement l'objet à New York. On dit qu'il fut à son tour arrêté pendant la Ejojtchina, puis libéré et qu'il fit partie en 1941 du fameux « comité juif antifasciste » d'U. R. S. S., qu'enfin il serait mort de mort naturelle en U. R. S. S. en 1945. Quant à George Mink, dont la photographie avait été envoyée à Trotsky à Coyoacán et diffusée autour de lui, il fut reconnu à Mexico dans

(35) *Il Martello*, 18 avril 1938. Epstein avait voyagé sur le paquebot sous un faux passeport.

(36) *Il Martello*, 28 février 1938.

(37) *New York Times*, 16 mai 1944.

la rue en avril 1938 par un trotskyste mexicain. La police mexicaine ne réussit pas alors à mettre la main sur lui. Elle n'eut pas plus de chance quand, le 15 mars 1940, *Socialist Appeal* affirma de nouveau qu'il se trouvait bien au Mexique, préparant un attentat contre Trotsky. Elle le cherchait toujours après l'attentat du 24 mai. Un rapport confidentiel daté du 1^{er} octobre 1940, du chef du F. B. I., Edgar J. Hoover, récemment publié, pourrait expliquer sa disparition : Mink aurait été en fait retrouvé, peu avant l'attentat du 24 mai et sommairement exécuté par un groupe d'hommes comprenant le secrétaire de Trotsky et dirigeant du S. W. P. Joseph Hansen : son corps aurait été ensuite jeté dans le cratère d'un volcan (38).

Ainsi ne put jamais être établi le « lien » dont Tresca affirmait l'existence entre l'affaire Robinson-Rubens et la disparition de Juliet Stuart Poyntz.

L'assassinat de Carlo Tresca

LA série des meurtres ne s'arrête pourtant pas là. Le 11 janvier 1943, c'est le tour de Carlo Tresca, abattu de deux coups de revolver, alors qu'il sortait des locaux d'*Il Martello*, par deux inconnus descendus d'une voiture et qui ont pris la fuite (39). L'enquête de police n'aboutit pas non plus, bien que le célèbre gangster Lucky Luciano ait affirmé connaître l'identité des assassins (40) et bien que certaines vedettes du « milieu » italien de New York — notamment Carmine Galante — aient été un instant mises en cause (41). Les uns parlent d'un crime de la Mafia.

(38) *Newsline*, 30 septembre 1978. L'information de Hoover lui venait de la légation des Etats-Unis au Mexique. Ce document, obtenu grâce au Freedom of Information Act, a été utilisé dans le cadre d'une campagne menée par *Newsline* contre Joseph Hansen. Le « raisonnement » qui permet aux rédacteurs de ce journal, à partir de ce document, de le considérer comme la « preuve » que Hansen était un « agent double », « au service du F. B. I. et du G. P. U. », nous a paru totalement hermétique. Joseph HANSEN (1910-1979), recruté à l'Université, était devenu trotskyste en 1934. A partir de 1937, il avait partagé son temps entre New York, où il était responsable de l'action en direction du P. C., et Coyoacán, où il fut secrétaire et garde du corps de Trotsky. Il jouissait de la pleine confiance de ce dernier et était en 1940 son plus proche collaborateur. Notons que, le rapport de Hoover mentionnant « Hansen et ses associés », le journal *Newsline* — sans apparemment se demander si cela ne peut pas signifier « Hansen et ses camarades trotskystes » — en conclut que cela veut dire « Hansen et les agents du G. P. U. » !

(39) *New York Times*, 12 janvier 1943.

(40) *New York Times*, 6 janvier 1954. Norman Thomas cite une déclaration de LUCIANO à un journaliste affirmant qu'il avait tenté d'échanger sa libération contre la dénonciation des meurtriers de Tresca dans une proposition adressée au gouverneur Dewey.

(41) *New York Times*, 14 janvier 1943. Carmine GALANTE (1910-1979), qui devait devenir en 1974 le chef de la Mafia aux Etats-Unis et qui a été abattu en juillet 1979, était alors en liberté sur parole. Il avait été aperçu par des policiers alors qu'il montait dans la voiture qui devait quelques heures plus tard servir aux meurtriers. Il avait été arrêté peu de temps après le meurtre. Carlo Tresca accusa la

D'autres soulignent la haine que portent à Tresca les fascistes et surtout les ex-fascistes italiens d'Amérique ralliés à la cause des « démocraties ». Les amis de Tresca, eux, rappellent le rôle joué par Tresca dans la défense de Trotsky et la commission Dewey, sa dénonciation d'Epstein et de Mink, du rôle du G. P. U. dans l'affaire Robinson-Rubens et le meurtre de Juliet Stuart Poyntz, les menaces dont il a été l'objet de la part de la presse stalinienne italienne des Etats-Unis pendant des années (42).

Le nom d'un autre homme, accusé d'être un tueur, revient souvent dans l'enquête sur la mort de Tresca. Ce n'est pas la première fois qu'il est question de Vittorio Vidali dans une affaire semblable (43). Cet Italien, émigré après l'avènement du fascisme, a vécu aux Etats-Unis et bien connu Tresca, qui a organisé notamment la campagne contre son expulsion en 1928. Il se faisait appeler alors Eneas Sormenti. Son nom a été prononcé à nouveau avec insistance en 1929, lors de l'assassinat à Mexico du jeune dirigeant oppositionnel du P. C. cubain Julio Antonio Mella (44). Mella a été abattu dans la rue par des inconnus : le seul témoin du meurtre était sa compagne du moment, Tina Modotti modèle nu pour photographes, de notoriété mondiale. Tina Modotti, a été d'abord soupçonnée, mais l'enquête a conclu que Mella était tombé victime des tueurs du dictateur cubain Machado. C'est de cette époque que date la liaison entre Vidali et Tina Modotti qui sera sa compagne jusqu'à sa mort subite et suspecte en 1940 et qui l'a accompagné notamment en Espagne sous le nom de Maria Ruiz. Vidali a joué un rôle important en Espagne où il s'est fait appeler Carlos Contreras : sous le nom de commandant Carlos, il a été l'un des organisateurs à Madrid du 5^e régiment, la « force de frappe » du P. C. E. Il a été d'abord soupçonné, puis formellement accusé d'avoir été l'un des principaux organisateurs et exécutants de l'enlèvement, puis de l'assassinat du principal dirigeant du P. O. U. M. Andrés Nin (45). Vidali était au Mexique en 1939 et Trotsky en 1940 l'a dénoncé comme l'un des chefs des tueurs qui préparaient son assassinat. Le 15 mai 1942,

police de l'avoir fait précipitamment et d'avoir ainsi coupé toute possibilité de remonter, par lui, jusqu'aux instigateurs du crime. Au cours de l'enquête ultérieure, la police suspecta pendant quelque temps un autre membre du « milieu » new-yorkais, mais beaucoup plus humble, un bootlegger du nom de Frank Nuccio.

(42) Voir la brochure du Tresca Memorial Committee, *Who killed Carlo Tresca ?* éditée en octobre 1945 avec la signature de personnalités comme Norman Thomas, Angelica Balabanov, John Dewey, Sidney Hook, Edmund Wilson, notamment p. 12 et 13.

(43) Cf. René REVOL, « Procès de Moscou en Espagne », p. 123.

(44) Julio Antonio MELLA (1903-1929), étudiant cubain, avait fondé l'organisation étudiante F. E. U. en 1923, l'Université populaire José Martí en 1924 et organisé les ouvriers du tabac. Il était l'un des dirigeants communistes les plus connus à Cuba. Il semble qu'il avait été exclu du P. C. cubain pour ses critiques contre l'U. R. S. S. et la politique de l'I. C. (Carlos Franqui nous a assuré avoir vu de ses yeux le document décidant son exclusion). Il était avec Tina Modotti (cf. p. 1177) au moment de son assassinat.

(45) Cf. p. 128.

sur une page entière d'*Il Martello*, Tresca l'a traité de « chef d'espions, de voleurs et d'assassins » et l'a dénoncé comme un des principaux tueurs du G. P. U. Quelques semaines avant sa mort, ayant appris que Vidali se trouvait à New York, Tresca a confié à des amis : « Là où il est, je sens l'odeur de la mort. Je me demande qui sera la prochaine victime (46). »

Le meurtre de Tresca est resté impuni. Vittorio Vidali, membre du comité central du P. C. I. dont il a été après la deuxième guerre mondiale le principal dirigeant à Trieste, vient de publier ses souvenirs sur... le XX^e congrès la « déstalinisation » et l'Espagne.

Des éclairages ultérieurs ?

Il arrive que ce genre d'affaires puisse être éclairée après coup par des mémoires ou des révélations. Tel n'est apparemment pas le cas, bien qu'il y ait eu depuis cette date suffisamment de défections dans les rangs staliniens.

Walter Krivitsky a rompu avec le G. P. U. en 1938. Dans ses souvenirs, il est laconique sur l'affaire Robinson-Rubens, se contentant d'indiquer que le G. P. U. avait « fait des plans pour un procès "trotskyste-fasciste" à New York », mais qu'il est impossible de savoir jusqu'où en sont allés les préparatifs. Il indique par ailleurs que « Robinson » était officier de renseignements soviétique et qu'une réflexion qui lui a été faite en mai 1937 par Sloutsky, chef du G. P. U. à l'étranger, au sujet de ses services américains truffés de « trotskystes », l'a confirmé dans l'idée que Moscou préparait sérieusement à cette époque un « procès d'espionnage d'ennemis américains de Staline ». Soulignant que Moscou préparait vraisemblablement un gigantesque procès préfabriqué en y amalgamant ses agents américains et d'« innocents antistaliniens », il précise une seconde fois que ces préparatifs visaient à « l'organisation d'un procès de "trotskystes" en Amérique (47) ».

D'autres révélations sont venues plus tard de renégats du P. C. américain, qu'il n'est possible d'utiliser qu'avec la plus extrême circonspection. C'est ainsi que Whittaker Chambers — qui avait fait, au temps de l'affaire, quelques confidences à Solow — parle longuement dans son livre de « Robinson-Rubens » qu'il affirme avoir connu dans l'appareil clandestin, aux Etats-Unis même, sous le nom de « Richard », responsable du G. P. U. pour les... faux passeports aux Etats-Unis.

Selon lui, « Richard », « Letton au visage de chat », était en 1937 terrorisé par la rumeur selon laquelle son chef, protecteur et compatriote, le général Berzine, venait d'être arrêté à Moscou. C'est une lettre signée de la main de ce dernier qui l'aurait décidé, en octobre 1937, à obtempé-

(46) Cité dans *Who killed Carlo Tresca?*, p. 13.

(47) W. G. KRIVITSKY, *I was Stalin's Agent*, p. 193.

rer à l'ordre de rappel. Rendu méfiant cependant, c'est à dessein qu'il aurait emmené avec lui sa femme, citoyenne américaine, et sollicité le même jour auprès du même bureau les deux paires de passeports aux noms de Rubens et de Robinson afin de provoquer ou en tout cas de faciliter une éventuelle enquête aux Etats-Unis même (48). Sur l'affaire Poyntz, Chambers soutient la thèse de l'assassinat, aurait même dit à des proches que la malheureuse, assassinée après son enlèvement, avait été enterrée derrière un mur de brique dans une maison de Greenwich Village (49).

Chambers ne mentionne ni projet d'amalgame ni préparatif de procès ; selon lui, l'affaire Robinson-Rubens n'est qu'un épisode banal de l'épuration du service étranger du G. P. U.

Au début de la guerre froide, en 1947, Louis F. Budenz, ancien rédacteur en chef du *Daily Worker*, converti au catholicisme et aux « idéaux » du « monde libre », a publié sa propre histoire d'agent du G. P. U. et avoué son rôle dans la préparation de l'assassinat de Trotsky. Il fait au passage allusion aux affaires Robinson-Rubens et Poyntz pour indiquer qu'un dirigeant du P. C. A. avait prescrit de ne pas mentionner la première dans la presse parce que, disait-il, elle pouvait « conduire à l'affaire Poyntz (50) ».

Ben Gitlow, ancien dirigeant du P. C. A. et ancien membre de l'exécutif de l'I. C., est en revanche beaucoup plus prolixe dans le chapitre « Liquidation » de son livre de 1948, *The Whole of their Lives*, en ce qui concerne ce qu'il appelle le « mystère Poyntz ». Il y reprend d'abord la thèse selon laquelle Poyntz n'avait quitté le parti officiellement que du fait de son entrée dans les services du G. P. U. et mentionne le stage qu'elle fit à Moscou après avoir été recrutée pour se préparer à sa mission d'espionnage scientifique et technique. Selon lui, Juliet Poyntz, prise dans le tourbillon de la purge après l'assassinat de Kirov, sortit indemne des interrogatoires, mais, profondément déçue, revint aux Etats-Unis décidée à la rupture.

Le G. P. U., selon Gitlow, se serait d'abord inquiété de sa passivité, puis des rumeurs selon lesquelles elle aurait commencé à écrire ses mémoires, ce qu'elle ne démentait que mollement. C'est alors qu'elle fut condamnée à mort par sa « cellule du G. P. U. ». Gitlow reprend ici la thèse de Tresca, affirme que Schachno Epstein l'aurait attirée hors de chez elle pour une promenade dans Central Park. C'est là qu'elle aurait été entraînée par deux hommes dans une voiture noire devant laquelle Epstein l'avait fait s'arrêter, conduite dans le comté de Duchess, abattue dans un bois, puis enterrée non loin de la propriété des Roosevelt (51).

(48) Whittaker CHAMBERS, *Witness*, p. 398-401.

(49) Cité par A. WEINSTEIN, *Perjury*, p. 311.

(50) Louis F. BUDENZ, *This is My Story*, New York, 1947, p. 264.

(51) Ben GITLOW, *The Whole of their Lives*, New York, 1948, p. 331-335.

Gitlow raconte également que le vétéran germano-américain Ludwig Lore (52), parfaitement informé du meurtre, se tut néanmoins, parce que tenu par le G. P. U., et mourut peu après. Après avoir rappelé enfin le combat de Tresca, il conclut à propos de son assassinat en écrivant que « le représentant du Comintern exigea que le parti communiste américain règle ses comptes avec Tresca sur l'affaire Poyntz et les autres questions (53) ».

Mentionnons pour mémoire que tous ces hommes ont été interrogés en qualité de « témoins » sur ces affaires à la suite de la publication de leurs livres — et que ce supplément d'enquête n'a donné aucun résultat.

En guise de conclusion provisoire

ON ne peut nourrir aucune illusion quant à la possibilité d'éclaircir l'affaire Robinson-Rubens et ses « à-côtés » dans un délai rapproché et en dehors de bouleversements politiques majeurs à l'échelle mondiale. L'enquête sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz a été classée par la justice américaine. Celle qui concernait le meurtre de Carlo Tresca l'a été également, et ce malgré le scandale que cette conclusion constituait à l'époque (54). Dans les deux cas, de même que lors du procès des faussaires en passeports, en 1938-39 comme en 1943, l'intérêt général des relations soviéto-américaines commandait aux policiers et aux juges américains la plus grande prudence : c'est de toute évidence la raison d'Etat qui fut le principal facteur de cette curieuse impuissance de la justice américaine. Les relations diplomatiques exigeaient cette cécité.

Certains s'étonneront peut-être que les renégats du P. C. devenus indicateurs dans les années de chasse aux sorcières rouges aux Etats-Unis n'aient pas apporté d'éléments plus substantiels d'information. Nous ne nous en étonnons pas, quant à nous. D'abord parce que ces hommes étaient loin d'avoir pu partager les véritables secrets et que leurs « révélations » n'étaient la plupart du temps que des reflets de rumeurs. Ensuite parce qu'il ne leur était pas possible de révéler quelque information que ce fût susceptible de nuire à ceux qui les manipulaient à l'époque, les gouvernants des Etats-Unis, « compromis » eux aussi par leur entente passée avec le régime stalinien et dont l'intérêt était de toute évidence de conserver

(52) *Ibidem*, p. 336. Ludwig LORE (1875-1942) était déjà social-démocrate quand il émigra d'Allemagne aux Etats-Unis en 1903 et devint secrétaire de la Fédération de langue allemande du P. S. Membre de sa gauche, lié à Trotsky en 1917, il rejoignit plus tard le P. C. unifié et en fut exclu en 1925 pour « trotskysme ». Il milita ensuite avec A. J. Muste au C. P. L. A. et dans l'A. W. P. mais ne le suivit pas dans la fusion avec les trotskystes.

(53) *Ibidem*, p. 340.

(54) Voir la brochure *Who killed Carlo Tresca?*, publiée en 1945, sérieux réquisitoire contre les enquêteurs, dont certains sont nommément mis en cause, et contre les autorités en général.

bien clos ces dossiers compromettants pour leur réputation de combattants pour la justice.

On peut, si l'on veut, imaginer que la clé de ces mystères se trouve dans quelque dossier des archives du G. P. U. et que la révolution politique fera un jour la lumière sur ces meurtres-là et bien d'autres. En attendant, il nous faut conclure aujourd'hui, sans disposer de ces hypothétiques dossiers.

Un premier point nous semble acquis. L'affaire Robinson-Rubens au sens le plus strict — le voyage à Moscou de Mr et Mrs Robinson — était bel et bien le point de départ d'une entreprise plus vaste que la liquidation d'un agent lié à Berzine. Si l'entreprise a été abandonnée aussitôt qu'engagée, c'est qu'elle fut irrémédiablement compromise par la révélation que « Robinson » était un homme du G. P. U. Sur ce dernier point, il ne subsiste aucun doute, malgré les pudeurs du tribunal qui condamna les trois faussaires — ou peut-être à cause d'elles. La question reste ouverte en ce qui concerne Ruth Marie Boerger (55), mais, de façon générale, celle-ci n'est, dans toute l'affaire, qu'un personnage secondaire, bien que révélateur.

L'« affaire Robinson-Rubens » marquait-elle le début d'une entreprise de type « procès de Moscou » à l'étranger ou au moyen d'étrangers, destinée à étayer la thèse stalinienne des procès et à discréditer la commission Dewey et ses membres? C'est ce qu'a dit et écrit presque immédiatement Max Shachtman, c'est également ce qu'a écrit James P. Cannon, c'est enfin ce qu'a écrit Herbert Solow. Les trois hommes connaissaient bien les mécanismes de l'appareil, avaient suffisamment étudié au moins le premier procès de Moscou pour avoir flairé là la tentative de mettre sur pied un amalgame, avant même de savoir que le prétendu « Robinson » n'était pas un touriste innocent. C'est enfin, nous le savons, la thèse de

(55) En réalité, on peut avancer plusieurs explications en ce qui concerne Ruth Marie Boerger. Jeune militante communiste, épouse d'un agent, ou elle-même agent du G. P. U., elle aurait tenté de sauver son mari en alertant à Moscou diplomates et journalistes américains en décembre 1937. Par la suite, elle fit évidemment ce que le G. P. U. lui dicta. Mais cette hypothèse ne vaut que dans le cas où c'était seulement la vie de son mari qui était en jeu, ce qui nous paraît peu probable. Pourquoi le G. P. U. laissa-t-il à la jeune femme la bride sur le cou pendant une semaine lui permettant ainsi de donner l'alerte? C'est tout à fait invraisemblable s'il ne s'agissait que du sort personnel de l'agent « Robinson-Rubens ». Mais s'il s'agissait d'un procès en grand spectacle, c'était le meilleur moyen de captiver l'opinion américaine par une entrée en matière sensationnelle. C'est ce que pensait James P. Cannon qui a affirmé, dès le 17 décembre 1937, que c'était délibérément que les « Robinson » avaient été arrêtés en deux fois. Sur ce point, Solow semble se contredire. Il écrit en effet dans le *New Leader* du 25 novembre 1939 que quelqu'un avait commis une « bourde » en laissant Ruth Boerger libre quelques jours après son mari, alors qu'il avait écrit quelques mois auparavant dans son article sur « L'Usine à passeports américains de Staline », *American Mercury*, juillet 1939 : « Rubens fut arrêté. Sa femme fut laissée en liberté (une pratique très inhabituelle à Moscou) pour quelques jours — suffisamment pour qu'elle puisse alerter les correspondants américains et l'ambassade ».

Carlo Tresca qui connaissait bien les risques qu'il courait à la rendre publique. Walter Krivitsky, dont personne ne peut contester au moins la compétence, n'a pas d'hésitation à ce sujet : selon lui, l'envoi, puis l'arrestation à Moscou en tant qu' « Américain » de Robinson-Rubens, ne laissent aucun doute : il ne s'agissait pas du simple rappel d'un agent en vue de le supprimer, mais d'une affaire qui visait plus haut et plus loin.

Nous le savons par ailleurs, c'est incontestablement au début de 1937 qu'ont été prises en U. R. S. S. les premières décisions concernant la mise sur pied de « procès mondiaux » sur le modèle de Moscou. C'est dans les mois suivants que les mécanismes ont été mis en marche, en Espagne contre le P. O. U. M., en Tchécoslovaquie contre Grylewicz et le comité pour le Droit et la Vérité... et l'affaire Robinson-Rubens a suivi. La presse du P. C. américain tient, à propos du « saboteur et espion trotskyste » Robinson en décembre 1937, le même langage que celle du P. C. tchécoslovaque à propos de Grylewicz ou celle du P. C. espagnol à propos de Nin (56). Il n'existe aucune raison valable de douter que l'objectif était identique.

Sur ce plan il reste pourtant une question non résolue : où ce procès devait-il avoir lieu ? Le voyage de Robinson à Moscou suggère cette dernière ville : c'est à Moscou en effet que l' « espion trotskyste » devait avouer ses liens avec la Gestapo et les membres de la commission Dewey. Sans insister, il est vrai, Krivitsky, nous l'avons vu, écrit qu'il s'agissait de préparer des procès « en Amérique ». Un unique élément vient étayer cette hypothèse : la prétendue liaison entre « Robinson » et le consulat allemand. Mais le thème fut évidemment abandonné quand il fut patent que Robinson n'était pas un « trotskyste » mais un provocateur du G. P. U. Nous ne disposons donc d'aucun élément de réponse.

Notons pourtant que c'est précisément sur ce point — le lien de Robinson avec le consulat allemand — que Carlo Tresca a vu le rapport entre l'affaire Robinson et la disparition de Juliet Stuart Poyntz. Là aussi, il entrevoit plus que la simple liquidation d'un agent devenu peu sûr. Pour lui, Juliet Stuart Poyntz est liquidée en tant qu'obstacle possible dans la voie d'un amalgame Gestapo-trotskystes préparé à travers le rappel en U. R. S. S. de Robinson, en tant que témoin susceptible de démentir les « aveux » de base sur lesquels aurait reposé l'accusation. Là aussi, la réussite parfaite du meurtre de Juliet Stuart Poyntz, l'échec définitif de la grande entreprise nous dissimulant les arguments et « témoignages » sur lesquels elle devait reposer, nous privent de toute preuve décisive. Restent les éléments apportés par Tresca. Reste l'assassi-

(56) Rappelons que l'affaire Grylewicz (cf. p. 135-140) commença par de grossières accusations d'espionnage, mais s'effondra avant le stade du « procès » dont il ne fait pas de doute qu'il était l'objectif visé. L'article de René Revol (cf. p. 121-132) et les documents p. 203-206, émanant du stalinien Georges Soria, démontrent que le G. P. U. voulait bel et bien juger Nin et ses camarades comme « espions », une entreprise qui échoua également. Tout porte à croire que c'était bien cet objectif qui se dissimulait derrière les premières phases de l' « affaire Robinson »

nat de Tresca lui-même. Mais, de toute façon, même si l'affaire Stuart Poyntz n'avait — ce qui semble peu probable — aucun rapport avec celle de « Robinson-Rubens », les problèmes soulevés par cette dernière n'en subsistent pas moins. Et c'est une succession d'assassinats qui, aux yeux de l'historien, a pour toujours lié ces deux affaires.

Or la violence des attaques des staliniens italiens d'Amérique, leur campagne de meurtre contre Tresca constituent une présomption de poids, sinon aux yeux d'un juge américain, du moins à ceux d'un historien. En 1938, Pietro Allegra, de la commission nationale italienne du P. C. américain, écrivait sous le titre *Le Suicide moral de Carlo Tresca* que c'était « un devoir de mettre fin à ses activités délétères et dégoûtantes..., d'ennemi véritable et authentique des antifascistes »... « une œuvre de protection que d'éliminer de la société des êtres pleins de haine » comme lui... La même commission nationale italienne écrivait de son côté dans *l'Unità Operaia* du 28 février 1938 qu'il fallait « dans l'intérêt de tous, faire comprendre à Tresca que les indicateurs de police ne seraient plus désormais tolérés dans le mouvement ouvrier et politique ». Dans le cas d'Andrés Nin, dans celui de Berneri, dans celui d'Erwin Wolf, c'est ce même langage qui a précédé et préparé l'assassinat (57). Pourquoi en irait-il différemment dans celui de Tresca ?

Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches et que le nombre de crimes commis à cette époque par le G. P. U. est si élevé qu'on peut être tenté de lui en attribuer d'autres. Trotsky n'a-t-il pas sérieusement lancé l'hypothèse, aujourd'hui controuvée, selon laquelle l'économiste Dimitri Navachine avait été assassiné par le G. P. U. (58) ? Mais s'il se trouvait parmi

(57) Les accusations lancées par la presse stalinienne contre Nin peuvent être vérifiées ci-dessous à travers la prose de M. Soria en n'oubliant pas que Santiago Carrillo, actuel secrétaire général du P. C. E., a lui même récemment rappelé qu'à la question « Où est Nin ? », ses camarades et lui-même répondaient par la rime macabre : « A Salamanque ou à Berlin ». Pour un article justifiant le meurtre de l'anarchiste italien Camillo Berneri, on peut se reporter à l'organe du P. C. I. en France, *Il Grido del Popolo*, du 20 mai 1937. Nous avons cité dans les *Cahiers* n° 1, p. 77, n. 28, les véritables appels au meurtre de Wolf que constituent les deux articles de *l'Humanité* des 5 et 7 juillet 1936.

(58) Notre collaborateur Roland Lewin a effectué une vérification rigoureuse de l'ensemble de la documentation concernant le meurtre, le 24 janvier 1937, au Bois de Boulogne, du directeur de la Banque du Commerce de l'Europe du Nord, Dimitri NAVACHINE (1889-1937), et pense que ce dernier fut bel et bien assassiné par la Cagoule, comme il ressort d'ailleurs aussi bien du procès que des *Carnets Secrets* de Dagore (pseudonyme du dirigeant cagoulard Aristide Corre) publiés par Christian Bernadac. Trotsky avait fait le lien entre le meurtre de Navachine, l'exécution de Piatakov, auquel il était lié, et l'intention prêtée à Navachine de faire à ce sujet une conférence de presse. En réalité, il voyait surtout dans ce meurtre, commis impunément en plein Paris, une menace contre la vie de Léon Sedov. Notons que Sedov, qui vivait à Paris, n'hésita pas à exprimer des réserves au sujet du communiqué de son père, déclarant pour sa part qu'aucun élément ne permettait pour le moment d'impliquer le G. P. U. dans le meurtre de Navachine. Dans une lettre postérieure, à Suzanne La Follette, qui sera publiée dans les *Œuvres*, Trotsky refait l'hypothèse de la main du G. P. U. à propos d'une autre initiative de la Cagoule, les attentats de

nos lecteurs quelque solide sceptique qui hausse les épaules à la lecture de notre article et conclut à notre « G. P. U.-phobie », nous lui lançons un amical défi : qu'il prenne la plume et essaie de raconter cette histoire comme si elle était une suite — même sans lien entre eux — de faits divers, l'espion russe qui va en Russie avec un faux passeport américain pour s'y avouer trotskyste et disparaître, la vieille militante du P. C. qui séjourne à Moscou après avoir quitté son parti, y fréquente un espion notoire et quitte un beau jour son appartement new-yorkais pour disparaître à jamais, le vieux lutteur libertaire qui voit partout des crimes et des tueurs du G. P. U. et tombe sur un trottoir, frappé à son tour par les balles de tueurs non identifiés. Et ces tueurs qui courent toujours...

Sauf un. Qui écrit ses mémoires. Sur un autre sujet. Honorable membre du comité central d'un parti « eurocommuniste ».

l'Etoile au siège du patronat français. On peut évidemment se demander si la Cagoule n'a pas pu être manipulée par le G. P. U. comme elle le fut — en même temps que télécommandée — par l'Övra dans l'assassinat des frères Rosselli, mais, dans l'état actuel de la documentation, ce n'est qu'une hypothèse, totalement gratuite.

DOCUMENTS

Pour illustrer cette enquête, nous avons choisi de présenter les documents suivants :

- 1. Une déclaration de presse de James P. Cannon, au nom de la fraction trotskyste du P. S., le 17 décembre 1937, quelques jours après le début de l'affaire. Il n'y a sans doute pas une virgule à changer à cette analyse, faite alors que la contre-enquête des trotskystes et d'Herbert Solow ne faisait que commencer.*
- 2. Un des articles de Junius — en l'occurrence Herbert Solow — dans Socialist Appeal, sur les aspects politiques de l'affaire et les relations soviéto-américaines. S'agissant du « browdérisme » où certains ont cru voir un « américano-communisme », précurseur de l' « euro-communisme », son texte ne manque pas d'intérêt.*
- 3. Trois des articles de Carlo Tresca, parus dans son journal italien de New York, Il Martello. Le style du vieux combattant prolétarien contraste évidemment avec celui de l'intellectuel new-yorkais Solow. Le rapprochement entre les deux est d'autant plus saisissant.*



Donald L. ROBINSON



Mrs Ruth Norma ROBINSON

Photographies figurant sur les faux passeports
d'après le *New York Times* du 15 décembre 1937



Mrs Ruth Marie BOERGER
alias Ruth Norma ROBINSON
(*New York Times*, 3 juin 1939)



Juliet Stuart POYNTZ
(*New York Times*, 19 déc. 37)

Vittorio Vidali (né en 1900)

Vittorio Vidali, également connu sous les pseudonymes de Eneas SORMENTI, Arturo SORMENTI, Carlos Jorge CONTRERAS, commandant CARLOS, est né à Trieste en 1900. Il était bibliothécaire et entra aux jeunesses socialistes en 1917. Il fut membre du P. C. I. à partir de sa fondation en 1921 au congrès de Livourne.

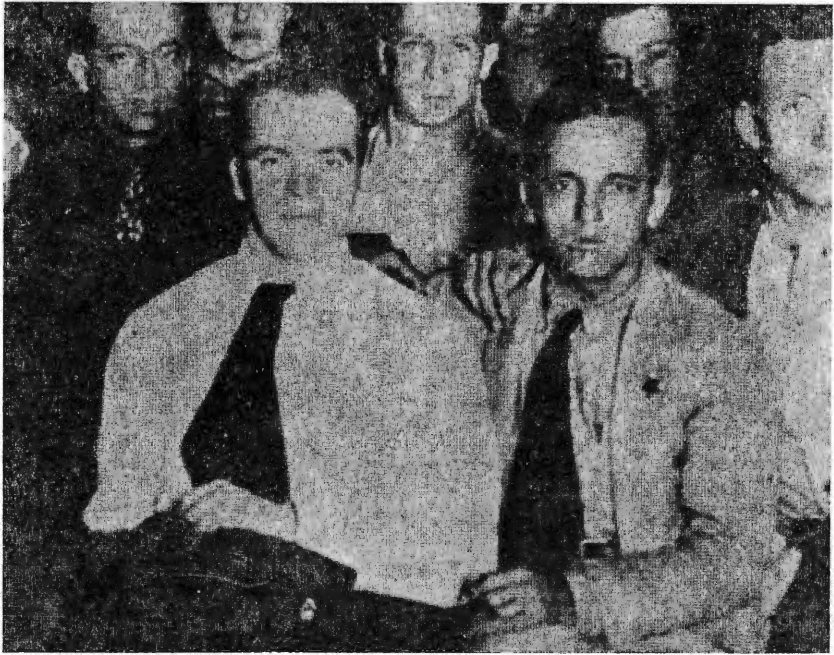
Délégué au congrès des jeunesses communistes d'Italie en 1922, il représenta son organisation au congrès international des jeunesses de Leipzig. En 1923, quelques mois après l'avènement du régime fasciste il émigra aux Etats-Unis pour échapper à des poursuites. Là, il devint rapidement le secrétaire de la fédération de langue italienne du parti communiste américain, fondateur et directeur de son journal, *Il Laboratorio*. Il devient en 1926 secrétaire de l'alliance antifasciste d'Amérique du Nord, sous l'identité d'Eneas Sormenti. En 1927, il est expulsé des Etats-Unis pour « entrée illégale » sur leur territoire.

Il se rend alors au Mexique où, sous le nom d'Arturo Sormenti, il est le représentant de l'I. C. auprès du P. C. mexicain et dirige la Ligue contre l'impérialisme. En 1928, il participe, sous le nom de Carlos J. Contreras à la délégation du P. C. mexicain au VI^e congrès de l'I. C. et est élu suppléant du bureau exécutif de l'Internationale syndicale rouge.

Son nom est prononcé pour la première fois en 1929 à propos d'un meurtre, celui du communiste cubain Julio Antonio Mella, abattu dans la rue au bras de sa compagne Tina Modotti. C'est en tout cas avec cette dernière qu'il quitte Mexico pour Moscou où il suivit probablement un stage de formation du G. P. U. Il est en Espagne à la fin de 1934 sous la couverture du Secours rouge international, collaborateur de l'émissaire de l'I. C., V. Codovilla. Au début de la guerre civile, il organise le « Bataillon d'acier », noyau du « 5^e régiment » dont il devient le commissaire politique sous le nom de commandant Carlos. Il apparaît plus tard comme commissaire politique d'une Brigade internationale. On reparle de meurtre à son propos. La C. N. T. l'accuse d'avoir fait assassiner un officier d'artillerie, le commandant Rexach. L'ancien ministre communiste Jesús Hernández l'accusera plus tard d'avoir joué un rôle important dans l'enlèvement, la séquestration, puis l'assassinat d'Andrés Nin. Il quitte l'Espagne au début de 1939 et arrive au Mexique au moment où les préparatifs de l'assassinat de Trotsky sont déjà bien engagés : son nom sera de nouveau prononcé avec insistance, notamment par Trotsky lui-même.

On ne prête qu'aux riches et l'on reparlera de lui à nouveau en 1942, après le meurtre à Sancti Spiritus à Cuba, de l'ex-communiste et ex-trotskyiste Sandalio Junco, qui aurait connu les dessous du meurtre de Mella. On reparlera surtout de lui en 1943, après l'assassinat à New York de son ancien camarade, devenu adversaire irréductible, Carlo Tresca.

Vidali revient à Trieste en février 1947 et y dirige le P.C. local jusqu'à sa fusion dans le P.C.I. qui en fait un membre de son comité central. Il a été particulièrement actif dans la campagne stalinienne contre Tito et se réclame aujourd'hui du XX^e congrès et de la « déstalinisation ». Interviewé par Giorgio Bocca sur le meurtre de Nin, il a nié toutes les accusations, ajoutant qu'à cette époque on ne faisait pas tant d'histoires pour liquider un anarchiste ou un trotskyste. Il a réitéré ses dénégations dans son livre récemment paru, *La Caducta della Repubblica* (Vangelista editore), où il se félicite de ne pas s'être réfugié en U. R. S. S. en 1939.



Quand ils étaient camarades : Vidali et Negrete
(*El Dia* de Mexico, juillet 1978)

Tina Modotti

Très jeune et très belle, Tina Modotti est arrivée à Mexico vers la fin des années vingt avec son amant, le célèbre photographe Edward Weston. Elle était déjà connue parce qu'elle lui avait servi de modèle pour ses photos de nus. Elle avait déjà une légende : on murmurait qu'elle avait abandonné, dans un hôpital psychiatrique en Californie, un mari qu'elle avait rendu fou. Dans le sillage de Weston, elle devint l'étoile des milieux intellectuels et artistiques de Mexico.

C'est à Mexico que, sous la direction de Weston, elle devint une photographe professionnelle estimée à l'égal de son maître. Elle y devint aussi militante communiste. Elle défraya enfin la chronique de la capitale mexicaine par ses liaisons fracassantes, simultanées ou successives, notamment avec le peintre Diego Rivera, pour qui elle posa, avec l'envoyé de l'I. C., Vittorio Vidali, avec le jeune exilé cubain Julio Antonio Mella.

Ce dernier, ennemi public n° 1 du dictateur cubain Machado, venait d'être exclu du P. C. cubain pour ses contacts avec l'Opposition de gauche. Dans la soirée du 10 janvier 1929, alors qu'il se promenait au bras de Tina, il fut abattu par des tueurs inconnus. La presse à sensation s'empara de l'affaire, dénonça dans le « modèle nu communiste » l'instigatrice ou au moins le complice de l'assassinat, l'accusant d'avoir fait appel à des tueurs professionnels pour se débarrasser d'un amant encombrant. La jeune femme réagit avec détermination et audace, appuyée par ses amis du P. C. mexicain et notamment Diego Rivera : elle accusa publiquement la police et la presse mexicaines de monter contre elle une machination destinée à couvrir les traces des *pistoleros* de Machado. La police riposta en perquisitionnant chez elle, en livrant à la presse sa correspondance amoureuse, et en la faisant expulser. Le meurtre de Mella fut finalement attribué aux tueurs de Machado : seuls quelques initiés, au P. C., murmuraient le nom de Carlos J. Contreras (Vidali) qui aurait alors réglé, selon eux, les comptes de Moscou avec Mella.

C'est en tout cas avec Vidali que Tina Modotti s'en fut, à Paris d'abord puis à Moscou et enfin en Espagne. Au cours de la guerre civile, quand son compagnon, devenu le « commandant Carlos », était un des principaux responsables du G. P. U., elle était elle-même, sous le nom de *María Ruiz*, adjointe au responsable du service de contre-espionnage au quartier général des Brigades internationales à Albacete, avec Pauline Marty : une telle responsabilité ne laisse guère de doute quant à son appartenance au G. P. U. C'est en cette qualité que Enrique Castro Delgado l'a rencontrée ; il la décrit aussi belle que triste.

Elle quitte l'Espagne pour la France et le Mexique, toujours avec Vidali. Selon l'américain Bertram D. Wolfe, elle aurait finalement rompu sa liaison avec lui, lui reprochant ses crimes. Il organisa pour elle un dîner d'adieu, d'où elle sortit en toute hâte, priant un chauffeur de taxi de la conduire à l'hôpital le plus proche. Elle mourut en chemin, victime, selon les uns, d'une crise cardiaque, selon les autres, d'un empoisonnement. La presse à sensation, qui s'est longuement étendue sur la seconde hypothèse, n'a jamais mentionné qu'une autopsie ait été effectuée.



Vittorio VIDALI
(d'après *Le Brigate internazionali in Spagna* de Luigi Longo)



Georges MINK
(coll. E. Volkov)

George Mink

George Mink est né en Lithuanie, vers 1898. Au cours des années 20, il était chauffeur de taxi à Philadelphie, lié au « milieu » et surveillé de près par la police locale. Il semble qu'il adhéra au P. C. américain en 1926, fut chargé d'organiser à New York puis sur la côte est les premiers « clubs internationaux » de marins. Il fit un premier séjour à Moscou en 1928, s'acquitta la protection du secrétaire de l'I. S. R., Lozovsky — dont il se disait parent — et entra sans doute à cette date au service du G. P. U.

Il fut ensuite président de la Marine Worker's Industrial Union qui servait de couverture à de nombreuses activités du G. P. U. Bénéficiant de fonds importants, il se déplace beaucoup à partir de 1930, aux États-Unis, en Amérique latine, mais aussi en U. R. S. S. — où il est censé travailler pour l'I. S. R. — et en Allemagne, particulièrement Berlin et Hambourg. C'est dans cette dernière ville qu'il aurait assassiné en mai 1932 un « courrier » du G. P. U., Hans Wissinger, qui refusait d'obéir à son ordre de rappel à Moscou. À partir de 1933, il est à Copenhague où le bureau central de la section étrangère du G. P. U. avait été transféré, après la victoire de Hitler

En mai 1935, il est arrêté pour avoir tenté de violer une femme de chambre de l'hôtel Norland ; la perquisition effectuée par la police permet de découvrir dans sa chambre des documents chiffrés, de faux passeports et 3 000 dollars en billets. Il est condamné en appel à dix-huit mois de prison pour espionnage.

À sa libération en 1936, il se rendit d'abord à Moscou, puis, de là, à Barcelone où, installé à l'hôtel Continental sous le nom d'Alfred Herz, il fut l'un des plus actifs dans la « chasse aux trotskystes » menée par le G. P. U. dont il était l'un des principaux exécuteurs. Son nom fut prononcé à propos de plusieurs assassinats ou enlèvements, notamment celui du socialiste Marc Rein, des anarchistes Berneri et Barbieri et du trotskyste Hans Freund. Il fut publiquement dénoncé comme tueur du G. P. U. par Carlo Tresca en février 1938 à New York.

Au moment où se concentraient au Mexique les principaux spécialistes en meurtre du G. P. U., George Mink fut fidèle au rendez-vous et débarqua, début avril, à Vera Cruz. La police mexicaine, qui le rechercha activement à cette époque, puis à nouveau en 1940, à l'occasion des attentats contre Trotsky, ne put mettre la main sur lui. Il aurait été assassiné en mai 1940, selon un rapport, récemment publié, du F. B. I.

[L'historien espagnol des Brigades internationales, A. Castells, écrit que G. Mink fut tué à Madrid au cours des combats armés entre unités communistes et partisans de la Junte de Casado. Le « George Mink » qui se rendit ensuite au Mexique serait en réalité, selon lui, un soviétique du nom de Dimitri Utnik, qui fut actif dans la préparation de l'assassinat de Trotsky et fut arrêté aux États-Unis en mars 1947.]

**DÉCLARATION DE JAMES P. CANNON
SUR L'AFFAIRE « ROBINSON »
(17 DÉCEMBRE 1937) (*)**

Un objectif clair

Le développement de l'affaire « Robinson » constitue une tentative du régime stalinien de transporter sur le sol américain ses méthodes de gouvernement par des impostures auxquels il n'y a que quelques jours a été porté un coup terrible par le rapport de la Commission d'enquête internationale dirigée par le professeur John Dewey. Cette nouvelle machination, dans laquelle les « Robinson » ne sont que de simples instruments, a comme objectif premier de salir la fraction du mouvement ouvrier et socialiste américain qui résiste au régime totalitaire de Staline. Elle a été conçue cependant comme un effort désespéré pour réhabiliter devant l'opinion publique américaine les tribunaux imposteurs de Moscou dont les verdicts ont inspiré scepticisme et dégoût aux Etats-Unis. On peut s'attendre sous peu à des développements sensationnels, mais les détails déjà publiés montrent qu'en dépit d'une grande expérience et de ressources illimitées la police secrète stalinienne est encore incapable de concocter une machination parfaite.

Jusqu'à maintenant, les *Izvestija*, organe de Moscou, affirment seulement que « les trotskystes américains sont quelque peu impliqués ». Quand les agents de Staline donneront plus de précision à cette « implication », nous serons prêts à leur répondre. Nous n'avons rien à cacher, ni rien à craindre.

Ils avaient peur du résultat de l'enquête

La planification de la machination actuelle a commencé quand le parti communiste des Etats-Unis, le personnel de l'ambassade soviétique et la police secrète stalinienne ont échoué dans leur tentative d'empêcher la création d'une commission impartiale d'enquête sur les procès de Moscou. Le Kremlin a décidé une nouvelle machination pour couvrir les trous dans la précédente.

Le 3 décembre, neuf jours avant la date, publiquement annoncée, à laquelle la commission Dewey devait rendre publiques ses conclusions, les premières informations sur l'affaire « Robinson » sont parues dans la presse. La coïncidence des dates de ces deux développements constitue un indice quant aux motifs de la machination : le désir du Kremlin de barrer la route à l'issue tant redoutée du travail de la commission Dewey.

(*) *Socialist Appeal*, 25 décembre 1937.

L'arrière-plan de l'affaire

On assure maintenant que les « Robinson » sont des conspirateurs éprouvés, membres d'un puissant réseau d'espionnage, qui sont entrés en Union soviétique en novembre dernier. Il est significatif que, cet été, les autorités soviétiques aient pris l'initiative inhabituelle d'interdire l'accès au territoire soviétique à des touristes américains munis de visas et de papiers suffisants d'habitude pour entrer. A cette époque, la presse mondiale rapporta qu'on s'attachait particulièrement à écarter tous les Américains du nom de Robinson. Il y a là une indication d'une autre mesure préliminaire : la préparation de l'opinion publique à attacher au nom de Robinson une signification sensationnelle.

L'arrestation fut effectuée de façon extraordinaire. Le 2 décembre, M. « Robinson » a été arrêté. Sa « femme » fut autorisée pendant toute une semaine à se déplacer librement à Moscou, informant les journalistes américains que son « mari » avait disparu. Ce n'est qu'après qu'elle eut répandu cette nouvelle, la première à atteindre le public, qu'elle fut arrêtée. Ainsi la police soviétique amena-t-elle le département d'Etat des Etats-Unis à enquêter sur le sort de ces prétendus citoyens américains. Ce n'est que quinze jours plus tard qu'il fut annoncé que les « Robinson » avaient de faux passeports, étaient prétendument des espions et étaient en prison. Ces circonstances également indiquent un plan de machination élaboré.

Le dernier développement consiste en une série de comptes rendus de presse tendant à lier les « Robinson » avec divers New-Yorkais. A ma connaissance, aucune de ces personnes n'a maintenant et n'a jamais eu de lien avec notre organisation. Au contraire, plus d'une est liée au mouvement stalinien international.

L'habituelle structure de machination

Personne ne doit s'étonner si, dans quelques jours, l'affaire « Robinson » prend d'énormes proportions. Déjà une dépêche de Varsovie, probablement venant de Moscou, prétend que les « Robinson » ont rendu visite à Trotsky à Mexico. Comme c'est convaincant ! Combien cela sonne juste ! Une machination de Moscou ne serait jamais complète sans une seule « visite à Trotsky » !

Comme nous savons que des agents du G. P. U. ont volé des documents appartenant à nos camarades afin de fabriquer des « preuves », nous sommes prêts à des tentatives pour impliquer des trotskystes américains dans la chaîne sans fin des machinations. Rien n'est trop grotesque pour la mentalité policière du G. P. U., même pas une accusation hystérique affirmant que les « Robinson » sont le noyau d'un réseau trotskyste qui cherche à établir la domination japonaise aux Etats-Unis, italienne au Mexique et allemande en Union soviétique, accompagnée, bien entendu, des habituels complots mythiques d'assassinats qui n'aboutissent jamais, des « preuves évidentes » qu'on ne peut « malheureusement pas produire » et autres choses du même genre.

Quelques questions aux fonctionnaires soviétiques

On se demande seulement si, ayant eu le temps depuis au moins avril pour préparer sa machination, et deux semaines pour travailler les « Robinson »

dans les chambres de torture du G. P. U., le procureur soviétique est prêt à produire les aveux habituels enthousiastes, même s'ils sont absurdes, de culpabilité totale sans lesquels aucun procès fabriqué soviétique n'est vraiment complet. Ou lui faut-il plus de temps encore ?

Les autres questions que j'aimerais poser aux fonctionnaires soviétiques par l'intermédiaire de la presse sont les suivantes : les deux prisonniers sont-ils citoyens américains ? Sinon, de quelle nationalité sont-ils ?

Sont-ils les mêmes dont les photos se trouvent dans le fichier du bureau des passeports des Etats-Unis ? Le gouvernement soviétique permettra-t-il aux journalistes de presse américains de photographier les « Robinson » ?

Comment les « Robinson » ont-ils obtenu de faux certificats de naissance ?

A quelle adresse les passeports sont-ils réellement arrivés ? Ont-ils été reçus aux Etats-Unis par les prisonniers ou par d'autres, et de là envoyés à l'étranger pour être remis aux prisonniers ?

Quand les « Robinson » sont-ils entrés en Union soviétique ? Si c'est avant que la presse mondiale ait fait savoir l'interdiction soviétique contre les Robinson, pourquoi le gouvernement soviétique ne les a-t-il pas arrêtés à ce moment-là ? Et si c'est après, comment ont-ils pu entrer ?

Comment se fait-il que les premières informations sur l'arrestation soient venues de Mrs Robinson ?

Pourquoi le gouvernement soviétique a-t-il tardé à répondre à l'enquête américaine sur le sort des « Robinson » ?

De telles machinations peuvent tenir un temps en Union soviétique, où toute critique par des opposants, surtout par des opposants révolutionnaires qui combattent la destruction par Staline de la victoire ouvrière de 1917, se voit répondre par l'arrestation. Qu'elles ne puissent pas tenir ailleurs, cela vient justement d'être démontré à Minneapolis où j'ai été témoin la semaine dernière de l'ignominieuse déroute infligée par un mouvement syndical indigné à une machine à fabrication stalinienne locale.

La prédiction du Dr Dewey

Parlant à la radio lundi, le professeur John Dewey a expliqué au mouvement ouvrier américain et à l'opinion publique libérale qu'ils devaient s'attendre à ce que la machine de Moscou des procès fabriqués leur soit désormais imposée ici-même. Ces propos prophétiques se réalisent peut-être plus tôt qu'il ne s'y attendait. Le moment est venu où tout ouvrier américain, tout libéral et tout ami du mouvement ouvrier, doit se poser la question : comment empêcher l'application sur le sol américain des brutales et sanglantes méthodes du G. P. U. stalinien ? Les auteurs de ces machinations nous visent naturellement en premier, nous, les trotskystes, mais ils n'hésiteront pas à employer les mêmes méthodes contre tout ouvrier, tout socialiste, tout libéral et ami du mouvement ouvrier honnête, qui oserait s'opposer à la force de Staline à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union soviétique.

LE VÉRITABLE PLAN DERRIÈRE L'AFFAIRE RUBENS EST EN TRAIN DE S'ÉCLAIRER

(5 février 1938)

L'un des rapports de M. Earl Browder (*) à la machination « Robinson-Rubens » en cours, qui est déjà clair, mais dont il souhaite qu'il reste dans l'obscurité, est la contribution de son parti aux fondations de la machination aux Etats-Unis. Toutes les pistes ont conduit à la porte du parti communiste et quelques-unes au-delà, neuf étages au-dessus. Malgré les réticences de M. Hull et de M. Ejoy, totales cette semaine, de nouveaux faits qui indiquent la même direction continuent à apparaître à la lumière.

M. Browder a un autre rapport avec cette affaire, par sa politique qui consiste aujourd'hui essentiellement à « lutter contre le trotskysme ». Le parti communiste est pourtant un bras bien faible pour porter un aussi grand discours.

Franklin le complète lui-même avec le gros bâton de son oncle Teddy (**): le programme d'armements d'un milliard de dollars. Personne ne sait mieux la faiblesse du chauvinisme éclatant de la 18^e rue (***) que son propriétaire absent, Staline en personne. Mais les staliniens ont d'autres méthodes pour « compléter » les discours : la peur des espions et le programme contre les « étrangers ».

La peur des Japonais de Browder

Dans une déclaration très candide au sujet du programme de guerre du parti communiste, M. Browder, dans le dernier *New Republic*, défend une alliance soviéto-américaine contre le Japon. Il dit que si Washington persiste dans sa faiblesse, cela permettra au Japon « de s'emparer des Philippines, de Hawaï, de Guam et de l'Alaska, à titre de garanties pour l'avenir, quand les Etats-Unis oseront. De là, il n'est pas nécessaire de rappeler combien les Japonais ont plus de réussite que les Américains dans la culture des belles et riches terres de Californie ». N'importe quel Juif de Roumanie vous dira ce que cela veut dire.

Cette remarque chauvine de Browder « complète », outre celui de Roosevelt, un récent discours du vice-commissaire du G.P.U. qui a déclaré que la Californie est infestée d'espions japonais. Cette histoire des Japonais-en-Californie est une extension de la machination Robinson-Rubens. Le double R fournira le lien dans la formule Trotsky-Mikado. L'endroit sera la Californie.

(*) Earl Browder était secrétaire général du P.C. des Etats-Unis.

(**) C'est le président Theodore Roosevelt (« Teddy ») qui avait généralisé la politique du « gros bâton » sur le continent américain.

(***) Adresse du local du P.C.

La colonisation en Californie

Il y a bien entendu aussi bien des trotskystes que des « trotskystes » en Californie, de même que des Japonais. Selon le recensement de 1930 (pas un Baedeker de 1917), 70 % environ des Japonais en Amérique sont concentrés en Californie et plus de 90 % sur la côte Ouest. Quiconque connaît un peu cette partie du pays sait combien y est vigoureux le chauvinisme antijaponais. La terre est riche, comme dit Browder. Un hôtel à San Francisco, Los Angeles ou San Diego semble une meilleure idée que le Bristol de Copenhague.

Nous étudierons une autre fois les implications plus profondes de la remarque de Browder et de l'imposture dans la question des minorités nationales. Plus question de principes : la question de savoir de quelle minorité les staliniens défendront les droits et laquelle ils attaqueront est une question d'opportunité. Italiens et Allemands viendront ensuite. Et qui saurait affirmer que Browder ne trouvera jamais commode de se décharger même sur ceux des groupes raciaux qui n'ont pas de mère patrie ?

Staline est-il en train de rabrouer les E.-U. ?

L'initiative soviétique de rabrouer la tentative du département d'Etat pour rendre visite à Mrs Rubens est remarquable compte tenu des efforts enthousiastes du gouvernement stalinien pour courtiser les « nations démocratiques » et particulièrement les Etats-Unis. Que Staline prenne le risque de perdre la plus grande partie de la bonne volonté qu'il a gagnée par le 7^e congrès de l'I.C. et des initiatives réactionnaires sur tous les fronts, en traitant les Etats-Unis comme l'Allemagne fasciste hostile dans une affaire impliquant un citoyen américain, est au premier abord incompréhensible.

Peut-être le G. P. U. a-t-il été pris à son propre piège. Le refus de cet entretien compromet les relations diplomatiques ; mais l'autoriser aurait pu dénoncer le magicien des procès de Moscou et tout compromettre.

S'il y a procès, on peut tenir pour acquis que Staline tentera de récupérer cette perte diplomatique en y impliquant des Américains au bénéfice du gouvernement américain. Certainement Washington n'est pas incapable de faire à Moscou la politesse de l'autoriser à monter sa machination. Les deux gouvernements ont la même hostilité vis-à-vis de la gauche. Les développements diplomatiques, la situation actuelle du gouvernement américain et certaines divergences présentes entre Browder et Roosevelt semblent cependant jouer contre, sinon la possibilité, du moins la probabilité d'une telle collaboration.

Nature du patriotisme du P. C. ?

Les staliniens essaient ici d'être plus américains que les Américains ; mais leur vulgarité de parvenus les différencie d'un authentique McCoy. Browder proclame qu'il est un Américain plus souvent qu'un Légionnaire assoiffé. Cette affectation va bien avec la politique stalinienne. Car les staliniens américains ne sont pas une espèce de jardin de nationalistes. Ils ne reflètent ni ne représentent, quels que soient les durs efforts qu'ils fassent pour cela, les intérêts généraux nationaux de la bourgeoisie américaine.

L'unique intérêt international authentique est celui de la classe ouvrière que les staliniens ont depuis longtemps renoncé à représenter. Les staliniens représentent les intérêts des bureaucrates soviétiques et seulement à travers eux les intérêts historiques du capitalisme. Il y a cependant un gouffre énorme entre le patriote Roosevelt et le fieffé gredin Browder.

Le patriotisme de Browder est feint afin de promouvoir une alliance entre la bureaucratie soviétique et le gouvernement américain. Avec ou sans cette alliance cependant, les staliniens américains cherchent à pousser le gouvernement américain vers une guerre contre toute nation qui menace l'Union soviétique. D'où le super-patriotisme de M. Browder. Du point de vue d'un diplomate impérialiste comme M. Hull pour qui la guerre est de la politique militaire à manipuler avec délicatesse, Browder pourrait bien paraître un provocateur irresponsable.

Roosevelt représente réellement la bourgeoisie américaine qui, à la différence de la bourgeoisie européenne, a peu d'expérience et d'usage de la contribution spécifique offerte par les staliniens américains : la mise au pas des ouvriers révolutionnaires. Pour le moment, Roosevelt se contente de Lewis, et, bien que Lewis protège les staliniens, ils ne lui sont pas indispensables à lui.

Que sait Washington ?

Il paraît peu vraisemblable que Washington aide maintenant Moscou à contrôler le mouvement ouvrier par d'autres initiatives en matière de machinations. Il y a plus de raisons de croire que Washington sent que, tant qu'il existe une gauche, il vaut mieux qu'elle soit divisée que si elle était un monolithe contrôlé par Moscou.

Le département d'Etat, dans l'affaire « Robinson-Rubens », cherche évidemment à attraper le poisson le plus gros possible. Il ne publie que ce qu'il veut publier. L'impression déjà donnée par la presse bourgeoise est que la gauche politique est composée de conspirateurs, principalement des étrangers, engagés dans de sombres rackets — une variation de l'impression que Browder cherche à donner. Mais Washington peut essayer de transformer l'affaire en un scandale contre toute la gauche et la peste sur toutes ses maisons, y compris celle qui a le drapeau américain et une lampe rouge. Peut-être publiera-t-il un jour des informations sur ses conclusions ; mais il faut faire pression pour avoir ces informations maintenant.

Le mouvement ouvrier peut s'attendre à bien des ennuis dans l'affaire « Robinson-Rubens » de la part de M. Browder et des deux gouvernements. De Moscou la machination pour des espions. De Washington, la campagne contre « l'agitateur étranger ». De M. Browder, qu'il continue son Péril Jaune.

Camillo Berneri **(1897-1937)**

Né à Lodi en 1897, étudiant en philosophie, Camillo Berneri adhéra très jeune aux jeunesses socialistes et fut un militant actif de leur aile gauche. La trahison de la social-démocratie internationale en 1914, le social-patriotisme dans le P. S. I. accélèrent une évolution qui le conduisit en 1916 à se proclamer anarchiste. Après la fin de la guerre, professeur de philosophie à Florence, il anima la fédération anarchiste toscane, dirigeant son journal *La Difesa* et commença à être connu dans le mouvement anarchiste international par ses critiques des bolcheviks. Membre de l'union anarchiste italienne il collaborait également à *Umanità Nova* puis à *La Rivolta*. Il préconisait l'alliance ouvrière et l'action directe contre le fascisme montant et fut expulsé d'Italie à l'avènement de Mussolini.

Il vécut quelque temps en France d'où il fut également expulsé, participa aux débats des émigrés italiens sur le fascisme, notamment dans une polémique avec Carlo Rosselli. Dès l'été de 1936, il se rend en Espagne et s'engage dans le groupe de militants anarchistes italiens rattaché à la colonne Ascaso et combat sur le front d'Aragon. En profond désaccord avec la politique de collaboration avec le Front populaire des anarchistes espagnols, il fonde en octobre 1936 à Barcelone le périodique de langue italienne *Guerra di Classe* dans lequel il polémique très tôt non seulement contre Federica Montseny et les anarchistes ministériels, mais contre la politique du stalinisme en Espagne qu'il qualifie de contre-révolutionnaire. Il défend également le P. O. U. M. contre les accusations dont il est l'objet de la part des staliniens et devient la cible de la presse du P. C. I. Son journal devient le centre de ralliement de l'aile « gauche » des anarchistes opposés à la collaboration.

Le 2 mai, il prononçait à la radio C. N. T.-F. A. I. de Barcelone une allocution sur la mort d'Antonio Gramsci. Le 5 mai, il était emmené de son domicile par un groupe de policiers républicains parmi lesquels se trouvait le tueur du G. P. U. George Mink. Son corps et celui de son camarade Francisco Barbieri sont retrouvés criblés de balles dans une rue proche de la Généralité, dans la nuit du 5 au 6 mai 1937.

Carlo Tresca (1879-1943)

Ses trente-six arrestations et les cinq attentats qu'il eut à subir font de Carlo Tresca à eux seuls un personnage hors série. Il était né à Sulmona, dans les Abruzzes, en 1879, dans la famille d'un riche propriétaire terrien. Il devint socialiste très jeune et était à vingt ans secrétaire du syndicat des cheminots — influencé par les socialistes de gauche — et éditeur du journal *Il Germe*. Condamné à la prison pour diffamation, il décide d'émigrer et rencontre en Suisse Mussolini qui lui reproche de n'être pas suffisamment à « gauche ».

Après un bref séjour au Brésil, il arrive aux Etats-Unis, d'abord à Pittsburgh où il édite *La Plebe*, en italien, puis à New York où il édite le journal de la fédération socialiste italienne qu'il quitte en 1907. En 1905, il a rejoint les I. W. W. (Industrial Workers of the World) dont il va être pendant des années l'un des porte-drapeau les plus connus en même temps que les plus pittoresques. Il joue un rôle très important en 1912 dans la grève du textile de Paterson — où il connaît Elisabeth Gurley Flynn, la « fille rebelle » qui sera longtemps la compagne de sa vie —, dans la marche des chômeurs de New York en 1915, en 1916 dans la grève de Mesaba Iron Range où il est inculpé de « conspiration en vue de commettre un meurtre », mais finalement relâché. Sa campagne contre la guerre entraîne la disparition de son journal *L'Avvenire*. Il rompt avec les I. W. W. sur la base d'un conflit politique, ce qui lui vaudra le privilège inattendu de n'être pas poursuivi dans le grand procès qui leur est fait à partir de 1917.

Libertaire, combattant des droits de l'homme, Tresca manifeste sa sympathie pour la révolution russe, anime dans les années vingt toutes les grandes campagnes pour les droits et libertés démocratiques, en défense d'Ettore Giovannitti, Tom Mooney, Sacco-Vanzetti surtout, qu'il fait connaître à l'opinion non italienne des Etats-Unis. Il fonde en 1919 *Il Martello*, qui concentre à partir de 1922 toutes ses attaques contre le régime fasciste de Mussolini. En 1923, une machination du consul italien lui vaut d'être condamné — à la suite d'une annonce publicitaire pour un produit anticonceptionnel parue dans *Il Martello* — pour infraction à la loi fédérale sur l'obscénité, et condamné à un an et six mois de prison. La machination ayant été prouvée par ses amis, il est gracié par le président Coolidge au bout de trois mois purgés au pénitencier d'Atlanta.

Il rompt avec les communistes en 1934 à la suite de la tentative de ces derniers de briser la grève des hôtels de New York, dirigée par des militants trotskystes. En 1936, il est membre du comité de défense de Léon Trotsky, ainsi que sa compagne, Margaret De Silver — qui finance le comité —, et de la commission d'enquête présidée par John Dewey. En 1937, il demande à témoigner devant le Grand Jury fédéral au sujet de la disparition de sa vieille camarade Juliet Stuart Poyntz et dénonce publiquement les tueurs du G. P. U., notamment George Mink, après une enquête menée avec son ami Herbert Solow. Il est, dès lors, l'objet

de nouvelles menaces de mort, celles des staliniens italiens venant s'ajouter à celles des « mafiosi » et des fascistes.

Avec la deuxième guerre mondiale, Carlo Tresca se rallie à la thèse de la guerre « contre le fascisme ». Il fonde la « Société Mazzini » qui cherche à regrouper les militants ouvriers et démocrates italiens des États-Unis, mais où il combat pour qu'en soient exclus les membres du P. C. et les anciens fascistes ralliés aux Alliés à la suite du gouvernement Badoglio.

Il est assassiné dans la rue à la sortie d'*Il Martello* le 11 janvier 1943 à coups de revolver par deux inconnus. L'enquête sur sa mort ne semble pas avoir été menée très vigoureusement et n'a donné aucun résultat malgré les campagnes menées par ses amis.



Carlo TRESCA (d'après *Mundo*, 15 juin 1943)

**EN FUSTIGEANT SANS TRÊVE NI PEUR
TOUTES LES DICTATURES,
NOUS ACCOMPLISSONS NOTRE DEVOIR (*)**

Comment moururent les camarades Berneri et Barbieri. Souvenons-nous !

Voici ce qu'écrivait sur l'assassinat de nos camarades *Solidaridad Obrera*, organe de la C. N. T., dans son numéro du 11 mai 1937 :

« Barcelone. Le matin du 4 mai, Berneri et sa femme, le camarade Barbieri et d'autres se trouvaient au numéro 2 plaza del Angel. Deux hommes portant un brassard rouge au bras entrèrent dans l'appartement (3 lignes censurées). Tous les deux (une ligne censurée) furent reçus par Berneri et Barbieri : les deux hommes dirent à Berneri et Barbieri de ne pas tirer car ils étaient des amis. Berneri et Barbieri répondirent : "Nous sommes des antifascistes venus en Espagne défendre la révolution et nous n'avons aucune raison de tirer sur d'autres antifascistes". On ignore ce que voulaient et ce que dirent les hommes aux brassards rouges, mais on sait qu'ils quittèrent la maison et que (trois lignes censurées).

A environ 3 heures du même après-midi, les deux hommes revinrent (trois lignes censurées). Après une perquisition en règle dans les chambres de Berneri et de Barbieri, les deux hommes entrèrent dans celle de Mastrodicasa. A ce point, le camarade Costa Tantini leur remit trois fusils qui lui avaient été confiés par trois miliciens de la colonne Ascaso qui étaient en permission en France (une ligne censurée). Ils sortirent en les emportant avec (un mot illisible) ceux qui restèrent à fouiller la chambre du camarade Fantozzi (une ligne censurée) ils prirent tous les documents, les livres et autres objets trouvés dans la chambre de Mastrodicasa et, comme il y avait beaucoup de documents dans celle de Berneri, ils décidèrent de les laisser sur place et dirent qu'ils reviendraient (quatre lignes censurées). Quand ils partirent, ces (un mot censuré) intimèrent aux habitants de l'appartement l'ordre d'y rester, car, s'ils en sortaient, ils seraient reçus à coups de fusil dans la rue. Quand Berneri et Barbieri demandèrent des explications, on leur répondit qu'on savait qu'ils étaient en contact avec des anarchistes italiens armés.

(*) *Il Martello*, 28 février 1938. Traduit de l'italien par A. Scattolon. Nous avons vérifié en confrontant avec l'original l'extrait de *Solidaridad Obrera* cité au début de l'article et il n'y manque que quelques mots et phrases secondaires.

Le mercredi 5 mai à 6 heures du matin, douze hommes entrèrent dans l'appartement, six policiers et six (*une demi-ligne censurée*). Ils intimèrent à Berneri et Barbieri l'ordre de sortir et les mirent en état d'arrestation. "Il paraît que vous êtes des contre-révolutionnaires", leur dit-on. Barbieri s'indigna. Vingt années de militantisme anarchiste lui en donnaient le droit (*six lignes censurées*).

C'est alors que se produisit un fait curieux, une contradiction qui n'explique rien ou au contraire trop. À l'aube du 6 mai, la police se présenta au 2 Plaza del Angel et assura à la compagne de Barbieri que les détenus seraient relâchés à midi, le jour même. Mais c'est pourtant le même jour que la famille des disparus apprit par les listes de l'Hospital Clínico que leurs cadavres avaient été ramassés par la Croix-Rouge dans la nuit du 5 au 6 mai, près du Palais de la Généralité.

L'autopsie du cadavre de notre camarade Berneri révéla plusieurs blessure lui avait été infligée par quelqu'un qui se tenait au-dessus de les bords de la blessure, elle avait été tirée à bout portant. Une autre blessure lui avait été infligée par quelqu'un qui se tenait au-dessus de lui. C'est ainsi que moururent les camarades Berneri et Barbieri. »

Le nombre de lignes censurées démontre une seule chose : le censeur, membre, lui aussi, du parti communiste dont les membres étaient de notoriété publique considérés comme responsables de l'assassinat de Berneri et Barbieri, craignait que la vérité, une fois révélée, ne soulevât, comme un volcan, la conscience de la masse. Mais la vérité a fait son chemin, tout doucement, mais irrésistiblement.

Nous qui l'avons infatigablement cherchée, nous la faisons maintenant connaître à tous.

Et nous nous sommes servi du Jury Fédéral des Etats-Unis comme d'une tribune pour la proclamer. L'organisateur et l'exécuteur de l'assassinat de Berneri et Barbieri est un membre du parti communiste américain. [...]

Alfred Herz

C'est un certain Alfred Herz qui est actuellement le chef de la tchéka de Barcelone du P. S. U. C., succursale du parti communiste. Comme second, il a un dénommé Hermann, et, à côté du chef et de son second, travaillent la femme de Herz, trois hommes d'escorte et quatre agents de police appartenant à une brigade qui a son siège Puerta del Angel.

Bien que leur quartier général soit à l'hôtel Continental et à la maison Karl Marx, ils disposent de plusieurs appartements dans lesquels ils se succèdent et où, pour le moment, ils sont inconnus. Ils disposent aussi de « bureaux » dans la Pedrera, palais occupé par le comité exécutif du P. S. U. C. sur le Paseo de Gracia, dans un local de la rue Muntaner, dont nous omettons volontairement le numéro et dans d'autres endroits. Leur lieu de réunion est le café Granja Colomer, rue d'Aragon, où les principaux membres du groupe, exception faite de ceux que nous avons indiqués comme faisant partie de l'état-major, ont l'habitude de se retrouver. Ils sont bien payés, et leur chef, Herz, possède des attributions en tout genre dans toutes les dépendances de la police de Barcelone et de Valence, dont les chefs le craignent pour la rapidité de ses décisions que personne n'ose discuter.

De la mission qui leur est confiée, point n'est besoin de parler : leur nom de tchéka explique tout. Faire disparaître les révolutionnaires que le parti communiste redoute le plus pour leur courage et leur compétence : telle est l'occupation de ces gens avec qui collabore, à l'étage inférieur, le manchot Rodríguez, ex-cénéteste, ex-poumiste, ex-commissaire général de l'ordre public, assassin sans « ex », dont le nom est exécré par les révolutionnaires et béni par les fascistes (**). Le bureau de cet individu est à la caserne des Gardes d'Assaut de la rue de Junqueras où il se rend tous les jours escorté de deux chars d'assaut occupés par des hommes armés de pistolets, de mitrailleuses et de grenades.

Il faut relever que ce service, qui se cache sous le nom de « section des étrangers du P. S. U. C. », possède des archives dont la documentation dépasse celle de la Délégation d'Etat. Outre les archives, il existe une liste noire des noms de personnes qu'il faut retirer de la circulation sur ordre du parti communiste.

De mystérieuses disparitions

Les mystérieuses disparitions d'éléments révolutionnaires ont été fréquentes et alarmantes pendant les douze mois de lutte. Disparitions mystérieuses dont on n'a pu pénétrer le secret. Nous avons cependant réussi à trouver la clé de l'énigme, qui, désormais, n'en sera plus une. Nous savons déjà comment ont disparu nos camarades Alfredo Martínez (dans la disparition duquel est impliqué le manchot Rodríguez), Aris Rua, et aussi qui, et pour quel motif, assassina les camarades qui furent retrouvés cruellement mutilés à Sardanola, de même que nous n'ignorons pas ce qui est arrivé à Lucien Haussard, rédacteur en chef du *Libertaire*, le journal parisien. Le consul russe Antonov-Ovseenko avait donné l'ordre d'éliminer le journaliste : la victime désignée échappa par miracle. Nous connaissons également tous les détails de la séquestration de Marc Rein, rédacteur en chef du *Social-Democratic Kraten* de Stockholm — dont nous voulons raconter l'affaire à cause de ses répercussions internationales.

Comment le journaliste Marc Rein fut séquestré par la tchéka

C'est dans la nuit du 9 au 10 avril que la tchéka, avec toutes sortes de précautions, séquestra le journaliste Marc Rein. Ce dernier était arrivé à Barcelone à la fin de février et s'était installé à l'hôtel Continental, sur la Rambla de Canaletas.

Qui était Marc Rein et que voulait-il faire à Barcelone ? « Marc Rein » était un faux nom, de même que sa nationalité nord-américaine. Il s'agissait, comme nous l'avons déjà dit, du rédacteur en chef du *Social-Democratic Kraten* de Stockholm, journal qui publie sur les problèmes politiques de l'U. R. S. S. des informations sensationnelles et exactes. Les hauts dirigeants soviétiques craignent beaucoup ce journal qui révèle souvent les secrets les plus importants, ce qui laisse supposer qu'il doit être informé avec précision et grâce à des documents, par un dissident communiste.

(**) Il s'agit d'Eusebio Rodríguez Salas.

Le mercredi 5 mai à 6 heures du matin, douze hommes entrèrent dans l'appartement, six policiers et six (*une demi-ligne censurée*). Ils intimèrent à Berneri et Barbieri l'ordre de sortir et les mirent en état d'arrestation. "Il paraît que vous êtes des contre-révolutionnaires", leur dit-on. Barbieri s'indigna. Vingt années de militantisme anarchiste lui en donnaient le droit (*six lignes censurées*).

C'est alors que se produisit un fait curieux, une contradiction qui n'explique rien ou au contraire trop. A l'aube du 6 mai, la police se présenta au 2 Plaza del Angel et assura à la compagne de Barbieri que les détenus seraient relâchés à midi, le jour même. Mais c'est pourtant le même jour que la famille des disparus apprit par les listes de l'Hospital Clinico que leurs cadavres avaient été ramassés par la Croix-Rouge dans la nuit du 5 au 6 mai, près du Palais de la Généralité.

L'autopsie du cadavre de notre camarade Berneri révéla plusieurs blessure lui avait été infligée par quelqu'un qui se tenait au-dessus de les bords de la blessure, elle avait été tirée à bout portant. Une autre blessure lui avait été infligée par quelqu'un qui se tenait au-dessus de lui. C'est ainsi que moururent les camarades Berneri et Barbieri. »

Le nombre de lignes censurées démontre une seule chose : le censeur, membre, lui aussi, du parti communiste dont les membres étaient de notoriété publique considérés comme responsables de l'assassinat de Berneri et Barbieri, craignait que la vérité, une fois révélée, ne soulevât, comme un volcan, la conscience de la masse. Mais la vérité a fait son chemin, tout doucement, mais irrésistiblement.

Nous qui l'avons infatigablement cherchée, nous la faisons maintenant connaître à tous.

Et nous nous sommes servi du Jury Fédéral des Etats-Unis comme d'une tribune pour la proclamer. L'organisateur et l'exécuteur de l'assassinat de Berneri et Barbieri est un membre du parti communiste américain. [...]

Alfred Herz

C'est un certain Alfred Herz qui est actuellement le chef de la tchéka de Barcelone du P.S.U.C., succursale du parti communiste. Comme second, il a un dénommé Hermann, et, à côté du chef et de son second, travaillent la femme de Herz, trois hommes d'escorte et quatre agents de police appartenant à une brigade qui a son siège Puerta del Angel.

Bien que leur quartier général soit à l'hôtel Continental et à la maison Karl Marx, ils disposent de plusieurs appartements dans lesquels ils se succèdent et où, pour le moment, ils sont inconnus. Ils disposent aussi de « bureaux » dans la Pedrera, palais occupé par le comité exécutif du P.S.U.C. sur le Paseo de Gracia, dans un local de la rue Muntaner, dont nous omettons volontairement le numéro et dans d'autres endroits. Leur lieu de réunion est le café Granja Colomer, rue d'Aragon, où les principaux membres du groupe, exception faite de ceux que nous avons indiqués comme faisant partie de l'état-major, ont l'habitude de se retrouver. Ils sont bien payés, et leur chef, Herz, possède des attributions en tout genre dans toutes les dépendances de la police de Barcelone et de Valence, dont les chefs le craignent pour la rapidité de ses décisions que personne n'ose discuter.

De la mission qui leur est confiée, point n'est besoin de parler : leur nom de tchéka explique tout. Faire disparaître les révolutionnaires que le parti communiste redoute le plus pour leur courage et leur compétence : telle est l'occupation de ces gens avec qui collabore, à l'étage inférieur, le manchot Rodríguez, ex-cénétiste, ex-poumiste, ex-commissaire général de l'ordre public, assassin sans « ex », dont le nom est exécré par les révolutionnaires et béni par les fascistes (**). Le bureau de cet individu est à la caserne des Gardes d'Assaut de la rue de Junqueras où il se rend tous les jours escorté de deux chars d'assaut occupés par des hommes armés de pistolets, de mitrailleuses et de grenades.

Il faut relever que ce service, qui se cache sous le nom de « section des étrangers du P. S. U. C. », possède des archives dont la documentation dépasse celle de la Délégation d'Etat. Outre les archives, il existe une liste noire des noms de personnes qu'il faut retirer de la circulation sur ordre du parti communiste.

De mystérieuses disparitions

Les mystérieuses disparitions d'éléments révolutionnaires ont été fréquentes et alarmantes pendant les douze mois de lutte. Disparitions mystérieuses dont on n'a pu pénétrer le secret. Nous avons cependant réussi à trouver la clé de l'énigme, qui, désormais, n'en sera plus une. Nous savons déjà comment ont disparu nos camarades Alfredo Martínez (dans la disparition duquel est impliqué le manchot Rodríguez), Aris Rua, et aussi qui, et pour quel motif, assassina les camarades qui furent retrouvés cruellement mutilés à Sardanola, de même que nous n'ignorons pas ce qui est arrivé à Lucien Haussard, rédacteur en chef du *Libertaire*, le journal parisien. Le consul russe Antonov-Ovseenko avait donné l'ordre d'éliminer le journaliste : la victime désignée échappa par miracle. Nous connaissons également tous les détails de la séquestration de Marc Rein, rédacteur en chef du *Social-Democratic Kraten* de Stockholm — dont nous voulons raconter l'affaire à cause de ses répercussions internationales.

Comment le journaliste Marc Rein fut séquestré par la tchéka

C'est dans la nuit du 9 au 10 avril que la tchéka, avec toutes sortes de précautions, séquestra le journaliste Marc Rein. Ce dernier était arrivé à Barcelone à la fin de février et s'était installé à l'hôtel Continental, sur la Rambla de Canaletas.

Qui était Marc Rein et que voulait-il faire à Barcelone ? « Marc Rein » était un faux nom, de même que sa nationalité nord-américaine. Il s'agissait, comme nous l'avons déjà dit, du rédacteur en chef du *Social-Democratic Kraten* de Stockholm, journal qui publie sur les problèmes politiques de l'U. R. S. S. des informations sensationnelles et exactes. Les hauts dirigeants soviétiques craignent beaucoup ce journal qui révèle souvent les secrets les plus importants, ce qui laisse supposer qu'il doit être informé avec précision et grâce à des documents, par un dissident communiste.

(**) Il s'agit d'Eusebio Rodríguez Salas.

Marc Rein allait en Catalogne pour observer de près la situation. A son arrivée à Barcelone, il réunit un petit groupe de socialistes antifascistes et antipsuquistes que l'on considéra comme ses collaborateurs. Il publia plusieurs articles dans lesquels il critiquait certains aspects de l'action des anarcho-syndicalistes de la C. N. T., expliquant que sa critique portait sur leur action parce qu'ils étaient les seuls à faire quelque chose.

Il faut remarquer que Rein était le fils du fameux chef social-démocrate Abramovitch qui lutta pendant la révolution russe contre le parti communiste et qui dirige aujourd'hui le journal en question. Il est actuellement le chef des groupes social-démocrates russes et allemands émigrés et membre dissident de la commission exécutive de la II^e Internationale.

Le G. P. U., informé de la présence de Marc Rein à Barcelone, conçut l'idée de s'emparer immédiatement de lui. Il chargea quelques-uns de ses meilleurs éléments de séquestrer le journaliste social-démocrate et de perfectionner l'organisation de la tchéka au service du parti communiste.

La nuit du 9 au 10 avril, Marc Rein était en train d'écrire un article dans sa chambre d'hôtel. Tout à coup le téléphone sonna : une gracieuse voix féminine sollicitait une interview intéressante. Marc Rein interrompit son travail et quitta l'hôtel.

Comment Marc Rein fut transféré en Russie par le G. P. U.

Qu'est-il arrivé à Marc Rein ? Certains pensent qu'il a été assassiné par des agents sous les ordres de Herz. Mieux informés, nous ne le pensons pas.

Afin de faire perdre sa trace, on obligea Marc Rein à écrire de sa main une lettre adressée à un de ses amis du nom de Nicolas, dont la femme fut incarcérée après avoir été sauvagement frappée, et au patron de l'hôtel. Par cette lettre, le journaliste prenait congé et s'excusant de son départ précipité et du dommage causé, etc. La lettre semblait avoir été écrite de Madrid, mais on remarquait bien que les numéros de la date avaient été écrits par une autre personne. Le stratagème ne témoigne pas en faveur de l'intelligence des gens qui sont au service d'Alfred Herz.

Marc Rein n'a pas été assassiné. On peut affirmer qu'il se trouve actuellement en Russie aux mains du G. P. U., après avoir été transporté comme « une malle » à bord d'un navire qui a quitté Barcelone entre le 11 et le 30 avril.

Il faut ajouter que la tchéka communiste de Barcelone a non seulement expédié de cette façon Marc Rein en Russie, mais qu'elle a réussi à envoyer également, enroulés dans des tapis (comme des « paquets ») un certain nombre d'hommes que l'on voulait faire parler et à qui l'on voulait arracher des renseignements sur les chefs des partis « démocratiques », sur la situation et le domicile de personnes résidant en Espagne et à l'étranger.

La II^e Internationale s'intéresse au disparu

La II^e Internationale s'occupe beaucoup de cette affaire. Il s'agit d'un de ses éléments les plus efficaces, et elle est décidée à tout publier. Le fameux socialiste révolutionnaire I. Steinberg, qui fut commissaire du peuple à la justice en U. R. S. S. dans la première période du gouvernement de Lénine, a assumé la charge d'éclaircir cette affaire et demandera une intervention inter-

nationale, non armée, mais politique, qui soulèvera un scandale dangereux pour les intérêts du parti communiste.

Le P. S. U. C., sur les instructions du consul russe à Barcelone, tente de rejeter sur les anarchistes la responsabilité de l'assassinat de Marc Rein. Comme preuve de ses affirmations, il cite un article publié dans un journal étranger où l'on critique sévèrement certains défauts des anarchistes. Selon le P. S. U. C., ou mieux, selon le consul russe, les anarchistes, exaspérés par la critique, se seraient vengés en assassinant Rein.

Fort heureusement cette version n'a pas trouvé le moindre crédit auprès du comité exécutif de la II^e Internationale dont une commission représentative a effectué des enquêtes là-dessus à Barcelone et à Valence et couru le risque de connaître la même fin que l'infortuné rédacteur du *Social-Democratic Kraten*. Par amour de la vérité, et comme preuve que l'alibi préparé par les tchékistes s'était révélé inconsistant, nous devons dire que les représentants de la II^e Internationale venus à Barcelone, se voyant sérieusement menacés et craignant pour leur sécurité personnelle, refusèrent de quitter cette ville s'ils n'étaient pas accompagnés jusqu'à l'aérodrome du Prato par une délégation du comité péninsulaire de la F. A. I. Le comité péninsulaire accéda à ce désir avec sa courtoisie habituelle et les représentants de la II^e Internationale purent finalement quitter Barcelone librement.

Peut-on tolérer tout cela ?

Les dirigeants communistes, informés qu'un agent des services spéciaux, connu sous le nom de Fernando Meca, effectuait une enquête sur la disparition de Rein, sur ordre de ses services, firent tout leur possible pour le réduire au silence. On peut dire aujourd'hui qu'aussi bien l'agent que le chef Meca ont disparu et l'on suppose, non sans des raisons bien fondées, qu'ils ont été assassinés.

Le danger que constitue pour les travailleurs révolutionnaires le fonctionnement de cette tchéka demi-officielle est évident.

Alfredo Martínez, Camillo Berneri, les camarades Aris Rua et d'autres que nous ne mentionnons pas ont été séquestrés et assassinés par le service que dirige Alfred Herz. Et nous avons assez d'informations pour affirmer que l'on tente, par des procédés analogues, de supprimer divers militants de la C. N. T. qui jouissent d'un certain prestige dans la vie prolétarienne nationale.

Qui est Alfred Herz ? Tresca le dénonce au monde civilisé comme le principal assassin de Berneri et Barbieri.

Qui est Alfred Herz auquel il est fait allusion dans la correspondance de Barcelone fidèlement reproduite ci-dessus ? Qui est Alfred Herz, chef de la tchéka de Barcelone, organisateur et exécutant des crimes ? Qui est ce fauve triomphant qui, gorgé d'argent, va planter sa tente à Barcelone que l'inoubliable Rosselli appela « le rempart de la révolution » ? Qui est Alfred Herz qui a baigné Barcelone du sang de nos meilleurs camarades qu'il a assassinés ou fait assassiner ?

Il nous a fallu pour l'identifier des mois de recherches patientes. Nous les avons menées jusqu'au bout, avec patience, avec diligence, avec scrupules, conscients des graves responsabilités qui nous incombent.

A. Herz, organisateur et exécuter de l'enlèvement du socialiste Marc Rein est la même personne connue par ailleurs sous le nom de George Mink et que nous allons maintenant décrire.

George Mink est membre du parti communiste des Etats-Unis. Il a quarante ans environ. Petit et trapu, cheveux noirs, yeux bleus.

C'est un homme dénué de scrupules : il sert qui le paie. Nous avons retrouvé ses traces à Philadelphie où, avant 1929, il était chauffeur de taxi. Il s'y était fait une fâcheuse réputation et il semble bien que la police ait dû le surveiller comme un vulgaire mauvais garçon.

Il entre en scène à New York en 1929 comme membre du parti communiste, organisateur de la Marine Industrial Workers Union dominée par les communistes. Il n'a plus l'air d'un voyou. « Il était bien habillé, donnait des ordres, dépensait de l'argent, se donnait une allure de chef. »

L'argent lui était donné par les représentants à New York du service étranger du G. P. U., que nous connaissons. Il existe à New York un « centre » du G. P. U., la très puissante organisation d'espionnage au service de la dictature personnelle de Staline.

La Marine Industrial Workers Union où le parti communiste, par l'entremise de George Mink, répartit des attentions, des hommes et de l'argent, connut la déconfiture. George Mink — désormais intégré parmi les agents de Moscou — dut penser à se rendre à La Mecque, à Moscou, pour y prendre des ordres.

Il reparut de nouveau en 1935 au Danemark, comme espion. On lit en effet dans le *New York Times* — et bien peu de gens ont jeté les yeux sur cet article — l'information suivante :

« Copenhague, 30 juillet. Deux Américains, George Mink et Nicholas Sherman, arrêtés il y a deux mois, ont été condamnés aujourd'hui à dix-huit mois de prison sous l'accusation d'espionnage. Ils seront expulsés dès la fin de leur peine.

Les deux hommes avaient été renvoyés en première instance pour affaire mineure d'attentat à la pudeur et utilisation de faux passeports. Mais le ministère public a fait appel et la Cour suprême a aujourd'hui reconnu les accusés coupables d'espionnage, délit pour lequel ils avaient été acquittés en première instance.

Le procès s'est déroulé à huis clos. Selon un communiqué officiel, les deux Américains avaient reçu cependant un abondant courrier à plusieurs adresses fictives. La police a trouvé chez eux plusieurs lettres codées et 3 000 dollars en espèces dont les accusés ont refusé de dévoiler l'origine. »

George Mink travaillait avec le G. P. U., c'est-à-dire qu'il était un agent du G. P. U., la sinistre organisation de police qui, de Moscou, étend ses tentacules sur le globe. En novembre 1936, George Mink a été vu à Moscou en compagnie de Juliet Stuart Poyntz qui a disparu mystérieusement à New York.

Il est donc normal que, la tchéka étant organisée à Moscou et ces actions criminelles constituant sa vie même, on pense à Moscou à un tel homme.

George Mink a été envoyé à Barcelone où, sous le nom d'Alfred Herz, il prit une chambre à l'hôtel Continental — exactement le n° 418. Il a commencé immédiatement à s'entourer de figures mystérieuses et sinistres, ses complices. Il était en contact permanent avec le consul général russe Antonov-Ovseenko.

Avant les semaines de mai, George Mink était déjà en possession de la liste noire, c'est-à-dire des noms de ceux qui devaient être supprimés, dont

Camillo Berneri contre lequel le consul Antonov-Ovseenko avait déjà déchaîné sa fureur en se plaignant aux dirigeants de la C. N. T. des critiques qu'il faisait dans son journal de langue italienne de Moscou et de son dictateur Staline.

Le 29 avril, c'est-à-dire avant les sanglants événements de mai, George Mink annonçait à un groupe de volontaires anglais la « purge » imminente.

Revenons maintenant à la chronique de l'assassinat de Berneri et Barbieri dans *Solidaridad Obrera*. Elle est, comme on le voit, tronquée. Le censeur l'a mutilée. La première visite chez Berneri fut effectuée par deux agents de Mink qui portaient le brassard rouge avec les lettres P. S. U. C. qui signifient parti socialiste unifié de Catalogne, un parti très vite dominé par Moscou : c'est en fait le parti communiste de Catalogne.

La troisième et dernière visite, le 5 mai, a été effectuée par six policiers et six membres du même parti communiste : ils portaient le même brassard rouge. Parmi ces six hommes se trouvait George Mink.

Barbieri et Berneri ont été assassinés pendant la nuit.

George Mink, membre du parti communiste américain, a organisé, dirigé et exécuté cet assassinat prémédité.

Il n'y a aucun doute sur ce point.

George Mink est le bras de Moscou.

George Mink voyage en Europe avec un passeport américain faux. Il l'a obtenu en se procurant un certificat de naissance à Philadelphie, faux puisque George Mink est né en Russie.

A New York, un Jury Fédéral est en train d'effectuer une enquête sur l'utilisation de faux passeports, enquête qui a pour origine la mystérieuse disparition des Robinson à Moscou. Nous avons saisi l'occasion ainsi offerte pour dénoncer au monde, aux hommes civilisés, à ceux qui ont une conscience, le nom du principal responsable de la fin tragique de Berneri et de Barbieri.

Nous avons accompli notre devoir. Nous avons la conscience tranquille.

OUÛ EST JULIET STUART POYNTZ ? (*)

L'arrestation à Moscou de Mr et Mrs A. A. Rubens, alias Donald L. Robinson, au mois de décembre dernier, a décidé le Grand Jury fédéral à mener une enquête. Il a été prouvé que les « Robinson » ont utilisé de faux passeports américains.

L'enquête a initialement conduit les enquêteurs au bureau de l'ex-County Clerk Alberto Marinelli où avaient été certifiées les demandes pour ces passeports. M. Marinelli se vit l'objet de diverses accusations. En principe, la réaction populaire fut plutôt simple : l'enquête doit avoir à faire avec un vulgaire racket de passeports. En substance, toutefois, l'affaire est complexe et politique.

La série d'articles de Herbert Solow dans le *New York Sun*, *The New Leader*, et d'autres publications, a établi que les passeports ont été obtenus avec l'aide d'amis et de membres du parti communiste : ils coopéraient ainsi au plan pour bâtir à Moscou un procès cherchant à démontrer, par les aveux des Rubens et autres agents du G. P. U., que tous les adversaires de Staline aux Etats-Unis sont des espions japonais. L'objectif de ce plan serait de discréditer l'opposition ouvrière à Staline, d'aiguïser la fièvre des partisans de la guerre à outrance et de ceux que hante la peur de l'espionnage.

C'est dans l'affaire Rubens qu'il faut chercher le terrain de la disparition de Juliet Stuart Poyntz.

Pendant plusieurs années, Miss Poyntz a été un dirigeant stalinien important. En 1934, elle s'est retirée de toute activité politique et est devenue agent du G. P. U. Des gens peuvent témoigner l'avoir connue dans son travail d'agent du G. P. U. Elle a été vue à la fin de 1936 à Moscou avec George Mink. George Mink est un agent du G. P. U. Il a travaillé pour la tchéka à Barcelone et a purgé un an de prison au Danemark comme espion russe.

C'est le même George Mink, membre du parti communiste d'Amérique, que j'ai accusé dans le dernier numéro d'*Il Martello* d'avoir organisé et dirigé à Barcelone le 6 mai 1937 l'assassinat de Camillo Berneri et d'y avoir pris part.

En dépit de nos désaccords politiques, Miss Poyntz a été pendant vingt ans une de mes amies personnelles. En mai 1937, je l'ai rencontrée dans la rue et elle m'a dit qu'elle était écœurée du régime soviétique et du parti communiste aux Etats-Unis. Les staliniens connaissaient son attitude. Ils avaient raison de la craindre, car elle aurait pu rompre avec eux et révéler des secrets.

Il y a environ un an, Miss Poyntz a loué une pièce à l'American Women's

(*) *Modern Monthly*, mars 1938 ; *Il Martello*, 26 avril 1938, traduit de l'italien par Annie Scattolon.

Association et ses amis l'y ont vue jusqu'au 4 ou 5 juin 1937. Ensuite, on ne l'a plus revue.

Peu après la discussion dans la presse de l'affaire Rubens, le *New York World Telegram* révéla que Miss Poyntz avait disparu, et que, sept mois auparavant, elle avait quitté sa chambre dans des conditions telles que ses amis avaient cru comprendre qu'elle allait revenir dans quelques heures. Son avocat — qui est aussi un de ses vieux amis — a reconnu tout cela plus tard. Il a déclaré qu'il était arrivé finalement à la conclusion que l'absence de J. Poyntz était involontaire.

Ma conviction est que la police secrète russe cherchait à se débarrasser de Miss Poyntz de la même manière qu'Ignace Reiss et d'autres agents secrets mécontents avaient été retirés de la circulation. Sa disparition était nécessaire pour bâtir l'affaire Robinson-Rubens. Par ailleurs, si on avait pu la forcer à comparaître à Moscou, le fait que son mari était allemand pouvait servir à « enrichir » sur ce point son témoignage. Elle aurait été en position d'« avouer » qu'elle s'était souvent rendue au consulat allemand (Miss Poyntz avait engagé une action judiciaire pour l'héritage de son défunt mari) et qu'elle y avait rencontré Rubens.

Je suis convaincu qu'on a fait beaucoup d'efforts pour enlever Miss Poyntz ou la rappeler à Moscou, et que, s'il n'a pas fallu la tuer au cours de ces efforts, elle a été, de toute façon, transportée à Moscou.

Il y a un homme qui pourrait fournir à ce sujet des renseignements très importants. C'est Schachno Epstein, agent du G. P. U.

Lors de la révolution, Epstein était directeur du *Gerechtigkeit*, organe juif de l'International Ladies' Garment Workers' Union. Miss Poyntz était alors dans la section « éducation » de ce syndicat. Ils étaient amis intimes. Epstein partit en Russie. Quand les bolcheviks s'emparèrent d'Odessa en 1918, il se trouva dans une situation difficile et réussit à préserver sa position en s'affiliant au parti bolchevique. Puis il servit d'informateur contre ses camarades. Aux environs de 1923, il fut envoyé aux Etats-Unis comme agent de l'I. C., sous le nom de Joseph Berson.

Peu après son arrivée, les communistes publièrent le *Freiheit*, avec Epstein à la direction. Deux ou trois ans plus tard, il fut rappelé en Russie.

Soupçonné de sympathies trotskystes vers 1928, Epstein avait été exilé dans une région reculée de Russie. Il se repentit et fut autorisé à revenir à Moscou. Sycophante et servile, il devint agent du G. P. U., la police secrète de Staline : c'était le prix de sa vie et de sa liberté.

Après 1928, il alla à plusieurs reprises aux Etats-Unis comme agent du G. P. U. et de l'I. C. sous le nom de Joseph Berson. Plusieurs témoins l'ont vu à New York en mai 1937, peu avant la disparition de Miss Poyntz. Moi-même, je les ai vus ensemble à la fin de mai de cette année-là, une semaine avant la disparition de cette dernière. Il est parti pour l'Europe sur le *Queen Mary* le 11 août 1937.

Un journal de New York a affirmé que l'homme que j'avais mentionné devant le Grand Jury fédéral qui m'a cité à comparaître est l'individu que j'ai accusé d'avoir organisé la disparition de Miss Poyntz. J'ai mentionné un nom devant le Grand Jury Fédéral, mais je n'ai donné aucun nom à la presse. Je n'ai pour le moment rien à ajouter à mes déclarations. Si j'ai raison, la loi fédérale sur l'enlèvement a été violée. Mais la Cour fédéral qui enquête n'effectue aucune recherche. Aucun ami de Miss Poyntz et son avocat non plus n'ont présenté de plaintes sur lesquelles pourrait se fonder l'enquête.

Si j'ai raison, la loi de l'Etat de New York a été violée. Mais la police d'Etat ne fait rien, et celle de la ville prend toute l'affaire plutôt à la légère.

Si j'ai raison, un crime politique a été commis. Même si l'on veut être très modéré, les libertés civiles de Miss Poyntz ont d'une certaine manière été lésées. Mais l'American Civil Liberties Union, dont les dirigeants en savent long, n'a émis aucune protestation et la *Nation* et la *New Republic* — dont quelques rédacteurs sont au courant de la disparition et dont toute la rédaction en tout cas peut être considérée comme opposée aux violations des libertés civiles, également sous la forme d'un enlèvement — se taisent.

Je n'ai fait aucune déclaration qui n'ait été corroborée par des témoins. Personne n'a essayé de réfuter une seule de mes déclarations précises, et c'est pourquoi je demande de nouveau :

« Où est Juliet Stuart Poyntz ? »

Ce n'est pas là un crime commun, de même qu'il ne s'agit pas dans l'affaire Robinson-Rubens de fraude ordinaire sur des passeports. Il s'agit d'un crime politique qui a un immense intérêt pour le peuple américain.

Carlo TRESCA

POURQUOI JE SUIS ALLÉ DEVANT LE GRAND JURY FÉDÉRAL (*)

[...] L'arrestation à Moscou de Donald L. Robinson et Ruth Norma Robinson — qui étaient tous deux, malgré les dénégations des autorités intéressées du régime communiste, membres du G. P. U., c'est-à-dire de la sinistre organisation policière de Staline — a suscité une tempête d'accusations et de contre-accusations.

Les trotskystes ont affirmé que les deux agents du G. P. U., les Robinson, jouaient et jouent encore un rôle qui leur a été dicté : celui de créer par leurs dépositions l'impression que les Etats-Unis sont infestés d'espions allemands et japonais et de favoriser par conséquent la naissance d'un état d'esprit belliciste d'où jaillirait l'étincelle d'un conflit entre les E.-U. et le Japon, que Staline désire tant.

Les staliniens au contraire ont dit et disent encore que les Robinson sont des agents de Trotsky. Je me suis tenu en dehors de cette polémique.

À la suite de l'arrestation des Robinson, une Cour de Justice fédérale a été désignée à New York pour enquêter sur une action criminelle spécifique : l'utilisation de faux passeports.

Pendant que la justice effectuait ses recherches, un fait nouveau, sensationnel, est venu ajouter du feu au feu : le *New York World Telegram* de décembre 1937 a annoncé la mystérieuse disparition de Juliet Stuart Poyntz. Juliet Poyntz a été pendant longtemps — plus de vingt ans — un membre très important du parti communiste. La sensationnelle révélation du *New York World Telegram* avait pour conséquence de conduire à l'accusation selon laquelle J. Poyntz n'avait pas disparu volontairement, mais avait été enlevée.

Par qui ?

Par le G. P. U., au moyen de ses agents aux Etats-Unis d'Amérique. Beaucoup le pensaient. On le murmurait. Personne cependant n'osait préciser l'accusation. On n'avait pas confiance. En Europe, les méthodes du G. P. U. sont connues : la presse s'en est beaucoup occupée à plusieurs reprises. Aux Etats-Unis, ces méthodes criminelles — enlèvement et assassinat — étaient inconnues.

C'est bien pour cela qu'après avoir mené une enquête rigoureuse et diligente, et alors que j'étais convaincu que Juliet Stuart Poyntz était une victime

(*) Extrait de « Perché ho usato la Grande Giuria Federale per gettare luce sulle sinistre attività dell G. P. U., la segreta organizzazione poliziesca del regime di Stalin », *Il Martello*, 11 avril 1938, trad. Annie Scattolon.

du G. P. U., il me fut difficile de décider le *New York World Telegram* à continuer ce travail.

J'ai eu plusieurs conversations avec des représentants autorisés de ce quotidien : mon exposé des faits les impressionna. Mais c'était là et pas plus loin que je pouvais aller avec le *New York World Telegram*.

J'ai donné des noms. J'ai accusé Schachno Epstein, membre du parti communiste et agent du G. P. U. J'ai accusé Juliet Stuart Poyntz elle-même d'avoir été à la solde du G. P. U., associée de George Mink, l'assassin de Berneri et Barbieri.

Quand on accuse en citant des noms, on va au-devant de plaintes en diffamation. Les quotidiens américains sont circonspects.

Après l'échec de mes tentatives avec le *New York World Telegram*, je pris contact avec un représentant autorisé du *New York Times*. Mêmes résistances. Irrité, je dis alors au représentant du *Times* :

« Je vous forcerai à parler !

— Comment feras-tu ?, me demanda, surpris, le vieux reporter rusé.

— En allant chez le District Attorney qui fait une enquête sur l'usage des faux passeports.

— Il ne t'écouterà pas.

— Il sera bien obligé parce qu'aussi bien Epstein que George Mink se servent de faux passeports.

Et alors, alors seulement, non seulement le *Times* mais tous les autres journaux parleront parce que ta visite au District Attorney sera "La Nouvelle" ! »

Le silence de la presse fut brisé le lendemain.

Aujourd'hui, des millions d'Américains savent qu'il existe en Amérique une section du G. P. U., que Juliet Stuart Poyntz est l'une des nombreuses victimes du G. P. U., que George Mink, membre du parti communiste américain, est un assassin professionnel et qu'il a tué Berneri et Barbieri.

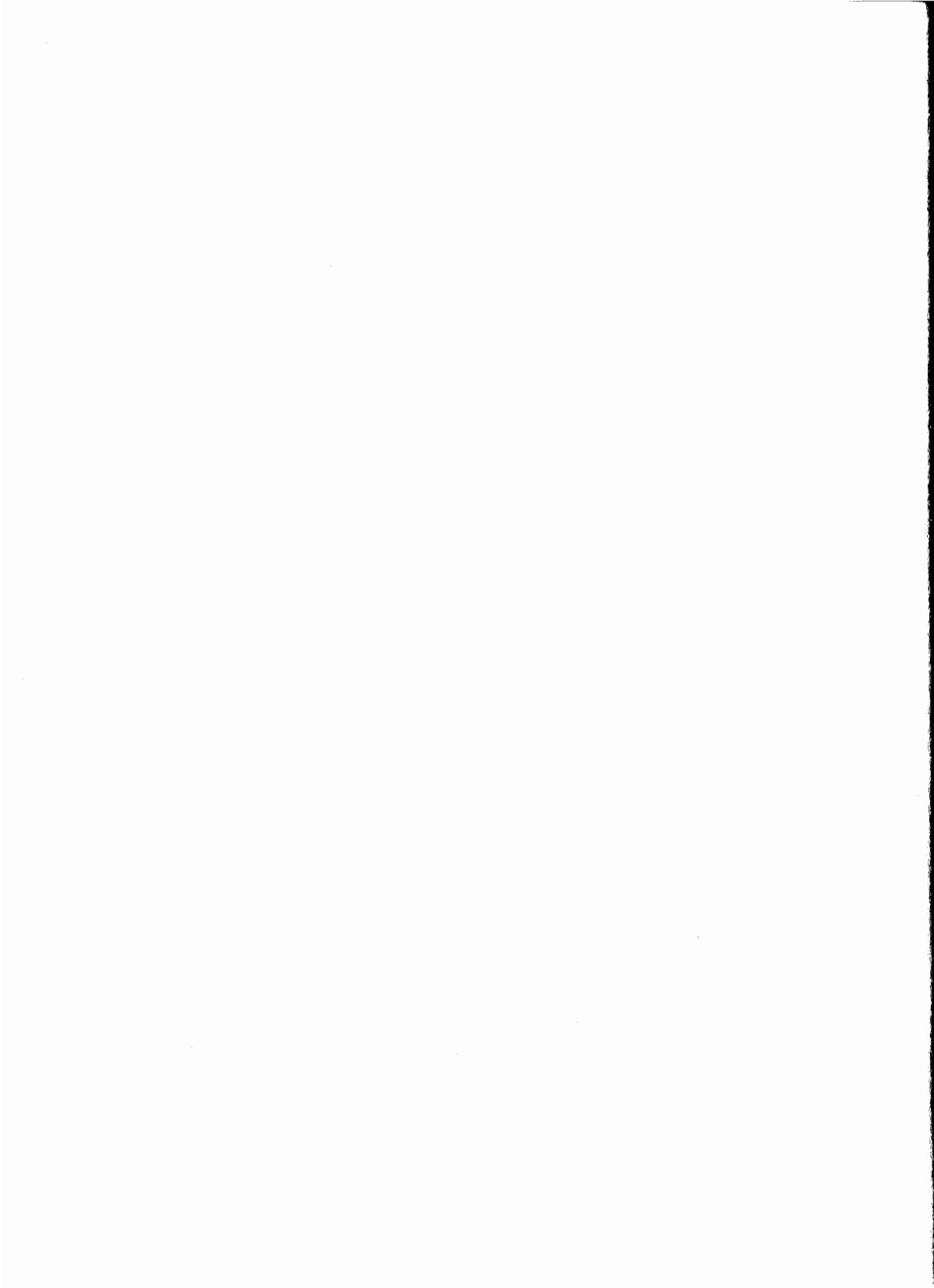
Le cas Robinson s'est terminé par le renvoi — sur décision du Grand Jury fédéral — de deux individus devant leurs juges. Le procès public va bientôt avoir lieu. Je ne figurerai pas parmi les témoins à charge. L'accusation ne « se servira pas » de moi.

Pourquoi ?

Parce que je ne suis pas un informateur. Parce que je ne coopère pas avec les autorités. Parce que je ne me sers des autorités que pour dénoncer les crimes des fascistes rouges et noirs (...)

TROISIÈME PARTIE

**La machine
à mentir**



Jean-Paul JOUBERT

Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs

IL est évidemment impossible dans le cadre d'un simple article de nous livrer à une étude soignée de l'*Humanité* et de la façon dont elle a rendu compte de tous les meurtres attribués, dans la période qui nous intéresse, au G. P. U. et qui constituaient un élément essentiel de cette politique stalinienne dont elle présentait quotidiennement défense et illustration. Nous avons choisi d'étudier deux cas précis, ses comptes rendus des affaires Reiss et Klement en 1937 et 1938, sur quelques semaines.

L'AFFAIRE REISS (1)

DEUX éléments exceptionnels nous permettent de disposer, dans cette affaire, d'éléments d'information qui nous échappent pour d'autres. Le premier est que la victime avait une compagne parfaitement informée de ses activités et de ses initiatives, Elsa Bernaut (2), et que cette dernière échappa au sort qui lui avait de toute évidence été réservé par les instigateurs de l'assassinat. Le second est que, le meurtre ayant été commis en Suisse, l'enquête a été menée par les autorités policières et judiciaires

(1) On s'est référé ici aux principales études consacrées à cette affaire : Victor SERGE, A. ROSMER et Maurice WULLENS, *L'Assassinat d'Ignace Reiss*, Paris, 1938, 94 p., le chapitre VIII « My Break with Stalin », p. 367-397 de Walter G. KRIVITSKY, *I Was Stalin's Agent*, Londres, 1938, le chapitre II « The Dupe » p. 21-31, et le chapitre III, « Resignations not accepted », p. 31-43, de Hugo DEWAR, *Assassins at Large*, Londres, 1951, Elisabeth K. PORETSKI, *Les Nôtres. Vie et mort d'un agent soviétique*, Paris, 1969, 304 pages, le chapitre XX, « Reiss » p. 205-220, de Gérard ROSENTHAL, *Avocat de Trotsky*, Paris, 1975, 33 pages. On a également utilisé les quotidiens parisiens. Les dossiers de la police française sur cette affaire ont « disparu » à la Libération.

(2) Elsa BERNAUT (1898-1978), née en Pologne, avait adhéré au communisme au moment de la révolution d'Octobre. Réfugiée en U. R. S. S., elle s'y lia pour la vie à un autre militant communiste engagé dans le travail illégal, le futur Reiss.

suisses, en aucune façon disposées, à la différence par exemple des autorités françaises de l'époque, sous des gouvernements de Front populaire, à des compromis ou des indulgences à l'égard du G. P. U.

Par Elsa et ses amis proches — Henk Sneevliet (3), Walter G. Krivitsky — nous connaissons bien la biographie de celui qui, connu sous le nom d'Ignace Reiss, s'appelait en réalité Ignacy St. Poretski : ce communiste polonais de la première heure était passé au service du G. P. U. qu'il prenait pour le bras armé de la révolution mondiale et découvre trop tard qu'il était devenu celui de la contre-révolution. Nous disposons même de ses *Carnets* (4), notes prises au jour le jour qui nous permettent de suivre en ces mois décisifs son information comme l'évolution qui allait le décider à la rupture avec Staline et l'affirmation de sa solidarité avec Trotsky et les constructeurs de la IV^e Internationale. Enfin l'ouvrage consacré à son compagnon par Elsa (5) dans les dernières années de sa vie confère à ces documents un éclairage difficilement contestable. Résumons les faits.

Au cours de l'année 1937, Poretski, l'agent du G. P. U. « Ludwig », en résidence à Paris, déjà bouleversé par les informations qui proviennent d'U. R. S. S. sur la purge qui frappe les vieux-bolcheviks, informé de l'arrestation et de l'exécution de son supérieur hiérarchique, le général Berzine (6), décide de ne pas obéir au rappel qui lui a été envoyé de Moscou et continue à se consacrer à son travail : la fourniture d'armes pour l'Espagne républicaine. Il est décidé à rompre, le dit à son ami Krivitsky, qui a reçu pour mission de le faire rentrer en U. R. S. S. pour « consultation » et se rend à Amsterdam pour y rencontrer le dirigeant du R. S. A. P., vétéran communiste hollandais, Henk Sneevliet, vieil ami à lui, à qui il explique ses intentions. Il refuse de rompre publiquement sans avoir préalablement averti le comité central du P. C. U. S. et remet le 17 juillet sa lettre de démission à Mme Grozovskaja, attaché au consulat soviétique de Paris qui lui sert d'intermédiaire et vient de lui faire parvenir une lettre de son chef, Sloutsky (7), qui lui conseille « le repos », et un

(3) Henricus SNEEVLIE (1883-1942) avait été un des pionniers du communisme en Hollande, en Indonésie et en Chine où il avait été l'émissaire de l'I. C. Il avait connu Reiss en tant qu'agent de renseignements soviétique au cours des années vingt et l'avait aidé, même après sa propre rupture avec le P. C. C'est par lui que Reiss avait cherché à prendre contact avec la IV^e Internationale.

(4) On trouve le texte de ces notes dans le Serge, Rosmer, Wullens et dans le livre d'E. Poretski tous deux cités n. 1.

(5) Elsa Bernaut signa Elisabeth K. PORETSKI le livre cité à la note (1).

(6) Jan A. BERZINE (1881-1938), ouvrier letton, vieux-bolchevik, avait été commandant d'armées dans l'Armée rouge avant de devenir le chef du contre-espionnage. Il a été réhabilité sous Khrouchtchev en même temps que plusieurs de ses collaborateurs.

(7) Abram A. SLOUTSKY (1896-1938), ancien tchékiste, était alors chef du service étranger du G. P. U. et secrétaire du comité du parti de cet organisme. Reiss dans ses *Carnets*, Krivitsky (*op. cit.*) et Alexander Orlov (*The Secret History of Stalin's Crimes*, New York, 1953) le dépeignent comme toujours disposé à des confidences à ses subordonnés, mais Krivitsky en fait un vieux-bolchevik déchiré et Orlov un carrié-

« appel au secours » d'une de ses vieilles collaboratrices, l'allemande Gertrud Schildbach (8), dont il sait qu'elle a connu et pense qu'elle connaît encore les mêmes affaires que lui. Dans sa lettre, Ludwig stigmatise les crimes de Staline et conclut : « Pour la construction de la IV^e Internationale (9) ! »

Le 18 juillet, « Ludwig » quitte son refuge parisien provisoire et envoie sa femme et son fils dans un village du Valais, Finhaut. Il les rejoint onze jours plus tard. Il en sort parce qu'il a rendez-vous le 5 septembre à Reims avec Sneevliet et Léon Sedov. Sur son chemin il doit, à Lausanne, rencontrer Gertrud Schildbach. Le couple rencontre effectivement Schildbach et s'en sépare, Ludwig devant la revoir le même soir à dîner et Elsa le lendemain, à Vevey. Elsa ne reverra jamais son compagnon vivant.

Le second personnage du drame est Gertrud Schildbach. Elle était bien connue des intellectuels communistes à Munich à la fin des années 20, femme délaissée pleurant sur sa solitude. Plus tard, elle s'est fixée à Rome, mais voyage beaucoup. En fait, c'est une collaboratrice de Ludwig au G. P. U. Elle lui a confié son trouble et ses angoisses : elle aussi songe à rompre. Ce qu'il ignore, c'est qu'elle est arrivée le 2 septembre en voiture avec quatre autres personnes, qu'il ne connaît pas, et que la chambre voisine de la sienne à l'hôtel de la Paix à Lausanne est occupée par un tueur qui se fait appeler François Rossi. Quand elle a rencontré ses vieux amis à Lausanne le 4, elle avait avec elle une boîte de bonbons fourrés à la strychnine, que la police retrouvera dans ses bagages et qu'elle a arrachée des mains d'Elsa dans le cours de leur rencontre. Le 5 septembre, elle n'est pas à leur rendez-vous de Vevey.

Le troisième personnage qu'il nous faut présenter maintenant est un comparse plus falot encore, une agréable jeune femme suisse qui détient — sans probablement le savoir — la clé du drame qui se noue. Il y a quelques jours, elle a rencontré en promenade, à Finhaut, Elsa et son compagnon, leur a souri et fait un geste de la main. Elle est là pour les suivre et rendre compte de leurs mouvements. Elle a longtemps « filé » Ludwig ; le 5 septembre, c'est Elsa qu'elle suit. Elle est arrivée dans la même voiture que Gertrud Schildbach avec trois hommes. Elle a logé avec l'un d'eux, Kondratiev, à l'hôtel de Martigny. Conformément à ses instructions, après le départ de Ludwig, elle a téléphoné à Schildbach que

riste. Les trois sont cependant d'accord pour lui attribuer un rôle important dans l'obtention des aveux des plus « durs » des vieux-bolcheviks jugés en 36.

(8) Gertrud SCHILDBACH, épouse NEUGEBAUER (née en 1894), étudiante, avait adhéré au parti communiste à Leipzig dans les années vingt. Reiss avait commencé par l'utiliser après la crise personnelle qu'elle avait vécu quand son mari l'avait abandonnée, sans indiquer son nom au G. P. U. car il redoutait sa fragilité psychologique. Elle avait émigré en 1933, à Paris, puis Rome et, depuis, servait le G. P. U. dans des tâches tout à fait marginales.

(9) On trouvera le texte de la lettre de Ludwig dans le livre de Serge, Rosmer, Wullens et dans celui d'E. Poretski.

« l'oncle était parti », puis elle a attendu Rossi à Berne. Rossi n'est pas venu. Alors la jeune gourde — c'est une belle gourde —, qui se nomme Renata Steiner (10), s'est affolée et est allée finalement aux renseignements, au garage du Casino de Berne où elle avait loué la Chevrolet, dans l'espoir de retrouver ses compagnons.

Mais une mauvaise surprise l'attend. Le 5 septembre on a retrouvé sur la route de Chamblandes le corps criblé de balles de Ludwig. La police a découvert presque aussitôt, abandonnée, la Chevrolet BE 20-662 dans laquelle il a été tué. A tout hasard elle a établi une souricière et le piège fonctionne : Renata Steiner est arrêtée et elle n'en finit pas de parler...

L'histoire d'un crime

Renata Steiner, sans se faire prier, raconte sa vie aux policiers suisses. Elle sait maintenant — parce qu'ils le lui ont dit — qu'elle raconte en même temps l'histoire de ce crime qu'elle a appris en jetant aux journaux un coup d'œil distrait et sans savoir à quel point elle y était mêlée.

Institutrice, elle a sympathisé très jeune avec les communistes et rêvé d'habiter l'U. R. S. S. Elle a réussi à s'y rendre comme touriste, une fois en 1934, deux fois en 1935, mais elle a dû chaque fois revenir. Elle est allée travailler à Paris et fait de pressantes démarches auprès du consulat soviétique. Ce dernier l'a orientée vers une organisation qui a son siège au 12 de la rue de Buci et s'appelle l'Union pour le rapatriement des Russes en Russie : c'est, selon l'*Humanité*, « l'organisation des Russes honnêtes ». Presque immédiatement elle y a fait la connaissance d'un « Russe honnête », qui s'appelle Pierre Schwarzenberg (11) avec lequel elle va vivre quelque temps. Schwarzenberg est très occupé — elle ne sait à quoi — et il lui explique qu'elle doit mériter le droit de vivre en Union soviétique en rendant quelques services à son gouvernement. On lui demande bientôt d'effectuer des filatures et il est bien possible qu'elle ait cru de bonne foi surveiller ainsi les agissements d'« ennemis de l'Espagne républicaine ». En août 1936, elle fait la connaissance d'un autre Russe, Sergei Efron (12) qui prendra bientôt après la place de Schwarzenberg auprès d'elle. C'est lui qui la présente à un photographe du nom de Marcel Rollin — en réalité un Russe blanc du nom de Smiren-

(10) Renata STEINER (née en 1908) avait été institutrice en Suisse et était en 1935 femme de ménage à Paris.

(11) Pierre SCHWARZENBERG (né en 1911) était secrétaire général de l'union pour le rapatriement des Russes. Il était de nationalité russe, né en Allemagne.

(12) Sergei EFRON (né en 1893) était l'un des employés de l'union pour le rapatriement des Russes et semble avoir déjà travaillé pour le G.P.U. en 1934 au moins.

ski (13) — domicilié — le monde du G. P. U. est petit — dans la maison qui jouxte celle de Léon Sedov rue Lacretelle à Paris. Elle est aussi la maîtresse de Smirenski et, dans les filatures, vole de ses propres ailes : elle reçoit, entre autres missions, celle de s'installer dans une pension de famille d'Antibes pour surveiller pendant leur séjour deux pensionnaires qui s'appellent « M. et Mme Sedov » : elle n'a jamais entendu parler du fils de Trotsky et, pour ce travail, touche deux mille francs.

Pierre Schwarzenberg est parti pour l'Espagne en octobre 1936 et elle ne le reverra plus. Mais elle poursuit allégrement le travail dans lequel il l'a engagée et elle est maintenant payée régulièrement pour ses filatures huit cent cinquante francs par mois. C'est au début de 1937 que la bande se détourne pour un temps de la surveillance quotidienne de Léon Sedov. Renata Steiner et d'autres qu'elle connaît moins demeurent à Paris pour surveiller les faits et gestes de celui qu'ils appellent entre eux « l'homme-de-l'avenue-Mozart », c'est-à-dire Ludwig, tandis que Smirenski, avec un autre homme de la bande, Ducomet (14), part pour la Hollande où il doit surveiller « l'homme-aux-lunettes », c'est-à-dire Sneevliet.

À la fin d'août 37, les événements se précipitent. Ses amis demandent à Renata Steiner si elle sait conduire une auto : elle confirme et ajoute qu'elle a un permis suisse. Ils lui remettent alors le 25 août, mille francs pour ses frais, car elle va devoir voyager. Le 26, Ducomet et Rossi lui annoncent qu'elle doit prendre le train pour Berne deux jours après et qu'elle y attendra des ordres. Le 28, à la gare, lors de son départ, ils lui remettent une boîte de bonbons. Le 29, elle est à Berne et y est rejointe par Rossi. Elle loue une chambre à l'Hôtel City et, au garage du Casino, une Chevrolet contre une caution de cent cinquante francs suisses que vient de lui remettre Rossi. Elle va chercher l'auto le 30 août. Le 1^{er} septembre, elle va en avion à Paris porter une lettre de Rossi et revient le 3 avec la réponse. Le 3, elle retrouve Rossi et d'autres, dont Gertrud Schildbach, et part avec eux en voiture jusqu'à Salvan où elle continue seule pour Finhaut afin d'y retrouver les traces de « l'homme-de-l'avenue-Mozart ». Elle le rencontre effectivement — avec une femme et un enfant — à la gare de Finhaut, prévient Rossi qui la charge alors de filer « la femme », ce qu'elle fait notamment le 5. Le 6, elle lit dans un journal les informations sur le crime et n'y accorde aucune importance, puis, comme elle est inquiète de n'avoir pas revu ses amis, elle retourne bêtement se faire prendre au garage.

(13) Dimitri SMIRENSKI, dit CADEK, dit Marcel ROLLIN (né en 1897) avait, semble-t-il, servi dans l'armée blanche de Wrangel. Il avait émigré en France en 1921, avait été chauffeur de taxi puis menuisier chez Panhard-Levassor et avait été membre du 6^e rayon du P. C. à Paris. Il avait fait l'objet d'un arrêté d'expulsion en juillet 1931 et était parti en Belgique. On ignore quand il en était revenu.

(14) Pierre-Louis DUCOMET (né en 1902), dit BOB, était l'inévitable photographe d'une telle bande.

La bande

Les gens mis en cause par les aveux de Steiner n'ont pas tous été retrouvés. Il y a d'abord ceux qu'elle ne connaissait que par un pseudonyme et dont elle n'a pu donner qu'un signalement : c'est le cas de « Michel » et « Leo ». Elle a également rencontré un Russe d'une trentaine d'années le 30 août, mais il n'a pas été possible de l'identifier. Ceux que Renata Steiner « donne » sont soit ceux qui ont un rôle de figuration (ou de « public relations »), soit des comparses, car elle n'en connaît pas d'autres.

Sergei Efron et Pierre Schwarzenberg opéraient ouvertement à l'union pour le rapatriement et jouaient plutôt le rôle de « rabatteurs ». La police découvre que Schwarzenberg est parti pour l'Espagne républicaine en octobre 1936. Efron, après son premier interrogatoire, va suivre le même chemin. On n'entendra plus parler de ces deux hommes.

Deux individus mis en cause par Steiner sont en revanche arrêtés à Paris où ils habitent. Ce sont les deux spécialistes en filatures, Smirenski et Ducomet — qui ne sont liés qu'à la bande, très indirectement au meurtre, puisqu'ils étaient occupés à Reims aux troussees de Sneevliet — qu'ils ont d'ailleurs perdu. Ils ne nieront pas avoir opéré des filatures et notamment suivi et surveillé Sedov. Mais ils protestent de leur bonne foi et seront finalement libérés, la « filature » de quelqu'un qu'on croit « un ennemi de l'Espagne républicaine » se livrant à des activités délictueuses n'étant pas en elle-même un délit. On sait pourtant grâce à leur interrogatoire qu'ils ont surveillé Sedov pendant de longs mois, chez lui, rue Lacreteille, mais aussi à travers ses déplacements dans Paris et le Midi. Ils l'ont aussi guetté pendant une semaine à Mulhouse où il avait rendez-vous avec des Suisses pour le contre-procès (15). Ils n'étaient pas les seuls à filer Sedov et ce dernier a fait arrêter un jour un individu qui le suivait, Anatole Tchistoganoff. L'homme nie et la police le relâche. Dans le cours de l'enquête maintenant, on apprend qu'il était bien de la bande, où on l'appelait « Lunettes (16) ».

Gertrud Schildbach, le plus misérable et le plus terrorisé des comparses, a été le chaînon irremplaçable dans le mécanisme du meurtre, puisque c'est par elle que les tueurs ont pu retrouver et piéger Ludwig. Mais elle n'est pas allée jusqu'au bout puisqu'elle a empêché Elsa de prendre la boîte de bonbons empoisonnés destinée à parachever le meurtre. C'est une double raison pour qu'elle disparaisse. Elle disparaît.

Mais de plus gros poissons sont passés à travers les mailles du filet, bien qu'ils aient été identifiés. D'abord un autre Russe blanc, Vadim

(15) Voir ci-dessus l'article de David Vogelsanger, p. 102.

(16) Anatole TCHISTOGANOFF (né en 1910), également émigré blanc naturalisé, sans travail, avait été arrêté en plein Palais de Justice sur plainte de G. Rosenthal : il avait filé Léon Sedov jusqu'à la porte du juge qui l'avait convoqué. C'est Renata Steiner qui lui donna. Il avait également été recruté par l'union pour le rapatriement.

Kondratiev (17), lui aussi membre de l'union pour le rapatriement des Russes, mais aussi membre important de l'union impériale russe, fascinante, bras droit de ce général Skobline qui tient la « une » des journaux depuis sa disparition au lendemain de l'enlèvement du général Miller. La presse de droite affirme que Skobline était l'homme du G. P. U. chez les Russes blancs. La presse du P. C. F. dit qu'il travaillait pour la Gestapo. Il est probable que Skobline était agent double ou triple et qu'il a joué un rôle important dans la préparation, entre G. P. U. et Gestapo, des faux qui entraîneront l'exécution de Toukhatchevsky et des autres chefs de l'Armée rouge. Vadim Kondratiev, lui, s'est fait repérer bêtement par une vérification inopinée de police en gare de Lausanne. Au moment du meurtre il se trouvait à l'hôtel à Martigny, où il était venu en voiture et il l'a quitté inopinément après avoir reçu un télégramme le libérant. Il était vraisemblablement le responsable d'un groupe de réserve prêt à intervenir en cas d'échec. Lui aussi disparaît pour toujours.

Les deux hommes que la police suisse tient pour les meurtriers vont disparaître eux aussi. L'un d'eux est français, Charles-Etienne Martignat (18). Il gagnait trente-sept francs par jour à l'atelier de chauffage de l'usine à gaz de Clichy mais louait à Brest en novembre 1936 un appartement de cent francs dans un grand hôtel. Quand la police française, munie des éléments fournis par la police suisse, s'occupe de lui, il y a bien longtemps qu'on ne l'a plus vu dans les parages de l'usine à gaz. On ne le reverra jamais. Et puis il y a François Rossi. On a pu l'identifier parce que, dans la fuite précipitée après le crime, il a laissé un manteau dans la voiture louée. A l'hôtel aussi il a laissé divers objets, comme Schildbach, partie sans doute avec lui : la boîte de bonbons fourrés à la strychnine, et aussi — l'indication est précieuse — un plan détaillé de la ville et de la banlieue de Mexico. De son vrai nom Roland Abbiat (19), citoyen monégasque, il a été, comme dit Maurice Wullens, « chevalier d'industrie en Russie, hôtelier à Prague, soupçonné de trafic d'armes ». Cette « vieille connaissance de la police internationale », soupçonné déjà de servir le G. P. U. et déjà condamné aux Etats-Unis, avait en outre demandé avant le meurtre un passeport pour le Mexique sous l'identité de Rossi et par l'intermédiaire du consulat russe en Suisse. On ne le retrouvera jamais non plus, même pas à Mexico quand les tueurs du G. P. U. s'y concentrent pour préparer le meurtre de Trotsky pour lequel on avait pensé à lui. Il

(17) Vadim KONDRATIEV (né en 1896) avait, lui aussi, servi dans les armées blanches pendant la guerre civile. Son nom devait être prononcé avec insistance à propos de l'enlèvement du général Miller (cf. n. 26) et il fut présenté alors comme le bras droit du général Skobline (cf. n. 29).

(18) Etienne Charles MARTIGNAT (né en 1900) a été décrit par tous les témoins comme un « petit gros à la tête rentrée dans les épaules » qui accompagnait partout Abbiat. On ne sait presque rien de lui.

(19) Roland ABBIAT (né en 1905) avait un domicile à Paris d'où il disparut le 3 septembre 1937. Il est vraisemblable qu'il constituait avec Martignat une équipe de tueurs qui n'en était pas à son premier coup. Son nom est parfois orthographié ABBIATE.

figure sur la liste des agents du G. P. U. que les hommes de la Gestapo ont à chercher en U. R. S. S. en juin 1941 (20). Mais cela ne veut rien dire : il est peu probable qu'Abbiat-Rossi, définitivement brûlé par le meurtre de Ludwig et désormais inutilisable, ait vécu aussi longtemps.

Les enquêteurs suisses sont en outre certains qu'au-dessus du menu fretin des filateurs et du plus gros gibier de ces tueurs il y a les vrais responsables, notamment les trois employés de la « légation commerciale » soviétique à Paris et honorables correspondants du G. P. U. désignés par Elsa, Beletzky, Grozovsky et Lydia Grozovskaja, à qui Ludwig a remis en mains propres sa lettre du 17 juillet. Sur le sort de ces gens, laissons la parole à l'avocat Gérard Rosenthal : « Beletzky, entendu une première fois, disparaît au lendemain de son audition et ne sera pas retrouvé. Grozovsky est rentré à Moscou et la date de son retour est ignorée de ses chefs. Reste Lydia Grozovskaja (21). » Sur l'insistance des enquêteurs suisses, elle est finalement entendue par la justice française le 11 décembre 1937, mais, prise de malaise, obtient l'interruption de l'audience. La presse n'a pas été informée, mais les autorités suisses menacent de faire un scandale et le juge décerne finalement un mandat : elle reste trois jours à Saint-Lazare et est remise en liberté provisoire par la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris contre le versement — qui sera fait immédiatement — d'une fabuleuse caution de cinquante mille francs. Elle va alors se réfugier à Auteuil chez le chef de la délégation commerciale dont l'appartement et les hôtes sont, paraît-il, étroitement surveillés nuit et jour par la police française. Cela ne l'empêche pas de disparaître pour de bon, définitivement, le 21 janvier. L'affaire fait grand bruit (22), mais la police française ira jusqu'à remettre à la presse la photo d'une autre femme en la présentant comme la sienne (23) !

On saura enfin un peu plus tard par le collègue et camarade de Reiss, Krivitsky, quand ce dernier se décidera à son tour à rompre, que l'ensemble de l'opération a été surveillée et dirigée d'un bout à l'autre par un très

(20) Voir l'édition par Werner RÖDER de *Sonderfahrunngsliste UdSSR* (Erlangen, 1977), comportant la reproduction des listes de personnes à arrêter.

(21) Gérard ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 216.

(22) Les réactions de la presse et des autorités suisses seront particulièrement vives et ces dernières ne se priveront pas de parler de l'attitude scandaleuse des autorités françaises. Maurice Wullens, *op. cit.*, p. 71-74 résume en ces termes un article de Louise Saumoneau paru dans *La Femme socialiste* sur la base des données fournies par *Le Journal de Moscou* :

« 1. Entre la constitution du second ministère Chautemps et sa présentation devant les Chambres, l'ambassadeur de l'U. R. S. S. a rendu visite à notre ministre des affaires étrangères ;

2. Le groupe stalinien à la Chambre, au grand ébahissement des niais, votait pour ce second ministère Chautemps.

3. Dans la déclaration ministérielle, il y a une toute petite allusion à des "étrangers suspects" très peu définis ».

(23) G. ROSENTHAL, *op. cit.*, p. 218. La photographie était celle d'une dame Loubersac. Nous n'avons pas retenu les prises de position de l'*Humanité* pour cette épisode car elles ne nous auraient évidemment rien appris.

haut fonctionnaire du G. P. U. venu spécialement de Moscou, l'adjoint de Sloutsky, Mikhail Spiegelglass (24). Il est reparti d'ailleurs aussitôt et, comme son supérieur immédiat Sloutsky et bien d'autres, disparaît dans la purge de 1938 en Union soviétique.

Telle est, sommairement résumée, l' « affaire Reiss », puisque, sur les conseils de Sneevliet et pour tenter de gagner du temps pour sa propre sécurité et celle de son fils, Elsa Bernaut donna aux autorités suisses comme identité réelle de son compagnon disparu celle d'Ignace Reiss — qui n'était pas son nom, mais seulement celui sous lequel il entra dans l'histoire le lendemain de sa mort (25).

L'Humanité informe et commente

C'est le 6 septembre 1937 que l'affaire apparaît dans la presse. Le *Populaire*, parmi d'autres, publie une information en provenance de Lausanne relatant la découverte, sur une route près de Chamblandes, la veille, du cadavre, criblé de balles, d'un inconnu sur lequel a été trouvé un passeport tchécoslovaque au nom de Hans Eberhardt.

Ludwig n'était pas au rendez-vous de Reims. Sneevliet, inquiet, comprend à la lecture du *Populaire* qu'il peut s'agir de lui. Il prend le train pour la Suisse où il arrive le 9 septembre. Il reconnaît le corps, comme Elsa venait de le faire, publie un communiqué de presse et se met à la disposition de la justice tout en prenant les premières mesures pour veiller à la sécurité d'Elsa et de son fils.

Comme la plupart des autres journaux, l'*Humanité* se contente d'une brève information dans la rubrique des faits divers :

« Crime mystérieux à Lausanne. Un sujet tchègue, le corps criblé de balles, est découvert sur la route. »

(24) Alexandre Orlov, *op. cit.*, p. 188-189, qui dit avoir été assez lié à Spiegelglass, écrit que ce dernier avait laissé sa femme et ses enfants en U. R. S. S. et paraissait craindre pour sa vie ; selon lui, il quitta la France pour l'Espagne en octobre 1937. Walter Krivitsky, qui a noté sa « disparition » le 6 octobre 1937, raconte, *op. cit.*, p. 276, que le soir du 17 juillet il avait déjà en main les lettres remises le jour même par Ludwig à Lydia Grozovskaja pour être expédiées à Moscou et qu'il était déjà en train de prendre des dispositions pour supprimer le « traître ». Elisabeth K. Poretski, *op. cit.*, p. 206, le décrit comme « petit homme gras et blond aux yeux saillants » et écrit qu'il arriva à Paris « au printemps de 1936 ». Après avoir dirigé les opérations pour supprimer Reiss, il tira encore pendant quelque temps les plans pour supprimer Elsa elle-même. Il semble bien que Spiegelglass était à Paris parce que Moscou avait appris qu'un « agent important » avait pris contact avec Sneevliet et que le G. P. U. soupçonnait... Krivitsky. En tout cas l'information sur la rencontre ne pouvait provenir que d'un agent du G. P. U. infiltré dans l'entourage de Sneevliet. Une personne très proche de lui a été soupçonnée, mais aucune preuve n'a été produite.

(25) Elisabeth K. PORETSKI, *op. cit.*, p. 263.

Rien encore ne permet de supposer que la rédaction de l'organe central du P. C. F. a sur la question informations particulières ou consignes spéciales.

Les jours suivants, pourtant, elle se tait et ce silence est en lui-même curieux. Le 7, les autres journaux annoncent en effet qu'on a découvert la voiture dans laquelle le meurtre a été commis, la Chevrolet. Le 8, ils signalent qu'un mystérieux individu a disparu précipitamment de son hôtel à Martigny. Le 9, enfin, la presse donne les premiers éléments réunis par les enquêteurs qui font de ce « fait divers » un crime politique. La police suisse déclare que l'identité de la victime a été établie — c'est le résultat des dépositions d'Elsa et de Sneevliet — et le *Populaire* précise qu'il s'agit d'« un communiste notoire exécuté par une équipe appartenant à son milieu politique ». *L'Humanité*, elle, continue à se taire. L'organe central du P. C. F., qui consacre pendant ces journées des titres à sensation à différents crimes crapuleux ou passionnels, se désintéresse-t-il de cette affaire à caractère politique qui s'est produite en Suisse ? Ou bien, sachant parfaitement de quoi il s'agit, préfère-t-il attendre et voir, en gardant le silence ?

Les progrès de l'enquête et la diffusion de nouvelles informations sur ses premiers résultats ne lui en laissent pas la possibilité. Le 10 septembre, en effet, la presse annonce que la femme qui a loué la voiture ayant servi aux meurtriers a été arrêtée et qu'elle est en cours d'interrogatoire. Elle donne même son nom : Renata Steiner, citoyenne helvétique. La nouvelle est d'importance, car la jeune Suisse peut parler et livrer bien des éléments en sa possession. *L'Humanité* rompt son silence et, sous le titre « Le crime mystérieux de Lausanne, une femme est arrêtée », précise :

« On apprend que la femme qui avait loué vendredi dernier à Berne l'auto dans laquelle a été commis l'assassinat de l'individu qu'on croyait d'abord de nationalité tchécoslovaque a été amenée à Lausanne où elle est actuellement détenue. »

Aucune allusion donc dans l'organe central du P. C. F. aux informations, parues notamment dans le *Populaire*, selon lesquelles la victime serait un « communiste notoire ». Aucune protestation non plus contre le fait que les enquêteurs attribuent le meurtre « à une équipe appartenant à son milieu politique », c'est-à-dire à des communistes. Cette prudence s'explique-t-elle par le fait que Renata Steiner — qui détient quelques éléments d'information — est en cours d'interrogatoire et qu'on ignore encore ce qu'elle va dire ou taire ? Il est en tout cas significatif que *L'Humanité* désigne déjà la victime par le mot péjoratif d'« individu ». *L'Humanité* semble avoir déjà au moins des arrière-pensées et le choix de ses mots s'en ressent, puisqu'il vise de toute évidence à suggérer que la personnalité de la victime est peu recommandable. En fait, des informations précises circulent déjà dans les milieux de la presse sur l'identité de la

victime et la signification du meurtre. Victor Serge a informé un journaliste de la *Flèche*. Le 16 septembre, le *Bulletin d'information et de presse* du comité français pour l'enquête sur les procès de Moscou confirme les informations de Serge, et, le 26, la *Flèche* est le premier journal français à donner la plupart des informations qui seront bientôt confirmées par les enquêteurs. Pour le moment, l'organe central du P. C. F. préfère réserver ses gros titres à une autre affaire spectaculaire, l'enlèvement en plein Paris du général Russe blanc Evgenii Miller (26) qu'il dénonce comme un « agent de la Gestapo », pour préciser cependant que son enlèvement est de toute évidence « l'œuvre de la Gestapo (27) ».

Mais, quand les enquêteurs donnent, le 3 octobre, les premiers résultats de l'interrogatoire de Steiner, tout change. D'abord l'ensemble de la presse quotidienne donne des informations précises sur la personnalité et le rôle de celui qu'on appelle désormais Ignace Reiss. Ensuite, elle donne beaucoup de détails sur les aveux passés par Renata Steiner. Celle-ci a raconté aux enquêteurs suisses ses sympathies pour le communisme, son attachement à l'Union soviétique et son désir de s'y établir pour y vivre. Elle a précisé que c'est en réponse à ses démarches répétées pour obtenir un visa de résidence en U. R. S. S. que le consulat soviétique de Paris l'a adressée au bureau parisien, rue de Bucy, de l'union des Russes pour le rapatriement, et que là, on lui a suggéré de rendre au gouvernement soviétique de « menus services » qui pourraient lui valoir satisfaction. Sur les hommes qu'elle a connus à l'union — véritable centre de recrutement pour les « menus services » très particuliers — et les activités auxquelles elle s'est livrée avec eux, elle dit ce qu'elle sait. Elle indique les filatures qu'elle a effectuées en France et en Suisse et donne des noms de ses complices : Vadim Kondratiev, Pierre Schwarzenberg, Sergei Efron, qui ont tous jusqu'à présent « échappé aux recherches ». Elle donne aussi des pseudonymes et des signalements. C'est sur ses indications qu'on a arrêté à Paris Pierre Ducomet et Dimitri Smirenski. On découvre qu'ils habitaient à Paris 28 rue Lacretelle, séparés de Léon Sedov, qui habite au 26, par une simple cloison et toujours prêts à l'espionner ou à le suivre.

Cette fois, l'*Humanité* réagit, car elle ne peut pas ne pas réagir. Son titre du 4 octobre : « "L'exécution de Lausanne." On arrête à Paris deux individus qui auraient participé au meurtre. » Il lui faut bien maintenant parler de la victime autrement qu'en écrivant « l'individu », puisque toute la presse parle d'Ignace Reiss. Elle écrit donc que l'enquête a révélé que « le cadavre n'était pas celui de Eberhardt mais celui d'un nommé Ignace Reiss, appartenant à un groupe terroriste », et que celui-ci « a été exécuté par les membres de son organisation ». Il faut brouiller les pistes : les

(26) Le général Evgenii K. MILLER (1867-1937), ancien officier général de l'armée tsariste, commandant en chef des troupes des Blancs contre l'Armée rouge dans le Nord en 1918, fixé à Paris en 1925, avait succédé en 1930 à la présidence de la fédération russe blanche des anciens combattants au général Koutieпов, mystérieusement kidnappé le 26 janvier.

(27) Voir *L'Humanité* du 24 septembre et des jours suivants.

enquêteurs ont dit « communiste », l'*Humanité* écrit qu'ils ont dit « terroriste ».

Mais il s'agit d'aller plus loin maintenant car l'affaire devient sérieuse et l'on commence à parler ouvertement dans la presse d'un crime du G. P. U. L'*Humanité* s'emploie à discréditer une telle hypothèse, en faisant alterner affirmations, déformations et diffamation.

Après avoir mentionné les trois arrestations et l'existence d'aveux dont ses lecteurs ignoreront le contenu, elle poursuit :

« Quoique les déclarations fournies par les trois personnages soient absolument contradictoires, il apparaît certain qu'il s'agit d'un règlement de compte entre espions et provocateurs du fascisme international. »

Ainsi est réglée la question de l' « individu » dont il est donc « certain » qu'il était lui-même un « espion et provocateur ». Reste à démontrer l'ineptie des résultats de l'enquête menée en Suisse, et c'est à quoi l'*Humanité* s'emploie à partir du sous-titre intitulé « un nouveau roman-feuilleton de la presse fasciste ».

Premier argument, que l'*Humanité* oppose à la « presse fasciste », laquelle affirme que Eberhardt-Reiss a été « exécuté par le Guépéou » : ce crime est un crime « fasciste », car il ne peut être que « fasciste » :

« Alors que les personnages qui rôdent autour de ce crime apparaissent bien comme des types d'agents terroristes au service du fascisme, comme le crime lui-même — cet assassinat à coups de mitraillette dans une auto — évoque d'autres exécutions restées impunies. »

Second argument, quelque peu surprenant, il faut l'avouer : les personnes arrêtées se prétendent « agents secrets », et agents secrets du G. P. U., mais c'est plus que douteux, car ils ne sont vraiment pas « sérieux » :

« Que dire d'ailleurs de cette Renata Steiner qui attend la venue des policiers à Lausanne et tout de suite fait des "aveux" dont on parle trois semaines après ? Et ce singulier agent secret avouant sa "qualité" et parle, parle (...) Un des individus arrêtés, un certain Ducomet, n'hésite pas à déclarer lui aussi qu'il appartient à un "service étranger". Voilà des agents secrets diablement bavards... et qui le sont à point pour que la presse fasciste, sur un mot d'ordre, monte un nouveau roman-feuilleton destiné à dissimuler les découvertes d'armes chez les factieux de France et l'aide que ceux-ci reçoivent de Franco-Hitler. »

Troisième argument, revenant au premier et bouclant la boucle. Si ces gens sont des agents secrets, ils ne peuvent être que des agents secrets fascistes. Ainsi, l'un des tueurs recherchés par la police suisse,

Rossi, habite-t-il la Côte d'Azur dont chacun sait qu'elle est proche de l'Italie fasciste... Enfin l'*Humanité* s'esclaffe au sujet du « "russe" paraît-il Schwarzenberg » : « Mais ce Russe est d'ailleurs né à Kiel en Allemagne ! »

Une thèse s'esquisse déjà derrière cet article apparemment confus : Reiss est un « terroriste » et ses meurtriers des « terroristes » de sa bande. Il s'agit d'agents de la Gestapo et de l'Ovra réglant entre eux leurs comptes et qui, une fois pris, « avouent » de façon à compromettre l'Union soviétique. Le lecteur attentif relèvera cependant faiblesses et négligences dans l'argumentation des journalistes de l'organe central du P. C. F. D'abord l'ironie à propos des « aveux » peut être... déplacée après les aveux de Moscou. Et pourquoi en outre présenter des « agents secrets » qu'on prétend être « allemands ou italiens » comme des gens peu sérieux ? Serait-ce donc un privilège des agents du G. P. U. que le « sérieux » ? Décidément il ne suffit pas d'être de bonne volonté pour bien couvrir les meurtriers.

Aussi l'*Humanité* revient-elle le 5 octobre sur l'affaire, avec un article, toujours pas signé, intitulé « Une diversion qui échoue. La campagne antisoviétique déclenchée avec l'affaire Reiss se dégonfle lamentablement. La thèse de la presse fasciste n'est qu'un tissu d'invéraisemblances et de stupidités. » L'argumentation ici est simplifiée : l'*Humanité* relève que la « presse fasciste » indique que Kondratiev se serait réfugié à Dantzig, et qu'il serait en outre un ancien officier de Wrangel. Elle conclut donc : « Après cela, tirons l'échelle. »

Le 6 octobre, pourtant, elle n'a pas encore « tiré l'échelle » puisqu'elle revient au même sujet, cette fois sur le thème indiqué par son titre : « La campagne fasciste sur l'exécution de Lausanne ? Une misérable diversion. » L'article explique l'objet de cette diversion : il s'agit « de détourner l'attention et la vigilance des citoyens français » du « véritable danger », la Gestapo, l'Ovra, leurs complices français, les « gens des ligues ». Notons encore une incertitude : l'affaire de Lausanne est-elle une « diversion » ou « un règlement de comptes de la Gestapo » ? Et surtout une remarque de vocabulaire : l'*Humanité*, à propos de Reiss, ne parle ni de « meurtre », ni de « crime », ni d' « assassinat », mais d' « exécution » ? Pourquoi cette distinction, s'il s'agit vraiment d'un crime de la Gestapo ? A moins qu'informé de la véritable identité des tueurs — ou l'ayant simplement devinée à la nature des instructions qu'il reçoit — le journaliste de l'*Humanité* ne répugne à utiliser un mot qui qualifierait avec précision l'acte de ceux dont il est le complice ?

Tout devient plus clair encore à partir du 22 octobre. Cette fois, c'est Marius Magnien (28) — rédacteur suffisamment important pour avoir la confiance du G. P. U. — qui prend l'affaire en main au travers d'un article consacré à l'enlèvement du général Miller. Sous le titre

(28) Marius MAGNIEN (1903-1962) avait adhéré aux J. C. dès leur formation puis au P. C. Il était journaliste à l'*Humanité*, habituellement spécialiste des questions d'Extrême-Orient.

« Skobline était le chef des espions et assassins payés en France par la Gestapo », il consacre de longs développements à une organisation secrète terroriste dirigée par Skobline (29), la « Ligne intérieure » et affirme que cette dernière entretenait des « provocateurs » dans ce qu'il appelle « l'organisation des Russes honnêtes, qui veulent retourner en U. R. S. S. », l'union des Russes pour le rapatriement, et dans « la section russe de la C. G. T. ». Ainsi peut-il glisser en direction de l'affaire Reiss et tenter de blanchir cette union dont le rôle réel a été mis en lumière par les enquêteurs suisses. Il fait ainsi d'une pierre deux coups, puisqu'il passe sans transition aux... trotskystes, les camarades d'idées de la victime :

« Mais il y a plus. La *Ligne intérieure* était aussi en liaison avec les valets du trotskysme [...] L'agent Kondratiev, que l'on accuse d'avoir tué le trotskyste Reiss, était membre de la *Ligne intérieure* et de plus membre de l'union impériale russe dirigée par N. N. Rouzky ! Rouzky se servait de Kondratiev comme agent de liaison à l'étranger avec les trotskystes. »

Ainsi, quarante-six jours après le meurtre du trotskyste Ignace Reiss, *l'Humanité* — fondée par Jaurès qui disait que seule la vérité était révolutionnaire — mentionne pour la première fois « les trotskystes » pour affirmer leurs liens avec... l'un des assassins !

En fait sa marge de manœuvre se rétrécit de plus en plus au fur et à mesure des progrès de l'enquête. Le 30 octobre, le *Populaire* donne en effet une information brève, mais significative : l'un des inculpés détenus à Paris, Smirenski, vient d'être entendu sur l'affaire du cambriolage des archives de Trotsky l'année précédente (30).

Cette fois le danger n'est que trop évident et Marius Magnien sent parfaitement qu'il faut monter d'un cran le ton de la campagne de défense des tueurs, en attaquant sauvagement. Il écrit, dans un article du 1^{er} novembre 1937 consacré d'ailleurs au congrès radical de Lille :

« Le fils de Trotsky, Sedov, est en France le chef des organisations trotskistes à la solde de la Gestapo et en liaison avec les assassins de Stolypine et de l'union impériale russe. Il n'est plus à prouver que les trotskistes du P. O. U. M. en Espagne sont les espions et provocateurs de Franco à l'arrière républicain. On sait que c'est Sedov qui envoyait en U. R. S. S. les saboteurs et assassins de la Gestapo. »

(29) Le général Evgenii SKOBLINE était le bras droit du général Miller. Accusé en 1935 d'être un agent soviétique, il avait été blanchi par une cour d'honneur. Le général Miller ayant laissé à son secrétaire une lettre indiquant qu'il se rendait à un rendez-vous avec lui et deux Allemands, le général Skobline disparut sur-le-champ et ne fut jamais retrouvé. Les documents découverts par la police à son domicile confirmèrent son activité d'espion sans permettre d'identifier, semble-t-il, ses employeurs : il s'agissait à peu près certainement d'un agent double. La police arrêta faute de mieux sa femme, la chanteuse populaire Nadia Plevitzkaja. Elle fut condamnée, le 14 décembre 1938, à la peine, exceptionnellement lourde, de vingt ans de travaux forcés et mourut dans la prison de Rennes en octobre 1944, sans avoir parlé.

(30) Cf. G. ROSENTHAL, *op. cit.*, chap. 18, « Le vol des archives », p. 183-198.

Et le vaillant journaliste de l'*Humanité*, porte-parole de Staline et émule de son procureur Vychinsky, se tourne vers le gouvernement français pour lui lancer un vibrant appel :

« Arrestation immédiate et expulsion de toute la bande de gardes-blancs et de trotskystes ! Agissez, M. Chautemps ! Le peuple de France est derrière vous ! »

Ces hurlements ne servent de rien. Smirenski et Ducomet reconnaissent au cours de leur interrogatoires qu'ils ont pendant des mois « filé »... Léon Sedov. Les enquêteurs suisses sont convaincus que tous leurs fils les conduisent à l'ambassade et la légation commerciales soviétiques à Paris et aux fonctionnaires du G. P. U. qui y opèrent sous la couverture diplomatique. L'*Humanité*, elle, n'a plus rien à dire pour le moment sur l'assassinat de Reiss et c'est de Trotsky et de Léon Sedov qu'elle parle désormais à ses lecteurs dès qu'il s'agit de meurtre et de tueurs.

C'est ainsi que le 21 novembre, au moment où la police découvre tous les jours de nouveaux dépôts d'armes des « Cagoulards », présentant une enquête de Lucien Sampaix sur « le complot contre la France », Pierre-Laurent Darnar (31), par ailleurs spécialiste du genre, écrit que « le complot contre la France est le complot international », qu' « on y trouve les gouvernements de Rome et de Berlin, (...) les hommes de main des ligues, les aventuriers à gages, les La Rocque, Doriot, Sabiani et leurs tueurs recrutés dans la pègre, [...] les sociétés financières cosmopolites... » et enfin « les provocateurs trotskystes, Trotsky en tête ».

Ainsi, hommes de main du G. P. U., aventuriers à gages, tueurs recrutés dans la pègre, les Ducomet, Smirenski, Kondratiev, Martignat, Abbiat, munis de fonds illimités, traquent Sedov pendant des mois, jusque chez lui, lui tendent un guet-apens à Mulhouse, filent Reiss et l'abattent comme un chien sur ordre des prétendus « diplomates » de Staline : tout cela n'est pour l'*Humanité* que « diversion fasciste ». L'objet de sa haine, l'objectif qui lui a été assigné, c'est Trotsky et son fils.

A cette date, alors que les conclusions des enquêteurs de Lausanne sur la responsabilité des hommes du G. P. U. installés à la légation commerciale de Paris ne sont pas encore du domaine public, l'objectif de l'*Humanité* est déjà clairement de camoufler les instigateurs — tout en qualifiant les comparses d' « agents de la Gestapo » —, de faire diversion à leur profit en dissimulant soigneusement les éléments d'information

(31) Pierre-Laurent DARNAR (1895-1979), ancien professeur d'histoire et journaliste à l'*Humanité*, s'était particulièrement distingué par la bassesse de ses attaques contre Trotsky en 1933 et 1934. Il renia le P. C. F. en 1939, mais ne renia jamais publiquement les infamies dont il avait été l'auteur. Il fut au cours des dernières années de sa vie un important collaborateur du *Dauphiné Libéré*. Indiquons à l'honneur de Lucien SAMPAIX (1899-1941), qui fut fusillé par les nazis, que, malgré l'invitation expresse qui lui en était faite par le G. P. U. à travers la présentation de Darnar, il ne mentionna dans l'enquête ni Trotsky, ni les trotskystes.

patents, enfin et surtout de mettre en accusation les victimes elles-mêmes. Ecrire en effet que Sedov et Trotsky sont « au service de la Gestapo », c'est non seulement protéger et couvrir les assassins qui sont déjà sur leurs traces, c'est aussi préparer leur assassinat. C'est la tâche à laquelle se consacre en cette fin de l'automne 1937 le quotidien fondé, il y a bien longtemps, par Jean Jaurès.

L'AFFAIRE KLEMENT

A la différence de l'affaire Reiss l'enquête sur l'affaire Klement n'a donné aucun élément d'information sur les tueurs, dont aucune trace n'a pu être relevée. Elle a en revanche servi de révélateur au moins autant, sinon plus, sur le rôle de l'*Humanité* et ses efforts pour couvrir leurs traces.

Rappelons brièvement son déroulement. Rudolf Klement (32), jeune étudiant allemand qui s'est rendu à Prinkipo au début de 1933 pour assurer auprès de Trotsky le remplacement de son secrétaire Jan Frankel et en est revenu, avec lui, la même année en juillet, est devenu secrétaire administratif du secrétariat international de la IV^e Internationale. A ce titre, il est en train de fournir un gros travail en vue de la préparation de la conférence de la IV^e Internationale qu'il a convoquée par circulaire aux sections. Il habite Maisons-Alfort sous une fausse identité et est astreint, du fait de sa qualité d'étranger, par rapport à la police française, du fait de ses fonctions, par rapport au G.P.U., à de grandes précautions de clandestinité. On lui a volé le 8 juillet dans le métro, une serviette contenant plusieurs documents préparatoires à la conférence, notamment un projet de statuts. Il est donc vraisemblablement repéré et suivi comme l'étaient Sedov et Reiss. Dans le contexte de l'été 1938, après les assassinats en Espagne de Wolf, de Nin, de Freund, et autres, après l'assassinat en Suisse d'Ignace Reiss, après la mort plus que suspecte en février de Léon Sedov dans une clinique parisienne tenue par des Russes blancs (33), on

(32) Sur Rudolf KLEMENT (1910-1938), qui fut dit également W. STEEN, FRÉDÉRIC, LUDOVIC, ADOLPHE, CAMILLE notamment, voir l'article de Pierre BROUÉ « Quelques proches collaborateurs de Trotsky » dans *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1, et celui de Pierre NAVILLE, « Sur l'assassinat de Rudolf Klement » dans *Cahiers Léon Trotsky*, n° 2. Sur son assassinat, on trouve l'essentiel de la documentation dans *La Lutte ouvrière*, organe du P.O.I., à partir de son numéro du 22 juillet 1938. Un excellent résumé de l'affaire dans G. ROSENTHAL, *op. cit.*, chap. 27, « Rudolf Klement », p. 275-281. En revanche, on doit utiliser avec la plus extrême circonspection les chapitres correspondants du livre de Georges VEREKEN, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, les rancunes personnelles de l'auteur le conduisent à affirmer que Klement était au pire un « agent » du G.P.U. et dans le meilleur des cas un « lâche », sans jamais apporter d'éléments susceptibles d'emporter la conviction.

(33) Pierre LEVERGEOIS, *J'ai choisi la D.S.T. Souvenirs d'un inspecteur*, Paris, 1978, écrit, p. 122-123, qu'il a eu la possibilité de consulter aux archives de la police le dossier — aujourd'hui « disparu », encore un — de l'enquête sur la mort suspecte

ne peut douter que la sécurité et la vie de Klement soient sérieusement menacées.

Aussi ses camarades s'inquiétèrent-ils de ne pas l'avoir revu dans les jours qui suivent leur dernière rencontre, au soir du 13 juillet. Il n'était pas à un rendez-vous le 15, n'était pas allé le 16, comme convenu, chercher son courrier à la « boîte aux lettres ». Une camarade française, officiellement locataire de sa chambre et qui possède le double de la clef, va chez lui le 15, constate que tout est en ordre : vêtements rangés, portefeuille et passeport dans un tiroir, même un repas tout prêt attend sur la table. Simple absence ? C'est peu probable. Enlèvement ? Rien ne permet de le dire. Prudente cependant, la jeune femme emporte avec elle papiers politiques et listes d'adresses.

Le 16 juillet, Pierre Naville, dirigeant du P. O. I., ainsi que Jean Rous, du secrétariat international, habitant Paris tous les deux, reçoivent des copies dactylographiées d'une prétendue lettre de Klement à Trotsky. Les lettres ont été postées la veille à Perpignan. On saura un peu plus tard que deux autres copies ont été adressées l'une au Hollandais Sneevliet, l'autre au Belge Vereeken. Le texte est celui d'un lettre de rupture avec Trotsky et la IV^e Internationale : il fait état de la « collaboration » de Trotsky avec le « fascisme » et de la « banqueroute de la IV^e Internationale ».

L'arrivée de ce document fait redouter le pire à ses destinataires. Le texte n'a pas été dactylographié sur la machine — très caractéristique — de Klement. L'adresse est rédigée à la russe, le nom de la ville précédant celui de la rue, une habitude que n'avait pas Klement. Dans le corps de la lettre, le nom de l'américain Beals est orthographié *Bills*, une mauvaise translittération, normale pour un Russe. Plusieurs des éléments de la « démonstration » tentée dans la lettre révèlent des confusion sur les personnes et les positions politiques que Klement, parfaitement averti, n'a pu commettre. Enfin la lettre est signée « Frédéric », un pseudonyme utilisé par Klement pendant plusieurs années, mais qu'il a totalement abandonné, depuis plusieurs années également, pour celui de « Camille ».

Le même jour donc, la direction du P. O. I. publie un communiqué de presse donnant les éléments essentiels sur la disparition de Klement et, le lendemain, décide de s'adresser publiquement au procureur de la Répu-

de Léon Sedov à la clinique Mirabeau généralement présentée comme « tenue par des Russes blancs ». Il y avait notamment relevé le fait que le propriétaire de la clinique, le Dr Boris Girmounski, avait été jusqu'en 1923 médecin dans un camp de la tchéka. Il avait ensuite exercé à Moscou, puis séjourné en France un an, à Vilna une autre année et était définitivement revenu à Paris en 1930, achetant à ce moment-là la clinique Mirabeau pour la coquette somme de six millions de francs. M. Levergeois souligne le caractère insolite de ce « Russe blanc », ancien tchékiste, sorti en toute légalité avec un vrai passeport et autorisé à emmener avec lui sa famille et sa fortune. Il précise que le Dr Girmounski avait été l'objet de plusieurs dénonciations anonymes comme agent soviétique, et que l'enquête à ce sujet fut « effectuée mollement ».

blique tout en chargeant Gérard Rosenthal de déposer une plainte. La plainte est reçue, mais le parquet refuse la constitution de partie civile demandée par le P. O. I. Quelques jours après, Trotsky reçoit l'original de la prétendue lettre de Klement, posté à New York. L'écriture est très proche de celle de Klement. L'expert Georges Bourgin conclut qu'il s'agit probablement d'un faux. En fait, deux hypothèses s'imposent. Ou bien Klement, enlevé, a accepté, aux mains de ses ravisseurs — et sous quelles contraintes — d'écrire cette lettre dans laquelle il a réussi à semer les éléments qui font douter de son authenticité, permettant ainsi à ses camarades d'agir. Ou bien, Klement ayant refusé d'écrire cette lettre, celle-ci a été confectionnée par un faussaire habile, sur la base d'informations de médiocre qualité. Dans les deux cas, il est vraisemblable que Klement a été assassiné par ses ravisseurs. Il ne sera pas « produit » en Espagne au procès du P. O. U. M. — une hypothèse un instant envisagée par ses amis. Il ne donnera jamais plus de nouvelles à sa famille avec laquelle il correspondait jusqu'alors. Trotsky écrit à ses camarades français que le seul moyen de lever les doutes c'est que « Klement, s'il est toujours en vie, se montre et déclare devant la justice, la police ou toute forme de commission impartiale, tout ce qu'il sait ». Mais il ajoute aussitôt : « On peut prévoir qu'en aucun cas le G. P. U. ne le laissera sortir de ses griffes. »

De tout cela, *l'Humanité* ne souffle mot !

Le cadavre de Meulan

L'histoire va pourtant entrer dans *l'Humanité* sous l'angle du fait divers. Le 23 août, en effet, on découvre sous un ponton de la Seine à Meulan un volumineux paquet contenant un tronc humain dont les jambes et la tête avaient été sectionnées par un véritable spécialiste. *L'Humanité* titre :

« Dans la Seine à Meulan, des marinières trouvent un paquet contenant un tronc humain. »

Suivent les détails habituels de ce genre d'information : la victime a été poignardée ; par « la finesse des doigts et aussi la propreté des ongles », elle serait d'un niveau social assez élevé ; « la mort peut remonter à trois semaines ou un mois » ; enfin le crime aurait « pu être commis à Paris ».

Le 25 août, le cadavre de Meulan est toujours pour *l'Humanité* du domaine des faits divers. Il est question d'« horrible forfait », d'« affreux martyr », de « sinistre besogne » et le rapprochement est fait avec la découverte en mars d'un autre tronc humain. *L'Humanité* interroge même :

« L'assassin est-il le même que celui de la Citanguerie ? »

Même ton, mêmes détails dans le numéro du 26 août 1938 sous le titre, assez décontracté :

« L'énigme du tronc humain repêché à Meulan sera-t-elle résolue ? »

Tout va pourtant changer. Alertés par de nombreux détails donnés par la presse, toujours angoissés par le sort de Klement, les dirigeants du P. O. I., le 28 août, se sont adressés au juge d'instruction Marchat pour obtenir l'autorisation de voir le cadavre et de vérifier, si possible, s'il ne s'agit pas de celui de Klement. Jean Rous et Pierre Naville sont autorisés à effectuer cette vérification le 30 août.

Or, dès le 29, l'*Humanité* manifeste à ce sujet une opinion déjà fort nette. Elle écrit en effet :

« Un de nos confrères du matin se demandait hier si le corps repêché à Meulan ne serait pas celui de Rudolph Klement, secrétaire de Léon Trotsky.

Cette hypothèse, qui avait été émise l'autre jour à Meulan, pendant que le docteur Breitel pratiquait l'autopsie, ne saurait être retenue que si l'on rejetait les conclusions de la science médicale et l'avis autorisé d'une longue pratique. Or Rudolph Klement, qui se faisait appeler Emile Schmitt a été vu par de nombreux témoins dans son logement, 1, rue de Strasbourg à Maisons-Alfort le 14 juillet dernier. Le lendemain, il a réglé sa concierge et a passé plusieurs heures chez ses amis, les époux Filiâtre, demeurant 288 avenue Emile-Zola à Maisons-Alfort. Sa disparition n'a été constatée que le 19 juillet. Il ne semble donc pas que le cadavre de Meulan puisse être le sien. »

Le ton est modéré, le propos se veut scientifique et précis. Quelques remarques s'imposent pourtant :

— D'abord, c'est la première fois que l'*Humanité* mentionne la disparition de Klement. Mais c'est pour affirmer que les débris repêchés ne peuvent être les siens.

— Ensuite, elle invoque « les conclusions de la science médicale et l'avis autorisé d'une longue pratique » — apparemment celui du médecin légiste — pour rejeter l'hypothèse selon laquelle les restes de Meulan pourraient être ceux de Klement. Elle écrivait pourtant elle-même le 24 août, en rendant compte des résultats de l'autopsie : « Le corps était assez bien conservé et la mort peut remonter à environ trois semaines ou un mois. » C'est donc que la « science médicale » et « l'avis autorisé » soutiennent l'hypothèse Klement. Pourquoi le nier ?

— Pourquoi l'*Humanité* écrit-elle que Klement a été vu le 14 juillet par « de nombreux témoins », et le 15 juillet par ses amis Filiâtre (34)

(34) Roland FILIÂTRE (né en 1900), ouvrier électricien, ancien militant du P. C. était devenu trotskyste en 1934, en même temps que sa femme, Yvonne ROUCHY (née en 1909). Tous deux s'occupaient de la solidarité, dont des militants émigrés, la cham-

alors que seule sa concierge dit l'avoir vu sortir le 14 à midi ? Pourquoi écrit-elle que sa « disparition » a été constatée le 19 juillet, alors que c'est le 15 qu'Yvonne Filiâtre, inquiète de ne pas l'avoir vu, est allée dans sa chambre ; alors que le communiqué de presse du P.O.I. annonçant sa disparition, et postérieur à l'arrivée des lettres postées à Perpignan, est daté du 16 juillet ? Et, question subsidiaire, pourquoi a-t-elle écrit le 26 août que le macabre paquet avait été aperçu par deux riverains « environ vers le 16 juillet » ?

La réponse à ces questions s'impose. Si l'*Humanité* truque les dates, déforme les résultats de l'autopsie et mentionne pour la première fois la disparition de Klement, c'est qu'elle a une mission précise : tout faire pour persuader le lecteur que ce cadavre n'est pas celui de Klement et qu'il ne peut pas y avoir de cadavre de Klement. Pourquoi, sinon pour nier qu'il y ait eu meurtre de Klement, protéger ainsi non seulement les assassins mais ceux qui guident leurs bras ?

Disons-le nettement : il ne peut s'agir dans une telle affaire ni d'erreurs, ni d'imprécisions, et il est impensable que les fichiers de l'*Humanité* comportent pareilles lacunes. Les apparentes inexactitudes de détail signalées plus haut sont des faux délibérés, le résultat des efforts de l'organe central du P. C. F. pour brouiller les pistes, couvrir la trace des tueurs, tout faire pour que la disparition de Klement ne soit pas considérée comme un crime et que, dans le pire des cas, elle soit un crime sans cadavre, c'est-à-dire un crime sans indices, donc un crime impuni. La suite de l'article du 29 août le prouve sans discussion possible, puisqu'elle écrit :

« Comme l'hypothèse en fut émise également pendant l'autopsie à la morgue de Meulan, on pourrait dire *avec plus de logique* qu'il s'agit du corps de Bahumil Richnovski, professeur de langues, disparu de son domicile dans des circonstances mystérieuses [...] On pourrait également sans doute attribuer au cadavre de Meulan l'identité de bien d'autres disparus. »

Ce tir de barrage a une signification préventive. C'est le lendemain en effet que le cercueil de l'« inconnu » est ouvert en présence des personnes qui ont demandé à le voir pour identification.

bre où habitait Klement était louée au nom d'Yvonne Filiâtre et le courrier de Klement était adressé chez elle. Elle possédait le double de la clé et c'est elle qui, inquiète de ne pas l'avoir vu, avait pénétré dans la chambre le 15 juillet. Les Filiâtre étaient les seuls parmi les militants trotskystes qui aient eu avec Klement des rapports personnels. Ils ont signalé aux enquêteurs la fréquentation, chez Klement, d'un mystérieux Lituanien nommé Kauffmann dont le vieux-bolchevik polonais Herschl Stockfisch (Herschl Mendel) parle également dans ses mémoires pour dire combien il lui avait paru suspect. La police a recherché mollement les traces de ce Kauffmann et, semble-t-il, établi qu'il avait quitté la France pour l'Espagne, à cette époque, puis s'était rendu en Belgique. Il n'a jamais été retrouvé.

Une jeune femme, Mme Jeanne Lacroix, a cru reconnaître son frère, Pierre Madiec, disparu le 1^{er} août. Elle admet toutefois ne pas reconnaître la forme de ses doigts — un des éléments pourtant les plus caractéristiques de ceux dont on dispose pour une « identification » dans de telles conditions.

Pierre Naville et Jean Rous, eux, ont relevé, dans les restes qui leur ont été présentés, des caractéristiques absolument identiques à celles de Klement, notamment dans la forme des mains et des doigts — qu'ils connaissent bien. Ils concluent que « dans la mesure où l'on peut être affirmatif », ils sont affirmatifs et qu'il s'agit bien des restes de Klement. Ni la taille du tronc du mort d'ailleurs, ni la date de l'immersion ne soutiennent l'hypothèse selon laquelle il s'agirait du corps de Pierre Madiec.

L'*Humanité* a pourtant son opinion sur la question. Le 31, sous le titre « Le cadavre sans tête de Meulan serait-il celui de Pierre Madiec ? », elle rend compte des déclarations de Mme Lacroix avec un préjugé plus que favorable :

« Mme Lacroix donne un détail troublant : *“Il avait à un moment travaillé chez un boucher.”* On n'a pas oublié cette constatation du médecin légiste : *“Le corps a été découpé par un spécialiste.”* »

On attendrait vainement de l'*Humanité* de savoir pourquoi un cadavre qui ne peut être celui de Klement parce que ce dernier n'aurait disparu que le 19 juillet pourrait être celui de Madiec qui, lui, a disparu le 1^{er} août. En revanche, sans se soucier du fait que le cercueil a été ouvert, sur commission rogatoire du juge Marchat, pour toutes les personnes convoquées à leur demande pour identification au cimetière de Meulan, elle poursuit :

« Chose curieuse, et qui n'est pas pour nous étonner, deux individus arrivèrent ou furent mandés peu après pour reconnaître dans ce tronc le cadavre de... l'ancien secrétaire particulier de Trotsky, un certain Rudolf Clément.

Et aussitôt le *Petit Parisien* de crier au “crime du Guépéou”. »

Arrêtons-nous un instant pour noter, une fois encore, le choix judicieux des mots et le filtrage des informations. Nous savons déjà que Naville et Rous ont vu le cadavre après Mme Lacroix.

— L'*Humanité* indique que leur examen a eu lieu « peu après » ce qui, de toute évidence, tend à suggérer qu'ils n'ont reconnu les restes que pour contredire Mme Lacroix.

— Il est également significatif de ses intentions et objectifs qu'elle désigne Pierre Naville, ancien dirigeant des Etudiants communistes, dirigeant trotskyste connu, et Jean Rous, ancien membre de la C. A. P.

de la S. F. I. O., comme... « deux *individus* », sans mentionner leurs noms afin de souligner le caractère « suspect » de leur témoignage.

— Pour décrire ce témoignage qu'elle veut mettre en doute, elle ne se contente pas d'écrire qu'ils « auraient reconnu » ou qu'ils « auraient cru reconnaître », mais, avec beaucoup de précision qu'ils « arrivèrent ou furent *mandés* peu après *pour* reconnaître ».

— Il n'est pas jusqu'à la ponctuation qui soit ici destinée à influencer le lecteur pour lui faire rejeter l'idée que ces restes puissent être ceux de Klement, puisque la même phrase se poursuit avec des points de suspension placés de façon à discréditer le témoignage de ceux qui sont venus pour « reconnaître dans ce tronc le cadavre de... l'ancien secrétaire particulier de Trotsky ».

Il ne peut y avoir de doute. *L'Humanité* en ce mois d'août 1938 fait tout pour persuader ses lecteurs qu'il ne s'agit pas et qu'il ne peut pas s'agir des restes de R. Klement. Dans ce but, elle insinue et même affirme clairement que les témoignages en sens contraire ont été faits sur commande et sont donc de faux témoignages. L'organe central du P. C. F. n'est pas neutre : si ce ne sont des assassins, c'est un assassinat qu'il cherche ici à dissimuler. D'ailleurs son article du 31 août se termine par la diversion en forme de pirouette à laquelle les commentaires de Marius Magnien sur l'affaire Reiss nous ont habitués :

« Est-ce avec de pareilles sornettes que l'organe de la famille Rothschild espère détourner l'attention de ses lecteurs des attaques menées par M. Daladier contre les quarante heures ? Ou est-ce pour être utile aux provocateurs trotskystes du P. O. U. M. dont le procès s'ouvre précisément aujourd'hui à Barcelone ? »

Immédiatement après, c'est le quotidien communiste du soir, *Ce soir*, qui affirme qu'un « officier russe » aurait vu Klement vivant, à Perpignan, et qu'on l'aurait même vu franchir la frontière espagnole en compagnie d'un jeune homme blond — ce dernier détail tendant de toute évidence à suggérer un blond aryen agent de la Gestapo. Seulement l'hypothèse Madiéc s'effondre : l'amie de ce dernier dément catégoriquement que le cadavre de Meulan puisse être le sien. De plus il reparait, bien vivant, peu après. Il n'y a donc plus qu'un seul témoignage tendant à l'identification du cadavre, celui de Rous et Naville, qui ont reconnu Klement.

C'est alors que *L'Humanité* reçoit un renfort inattendu : le témoignage de Rous et Naville est mis en question par Jeanne Martin des Pallières (35), femme légitime de Raymond Molinier et membre du P. C. I. qu'il dirige, et qui fut jusqu'à sa mort la compagne de Léon Sedov. La jeune femme

(35) Jeanne MARTIN des PALLIÈRES, épouse MOLINIER (1897-1961), fille de général, élevée à l'École de la Légion d'honneur, avait été membre du P. C., puis l'Opposition de gauche et du noyau fondateur de *La Vérité*. C'est en 1931, à Prinkipo, où elle avait accompagné son mari, qu'elle avait laissé ce dernier pour vivre avec Léon Sedov, mais elle continuait à subir fortement son influence politique.

s'adresse en effet au juge d'instruction pour affirmer qu'ayant bien connu Klement, elle est en mesure, sur la base des photos parues dans la presse, de démentir catégoriquement que les restes de Meulan puissent être les siens. Pitoyable épisode des luttes fractionnelles : Jeanne Martin, qui se prépare à disputer à Trotsky la garde de son petit-fils Sieva, Jeanne Molinier, dont l'animosité personnelle à l'égard de Klement était bien connue et qui, de plus, ne l'avait pas rencontré depuis plusieurs années, prétend contester le témoignage de Rous et Naville, proches compagnons de Klement qui le voyaient quotidiennement ! C'est que le P. C. I. soutient la thèse selon laquelle Klement était lui-même au service du G. P. U. et que la découverte de son cadavre n'accrédite pas sa curieuse version. Mais ce témoignage « spontané » émanant de la compagne de Sedov est monté en épingles par la « grande presse » malgré les efforts du P. O. I. qui, dans un communiqué daté du 1^{er} septembre, démontre le caractère plus que discutabile de ce témoignage sur photo.

L'occasion est belle pour l'*Humanité*, toujours soucieuse d'affirmer que le cadavre de Meulan ne peut être celui de Klement et de protéger les assassins en s'efforçant de gommer leur crime par un escamotage du cadavre. Le témoignage de Jeanne Martin peut servir à effacer l'échec que constitue pour l'organe central du P. C. F. la réapparition de Madiéc en chair et en os. Elle écrit, le 2 septembre, après des commentaires sur l'audition de l'industriel qui avait fabriqué les haltères de fonte qui lestaient le cadavre :

« Il semble d'autre part que les policiers s'intéressent de moins en moins à celle (la disparition) de Rudolf Klement.

On sait en effet que le secrétaire de Trotsky a été vu par plusieurs témoins dans la région de Perpignan quelques jours avant sa disparition.

Certains de ceux-ci affirment même qu'il aurait franchi la frontière espagnole en compagnie d'un jeune homme blond.

D'autre part, une jeune femme, Mlle Jeanne Martin des Fallières (*sic*) amie intime du disparu, s'est montrée formelle en ne reconnaissant pas les mains du corps décapité. »

Quelques commentaires s'imposent encore :

— L'*Humanité* ne cite pas ici ses sources quant à la présence de Klement à Perpignan. Nous savons pourtant que l'information est reprise de *Ce Soir*. Il s'agit d'une technique classique. C'est pour permettre à l'*Humanité* d'écrire « On sait... » qu'on a passé dans *Ce soir* l'information mensongère. La source est identique : le G. P. U., ceux qui avaient antérieurement décidé de poster de Perpignan les lettres signées « Frédéric ».

— Aucun des prétendus « témoins » ayant aperçu Klement à Perpignan et à la frontière ne sera jamais cité ni produit.

— Enfin, c'est seulement pour les besoins de sa mauvaise cause que l'*Humanité* désigne cette fois presque par son nom un témoin trotskyste,

Jeanne Martin, qu'elle n'hésite pas à présenter comme « une amie intime du disparu ».

L'*Humanité* ne reparlera plus jamais de Rudolf Klement et ce n'est sans doute qu'un sens très particulier d'un humour policier qui lui permettra d'écrire, le 15 septembre, en commentant — il le faut bien — la « réapparition » de Pierre Madiec : « Tout est bien qui finit bien... » Du cadavre de Meulan, on retrouvera le 15 novembre, dans un sac identique, dans la Seine à Garganville, les deux jambes mais pas la tête. Comme l'avait écrit l'*Humanité* du 24 août quand elle traitait cette affaire comme un fait divers sensationnel, l'assassin avait « pris toutes précautions pour rendre l'identification impossible ». Le rédacteur de l'organe central du parti communiste français savait-il à cette date *qui* avait dirigé les coups de l'assassin ? On peut le supposer tant, tout au cours de l'enquête, apparaît patente la complicité de ce journal avec les tueurs.

DOCUMENTS

Le comité de rédaction des Cahiers n'avait que l'embaras du choix pour illustrer cet article sur l'Humanité couvrant les traces des tueurs du G. P. U. et nous ne pouvions en faire un gros volume. Nous nous sommes donc limités à un petit nombre de documents :

1. Le Manifeste du P. C. F. paru en première page de l'Humanité du 12 juin 1937 accompagne les premières informations sur l'arrestation, le jugement à huis clos, la condamnation à mort et l'exécution des principaux chefs de l'Armée rouge. Nous l'avons choisi parce que, premièrement, il exprime la position de ce parti dans son ensemble et engage donc totalement sa responsabilité et parce que, en second lieu, tous les accusés de ce procès ont été, depuis la mort de Staline, « réhabilités » en Union soviétique. Il semble bien aujourd'hui, d'après un état de recherches confirmé par Khrouchtchev lui-même à l'époque où il était au pouvoir, que les documents permettant de monter le procès Toukhatchevski aient été transmis à Staline par le président tchèque Bénès qui les tenait d'un agent de la Gestapo, laquelle avait été alimentée par le G. P. U. En outre la plupart des spécialistes pensent que c'est cette affaire qui constituait la toile de fond de l'enlèvement du général blanc Miller et que le rôle décisif y fut joué par l'agent double Skoblina, « disparu » après cet enlèvement. On sait par ailleurs combien la décapitation de l'Armée rouge coûta aux Soviétiques en vies humaines et en pertes matérielles dans les premiers mois de l'attaque allemande de 1941.

La position du parti communiste français et de son organe central l'Humanité sur ce crime judiciaire est parfaitement claire : ils en étaient totalement solidaires.

2. La déclaration de Sneevliet à la police suisse datée et signée du 11 septembre 1937, publiée dans La Lutte ouvrière de Belgique le 2 octobre — et dont l'Humanité n'a pas soufflé mot.

3. Nous reproduisons également deux articles de l'Humanité sur le P. O. U. M., « les trotskystes au service de Hitler », qui sont signés de Georges Soria. Ce choix s'est inspiré de deux raisons. La première est que, dans son article sur les « procès de Moscou en Espagne », notre collaborateur René Revol a mentionné ces deux faux grotesques du G. P. U. que la justice républicaine, malgré sa docilité d'alors, a refusé catégoriquement de prendre en considération comme des éléments de « preuve ». Nous espérons que le lecteur sera à même d'apprécier et la qualité des faux et la fougue avec laquelle le journaliste de l'Humanité les défend et les illustre : on n'oubliera pas qu'au moment où M. Soria rédigeait le premier, le vieux communiste Andrés Nim était déjà aux mains de ses bourreaux qui allaient le torturer à mort et qu'il était mort depuis des mois sous la torture quand M. Soria rédigea le second. La deuxième raison est que M. Georges Soria n'a pas disparu de la circulation et ne s'est pas fait tout petit, bien au contraire, puisqu'il est l' « auteur » d'un livre luxueusement illustré sur la guerre d'Espagne diffusé par les soins du Livre-Club Diderot dont les

attaches avec le P. C. F. sont bien connues. Nous sommes convaincus que nos lecteurs en tireront la même conclusion que nous : M. Georges Soria, faussaire et calomniateur, s'est rendu coupable, à travers les correspondances qu'il a envoyées d'Espagne à l'Humanité, de complicité de meurtres. M. Soria, agent du G. P. U., sévit toujours. S'agit-il aujourd'hui de réhabiliter ses victimes — ou de lui demander à lui des comptes sur ses activités criminelles ? C'est l'une des questions que nous semblent poser ces documents signés de sa main et que nous reproduisons bien entendu sans son autorisation.

DOCUMENT N° 14

HUIT TRAITRES A LA PATRIE SOVIÉTIQUE DEVANT LE TRIBUNAL SUPRÊME

TOUKHATCHEWSKI, YAKIR, EIDEMANN ET AUTRES
ÉTAIENT AU SERVICE DE L'ESPIONNAGE HITLÉRIEN

Un manifeste du Parti communiste français

Tandis que les peuples de l'Union soviétique se préparent à célébrer le vingtième anniversaire de la Révolution d'Octobre,

Tandis que les travailleurs du monde entier suivent avec admiration les réalisations grandioses du pays du socialisme,

Tandis que, sous la direction du Parti bolchevik, de son Comité central et de notre grand camarade Staline, la civilisation socialiste est en train de démontrer toute sa supériorité face au déchaînement de la barbarie fasciste,

Tandis que l'aviation soviétique victorieuse du pôle Nord met en évidence devant l'univers tout entier sa mission civilisatrice et humaine cependant que les avions de Mussolini et Hitler accumulent ruines et deuils en Espagne,

Des misérables à la solde de l'hitlérisme ont tenté de poignarder dans le dos le premier Etat prolétarien.

Poussant la trahison jusqu'à lier partie avec la Gestapo du gouvernement de Berlin, des traîtres, obéissant aux directives de Trotski, ont essayé de comploter contre l'Union soviétique, rempart de la paix dans le monde.

Le Parti communiste français est sûr d'être l'interprète de la population laborieuse de France en remerciant le Comité central du parti bolchevik et le camarade Staline d'avoir, grâce à leur vigilance, déjoué les plans du fascisme international.

Honte à ceux qui n'ont pas hésité à s'unir aux agents de l'hitlérisme !

Honte à ceux qui n'ont pas hésité à se faire les espions de la Reichswehr et des instruments des pires ennemis du peuple !

Honte à ceux qui ont essayé de porter une main criminelle sur les réalisations du socialisme dont peut être fier le grand parti de Lénine et de Staline !

Que la justice du peuple s'abatte impitoyable sur les criminels qui, devant tout aux masses de l'Union soviétique, complotaient avec leurs pires ennemis !

Que la justice du peuple s'abatte impitoyable sur ceux dont la trahison a servi d'encouragement aux fauteurs de guerre !

Il faut en finir avec les traîtres et les agents trotskistes du fascisme poursuivant dans l'ombre leur criminelle besogne.

Vive le glorieux parti bolchevik qui, sous la direction du camarade Staline, veille sur les destinées de l'Union soviétique et sur l'avenir du socialisme.

Vive l'Union soviétique qui fait flotter sur un sixième du globe le drapeau d'espérance des multitudes humaines.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

L'Humanité, 12 juin 1937.

DOCUMENT N° 15

DÉCLARATION DE SNEEVLIET A LA POLICE SUISSE

(11 septembre 1937)

En 1927 ou 1928, alors que j'avais déjà rompu avec le parti communiste et le Comintern, et formé un groupe d'oppositionnels qui se développa plus tard en 1929 en un parti indépendant, le R. S. P., je fis la connaissance du communiste polonais I. Reiss qui appartenait au Comintern. Nous avons beaucoup discuté à cette époque sur les divergences existant entre le Comintern et l'Opposition de gauche. Quoique Reiss déjà alors montra une évolution personnelle vers la position de l'Opposition, il resta de nombreuses années encore dans le mouvement officiel.

Des relations amicales s'établirent [entre nous] mais nos divergences politiques amenèrent une rupture complète pendant plusieurs années.

En juin 1937, je reçus un message d'Amsterdam m'apprenant qu'Ignace Reiss désirait me parler : j'eus quelques hésitations à me rendre à cette invitation, étant donné l'exacerbation de la lutte contre les fractions ces dernières années. L'intérêt politique qu'il y avait me décida à me rendre à cette entrevue, et, à deux reprises, le 10 et le 11 juin, j'ai eu avec lui des conversations politiques.

J'exprimai mes doutes en lui disant : « Oh, c'est toi ! Inutile de m'inviter pour une promenade en voiture, je refuserai, tu le comprendras ! »

Il répondit qu'il comprenait fort bien mes sentiments, mais en même temps ajouta que, depuis le premier procès de Moscou, c'est-à-dire août 1936, il reconnaissait la nécessité de rompre avec le Comintern. Il lui devenait de moins en moins possible de porter la responsabilité des actes de terreur qui se multipliaient en Russie : parce que les partis adhérant au Comintern étaient obligés de défendre tous les agissements du régime stalinien, il était décidé à s'en séparer. Il exprima ses craintes quant aux conséquences de cette rupture, conséquences qui pouvaient s'étendre à sa femme et à son enfant.

Après ces conversations, je suis resté plusieurs semaines sans nouvelles de lui. Enfin, le 25 juillet, je reçus copie de sa lettre de rupture adressée à Moscou.

J'ai cru à son authenticité, bien que connaissant fort bien la méthode perfide des fausses informations pour gagner la confiance des oppositionnels jouissant de quelque autorité.

Convaincu de ce que le régime stalinien tient à organiser en Europe un procès dans le but de consolider les fausses accusations qui lient les opposants communistes de gauche aux fascistes, je m'attends fortement à ce que des agents d'un parti stalinien s'efforcent de nous approcher. Etant donné la sympathie qui me liait à Ignace Reiss, j'ai rejeté la possibilité que tel était le cas pour lui.

Lorsque, lisant *Le Populaire* du 6 septembre, j'y ai trouvé la nouvelle du crime de Paudex, j'ai pensé qu'il était possible que le Tchèque Eberhardt soit mon ami Reiss. L'âge du mort et l'endroit du crime confirmèrent cette idée. A mon retour à Amsterdam, mercredi 8 septembre, je ne fus pas du tout étonné

de trouver un télégramme disant « Accident » et me demandant mon aide pour la femme et le petit garçon de la victime. Immédiatement décidé à partir pour Lausanne et afin de ne pas perdre de temps, je pris jeudi matin l'avion d'Amsterdam à Paris et de Paris à Genève.

Je suis à Montreux depuis jeudi soir 9 septembre, et, après avoir appris les détails de l'affaire et lu les informations dans la presse locale, je décidai d'accompagner sa femme au bureau de la Sûreté. Je voulais en tout cas éviter que l'on puisse soupçonner la victime d'être un instrument de la Gestapo.

D'une façon générale, on peut considérer que Reiss venait de quitter le mouvement stalinien officiel et le crime lui-même montre que le régime stalinien a donné l'ordre de le faire disparaître, d'une part peut-être pour l'empêcher de parler, et d'autre part pour faire un exemple qui ferait reculer ceux qui sont tentés d'agir comme lui.

Je reconnais dans la photo que vous me montrez le portrait de mon ami Ignace Reiss.

Je n'ai rien d'autre à dire.

La Lutte ouvrière (Belgique)
2 octobre 1937

DOCUMENT N° 16

LE TROTSKISME AU SERVICE DE HITLER

UN VASTE COMLOT OURDI PAR LES DIRIGEANTS DU P. O. U. M. ET CEUX DE LA « PHALANGE » EST DÉCOUVERT A MADRID.

Madrid, 18 juin. Un vaste complot est découvert auquel les dirigeants du P. O. U. M. récemment emprisonnés avaient participé directement. Plus de deux cents personnes sont arrêtées. Les documents que l'on a découverts dépassent tout ce que l'on pouvait imaginer. C'est de la manière la plus indiscutable que peut être établie aujourd'hui la liaison entre les dirigeants du P. O. U. M., aujourd'hui en prison, et les fascistes de la cinquième colonne qui, sur tout le territoire de l'Espagne républicaine, conspirent contre le gouvernement.

C'est depuis les mois d'avril et mai derniers que les premiers éléments permettant d'établir le rôle des dirigeants du P. O. U. M. dans les complots fomentés à l'arrière avaient pu être observés. Mais les premières pistes suivies s'avérant fructueuses, il fut jugé à juste titre plus prudent de suivre de très près le développement de l'affaire et de ne procéder aux arrestations et inculpations des principaux dirigeants et de leurs alliés qu'une fois la main mise sur des masses et des masses de documents accablants.

A l'heure actuelle, plus de deux cents arrestations — dont celles d'officiers introduits dans les états-majors de certaines brigades, dans les services de ravitaillement, etc. — ont déjà été opérées.

Le P. O. U. M. au service direct des généraux rebelles renseignait de plusieurs points du territoire gouvernemental l'état-major fasciste sur le détail des opérations en cours, sur les mouvements de troupe, les armements et les projets d'opération de l'armée républicaine.

Les dirigeants de cette organisation, en liaison avec les fascistes de la cinquième colonne, disposaient pour entrer en communication avec les fascistes, d'un poste de radio, plus exactement d'une station émettrice et réceptrice installée à Madrid, au moyen de laquelle, après chaque bombardement, ils signalaient aux batteries factieuses « l'efficacité » de leur tir. Les membres de l'organisation d'espionnage découverts, dont presque tous appartenaient aux partis espagnols d'extrême droite, notamment au parti monarchiste et à la phalange espagnole, avaient cherché leurs plus sûrs alliés parmi les dirigeants du P. O. U. M.

L'un des documents de la Phalange saisi au cours des récentes perquisitions s'exprime ainsi :

« Nous avons 400 hommes disposés à agir. Ces hommes, bien armés et en conditions favorables sur le front de Madrid peuvent constituer la force motrice du mouvement de rébellion. Votre ordre en ce qui concerne l'infiltration de nos hommes dans les rangs extrémistes et du P. O. U. M. est accompli avec succès. Il nous faut un bon chef de propagande. Accom-

plissant l'ordre que vous m'avez donné je me suis rendu par ailleurs moi-même à Barcelone pour avoir une entrevue avec les dirigeants du P. O. U. M. Ils m'ont promis d'envoyer à Madrid des gens pour activer le travail du P. O. U. M. Avec ces renforts, le P. O. U. M. sera à Madrid, ainsi qu'à Barcelone, un efficace et ferme agent de notre mouvement. Nous vous donnerons bientôt de nouveaux faits. L'organisation des groupes d'action va s'accélérer. En ce qui concerne les opérations dans le Sud, nous n'avons pu éclaircir l'affaire. »

Ces faits, en attendant que d'autres, plus accablants encore, soient donnés à la publicité, constituent l'acte d'accusation le plus sévère qui soit. Ils provoqueront dans le monde entier l'indignation de tous les travailleurs à quelque parti politique qu'ils appartiennent et ils rangeront une fois de plus le trotskisme parmi les plus sûrs instruments du fascisme dans sa lutte contre le prolétariat et les masses travailleuses.

Georges SORIA

L'Humanité, 20 juin 1937

DOCUMENT N° 17

LES TRAITRES TROTSKYSTES DÉVOILÉS A BARCELONE

LE P. O. U. M. : ORGANISATION DE TERRORISME ET D'ESPIONNAGE AU SERVICE DE FRANCO

C'est une nouvelle et accablante affaire d'espionnage dans laquelle le P. O. U. M. de sinistre mémoire a joué les principaux rôles, que la police républicaine vient de découvrir.

Après plusieurs semaines de travail silencieux, la police de Barcelone est parvenue à mettre la main sur un nombre important de documents établissant l'activité de l'espionnage auquel des fascistes espagnols, en parfaite liaison avec des membres du P. O. U. M., se livraient.

Cette organisation d'espionnage, dont aujourd'hui les principaux membres ont été arrêtés, était parvenue à s'infiltrer dans l'état-major de plusieurs brigades et elle fournissait régulièrement à l'ennemi des renseignements sur la marche des opérations militaires, la préparation des mouvements offensifs, la situation des troupes, leur armement, leurs munitions.

L'organisation en question, afin de pouvoir communiquer librement avec l'état-major de France, avait installé un centre à Perpignan, en pleine terre française, où arrivaient les informations des espions infiltrés dans les rangs gouvernementaux.

De Perpignan même, les agents fascistes rayonnaient à travers les territoires français et renseignaient le camp rebelle d'où bientôt revenaient, par le truchement d'agents clandestins, les instructions de l'état-major de Salamanque sur les renseignements les plus urgents à fournir et à la marche générale de l'organisation en question.

Les fascistes espagnols et les membres du P. O. U. M. inculpés dans cette affaire avaient détourné des documents militaires secrets. Aussi, lorsqu'à la suite des perquisitions qui furent effectuées ces derniers temps, les soupçons de la police sur l'activité d'un certain nombre de gens qu'elle surveillait déjà, se confirmèrent, leur arrestation fut aussitôt décidée.

Dans les locaux de cette organisation, des informations militaires qui allaient être transmises à l'ennemi furent trouvées. D'autres documents accablants pour les espions purent être saisis, qui établissaient que cette vaste organisation ne se livrait pas seulement à l'espionnage pour le compte des rebelles, mais encore se proposait de faire sauter des objectifs militaires, des ponts et des ouvrages d'art, ainsi que de préparer toute une série d'attentats contre les membres du gouvernement et des chefs militaires.

A Barcelone, dans le domicile de l'un des principaux membres de l'organisation, entre deux matelas, des documents établissant la liaison de cette organisation avec le P. O. U. M., dont plusieurs membres ont été arrêtés, ont été découverts.

Le groupe d'espions du P. O. U. M. impliqué dans cette affaire avait comme lettre distinctive C et à chacun de ses membres correspondait un numéro.

Parmi les documents saisis, il en est un auquel déjà la publicité a été donnée. Il s'agit d'une lettre trouvée au domicile de l'un des inculpés. En voici, dans ses grandes lignes, la teneur :

1) L'organisation se préparait à faire sauter les ponts de l'Ebre.
2) Elle avait fourni des renseignements sur l'emplacement des pièces d'artillerie au moment de l'offensive en Aragon.

3) Elle préparait des attentats contre les chefs militaires.

4) Enfin, elle se proposait de commettre un attentat contre un ministre. Deux terroristes du P. O. U. M., désignés dans les documents par les chiffres C-18 et C-23, en étaient chargés et devaient profiter du passage du ministre en question dans une localité pour lancer sur la voiture où il se trouvait des bombes.

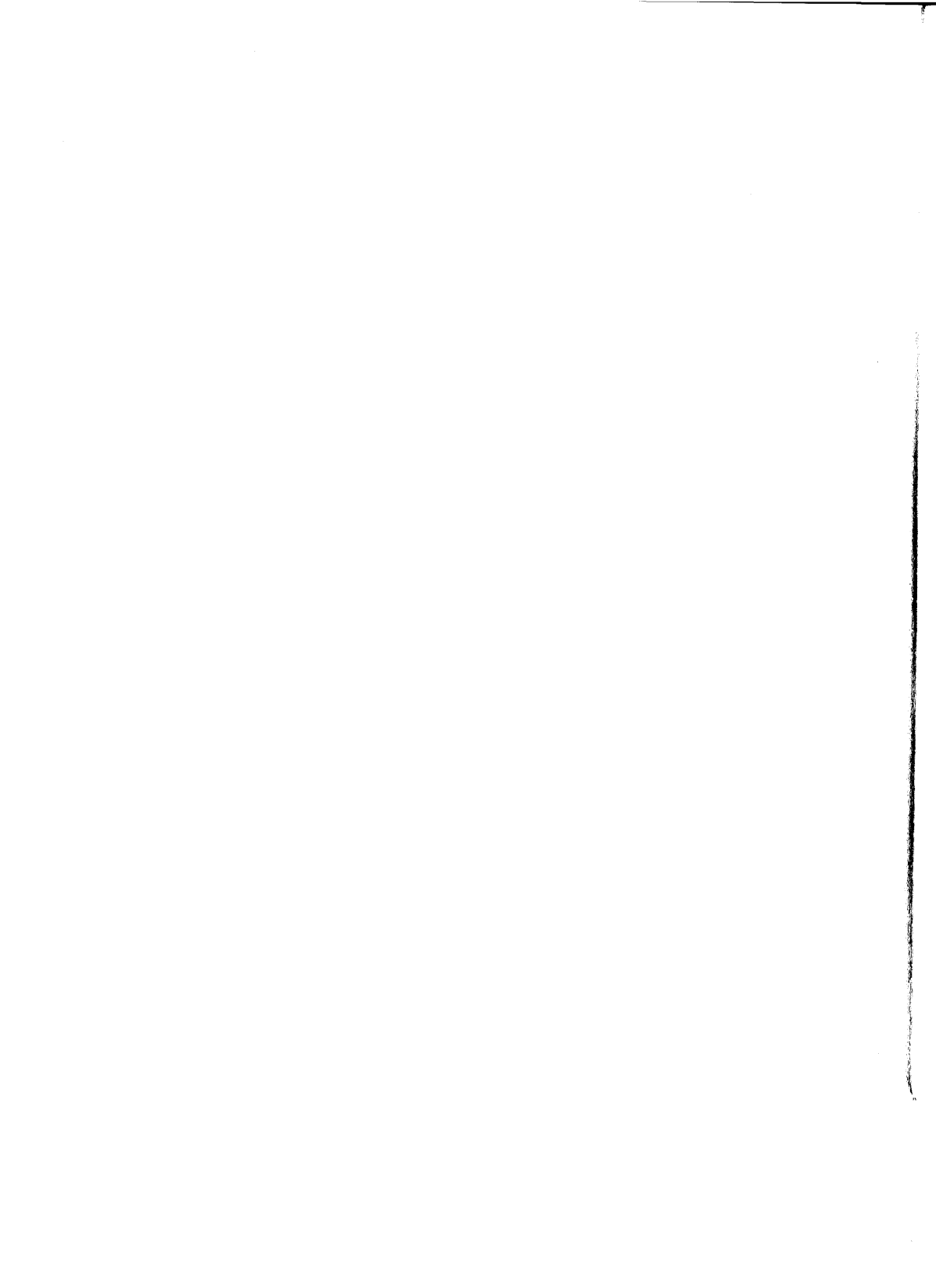
Enfin, ce qui plus est, la lettre en question mentionnait des plaintes émanant de membres du P. O. U. M. qui disaient ne pouvoir utiliser tous les réseaux d'espionnage dans lesquels travaillaient les agents du P. O. U. M., car la liste complète n'en était connue que de ceux des membres directeurs actuellement en prison à Valence.

Tels sont les faits. Ils sont une fois de plus accablants pour le P. O. U. M. dont nous aurons d'ailleurs l'occasion d'établir la besogne ignoble qu'il a accomplie en Espagne aux côtés des rebelles espagnols.

Retenons pour aujourd'hui le fait qu'en terre française, les agents de Franco ont pu impunément entrer en communication avec les espions infiltrés dans les rangs gouvernementaux. Cela suffit pour exiger qu'un nettoyage rapide soit fait à Perpignan. Il est intolérable de penser que les ennemis de l'Espagne républicaine et les ennemis de notre pays puissent en toute tranquillité comploter contre la sécurité de l'Espagne et par là même contre la sécurité de la France. Les espions franquistes qui sévissent à Perpignan doivent être expulsés sans tarder.

Georges SORIA

L'Humanité, 25 octobre 1937.



CHRONOLOGIE

1936

- juillet (29)/(1^{er}). — Conférence dite de Genève, salle Pleyel à Paris, qui fonde le Mouvement pour la IV^e Internationale.
- août (5/6). — Tentative de cambriolage de la maison de Trotsky à Wexhall par un groupe de nazis norvégiens.
- août (26/24). — Premier procès de Moscou : les seize accusés (dont Zinoviev, Kamenev, I. N. Smirnov) sont condamnés à mort et exécutés. Trotsky et son fils Léon Sedov condamnés à mort par contumace.
- août (28). — Arrestation en Norvège des secrétaires de Trotsky, E. Wolf et J. van Heijenoort.
- août (29). — Expulsion de Norvège de Wolf et van Heijenoort.
- août (29). — Démarche de l'ambassadeur soviétique à Oslo, Iakoubovitch. Son gouvernement attend du gouvernement norvégien qu'il prenne « des mesures adéquates pour priver Trotsky à l'avenir d'un asile sur le territoire norvégien ».
- août (31). — Décret en Norvège permettant d'interner les « étrangers indésirables ».
- septembre (2). — Le gouvernement norvégien interne Trotsky et N. I. Sedova à Sundby.
- septembre (3). — Meeting salle Wagram, avec A. Breton. Signature de la protestation rédigée par M. Martinet.
- septembre (26). — N. I. Ejov remplace H. G. Iagoda à la direction du N. K. V. D. (G. P. U.).
- octobre (6). — Trotsky attaque en justice le journal du P. C. norvégien *Arbeideren* et celui des nazis *Fritt Folk*.
- octobre. — Formation du comité français pour l'enquête sur les procès de Moscou.
- octobre (22). — Appel du comité provisoire de défense de Léon Trotsky à New York.
- octobre (27). — Début de la grève de la faim des prisonniers trotskystes de la région de Vorkouta et de la Petchora (elle durera 132 jours).
- octobre (28). — Parution en France du *Livre Rouge sur les Procès de Moscou*, de Léon Sedov.
- octobre (29). — Décret interdisant à un étranger indésirable une action devant un tribunal norvégien.
- novembre. — Tentatives d'organiser des contre-procès par des poursuites de presse contre les journaux du P. C. à Bâle et à Prague.
- novembre (7). — Vol d'une partie des archives de Trotsky déposées les 29 et 30 septembre à l'Institut d'histoire sociale de la rue Michelet à Paris.
- novembre (10). — Arrestation et remise en liberté d'un suspect qui filait Léon Sedov.

- novembre (19/22)*. — Procès de Novosibirsk contre des « saboteurs et contre-révolutionnaire » « trotskystes alliés de la Gestapo ».
- novembre (27)*. — Première attaque d'Antonov Ovseenko contre la *Batalla*.
- décembre*. — Le comité français convoque un meeting dans la salle du *Petit journal*.
- décembre (11)*. — Trotsky témoigne à huis clos devant le tribunal qui juge ses cambrioleurs, à Drammen.
- décembre (13)*. — Le président mexicain Cárdenas accorde à Trotsky et Natalia le visa de séjour.
- décembre (17)*. — *La Pravda* annonce l'élimination des trotskystes.
- décembre (18)*. — Meeting public du comité américain à l'hôtel Center. Trotsky rédige *Honte!*
- décembre (19)*. — Trotsky et sa femme embarqués sur le pétrolier *Ruth* sous la surveillance d'un policier nazi.
- janvier (9)*. — Arrivée des Trotsky à Tampico.
- janvier (11)*. — Arrivée des Trotsky à Coyoacán.
- janvier (21)*. — Léon Sedov ne va pas à Mulhouse où le G. P. U. lui a rendu un guet-apens.
- janvier (23/30)*. — Deuxième procès de Moscou contre les « vingt-et-un » accusés, Piatakov, Radek, etc. Plusieurs accusés ne sont pas condamnés à mort.
- février (8)*. — Meeting du comité français à Lyon.

1937

- février (9)*. — Meeting à l'Hippodrome de New York contre les Procès de Moscou, organisé par le comité de défense.
- mars*. — Constitution à New York de la commission d'enquête sur les procès de Moscou sous la présidence de John Dewey.
- mars (1)*. — Dépôt de la plainte à Bâle.
- avril (10)*. — Arrestation et disparition à Barcelone du journaliste Marc Rein, fils du dirigeant menchevique en exil Abramovitch.
- avril (10/17)*. — Session de la commission préliminaire d'enquête à Coyoacán et déposition de Trotsky.
- avril (21)*. — Réunion d'un plénum élargi du C. E. de l'I. C. qui décide l'intensification de la lutte contre les trotskystes. L'agent du G. P. U. Ludwig prévient ces derniers. (C'est lui qu'on connaîtra après sa mort sous le nom d'Ignace Reiss.)
- avril (29)*. — Mink annonce l'imminence de la purge à un groupe de volontaires britanniques.
- mai (5)*. — Les anarchistes Berneri et Barbieri, arrêtés la veille, sont retrouvés abattus dans la rue à Barcelone.
- mai (9)*. — Troisième meeting de masse au temple de La Mecque.
- mai (11/12)*. — Session de la commission rogatoire.
- juin (5)*. — A New York, disparition de la vieille militante et agent du G. P. U. Juliet Stuart Poyntz.
- juin (10)*. — Rencontre à Amsterdam entre Sneevliet et « Ludwig ». Informé, le G. P. U. dépêche Spiegelglass à Paris.
- juin (11)*. — Procès et condamnation en U. R. S. S. des chefs de l'Armée rouge, Toukhatchevsky, Iakir, etc.
- juin (16)*. — Le P. O. U. M. dissous en Espagne et ses dirigeants arrêtés.

- Andrés Nin disparaît, vraisemblablement assassiné dans une prison privée du G. P. U.
- juin (18). — Sneevliet informe Sedov de son contact avec « Ludwig ».
- juillet (12). — Arrestation à Prague du vieux trotskyste allemand Anton Grylewicz, accusé d'espionnage.
- juillet (17). — Lettre de « Ludwig » rompant avec Staline et annonçant son ralliement à la IV^e Internationale.
- juillet (27). — Arrestation, puis libération d'Erwin Wolf à Barcelone.
- juillet (31). — Deuxième arrestation d'Erwin Wolf : il ne reparaitra jamais.
- août (2). — Arrestation à Barcelone du militant trotskyste Hans Freund (Moulin) : il ne reparaitra pas.
- septembre (4). — Découverte à Chamblandes du corps criblé de balles d'Ignace Reiss (« Ludwig »).
- septembre (23). — Arrestation et disparition définitive à Barcelone de l'Autrichien Landau, membre du P. O. U. M.
- octobre. — W. G. Krivitsky, vieux compagnon de Reiss, se place sous la protection de la police française.
- novembre. — Défection d'Alexandre Barmine, chargé d'affaires de l'U.R.S.S. à Athènes.
- novembre (6). — Arrivée des Robinson-Rubens à Moscou.
- novembre (15). — Assassinat de P. Corcoran.
- décembre (8). — Première information dans la presse sur la disparition à Moscou des époux « Robinson ».
- décembre (12). — Au cours d'un meeting à l'hôtel Center, la commission Dewey rend public son verdict : Trotsky et Léon Sedov « non coupables ».
- décembre (16). — Les *Izvestija* disent que Robinson est trotskyste.

1938

- janvier. — Fin de la campagne stalinienne contre les Robinson. Il apparaît que ceux-ci étaient en liaison avec le P. C., sinon agents du G. P. U.
- janvier. — Vol du courrier des trotskystes américains qui viennent de créer le S. W. P.
- Disparition de Lydia Grozovskaia.
- janvier (19). — L'agent du G. P. U. Grozovskaja, inculpée dans le meurtre de Reiss échappe à la police française.
- février (7). — Carlo Tresca demande à témoigner devant le Jury Fédéral sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz et les meurtres du G. P. U.
- février (10). — Exécution de Narvitch.
- février (12). — Arrestation de Munis et Carlini.
- février (16). — Mort suspecte de Léon Sedov dans une clinique parisienne tenue par des Russes blancs.
- février. — Défection du chargé d'affaires d'U. R. S. S. en Roumanie, F. Butenko, qui proclame sa sympathie pour le régime fasciste.
- février (23). — Le congrès de la centrale syndicale C. T. M. adopte le rapport de Lombardo Toledano contre le « trotskysme ».
- mars. — Arrestation des trois faux fabricants de passeports dont l'affaire remplace dans la presse l'affaire Robinson-Rubens.
- mars (9). — Dernier meeting du comité.
- mars (2/13). — Troisième grand procès de Moscou. Condamnation à mort

- et exécution de Boukharine, Rykov, Iagoda, etc.
- mars (fin)-mai*. — Massacre des trotskystes survivants dans les camps de la Petchora.
- juillet*. — Dissolution à Moscou du P. C. polonais accusé d'être un « nid d'espions » et un « foyer trotskyste ». Sanglante purge des cadres de l'I. C.
- juillet (12)*. — Défection de Katzellenbaum dit Alexandr Orlov, haut responsable du G. P. U.
- juillet (27)*. — Orlov écrit à Trotsky pour le mettre en garde contre l'agent du G. P. U. infiltré dans l'organisation, Mordka, Marc Zborowski, dit Etienne.
- juillet (14 ou 15)*. — Disparition à Paris de Rudolf Klement, secrétaire administratif du S. I. du mouvement pour la IV^e Internationale.
- août (26)*. — Les premiers morceaux du cadavre de Klement sont repêchés dans la Seine à Meulan.
- septembre (6)*. — Conférence de fondation, dite de Lausanne, de la IV^e Internationale, à Périgny.
- octobre (11)*. — Début du procès des dirigeants du P. O. U. M.
- octobre/novembre* — Procès des « espions allemands » aux États-Unis.
- novembre (1^{er})*. — Condamnation des dirigeants du P. O. U. M. contre lesquels les accusations d'espionnage n'ont pas été retenues.

1939

- janvier (26/29)*. — Manifestations à Mexico contre les Juifs et contre Trotsky.
- janvier (29)*. — Le secrétaire général du P. C. mexicain, Laborde, réclame l'expulsion de Trotsky.
- mars/avril*. — Procès des fabricants de faux passeports, condamnés à deux ans de prison.
- août (22)*. — Pacte germano-soviétique.
- octobre (12)*. — La commission Dies sur les activités « non américaines » invite Trotsky.
- décembre (12)*. — La commission Dies retire son invitation.

1940

- mars (18)*. — La direction du P. C. mexicain épurée : Laborde et Campa exclus.
- mai (1^{er})*. — Défilé du P. C. M. et de la C. T. M. à Mexico réclamant l'expulsion de Trotsky.
- mai (24)*. — Attentat manqué contre Trotsky.
- juin (17)*. — Arrestation de la plupart des agresseurs du 24 mai, moins leur chef, David Alfaro Siqueiros, en fuite.
- juin (25)*. — Découverte du cadavre de Bob Sheldon Harte, garde du corps de Trotsky disparu le 24 mai.
- août (2)*. — Aveux d'un membre du B. P. du P. C. M., David Serrano, un des dirigeants de l'assaut du 24 mai.
- août (20)*. — Trotsky frappé à mort par Ramón Mercader.
- août (21)*. — Mort de Trotsky.

1941

janvier. — Arrestation en U. R. S. S., à Saratov, de Walter Held, muni d'un visa de transit pour les Etats-Unis : il disparaît.

janvier. — Campagne de presse au Mexique et provocations contre les réfugiés antistaliniens Victor Serge, Julian Gorkin, Gustav Regler, Marceau Pivert.

février (9). — Meurtre, camouflé en suicide, de W. G. Krivitsky dans une chambre d'hôtel à New York.

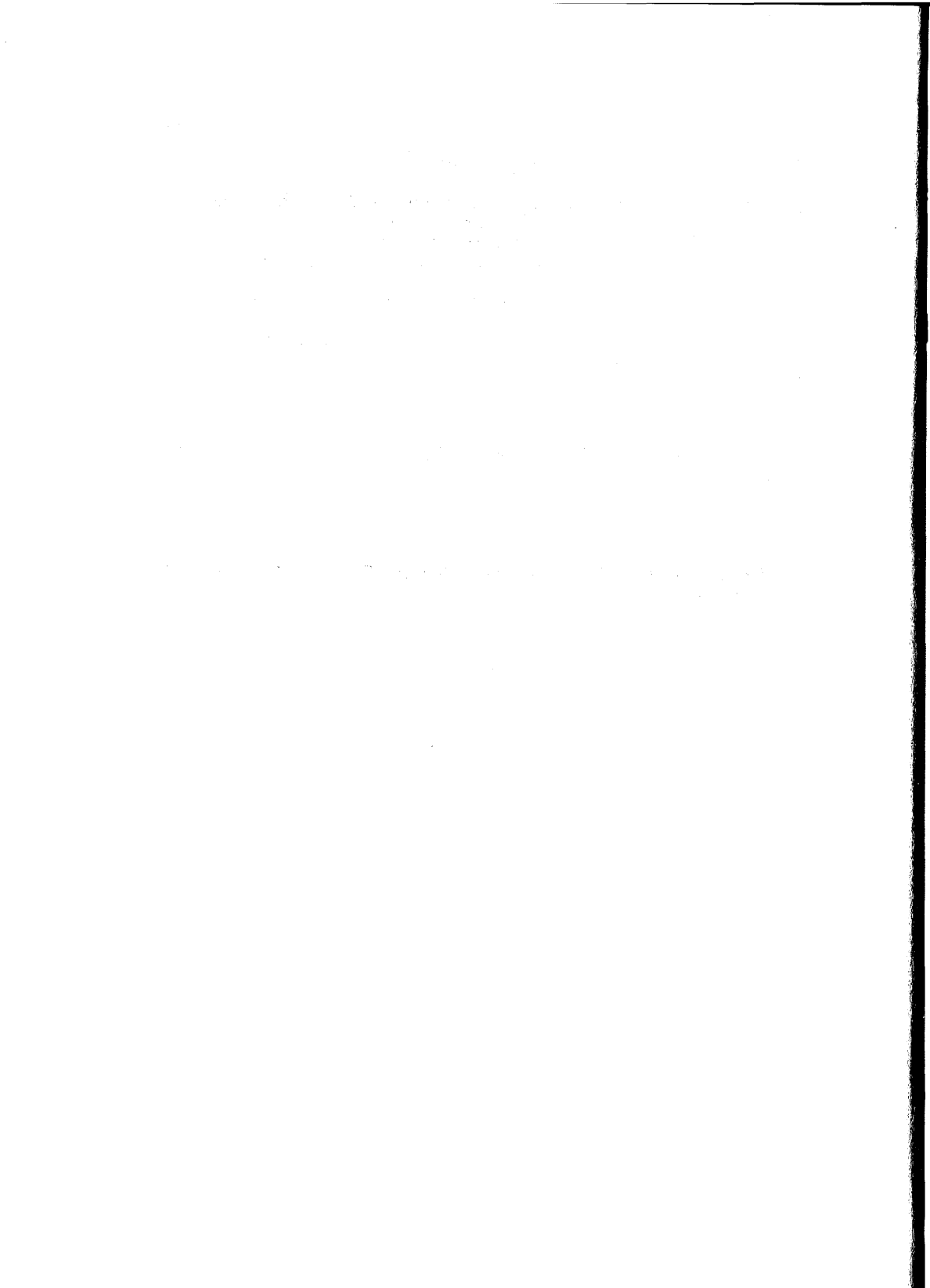
décembre. — Arrestation en U. R. S. S. des dirigeants en exil du Bund polonais, H. Erlich et V. Alter.

1942

décembre. — Exécution d'H. Erlich et V. Alter accusés d'avoir voulu pactiser avec les nazis.

1943

janvier (11). — Assassinat à New York de Carlo Tresca, ancien membre de la commission Dewey.



Des thèmes de recherche pour les historiens du P. C. F.

Nous avons appris que les *Cahiers d'Histoire* de l'Institut Maurice Thorez cherchaient à promouvoir, dans un esprit scientifique, un renouveau des travaux sur l'histoire du P. C. F. Nous les prions de considérer l'article et les documents ci-dessus comme une contribution, sous la forme d'une étude de presse consacrée à l'organe central du parti dont ils veulent faire une histoire scientifique.

Mais il reste bien des points d'interrogation, bien des recherches à délimiter et entreprendre sur l'histoire du P. C. F. dans cette période. Nous n'en emprunterons qu'un seul exemple pour l'année 1938. Au moment où l'enquête menée en Suisse après le meurtre d'Ignace Reiss venait de révéler que le tueur professionnel Roland Abbiat dit François Rossi, avait cherché par l'intermédiaire du consulat russe en Suisse à obtenir un passeport pour le Mexique, quelques semaines avant que ne débarque au Mexique, exactement à Vera Cruz, le célèbre tueur du G. P. U. George Mink, dit Alfred Herz, venu, lui aussi collaborer au grand dessein du G. P. U., le meurtre de Trotsky, l'organe du P. O. I., *La Lutte ouvrière*, publiait le 17 mars 1938 l'avertissement suivant :

« Pour quelles raisons Georges Fournial se rend-il au Mexique ? Fournial est secrétaire de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (I. T. E.) organisation fantôme qui sert aux manœuvres du G. P. U. et ne comprend d'ailleurs que les syndicats russes d'instituteurs.

Fournial est bien connu pour son zèle stalinien. Dans l'ancienne Fédération unitaire de l'Enseignement, il fut l'un des organisateurs de la lutte contre le "trotskysme". Il a continué à jouer ce rôle dans les milieux universitaires et intellectuels. Il y travaille pour le G. P. U.

Fournial a obtenu un congé de six mois (!) (il est instituteur) afin de se rendre au Mexique soi-disant pour s'occuper d'un rassemblement des syndicats de l'enseignement américain. En réalité, sa mission officielle

en couvre d'autres. *Le voyage de Fournial est à mettre en relation étroite avec les préparatifs du crime contre Trotsky.*

Le cas de Fournial est public, mais il y en a d'autres sur lesquels se fera en temps utile la clarté ».

N'y a-t-il pas là un thème intéressant, une direction de recherche passionnante pour qui s'intéresse à l'histoire du P. C. F. ? Nous avons montré que son organe central, l'*Humanité*, avait joué un rôle essentiel dans ses campagnes pour couvrir les traces des assassins de Reiss et de Klement — ces campagnes qui constituaient en même temps un aspect essentiel de la préparation psychologique et politique de l'assassinat de Trotsky lui-même. Nous souhaitons que cette direction de recherche intéresse les historiens regroupés autour des *Cahiers d'Histoire*. Nous sommes prêts à collaborer avec l'Institut Maurice Thorez pour tout travail sur ce qui, dans l'histoire du P. C. F., recoupe notre champ de recherches, qu'il s'agisse de la première période de l'Internationale communiste où Trotsky était chargé par son exécutif de suivre le travail de la section française, ou de sa deuxième période où le P. C. F. collaborait activement à la chasse à l'homme contre Trotsky et son fils.

Nous devons cependant dire franchement que nous avons des doutes quant à l'authenticité et à la sincérité des déclarations émanant du P. C. F. en vue d'une recherche historique scientifique sur sa propre histoire. A cause de Georges Soria, pour les raisons indiquées par Jean-Paul Joubert en présentant ses « textes » ci-dessus. A cause surtout de Georges Fournial. En 1978 en effet, le dirigeant stalinien mexicain Valentin Campa a raconté dans ses mémoires publiés au Mexique comment l'assassinat de Trotsky a été préparé par Staline et comment les agents de ce dernier ont imposé cette décision à son parti, révoquant ceux des dirigeants qui, comme lui, émettaient quelques réserves. Il n'y avait dans le livre de Campa aucune « révélation » — seulement une tentative maladroite de se dégager d'une complicité de meurtre évidente. Or c'est précisément à Georges Fournial que l'*Humanité* — si l'on préfère, les dirigeants du P. C. F. en 1978 — a confié le soin de présenter ces prétendues « révélations » sur l'assassinat de Trotsky. Ce faisant, l'*Humanité* de 1978 a démontré qu'elle était — et le P. C. F. avec elle — dans le droit fil de celle de 1938 qui couvrait les traces des assassins de Reiss, cherchait à faire disparaître le meurtre de Klement et contribuait à la préparation de l'assassinat de Trotsky.

Nous attendons sans impatience une éventuelle réponse. Sans impatience, car nous sommes pour notre part décidés à poursuivre notre travail de recherche et convaincus de contribuer ainsi de façon importante et bien que ce ne soit pas notre objectif premier, à une histoire scientifique du P. C. F.

INSTITUT LÉON TROTSKY.

Les collaborateurs de ce numéro spécial

— Pierre BROUÉ, directeur scientifique de l'Institut Léon Trotsky, a conçu et dirigé la préparation de ce numéro. Pierre Broué est docteur ès Lettres (Histoire) et enseigne à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il est notamment l'auteur des ouvrages suivants : *La Révolution et la Guerre d'Espagne* (Paris, Minuit, 1961), avec Emile Témime, *Le Parti Bolchevique* (Paris, Minuit, 1963), *Les Procès de Moscou* (Paris, Julliard Archives, 1965), *Révolution en Allemagne 1917-1923* (Paris, Minuit, 1971), *Le Printemps des Peuples commence à Prague. Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est* (Paris, Selio, 1969). Il a présenté les écrits de Trotsky, *Le Mouvement communiste en France* (Paris, Minuit, 1967) et *La Révolution espagnole 1930-1940* (Paris, Minuit, 1975) et, avec Michel Dreyfus, les six premiers volumes des *Œuvres* de Trotsky (Paris, E. D. I., 1978-1979). Il a 53 ans.

— Michel DREYFUS, docteur de 3^e cycle (Histoire) est conservateur à la B. D. I. C. à Nanterre. Il a présenté des textes de Trotsky et Victor Serge sous le titre *La Lutte contre le stalinisme* (Paris, Maspero, 1977) et, avec Pierre Broué, les six premiers volumes des *Œuvres*. Il a 33 ans.

— Jean-Paul JOUBERT, licencié d'histoire et docteur en sciences politiques, enseigne également à l'I. E. P. de Grenoble. Il a publié *Révolutionnaires de la S. F. I. O. Marceau Pivert et le pivertisme* (Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, 1977). Il a 33 ans.

— René REVOL, licencié d'histoire et diplômé d'I. E. P., est professeur de lycée à Chambéry. Il a commencé des recherches sur les relations entre les trotskystes et le P. O. U. M. Il a 31 ans.

— Gérard ROCHE, diplômé d'I. E. P., est professeur de lycée à Lyon. Il prépare une thèse de sciences politiques sur Trotsky et les intellectuels de son temps. Il a 31 ans.

— David VOGELSANGER vient d'achever à l'université de Zurich son diplôme de licence d'histoire et travaille sur l'histoire du trotskysme en Suisse. Il a 25 ans.

— Alan WALD, docteur ès Lettres (Ph. D.) enseigne au département d'anglais et de langues étrangères de l'Université de Michigan à Ann Arbor (E. U.). Il est l'auteur d'un ouvrage sur *James T. Farrell. The revolutionary Socialist Years* (New York, University Press, 1978) et d'un livre encore inédit sur Wheelwright et Sherry Mangan. Il a publié de nombreux articles

parmi lesquels : « Mike Gold and the Radical Literary Movement of the 1930's » (*International Socialist Review*, mars 1973) ; « The Menorah Group Moves Left » (*Jewish Social Studies*, printemps-automne 1974) ; « Edmund Wilson : Encounter with Marxism » (*International Socialist Review*, septembre 1974) ; « Revolutionary Intellectuals. *Partisan Review* in the 1930's » (*Occident Magazine*, Berkeley, 1974) ; « Farrell and the Trotskyists » (*Twentieth Century Literature*, vol. XXII, 1966) ; « The Pilgrimage of Sherry Mangan. From Aesthetes to Revolutionary Socialism » (*Pembroke Magazine*, 1977) ; « Herbert Solow : Portrait of a New York Intellectual » (*Prospects*, n° 3, 1977) ; « John Brooks Wheelwright, Poet and Revolutionary » (*International Socialist Review*, février 1979). Il a 33 ans.

ABONNEMENTS

Nous rappelons à nos abonnés que, prévus au départ pour trois numéros, les abonnements de lancement se terminent avec ce numéro.

Afin de faciliter les comptes de nos abonnés et notre propre comptabilité, nous souhaitons que les abonnements correspondent aux années civiles et c'est pourquoi nous proposons un rattrapage permettant de réajuster l'abonnement à trois numéros avec celui de 1980 :

	France	Etranger
Abonnement du n° 4 au n° 8 :	100,00 F	125,00 F

Le tarif des abonnements pour 1979 et 1980 est ainsi établi :

1979 : n° 1 à 4 —	France : 70,00	Etranger : 85,00
1980 : n° 5 à 8 —	France : 80,00	Etranger : 100,00

Nous rappelons que, vendu au numéro, le n° 3, contenant le double de pages des numéros habituels coûte 35,00 F, alors qu'il est sans augmentation pour les abonnés.

A partir du n° 5 (1980), le prix au n° sera de 25,00 F.

Les abonnements de soutien seront toujours les bienvenus.

UNE EDITION CAPITALE

Nous informons nos abonnés et nos lecteurs que l'Institut Léon Trotsky apporte son concours à un ouvrage iconographique exceptionnel :

LÉON TROTSKY

Iconographie de David KING
Textes de Pierre BROUÉ
Edité par E. D. I.

Contenant plus de trois cents photographies dont beaucoup sont inédites, cet ouvrage de 272 pages grand format (21 × 31) sera mis en vente courant novembre 1979 sous la forme cartonnée.

Une édition limitée, reliée pleine toile et numérotée est en souscription (au prix de 150,00 F à E. D. I., 29, rue Descartes).

Achévé d'imprimer en octobre 1979, sur les presses de l'Imprimerie Corbière et Jugain, à Alençon (Orne).
Le directeur de publication : Jean Risacher.

CAHIERS LÉON TROTSKY

Dans leurs prochains numéros, les *Cahiers Léon Trotsky* publieront :

— Les lettres de Jeanne MARTIN des PALLIÈRES à Jean van Heijenoort présentées et annotées par Michel DREYFUS.

— Des souvenirs de Sara WEBER qui fut secrétaire de Trotsky à Prinkipo, à Saint-Palais et Barbizon.

— L'étude de G. DESOLRE sur la littérature antitrotskyiste dans l'U. R. S. S. de ces dernières années.

— Des jugements de personnalités diverses sur Trotsky (Churchill, etc.).

— Un article de Fritz KELLER sur l'histoire du mouvement trotskyiste en Autriche.

— Un article de Hans SCHAFRANECK sur la vie et la mort de Kurt Landau.

— Des souvenirs de militants, notamment de Georg SCHEUER sur Vienne et Prague à l'heure des procès de Moscou, etc.

— La rubrique bibliographique de Michel Dreyfus et Jean-François Godchau.

.....

.....

— Et des numéros spéciaux sur l'Opposition de gauche en U. R. S. S., avec des documents inédits des archives de Harvard, des articles et lettres d'oppositionnels, de Léon Sedov ; sur les origines du trotskysme en Amérique latine, etc.

LÉON TROTSKY - ŒUVRES (E.D.I.)

La première série de la publication systématique et chronologique des *Œuvres* de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933 - juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933 - octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933 - avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulse au premier prétexte. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934 - décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'efforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934 - juin 1935 (mai 1979)

Trotsky poursuit son analyse de l'assassinat de Kirov et propose vainement une organisation de défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centrées en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entriste » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour la Norvège.

Œuvres 6, juin 1935 - septembre 1935 (octobre 1979)

Premiers mois du séjour en Norvège de Trotsky qui, sachant l'asile précaire, s'efforce d'observer la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur propre situation, les sections doivent, soit entrer dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), soit en sortir (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirment ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.